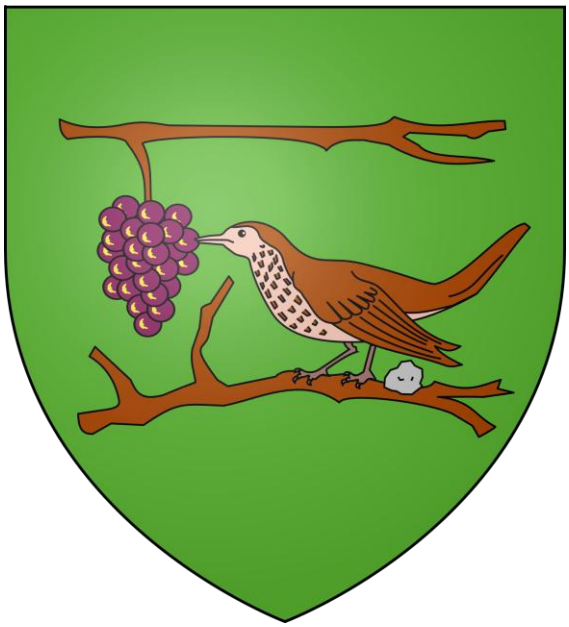
Commune de **Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt**

Plan Local d'Urbanisme

1. Rapport de Présentation et évaluation environnementale

Vu pour être annexé à la délibération du

Approuvant le PLU



Signature et cachet de la collectivité

GEOGRAM
Environnement - Urbanisme

16 rue Rayet Liénart
51420 Witry-lès-Reims
Tél. : 03 26 50 36 86
Fax : 03 26 50 36 80
e-mail : bureau.etudes@geogram.fr
Site internet : www.geogram.fr

Sommaire

INTRODUCTION **13**
► *Les objectifs d'un P.L.U.* *13*
► *Le Plan Local d'Urbanisme : Définition et contenu* *13*
Le rapport de présentation *14*
L'évaluation environnementale *15*
Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD) *16*
Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) *17*
Le règlement *18*
Les annexes sanitaires et servitudes d'utilité publique *24*
Schéma de synthèse du contenu du plu *25*

1ÈRE PARTIE : DIAGNOSTIC COMMUNAL **27**

1] APPROCHE GLOBALE DU TERRITOIRE **28**
1.1. Situation administrative et géographique *28*
1.2. Intercommunalité et structures intercommunales *29*
1.3. Historique de la planification locale *34*
1.4. Histoire locale *34*
1.5. principales caractéristiques du territoire communal *35*

2] COMPOSANTES DE LA COMMUNE **36**
2.1. Approche sociodémographique du territoire *36*
2.1.1. Démographie *36*
2.1.2. Répartition par âge *37*
2.1.3. Ménages *37*
2.2. Habitat et logement *37*
2.2.1. Évolution du parc de logements *37*
2.2.2. Caractéristiques des résidences principales *38*
2.3. Approche socio-économique du territoire *38*
2.3.1. Emploi *38*
2.3.2. Déplacements domicile – travail *39*
2.3.3. Activités locales *40*
2.3.4. Activité agricole *42*
2.4. Équipements *43*
2.5. Réseaux *45*
2.5.1. Alimentation en eau potable *45*
2.5.2. Assainissement *46*
2.5.3. Défense incendie *46*
2.5.4. Collecte et traitement des déchets *46*
2.5.5. Réseau de communications numériques *47*
2.6. Les transports et déplacements *47*

2.6.1. Desserte routière 47
2.6.2. Transports ferroviaires 49
2.6.3. Transport fluvial 49
2.6.4. Les déplacements doux 49
2.6.5. Les Capacités de stationnement 51

3] LES DOCUMENTS SUPRACOMMUNAUX 52

4] SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE ET CONTRAINTES TERRITORIALES 55
4.1. Servitudes d'utilité publique 55
4.2. Projet d'intérêt général 55
4.3. Identification géographique de produits alimentaires 55
4.4. Patrimoine archéologique 56

2ÈME PARTIE : ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 59

1] MILIEU PHYSIQUE 60
1.1. Relief 60
1.2. Contexte géologique 61
1.2.1. Géomorphologie 61
1.2.2. Géologie 62
1.2.3. Hydrogéologie 65
1.2.4. Ressources minières 65
1.3. Hydrologie 65
1.3.1. Les cours d'eau et leur bassin-versant 65
1.3.2. Zones à Dominante Humide 66
1.4. Potentiels en matière d'énergies renouvelables 68
1.5. Qualité de l'air 69

2] RISQUES 70
2.1. Risques naturels 70
2.1.1. Catastrophes naturelles 70
2.1.2. Plan de Prévention des Risques Naturels 70
2.1.3. Cavités 70
2.1.4. Aléa de retrait/gonflement des argiles 70
2.1.5. Mouvements de terrain 71
2.1.6. Risque sismique 72
2.1.7. Risque radon 72
2.2. Risques issus de l'activité humaine 72
2.2.1. Établissements industriels 72
2.2.2. Pollution des sols 73
2.2.3. Nuisances sonore liées aux infrastructures de transport 74

3] PAYSAGES 75
3.1. Unités paysagères 75
3.1.1. Les Collines du Laonnois ; 75
3.1.2. La Plaine 76
3.2. Les sensibilités paysagères 77

3.2.1. Éléments jouant sur la sensibilité paysagère 77
3.2.2. Principales sensibilités paysagères 77

4. ORGANISATION ET CARACTÉRISTIQUES DES ZONES BÂTIES 78
4.1. Organisation des zones bâties 78
4.2. Caractéristiques des zones bâties 79
4.2.1. Implantation des constructions 79
4.2.2. Hauteur et volume des constructions 79
4.2.3. Toitures et matériaux de couverture des constructions 79
4.2.4. Façades des constructions 80
4.4. Patrimoine architectural et vernaculaire 80

5] ESPÈCES ET MILIEUX NATURELS 91
5.1. Milieux naturels identifiés 91
5.1.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique 91
5.1.2. Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles 99
5.1.3. Trame Verte et Bleue 101
5.1.4. Zones humides (aspect écologique) 103
5.2. Milieux naturels protégés 104
5.2.1. Sites Natura 2000 104
5.2.2. Arrêté de Protection de Biotope 109
5.2.3. Réserves Naturelles 109
5.3. Biodiversité communale 110
5.3.1. Flore - données bibliographiques 110
5.3.2. Faune - données bibliographiques 110

3ÈME PARTIE : SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC ET DE ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 113

1] SYNTHÈSE DU DIAGNOSTIC COMMUNAL 114

2] SYNTHÈSE DE L'ÉTAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT 115

3] HIÉRARCHISATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX 118

4ÈME PARTIE : ÉVOLUTION DE L'URBANISATION – CAPACITÉS DE DENSIFICATION ET MUTATION DES ESPACES BÂTIS 121

1] ANALYSE DE LA CONSOMMATION PASSÉE D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS 122
1.1. Contexte 122
1.2. Analyse dans l'observatoire de l'artificialisation 122
1.3. Analyse par comparaison de cartographie d'occupation du sol 123
1.4. Analyse par comparaison de photographies aériennes 123

2] POSSIBILITÉS DE CONSOMMATION NOUVELLE D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS 125
2.1. Possibilités fixées par la loi « Climat » et le SRADDET 125
2.2. Possibilités fixées par le SCoT 125
2.3. Étude de densification 125

2.3.1. Mutation du bâti existant et lutte contre la vacance des logements 126
2.3.2. Espaces résiduels mobilisables 127

5ÈME PARTIE : TRADUCTION ET JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS DU PADD 129

1] FONDEMENTS DU PROJET D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DURABLES... 130

2] TRADUCTION ET JUSTIFICATIONS DES ORIENTATIONS DU PADD DANS LES DOCUMENTS GRAPHIQUES 132

2.1. Orientations concernant le développement de l'habitat 132
2.2. Orientations concernant le développement des activités économiques et commerciales. 134
2.3. Orientations concernant les activités agricoles 135
2.4. Orientations concernant les transports et les déplacements..... 136
2.5. Orientations concernant les risques 136
2.6. Orientations concernant les paysages 136
2.7. Orientations concernant la biodiversité 138

3] SUPERFICIE DES ZONES DU PLU..... 139

3.1. Superficie de chacune des zones..... 139
3.1.1. Superficies mesurées..... 139
3.1.2. Comparaison avec le PLU de 2009..... 140
3.2. Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 141

4] TRADUCTION DES ORIENTATIONS DANS LES OAP 142

4.1. Orientations concernant le développement de l'habitat 142
4.2. Orientations concernant le développement des activités économiques et commerciales. 142
4.3. Orientations concernant les activités agricoles 142
4.4. Orientations concernant les transports et les déplacements..... 142
4.5. Orientations concernant les risques 143
4.6. Orientations concernant les paysages 143
4.7. Orientations concernant la biodiversité 144

5] TRADUCTION DE CES ORIENTATIONS DANS LE DOCUMENT ÉCRIT (RÈGLEMENT DU PLU) ET MOTIFS DES LIMITATIONS ADMINISTRATIVES À L'UTILISATION DU SOL..... 145

5.1. Dispositions applicables à la zone U 145
5.2. Dispositions applicables à la zone UZ..... 148
5.3. Dispositions applicables à la zone UM..... 150
5.4. Dispositions applicables à la zone 1AU..... 151
5.5. Dispositions applicables à la zone 1AUZ 151
5.6. Dispositions applicables à la zone A 151
5.7. Dispositions applicables à la zone N..... 153

6ÈME PARTIE : EXPOSÉ DES MOTIFS POUR LESQUELS LE PROJET A ÉTÉ RETENU & COMPARAISON DES SCÉNARII..... 155

1] SCÉNARIO « AU FIL DE L'EAU »..... 156

2] SCÉNARIO 2 158
3] SCÉNARIO 3 160
4] SCÉNARIO RETENU 162
5] RAISONS DU CHOIX DU PROJET 164

7ÈME PARTIE : COMPATIBILITÉ ET PRISE EN COMPTE DES AUTRES PLANS ET PROGRAMMES OPPOSABLES 167

1] SCHÉMA DE COHÉRENCE TERRITORIALE (SCOT) 168
2] PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PLH) 175
3] PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT (PDU) 175
4] SCHÉMA RÉGIONAL D'AMÉNAGEMENT, DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET D'ÉGALITÉ DES TERRITOIRES (STRADDET) 176
5] SCHÉMA DIRECTEUR D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SDAGE) 176
6] SCHÉMA D'AMÉNAGEMENT ET DE GESTION DES EAUX (SAGE) 176
7] PLAN DE GESTION DES RISQUES D'INONDATION (PGRI) 176

8ÈME PARTIE : INCIDENCES NOTABLES PROBABLES DE LA MISE EN ŒUVRE DU DOCUMENT SUR L'ENVIRONNEMENT - MESURES D'ÉVITEMENT, RÉDUCTION, COMPENSATION, DÉFINIES EN CONSÉQUENCE 177

1] INCIDENCES SOCIO-ÉCONOMIQUE 178
1.1. Développement économique et activités créées 178
1.2. Agriculture 178
1.2.1. Consommation d'Espaces Agricoles 178
1.2.2. Prise en compte des activités agricoles existantes 179
2] INCIDENCES SUR LE PAYSAGE 179
2.1. Paysage naturel 179
2.2. Paysage urbain 180
3] INCIDENCES ET MESURES SUR LE MILIEU PHYSIQUE 180
3.1. Ressources minérales 180
3.2. Eaux de surface 180
3.3. Eaux souterraines 181
3.4. Zones humides (aspects hydrauliques) 181
3.5. Climat global 182
3.6. Climat local 184
3.7. Qualité de l'air 185
4] INCIDENCES ET MESURES CONCERNANT LA BIODIVERSITÉ ET LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES 186
4.1. Incidence sur les services écosystémiques 186
4.2. Incidence sur les espèces protégées ou patrimoniales 188

a) Flore *188*
b) Faune *189*
4.3. Incidence sur les continuités écologiques *193*
4.4. Incidence sur les zones humides (aspect écologique) *193*
4.5. Incidence sur les ZNIEFF et les ENS *193*
5] INCIDENCES SUR LES ENJEUX SPÉCIFIQUES NATURA 2000 194
5.1. ZSC°FR2200395 « Collines du Laonnois oriental » *194*
5.1.1. Incidences sur les habitats *194*
5.1.2. Incidences sur les chiroptères *194*
5.1.3. Incidences sur les autres espèces d'intérêt communautaire *194*
5.2. ZSC FR2200390 et ZPS FR2212006 « Marais de la Souche » *195*
5.2.1. Incidences sur les habitats *195*
5.2.2. Incidences sur les espèces *196*
5.3. FR2112005 « Vallée de l'Aisne en aval de Château Porcien » *196*
5.4. Synthèse des incidences sur les sites natura 2000 ..... *196*
6] AUTRES INCIDENCES 196
6.1. Incidences sur le trafic et sécurité routière *196*
6.2. Incidences sur le patrimoine archéologique *196*
6.3. Incidences sur la santé *197*
6.4. Incidences sur le la production de déchets *197*
6.5. Incidences sur le l'exposition aux risques *198*
6.5.1. Retrait/gonflement d'argiles *198*
6.5.2. Inondations *198*
6.5.3. Risques liés aux établissements industriels *198*
6.5.4. Exposition au bruit. *199*
7] MANIÈRE DONT A ÉTÉ MENÉE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE 200

9ÈME PARTIE : CRITÈRES, INDICATEURS ET MODALITÉS DE SUIVI PROPOSÉS POUR L'ÉVALUATION DU PLU ET POUR SES EFFETS SUR L'ENVIRONNEMENT 201

1] SUIVI SOCIO-ÉCONOMIQUE 202
2] SUIVI DES EFFETS SUR LE MILIEU PHYSIQUE ET LES RISQUES 203
3] SUIVI DES EFFETS SUR LA CONSOMMATION D'ESPACE ET LE PAYSAGE 204
4] SUIVI DES EFFETS SUR LES MILIEUX NATURELS 205
5] SUIVI DES EFFETS SUR LE BILAN CARBONE 205

ANNEXES 207

ANNEXE 1 : LISTE DES ESPÈCES VÉGÉTALES RÉFÉRENCÉES À SAINT-ERME-OUTRE-ET-RAMECOURT (CBNBL) 208
ANNEXE 2 : LISTE DES ESPÈCES ANIMALES RÉFÉRENCÉES À SAINT-ERME-OUTRE-ET-RAMECOURT (INPN ET CLICNAT) 221

Insectes : *221*
Araignées : *225*
Amphibiens et Reptiles : *226*
Oiseaux : *226*
Mammifères : *228*

Table des illustrations

Figure 1 – Situation générale 28
Figure 2 – Communes limitrophes 29
Figure 3 – Communes membres de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde 32
Figure 4 – Occupation des sols 35
Figure 5 – Évolution démographique sur la période 1968–2018 36
Figure 6 –répartition par tranche d'âge 37
Figure 7 – Répartition du parc de logement 37
Figure 8 – Ancienneté du parc de logements 38
Figure 9 – Emploi selon le statut professionnel 39
Figure 10 – Lieu d'exercice de l'activité 39
Figure 11 – Mode de transport domicile travail 40
Figure 12 – Principaux secteurs d'activité 41
Figure 13 – Répartition de l'usage agricole des terres 42
Figure 14 – Carte de l'usage agricole des terres en 2019 43
Figure 15 – Périmètres de protection de captage 45
Figure 16 – Localisation de la station d'épuration 46
Figure 17 – Infrastructures de transport routier 47
Figure 18 – Maillage routier local 49
Figure 19 – Randonnée : circuits locaux 50
Figure 20 – Randonnée : PDIPR 51
Figure 21 – Topographie 60
Figure 22 – Coupe topographique 60
Figure 23 – Carte des pentes 61
Figure 24 – Coupe géologique schématique 62
Figure 25 – Carte géologique 64
Figure 26 – Carte des zones humides 67
Figure 27 – Potentiel d'énergie solaire 68
Figure 28 – Concentration de particules fines dans l'Aisne en 2021 69
Figure 29 – Zones concernées par l'aléa retrait/gonflement d'argiles 71
Figure 30 – Sites recensés comme potentiellement pollués 73
Figure 31 – Carte des secteurs affectés par le bruit 74
Figure 32 – Unités paysagères 75
Figure 33 – Organisation des zones bâties de la commune 78
Figure 34 – Organisation des zones bâties de la commune 81
Figure 35 – Élément remarquable n°1 : calvaire Rue Neuvr 82
Figure 36 – Élément remarquable n°2 : Lavoir de Saint-Erme 82
Figure 37 – Élément remarquable n°3 : Cimetière militaire 82
Figure 38 – Élément remarquable n°4 : Calvaire de l'église de Saint-Erme 83
Figure 39 – Élément remarquable n°5 : Fontaine et calvaire à Outre 83
Figure 40 – Élément remarquable n°6 : Calvaire 83
Figure 41 – Élément remarquable n°7 : Lavoir 84
Figure 42 – Élément remarquable n°8 : Ancien couvent 84
Figure 43 – Élément remarquable n°9 : Architecture de style « Art déco » 84
Figure 44 – Élément remarquable n°10 : Calvaire RD18 85
Figure 45 – Élément remarquable n°11 : Cône de vue depuis Outre sur Saint-Erme et son couvent 85
Figure 46 – Élément remarquable n°12 : Monument aux morts de Ramecourt 86
Figure 47 – Élément remarquable n°13 : Croix des Andiers 86
Figure 48 – Élément remarquable n°14 : Calvaire à Saint-Erme-ville 86
Figure 49 – Élément remarquable n°15 : Calvaire à l'entrée Est d'Outre 87

Figure 50 – Élément remarquable n°16 : Calvaire de la Mairie 87
Figure 51 – Élément remarquable n°17 : Croix des hauts de Saint-Erme 87
Figure 52 – Élément remarquable n°18 : Église de Ramecourt 88
Figure 53 – Élément remarquable n°19 : Croix de la Rue des Sablons 88
Figure 54 – Élément remarquable n°20 : Église de Saint-Erme ville 89
Figure 55 – Élément remarquable n°21 : Église d'Outre 89
Figure 56 – Élément remarquable n°22 : Fontaine Sainte-Claire 90
Figure 57 – Élément remarquable n°23 : Fontaine de Ramecourt 90
Figure 58 – ZNIEFF de type 2 92
Figure 59 – ZNIEFF de type 1 94
Figure 60 – Espaces Naturels Sensibles du Département 100
Figure 61 Carte de la TVB à l'échelle de la Champagne Picarde 102
Figure 62 Carte de la TVB à l'échelle de la commune 103
Figure 63 : Zones Natura 2000 dans les environs de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt 104
Figure 64 : Zones Natura 2000 sur le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt 105
Figure 65 : Numérotation dans le DOCOB 107
Figure 66 : Habitats d'intérêt communautaire 107
Figure 67 – Synthèse des enjeux écologiques 117
Figure 68 – Consommation foncière selon l'observatoire de l'artificialisation 123
Figure 69 – Carte de l'artificialisation des sols sur la période 2011-2021 124
Figure 70 : Potentiel de densification 128
Figure 71 : Propriétés communales au lieu-dit « Les Pétrons » 131
Figure 72 : Localisation des extensions à vocation principale d'habitat 133
Figure 73 : Localisation des extensions à vocation d'activité 134
Figure 74 : Ferme de Bibrax 135
Figure 75 : Ferme de Risquetout 135
Figure 76 : espaces de respiration 137
Figure 77 : Tableau des superficies des zones 139
Figure 78 : Tableau de comparaison des surfaces avec l'ancien PLU 140
Figure 79 : Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 141
Figure 80 – Consommation foncière dans le scénario « au fil de l'eau » 157
Figure 81 – Scénario 2 - extension à vocation d'habitation aux Pétrons 158
Figure 82 – Scénario 2 - Extension à vocation d'activité à Saint-Erme-gare 159
Figure 83 – Scénario 3 - Extension à vocation d'habitat à Outre 160
Figure 84 – Scénario 3 - Extension à vocation d'habitat et d'activité à Saint-Erme-gare 161
Figure 85 – Scénario retenu - extensions à vocation d'habitat et d'activité 162
Figure 86 – Propriétés communales dans le secteur d'extension retenu 163
Figure 87 – Localisation des milieux favorables au triton crêté 195

Introduction

► LES OBJECTIFS D'UN P.L.U.

Par la délibération du 9 décembre 2021 la commune de SAINT-ERME-OUTRE-ET-RAMECOURT a exprimé sa volonté de réviser son Plan Local d'Urbanisme. Il s'agit d'un document de planification qui organise l'avenir du village et réglemente l'occupation des sols. Il vise à répondre à de nouveaux enjeux communaux. Au travers ce document, les élus souhaitent[1] :

- Mener une réflexion globale sur le territoire et notamment sur le patrimoine bâti et naturel ;
- Intégrer les prescriptions du SCoT de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde ;
- Permettre aux entreprises du territoire de pouvoir porter leurs projets de développement ;
- Revoir le règlement du PLU, notamment pour tenir compte des nouveaux modes de construction.

► LE PLAN LOCAL D'URBANISME : DÉFINITION ET CONTENU

Le PLU constitue le document fondamental de la planification locale ; il définit de façon précise le droit des sols applicable à chaque terrain. Il fixe les règles générales et les servitudes d'utilisation des sols, délimite les zones urbaines ou à urbaniser et les zones naturelles ou agricoles et forestières à protéger et définit, en fonction des circonstances locales, les règles concernant l'implantation des constructions. Il permet d'assurer :

- L'équilibre entre le renouvellement urbain, un développement urbain maîtrisé, le développement de l'espace rural, d'une part, et la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des espaces naturels et des paysages, d'autre part, en respectant les objectifs du développement durable ;
- La diversité des fonctions urbaines et la mixité sociale dans l'habitat urbain et dans l'habitat rural, l'équilibre entre emploi et habitat ainsi que des moyens de transport et de la gestion des eaux.
- Une utilisation économe et équilibrée des espaces naturels, urbains, périurbains et ruraux, la maîtrise des besoins de déplacement et de la circulation automobile, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des écosystèmes, des espaces verts, des milieux, sites et paysages naturels ou urbains, la réduction des nuisances sonores, la sauvegarde des ensembles urbains remarquables et du

[1] *Motivations exposées dans la délibération de prescription de la procédure de révision du PLU.*

patrimoine bâti, la prévention des risques naturels prévisibles, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature.

Suite à la délibération de prescription, le Préfet a transmis un document appelé « Porter à Connaissance » sui recense l'ensemble des servitudes d'utilité publique et des contraintes qui s'appliquent sur le territoire communal et qui devront être prises en compte dans le PLU.

Le PLU comprend :

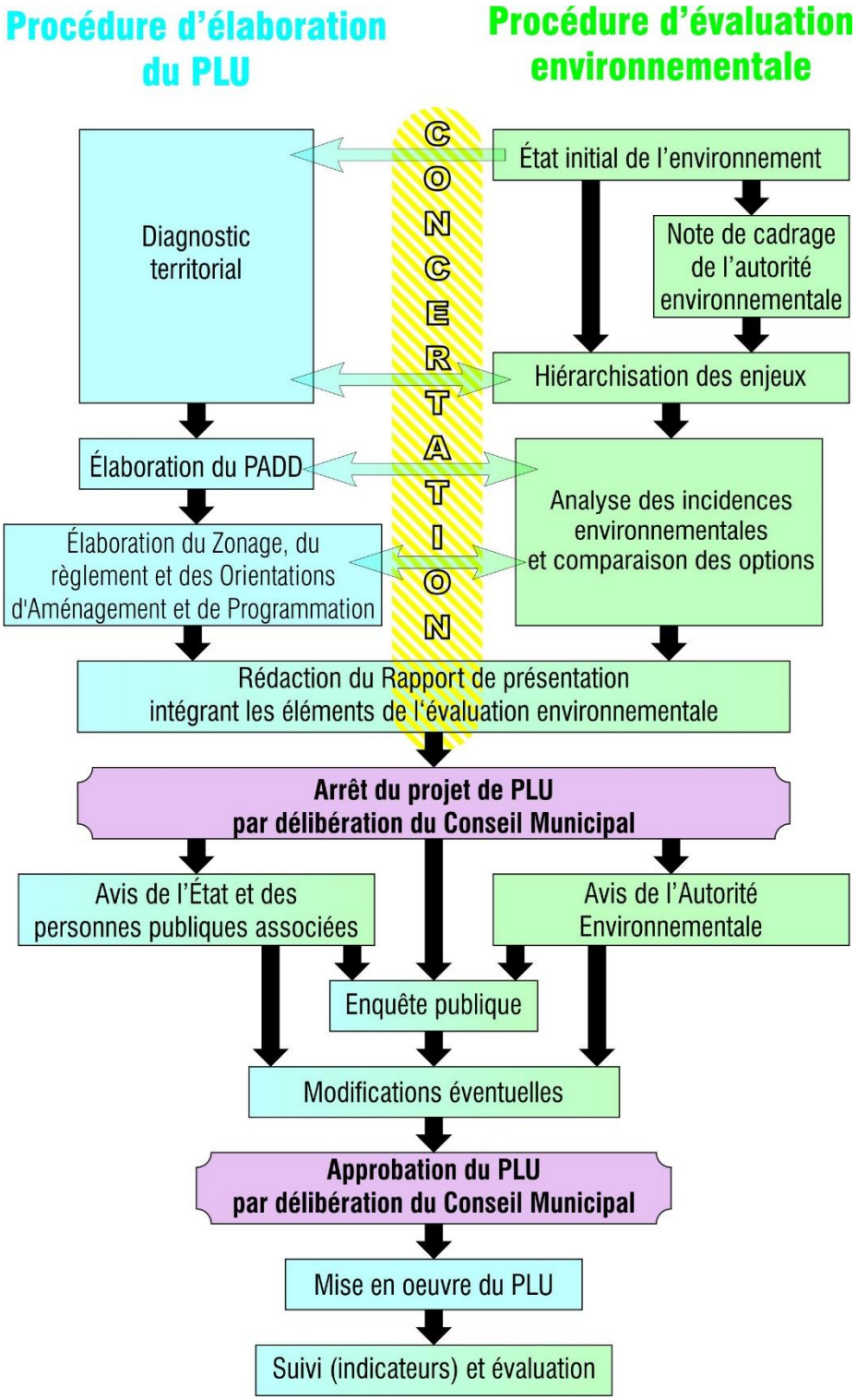
Le rapport de présentation

Ce document :

- expose le Diagnostic établi au regard des prévisions économiques et démographiques et des besoins répertoriés en matière de développement économique, de surfaces et de développement agricoles, de développement forestier, d'aménagement de l'espace, d'environnement, notamment en matière de biodiversité, d'équilibre social de l'habitat, de transports, de commerce, d'équipements et de services.
- analyse la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers au cours des dix années précédant l'approbation du plan ou depuis la dernière révision du document d'urbanisme et la capacité de densification et de mutation de l'ensemble des espaces bâtis, en tenant compte des formes urbaines et architecturales
- expose les dispositions qui favorisent la densification de ces espaces ainsi que la limitation de la consommation des espaces naturels, agricoles ou forestiers
- justifie les objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain compris dans le projet d'aménagement et de développement durables au regard des objectifs de consommation de l'espace fixés, le cas échéant, par le schéma de cohérence territoriale et au regard des dynamiques économiques et démographiques.
- établit un inventaire des capacités de stationnement de véhicules motorisés, de véhicules hybrides et électriques et de vélos des parcs ouverts au public et des possibilités de mutualisation de ces capacités.
- explique les choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables, les orientations d'aménagement et de programmation et le règlement.

L'évaluation environnementale

L'élaboration ou la révision des plans locaux d'urbanisme sont assujetties au dispositif spécifique de l'évaluation stratégique environnementale. Celle-ci est avant tout une démarche qui vise à maximiser la prise en compte de l'environnement dans l'élaboration du PLU en parallèle duquel elle est menée.



Sa traduction dans le document comprend *a minima* :

- Une présentation générale du PLU (objectifs, contenu, articulation avec d'autres plans ou programmes…).
- Une description de l'état initial de l'environnement, de ses perspectives d'évolution si le PLU n'était pas mis en œuvre, des principaux enjeux environnementaux, des caractéristiques environnementales du territoire.
- Une description et une évaluation des effets notables du PLU sur l'environnement et la santé humaine.
- Les solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ou du document.
- L'exposé des motifs pour lesquels les choix ont été retenus.
- Les mesures prévues pour éviter, réduire et, en dernier ressort, compenser les incidences négatives notables sur l'environnement.
- Les critères, indicateurs et modalités retenus pour suivre les effets du PLU sur l'environnement.
- Un résumé non-technique.

Pour des raisons pratiques et dans un souci d'homogénéité, la plupart des éléments de cette évaluation environnementale sont intégrés dans le rapport de présentation. Seul le Résumé Non Technique fait l'objet d'un fascicule séparé.

L'évaluation environnementale doit être proportionnée à la sensibilité environnementale du territoire.

Le projet d'aménagement et de développement durables (PADD)

Ce document a pour fonction exclusive de présenter le projet communal pour les années à venir. Il a donc une place capitale :

- Il définit les orientations générales des politiques :
  - d'aménagement,
  - d'équipement,
  - d'urbanisme,
  - de paysage,
  - de protection des espaces naturels, agricoles et forestiers,
  - de préservation ou de remise en bon état des continuités écologiques.
- Il définit les orientations générales concernant
  - l'habitat,
  - les transports,

- les déplacements,
- les réseaux d'énergie,
- le développement des communications numériques,
- l'équipement commercial,
- le développement économique et les loisirs.

↳ Il fixe des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les orientations d'aménagement et de programmation comprennent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements. Il existe désormais trois types d'OAP :

Les OAP sectorielles

Elles sont obligatoires en zone 1AU. Elles définissent les conditions d'aménagement garantissant la prise en compte des qualités architecturales, urbaines et paysagères des espaces dans la continuité desquels s'inscrit la zone, notamment en entrée de ville. Le périmètre de ces OAP est délimité sur le plan de zonage.

Il s'agit de mieux prendre en compte à la fois les zones urbanisées existantes, mais également les zones naturelles et agricoles en continuité desquelles s'inscrit le nouveau secteur d'aménagement. Les OAP doivent proposer des formes urbaines qui respectent les qualités des bourgs ou quartiers existants, et traiter les lisières entre les nouvelles constructions et le paysage qui l'entoure.

Les OAP des secteurs d'aménagement

Elles permettent en zone U et AU de concevoir des OAP qui s'appliquent seules en l'absence de règlement. Cette possibilité s'accompagne des conditions suivantes :

↳ Les dispositions définies dans ces OAP doivent répondre aux objectifs du PADD

↳ Elles doivent porter au minimum sur les objectifs suivants :

- La qualité de l'insertion architecturale, urbaine et paysagère ;
- La mixité fonctionnelle et sociale ;
- La qualité environnementale et la prévention des risques ;
- Les besoins en matière de stationnement ;
- La desserte par les transports en commun ;
- La desserte des terrains par les voies et réseaux.

↳ Elles doivent comporter un schéma d'aménagement précisant les principales caractéristiques d'organisation spatiale du secteur

La réalisation d'OAP sans règlement est soumise à une justification particulière dans le rapport de présentation. De plus, lors de l'instruction des demandes d'occupation du sol (permis ou déclaration préalable), les articles d'ordre public du RNU continueront à s'appliquer.

Les OAP à vocation patrimoniale

Les orientations d'aménagement et de programmation peuvent comprendre des dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments de paysage, quartiers, îlots, immeubles, espaces publics, monuments, sites et secteurs qu'elles ont identifiés et localisés pour des motifs d'ordre culturel, historique, architectural ou écologique.

Cette disposition vise à offrir aux collectivités concernées la possibilité de bénéficier de garanties de protection de leur patrimoine vernaculaire.

Les OAP patrimoniales assurent donc l'application de dispositions portant sur la conservation, la mise en valeur ou la requalification des éléments et ensembles bâtis ou naturels présentant un intérêt culturel, historique, architectural ou écologique, après identification et localisation de ces derniers.

Le règlement

Ce document est une traduction du PADD en mesures concrètes et précises. Il comporte :

Les documents graphiques

Ces documents graphiques sont constitués par un ou plusieurs plans, communément appelés plans de zonage. Ils permettent de visualiser à l'échelle communale les choix d'aménagement exposés dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durable et mis en œuvre aux travers des règles contenues dans le règlement. Ces plans divisent le territoire communal en plusieurs types de zone en fonction des caractéristiques locales :

Les zones urbaines dites « zones U »

Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Les zones urbaines dites « zones U »

Les zones à urbaniser dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs à caractère naturel de la commune destinés à être ouverts à l'urbanisation. Il est possible de distinguer deux types de zones AU en fonction de la capacité des réseaux situés à leur périphérie :

- Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone, ou si ces réseaux ne sont pas suffisants mais que la commune s'engage à réaliser les renforcements nécessaires, le PADD et le règlement

définissent les conditions d'aménagement et d'équipement de la zone. Les constructions y sont autorisées, soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone, prévus par le PADD et le règlement. Ces secteurs seront classés en zone 1AU.

- Lorsque les voies publiques et les réseaux d'eau, d'électricité, et le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU n'ont pas une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et si la commune ne peut pas s'engager à réaliser les renforcements de réseaux nécessaires, son ouverture à urbanisation peut être subordonnée à une modification ou à une révision du PLU. Ces secteurs seront classés en zone 2AU.

Les zones agricoles dites "zones A".

Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles. Les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif et à l'exploitation agricole sont seules autorisées en zone A.

Peuvent être autorisées en zone A :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'Article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
- Les changements de destination de bâtiment existant dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la CDPENAF[2], et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la CDNPS[3].

[2] *Commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers*
[3] *commission départementale de la nature, des paysages et des sites*

Les zones naturelles et forestières dites "zones N"

Peuvent être classés en zone naturelle et forestière les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

- 1° Soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
- 2° Soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
- 3° Soit de leur caractère d'espaces naturels ;
- 4° Soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
- 5° Soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

Peuvent être autorisées en zone N :

- Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées au titre de l'Article L. 525-1 du code rural et de la pêche maritime ;
- Les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages ;
- Les constructions, installations, extensions ou annexes aux bâtiments d'habitation, dès lors que ces extensions ou annexes ne compromettent pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site.
- Le règlement précise la zone d'implantation et les conditions de hauteur, d'emprise et de densité de ces extensions ou annexes permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.
- Les changements de destination de bâtiment existant dès lors que ce changement de destination ne compromet pas l'activité agricole ou la qualité paysagère du site. Le changement de destination est soumis, en zone agricole, à l'avis conforme de la CDPENAF, et, en zone naturelle, à l'avis conforme de la CDNPS (commission départementale de la nature, des paysages et des sites).

Les STECAL

Des STEACAL[4] peuvent être délimités à titre exceptionnel, en zone naturelle ou agricole.

Peuvent y être autorisées :

- Des constructions ;
- Des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage ;
- Des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs ; dans ce cas le règlement fixe les conditions de hauteur, d'implantation et de

[4] *Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limités*

densité des constructions et les conditions relatives aux réseaux publics, à l'hygiène et à la sécurité.

Autres

Sur les plans de zonage sont également reportés s'il y a lieu :

- les emplacements réservés aux voies et ouvrages publics, aux installations d'intérêt général à créer ou à modifier ou aux espaces verts à créer ou à modifier ou aux espaces nécessaires aux continuités écologiques ;
- Dans les zones urbaines et à urbaniser, des emplacements réservés en vue de la réalisation, dans le respect des objectifs de mixité sociale, de programmes de logements qu'il définit
- Dans les zones urbaines et à urbaniser, des servitudes interdisant, sous réserve d'une justification particulière, pour une durée au plus de cinq ans dans l'attente de l'approbation par la commune d'un projet d'aménagement global, les constructions ou installations d'une superficie supérieure à un seuil défini par le règlement.
- Les espaces boisés classés
- Les secteurs où les nécessités du fonctionnement des services publics, de l'hygiène, de la protection contre les nuisances et de la préservation des ressources naturelles ou l'existence de risques naturels, de risques miniers ou de risques technologiques justifient que soient interdites les constructions et installations de toute nature, permanentes ou non, les plantations, dépôts, affouillements, forages et exhaussements des sols.
- Les secteurs protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol, dans lesquels les constructions et installations nécessaires à la mise en valeur de ces ressources naturelles sont autorisées.
- Les bâtiments qui peuvent faire l'objet d'un changement de destination….
- Etc…

Les pièces écrites

Le règlement est structuré autour des thèmes suivants :

- l'affectation des zones et la destination des constructions : où puis-je construire ?
- les caractéristiques urbaines, architecturales, naturelles et paysagères : comment prendre en compte mon environnement ?
- les équipements et les réseaux : comment je m'y raccorde ?

Le tableau ci-après reprend les différentes règles qui peuvent être Instituées par le PLU :

Mixité fonctionnelle et sociale		- Imposer mixité des constructions sur une même unité foncière - Définir majorations de volume constructible selon emprise au sol et hauteur - Définir des règles différenciées entre le rez-de-chaussée et les étages supérieurs des constructions - Identifier les quartiers dans lesquels doit être préservée ou développée la diversité commerciale - Fixer une proportion de logement d'une taille minimale - Fixer un pourcentage des programmes de logements affectés à des catégories de logement
Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	Volumétrie et implantation des constructions	- Règles maximales d'emprises au sol - Hauteur des constructions - Fixe un objectif de densité minimale de construction, des règles minimales d'emprise au sol et de hauteur
	Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère	-Dispositions concernant les caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions ainsi que des clôtures -Identifier et localiser le patrimoine bâti et paysager à protéger - Fixer des obligations en matière de performances énergétiques et environnementales

		-Imposer que les surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables d'un projet représentent une proportion minimale de l'unité foncière -Imposer des obligations en matière de réalisation d'espaces libres et de plantations, d'aires de jeux et de loisir
	Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	- Fixer les emplacements réservés aux espaces verts ainsi qu'aux espaces nécessaires aux continuités écologiques, en précisant leur destination et les collectivités, services et organismes publics bénéficiaires - Délimiter les espaces et secteurs contribuant aux continuités écologiques et définir des règles nécessaires à leur maintien ou à leur remise en état - Identifier les éléments de paysage - Imposer les installations nécessaires à la gestion des eaux pluviales et du ruissellement - Imposer pour les clôtures des caractéristiques permettant de préserver ou remettre en état les continuités écologiques ou de faciliter l'écoulement des eaux.
	Stationnement	-Obligations de réalisation d'aires de stationnement (véhicules motorisés, vélos, véhicules électriques) compte tenu de la qualité de la desserte en transport collectif, de la densité urbaine et des besoins propres au projet au regard des capacités de stationnement ouvertes au public à proximité. -Dérogations pour les logements locatifs aidés, hébergement personnes âgées et résidences universitaires
Équipement et réseaux	Desserte par les voies publiques ou privées	- Conditions de débouché/raccordement sur les voies d'accès

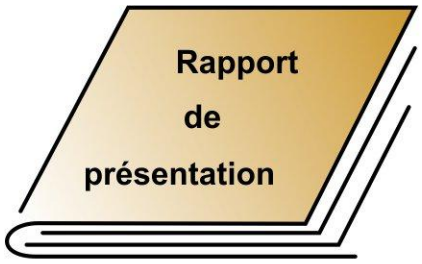
Desserte par les réseaux	- Conditions de desserte des terrains par les réseaux publics d'eau, d'énergie et notamment d'électricité et d'assainissement, ainsi que les conditions de réalisation d'un assainissement non collectif ; - Conditions pour limiter l'imperméabilisation des sols, pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement, et prévoir le cas échéant des installations de collecte, de stockage voire de traitement des eaux pluviales et de ruissellement. - Obligations imposées en matière d'infrastructures et réseaux de communications électroniques. - Emplacements réservés

Les annexes sanitaires et servitudes d'utilité publique

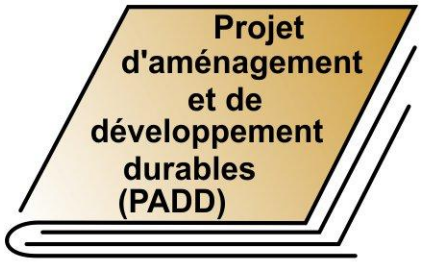
Les pièces écrites

- Liste des servitudes d'utilité publique qui grèvent le territoire communal,
- Données concernant le système d'alimentation en eau potable, le système d'assainissement, les ordures ménagères...
- *Les documents graphiques*
- Le plan des servitudes d'utilité publique.
- Les plans des réseaux d'eau et d'assainissement etc...

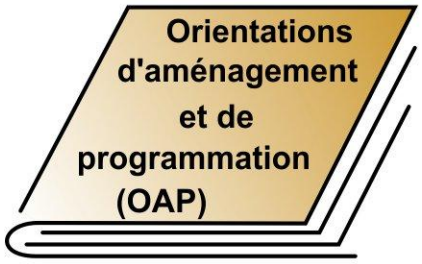
SCHÉMA DE SYNTHÈSE DU CONTENU DU PLU



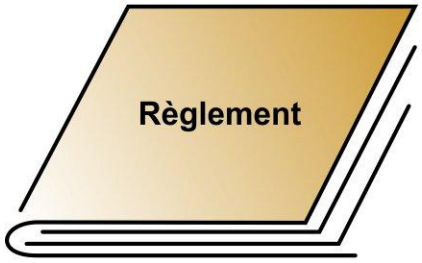
- Diagnostic territorial
- Justifications du PLU
- Evaluation environnementale
- Effets sur l 'environnement



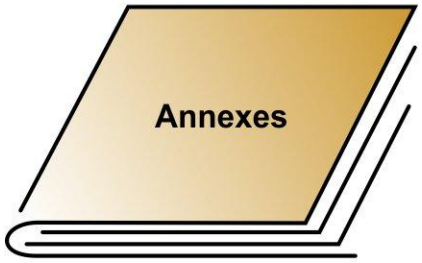
- Politique de la commune à mettre en oeuvre



- Traduction opérationnelle sur les sites à enjeux



- Zonage (découpage du territoire en zones)
- Règlement écrit (conditions d 'utilisation du sol pour chaque zone)



- Servitudes d'Utilité Publique
- Autres informations et obligations diverses



- Résumé des éléments de l'évaluation environnementale

1ère Partie :
Diagnostic communal

1] Approche globale du territoire

1.1. Situation administrative et géographique

Canton	Sissonne
Arrondissement	Laon
Département	Aisne
Population municipale légale (2020)	1 771 habitants
Superficie	2 011 ha[5] / 2038 ha[6]

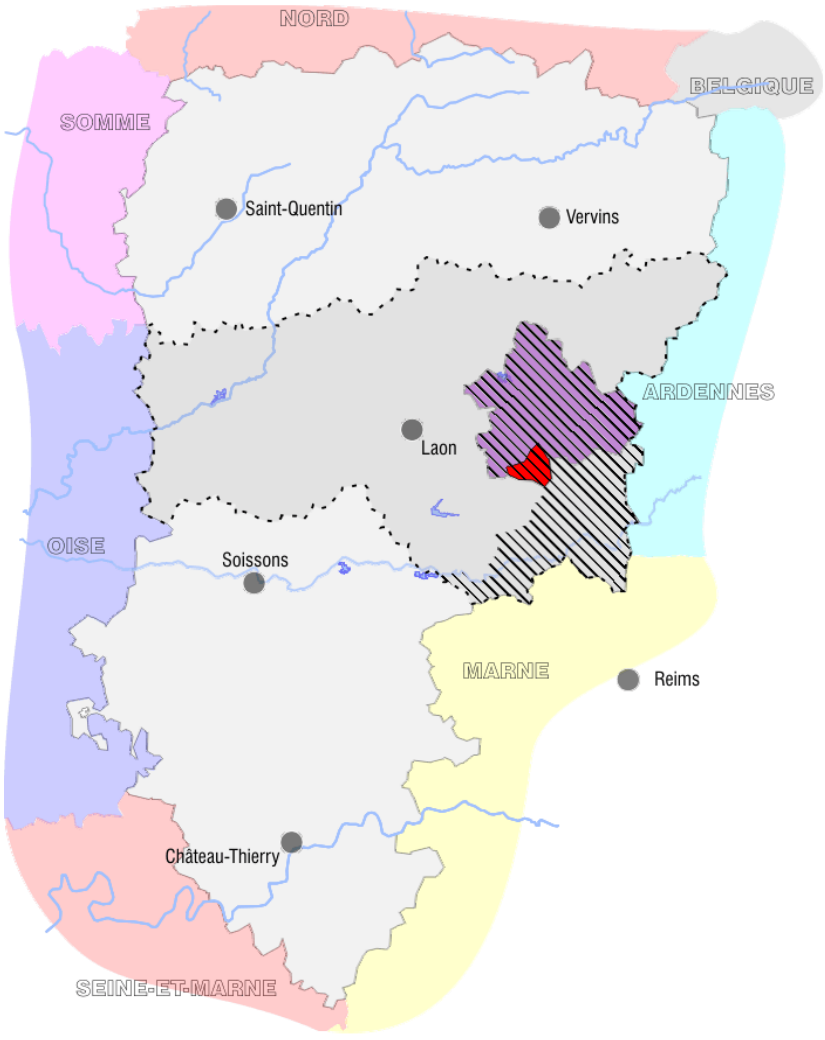


Figure 1 – Situation générale

……

[5] *Selon l'INSEE*
[6] *Selon le cadastre*

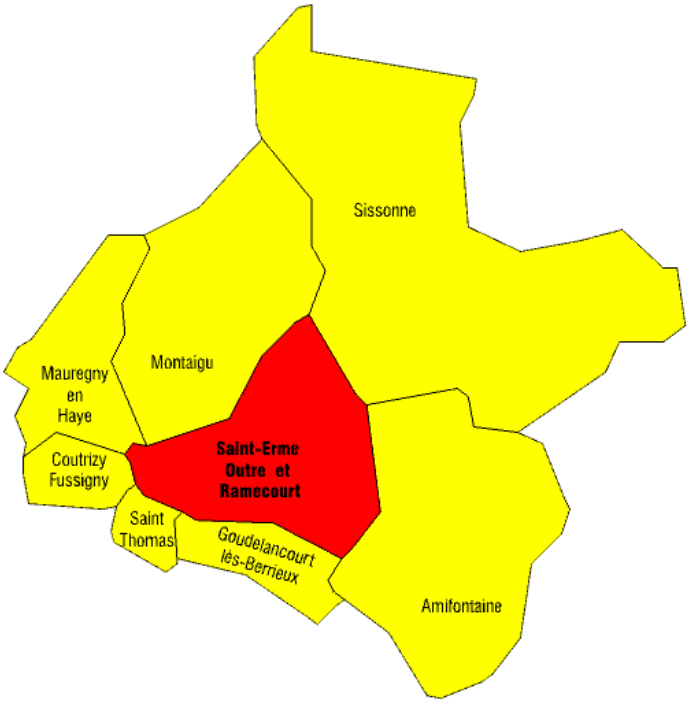


Figure 2 – Communes limitrophes

Saint-Erme Outre et Ramecourt est entourée par 7 communes :

- Sissonne ;
- Amifontaine ;
- Goudelancourt-lès-Berrieux ;
- Saint-Thomas ;
- Coutrizy-Fussigny ;
- Mauregny-en-Haye ;
- Montaigu.

1.2. INTERCOMMUNALITÉ ET STRUCTURES INTERCOMMUNALES

Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt fait partie de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde dont elle accueille le siège. Cette intercommunalité regroupe 46 communes pour une population totale de 20 844 habitants (INSEE 2020) et une superficie cumulée de 578 km² :

Nom	Population 2020	Surface du territoire
Sissonne	2 062	5 353 ha
Nizy-le-Comte	247	3 153 ha
Juvincourt-et-Damary	615	2 982 ha
Amifontaine	390	2 790 ha
La Malmaison	404	2 561 ha
Villeneuve-sur-Aisne	2 780	2 503 ha
Lappion	272	2 371 ha
Montaigu	762	2 351 ha
Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt	**1 711**	**2 011 ha**
Prouvais	336	1 822 ha
Marchais	389	1 530 ha
Bucy-lès-Pierrepont	403	1 446 ha
Chivres-en-Laonnois	345	1 356 ha

Nom	Population 2020	Surface du territoire
Pontavert	603	1 337 ha
Boncourt	261	1 329 ha
Ébouleau	192	1 303 ha
Concevreux	262	1 251 ha
Proviseux-et-Plesnoy	126	1 121 ha
Aguilcourt	382	1 057 ha
Mauregny-en-Haye	404	1 046 ha
Gizy	654	1 025 ha
Mâchecourt	117	1 008 ha
Liesse-Notre-Dame	1 270	996 ha
Sainte-Preuve	76	961 ha
Évergnicourt	534	915 ha
Lor	138	887 ha
Goudelancourt-lès-Pierrepont	138	873 ha
Orainville	500	869 ha
La Ville-aux-Bois-lès-Pontavert	145	832 ha
Berry-au-Bac	687	810 ha
Maizy	404	709 ha
Pignicourt	190	701 ha
Roucy	394	696 ha
Missy-lès-Pierrepont	106	660 ha
Coucy-lès-Eppes	627	603 ha
Condé-sur-Suippe	310	583 ha
Variscourt	211	556 ha
La Selve	206	477 ha
Chaudardes	90	470 ha
Bertricourt	153	448 ha
Bouffignereux	98	436 ha
Courtrizy-et-Fussigny	74	422 ha
Guyencourt	254	420 ha

Nom	Population 2020	Surface du territoire
Meurival	55	289 ha
Neufchâtel-sur-Aisne	420	286 ha
Muscourt	47	218 ha

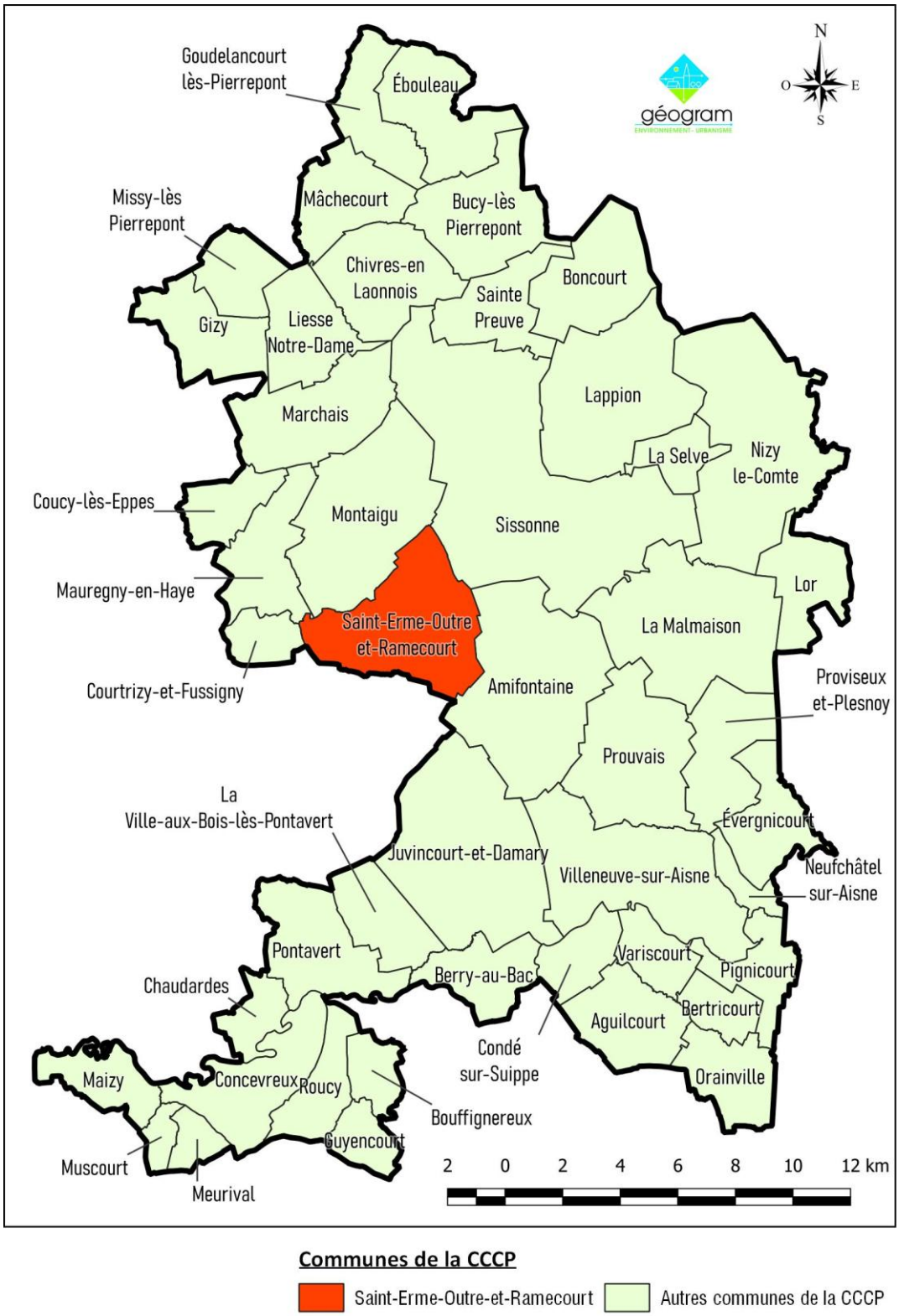


Figure 3 – Communes membres de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde

Ses compétences statutaires sont les suivantes :

Compétences obligatoires

- 1. Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) et schéma de secteur

- 2. Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'Article L. 4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme
- 3. Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage
- 4. Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés
- 5. GEMAPI :
  - - Aménagement de bassin hydrographique
  - - Entretien des cours d'eau, canal, lac ou plan d'eau
  - - Défense contre les inondations et contre la mer
  - - Protection et restauration des milieux aquatiques

Compétences optionnelles

- 1. Protection et mise en valeur de l'environnement, le cas échéant dans le cadre de schémas départementaux et soutien aux actions de maîtrise de la demande d'énergie
- 2. Politique du logement et du cadre de vie
- 3. Création et gestion de maisons de services au public et définition des obligations de service public y afférentes en application de l'Article 27-2 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations

Compétences facultatives

- 1. Équipements sportifs d'intérêt communautaire : Piscine de SISSONNE
- 2. Animation en direction de la jeunesse :
  - - Gestion des Accueils de Loisirs Sans Hébergement en temps de vacances scolaires
  - - Gestion de l'accueil de jeunes
- 3. Développement de services de proximité :
  - - Plates-formes informatiques
  - - Relais Assistantes Maternelles
  - - Établissements d'accueils des jeunes enfants
- 4. Service Public d'Assainissement Non Collectif : contrôle des installations
  - 5. Culture :
  - - Mise en réseau des bibliothèques
  - - Mise en place en place d'une saison culturelle intercommunale
  - - Mise en réseau des activités d'enseignement de la musique sur le territoire en

Partenariat avec les écoles de musique dans le cadre du schéma départemental de l'enseignement artistique

- 6. Formation
  - - Mise en place ou accompagnement de formations BAFA ou BAFD
  - - Mise en œuvre de chantier d'insertion
- 7. Création d'un conseil intercommunal de sécurité et de prévention de la délinquance : Mise en place d'actions d'information et de prévention
- 8. Réseaux et services locaux de communications électroniques comprenant :
  - - construction d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques
  - - Acquisition de droits d'usage à des fins d'établir et d'exploiter des infrastructures et des réseaux de communications électroniques
  - - Acquisition des infrastructures ou réseaux de communications électroniques existants
  - - Mise des infrastructures ou réseaux à disposition d'opérateurs ou d'utilisateurs de réseaux indépendants
  - - Exploitation d'infrastructures et de réseaux de communications électroniques

1.3. HISTORIQUE DE LA PLANIFICATION LOCALE

Antérieurement au présent PLU, la commune était dotée d'un PLU approuvé le 4 février 2009.

1.4. HISTOIRE LOCALE

Sur le plateau de Saint-Erme, à cheval sur les communes de Saint-Thomas et de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt se trouve le camp des Romains du vieux Laon, ancien site gallo-romain, qui serait lié au Bibrax gaulois.

Au 7ème Siècle, saint Erme, né à Herly, qui n'est autre que l'actuel village de Saint-Erme, devenu moine dans l'abbaye de Lobbes en Belgique, fait don d'un domaine qu'il possédait à Herly, et où les moines de Lobbes fondèrent un prieuré. Saint Erme deviendra le deuxième abbé de Lobbes, et après sa mort, les moines changent le nom du prieuré de Herly en Saint-Erme. En 1141, le prieuré de Saint-Erme est mentionné dans l'acte de confirmation de la fondation de l'abbaye de Vauclair. À la fin du 16ème Siècle le prieuré passe à l'abbaye de Saint-Remi de Reims.

Pendant la Révolution les trois paroisses sont érigées en communes indépendantes. Les villageois ont alors défendu avec les armes leurs églises contre l'ordre de destruction. Les trois communes fusionnèrent en 1802.

Au cours de la Première Guerre mondiale, des combats se déroulent à Saint-Erme les 14 et 15 septembre 1914. On dénombre 11 blessés et 84 disparus du côté français.

Le 13 octobre 1918, le village est libéré par le 320e régiment d'infanterie.

1.5. PRINCIPALES CARACTÉRISTIQUES DU TERRITOIRE COMMUNAL

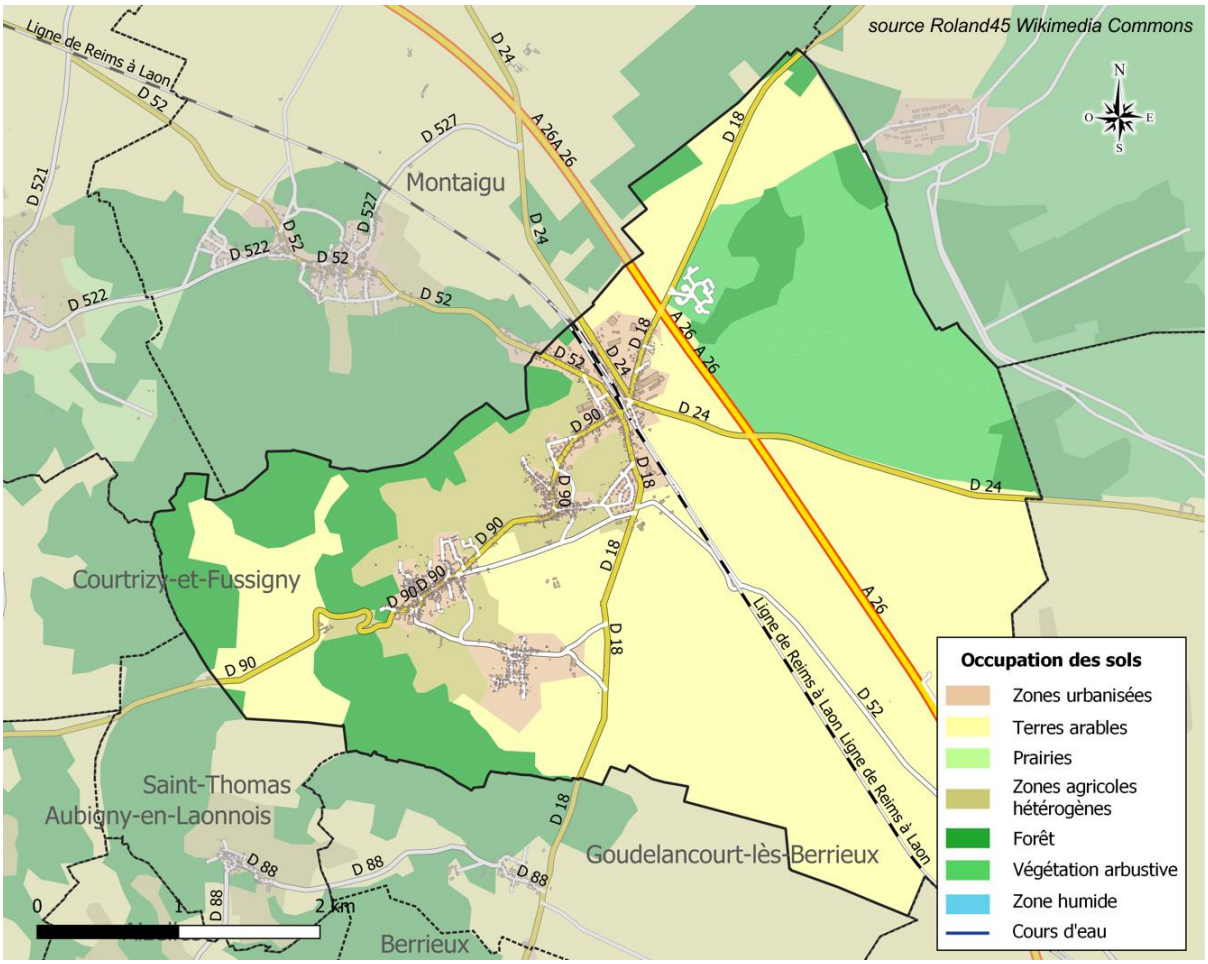


Figure 4 – Occupation des sols

2] Composantes de la commune

2.1. Approche sociodémographique du territoire

2.1.1. Démographie

Les populations légales (devenues « population de référence » en 2025) sont définies par un décret relatif au recensement de la population. Environ 350 textes législatifs ou réglementaires font référence à ces populations. On y distingue la population municipale qui est celle qui est utilisée à des fins statistiques et la population totale qui est la plus souvent utilisée pour l'application de dispositions législatives ou réglementaires.

	Nombre d'habitants
Population municipale	1 711
Population comptée à part	26
Population totale	1 737

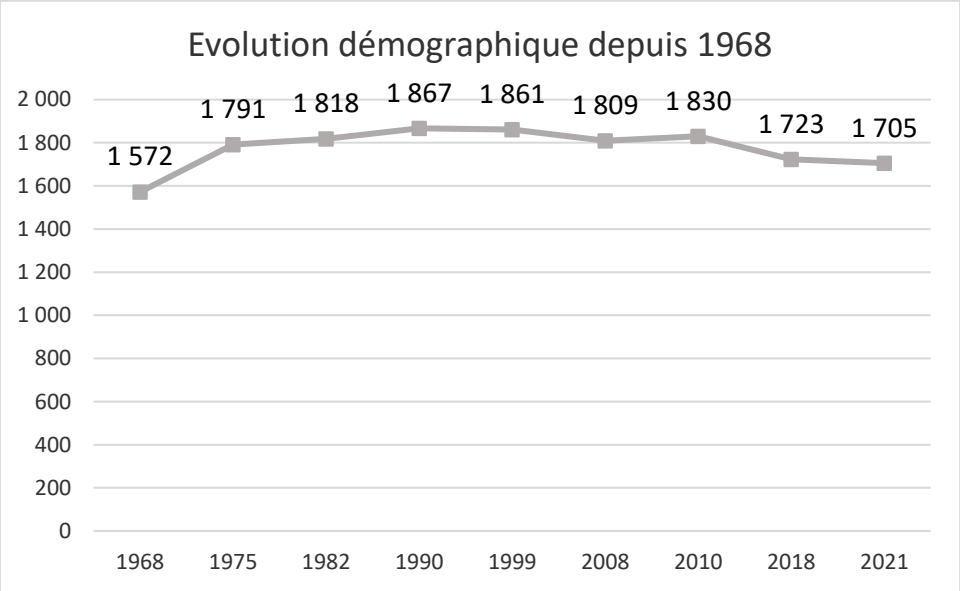


Figure 5 – Évolution démographique sur la période 1968–2018

2.1.2. Répartition par âge

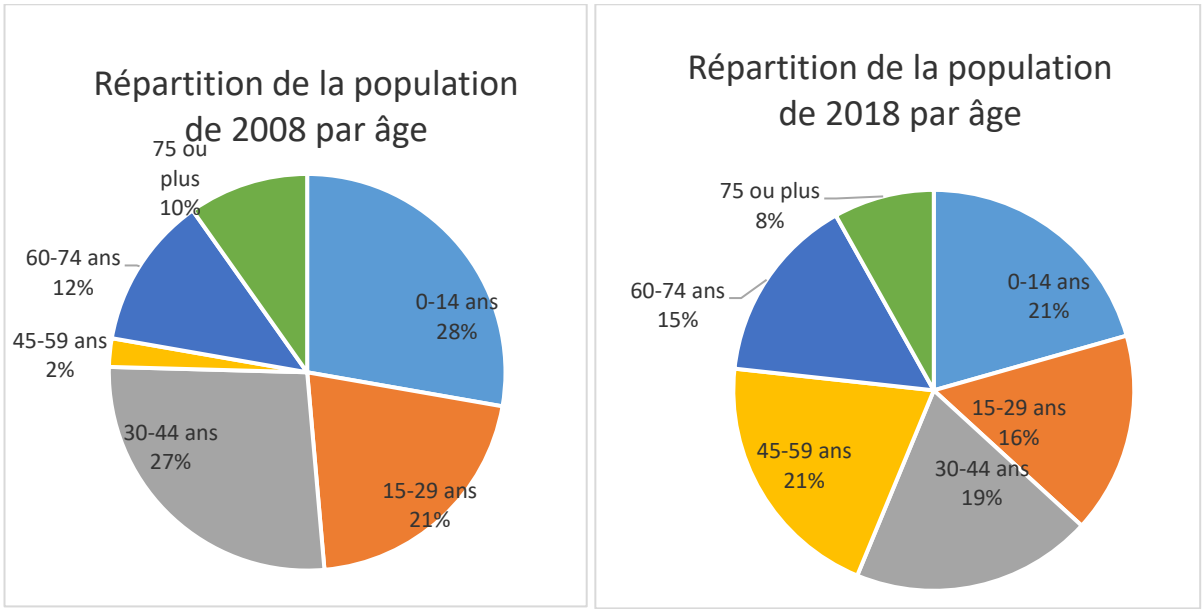


Figure 6 –répartition par tranche d'âge

2.1.3. Ménages

	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Population	1 818	1 867	1 821	1 832	1 780	1 705
Taille moyenne des ménages	3,24	3,15	2,97	2,55	2,48	2,39

Semblablement à la tendance nationale, la taille des ménages à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt diminue. Il en résulte un besoin de logement croissant, même à population constante.

2.2. HABITAT ET LOGEMENT

2.2.1. Évolution du parc de logements

	1999	2010	2015	2021
Ensemble	750	798	839	845
Résidences principales	658	706	707	702
Résidences secondaires et logements occasionnels	43	23	17	27
Logements vacants (selon l'INSEE)	49	69	115	116

Figure 7 – Répartition du parc de logement

Les données INSEE font apparaître un nombre de logements vacants élevé du fait de la vacance temporaire liée à la rénovation du lotissement militaire des Garennes (46 logements).

La base de données « LOVAC » est une étude plus spécifique de la vacance sur le territoire. Il y est fait état, en 2023, de **24 logements vacants depuis plus de 2 ans** dans le parc privé et 1 vacant depuis plus de 3 mois dans le parc des bailleurs sociaux).

2.2.2. Caractéristiques des résidences principales

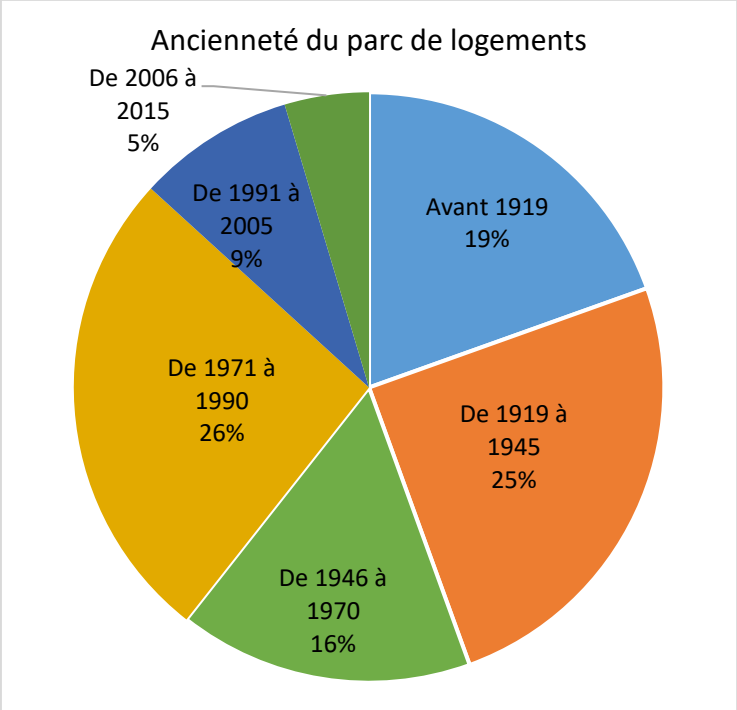


Figure 8 – Ancienneté du parc de logements

2.3. APPROCHE SOCIO-ÉCONOMIQUE DU TERRITOIRE

2.3.1. Emploi

Population de 15 à 64 ans est en 2020 de 1027 personnes (1151 en 2014).

	2020	2014
Actifs en %	**77,4**	75,5
Actifs ayant un emploi en %	69,6	64,1
Chômeurs en %	7,9	11,4
Inactifs en %	**22,6**	**24,5**
Élèves, étudiants et stagiaires non rémunérés en %	7,6	7,1
Retraités ou préretraités en %	6,3	7,6
Autres inactifs en %	8,6	9,8

La population active à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt représente 77,4 % de la population totale (en hausse de 2 points par rapport à 2014).

Le taux de chômage (au sens de l'INSEE) est assez bas et a connu une forte diminution au cours des dernières années : -3,5 points.

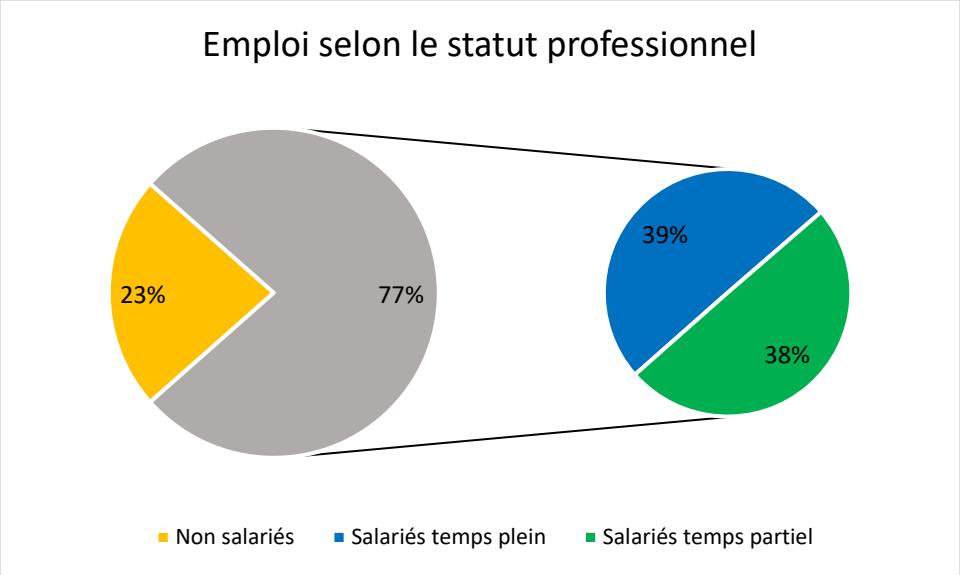


Figure 9 – Emploi selon le statut professionnel

Comme c'est typiquement le cas dans les communes de la taille de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, la part des emplois salariés est dominante sans être proche de l'exclusivité. En revanche l'importance de la part des emplois à temps partiel (50 % des emplois salariés) mérite d'être soulignée. En revanche, ces emplois sont solides : 86,3 % des emplois salariés sont des CDI.

2.3.2. Déplacements domicile – travail

Le nombre d'emploi existants sur la commune et l'importance de la population permet à 20 % de celle-ci de travailler sur la commune même, réduisant ainsi les besoins en matière de déplacements domicile – travail.

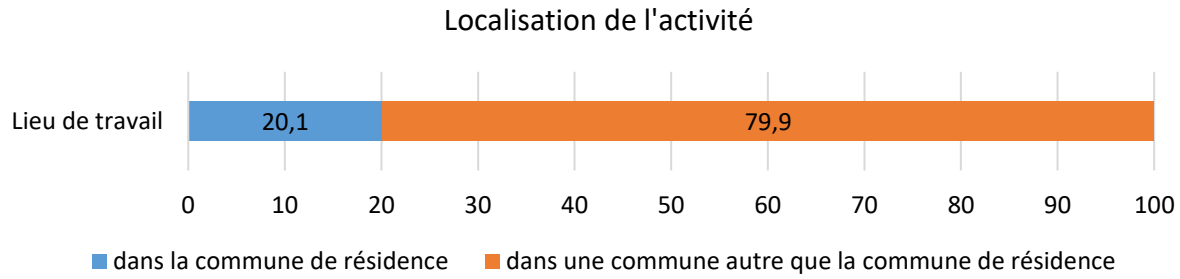


Figure 10 – Lieu d'exercice de l'activité

Néanmoins, la forme de la commune et le manque de transports en commun (malgré la présence de la gare) conduisent une très grande majorité de personne à utiliser leur voiture pour se rendre à leur travail.

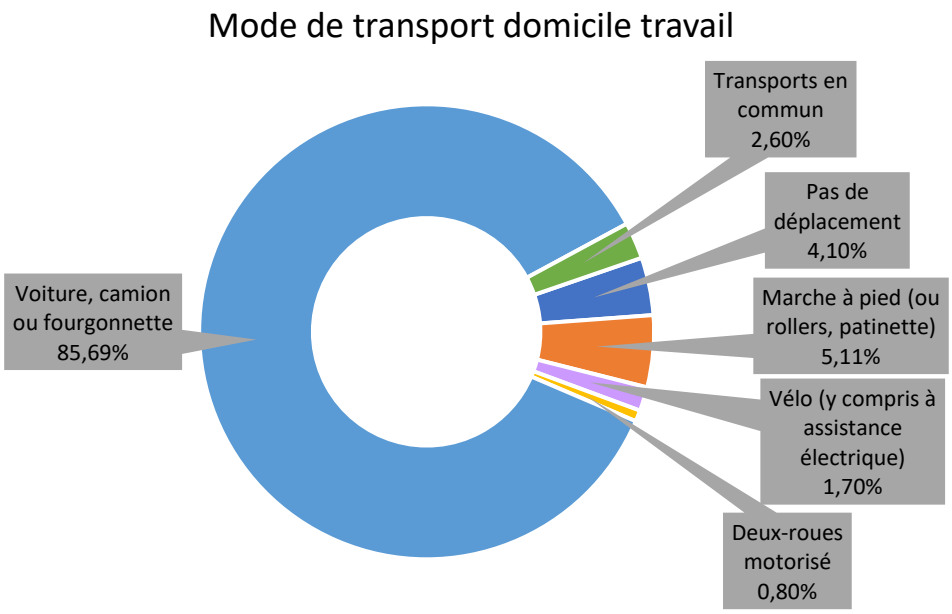
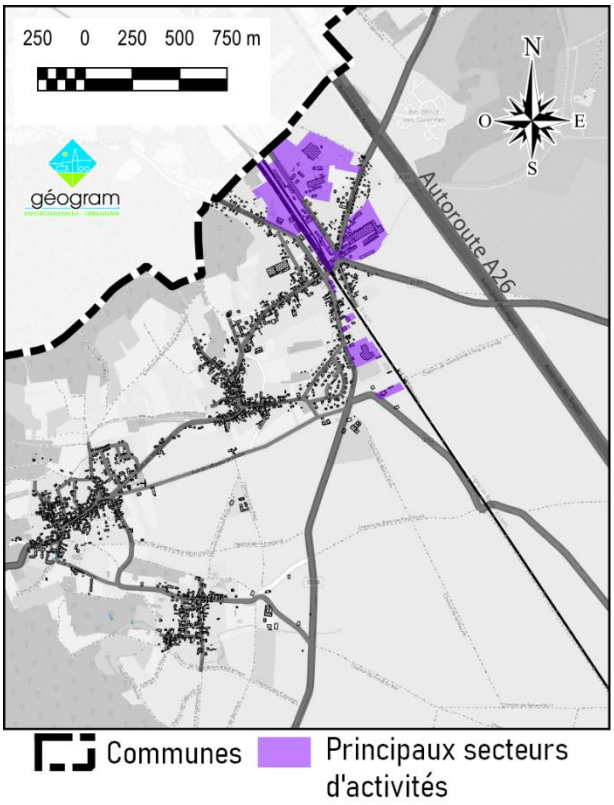


Figure 11 – Mode de transport domicile travail

2.3.3. Activités locales

L'INSEE synthétise des données issues du Système d'information sur la démographie d'entreprises (SIDE) et du répertoire des entreprises et des établissements (Sirene) en divers secteurs d'activité (hors activité agricole).

	Existants en 2021	Création 2022
Industrie manufacturière, industries extractives et autres	13	2
Construction	17	0
Commerce de gros et de détail, transports, hébergement et restauration	31	5
Information et communication	0	0
Activités financières et d'assurance	3	0
Activités immobilières	3	0
Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien	17	2
Administration publique, enseignement, santé humaine et action sociale	15	3
Autres activités de services	11	2
Ensemble	**110**	**14**



En dehors des activités de services et de petit artisanat dispersées au sein des zones à occupation principale d'habitat, le gros des implantations d'activités est situé dans la partie Nord du quartier de Saint-Erme-Gare. Dans ce secteur, on trouve aussi bien des activités agricoles, et artisanales que des activités commerciales ou de service.

Figure 12 – Principaux secteurs d'activité

L'ancien couvent est occupé par une résidence d'artiste : le PAF (=PerformingArtsForum) est un lieu destiné aux praticiens et activistes professionnels et non encore professionnels dans le domaine des arts du spectacle, des arts visuels, de la littérature, de la musique, des nouveaux médias et d'Internet, de la théorie et de la production culturelle.

On notera également une activité associative intense avec une trentaine d'associations reliées aux domaines :

- Culturel ;
- Des loisirs ;
- De la préservation du patrimoine ;
- Sportif ;
- De l'intervention sociale et familiale ;
- De sensibilisation à l'environnement…

2.3.4. Activité agricole

Approche par exploitations

Le ministère de l'agriculture effectue tous les 10 ans un recensement agricole qui recueille les principales caractéristiques des exploitations. Le plus récent est celui de 2020. Il recense 11 sièges d'exploitation domiciliées sur la commune.

La superficie agricole utilisée par les exploitants de la commune (que ces terres soient situées à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt ou ailleurs) est de 1 311 ha, soit une moyenne de 120 ha par exploitation.

Y sont pratiqués aussi bien la polyculture que l'élevage.

Approche territoriale

La BDD du Registre Parcellaire Graphique compile les données issues des déclarations de surfaces agricoles faites par les agriculteurs pour toucher les aides de la Politique Agricole Commune.

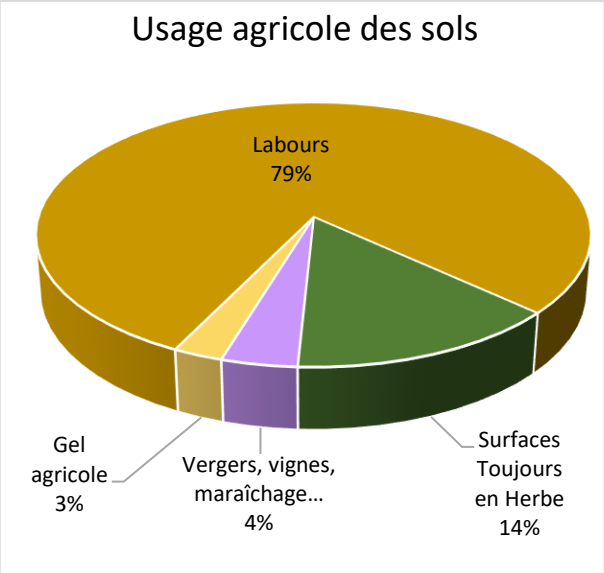


Figure 13 – Répartition de l'usage agricole des terres

La grande culture (céréales, betteraves, protéagineux…) est l'usage largement dominant. On compte toutefois près de 160 ha de prairies, en liaison avec l'activité d'élevage.

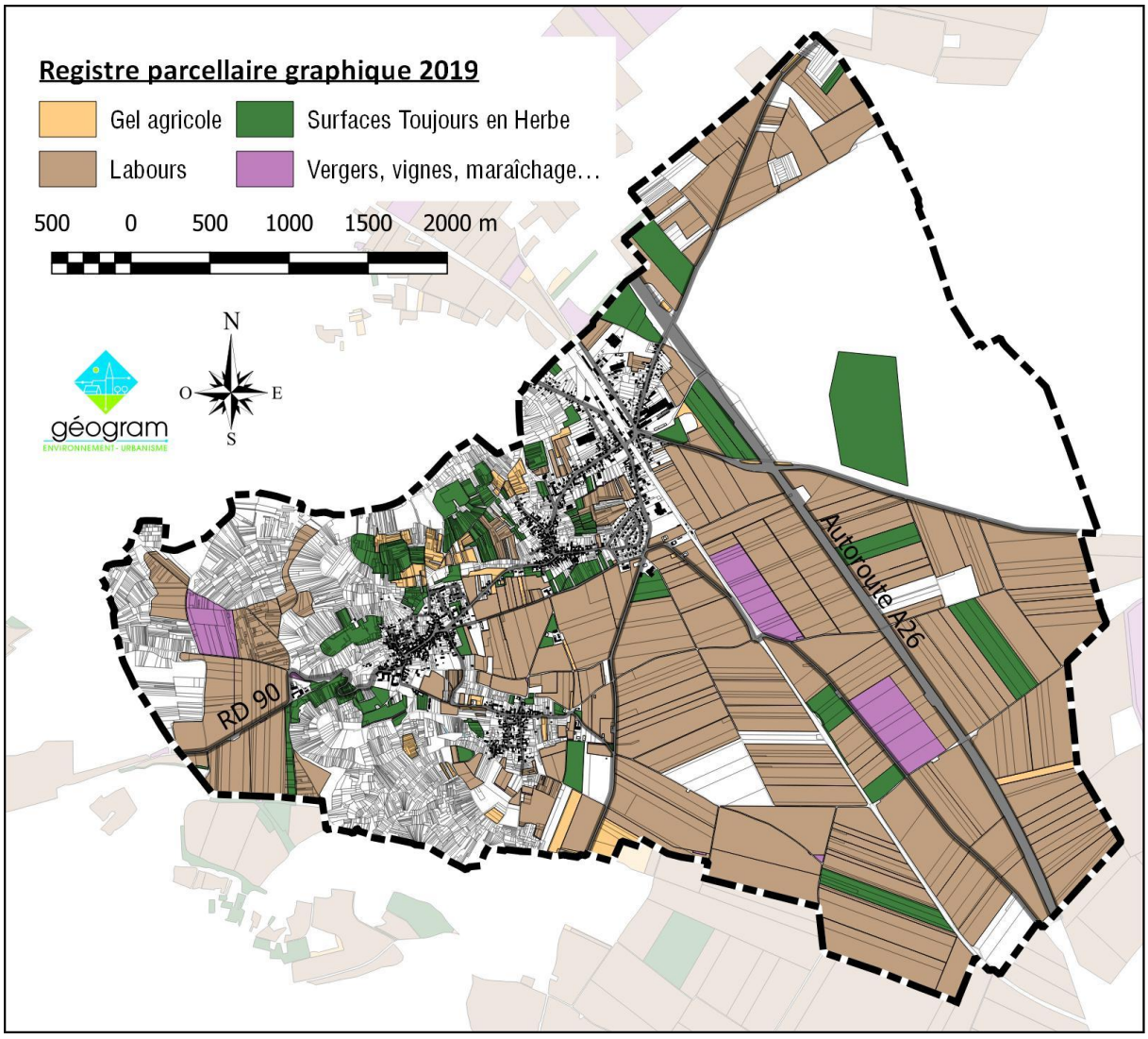


Figure 14 – Carte de l'usage agricole des terres en 2019

2.4. ÉQUIPEMENTS

Saint-Erme Outre et Ramecourt compte 1 école primaire et maternelle qui accueille un peu plus de 200 élèves. Elle est située au cœur de la zone bâtie et dispose d'aménagements variés : aires de jeux et de sport, ateliers…

Parmi les équipements sportifs, on notera entre autres :

- une salle de sport ;
- un terrain de football avec vestiaires ;
- une piste de skate-board/roller ;
- etc.

La réalisation d'un city-stade est en projet.

Une salle des fêtes est implantée dans le quartier de Saint-Erme.

Un équipement public important à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est le « faitout connecté », espace numérique aux fonctions multiples. On y trouve notamment :

- Une relais « France Services »[7],
- Un Campus connecté
- Une agence postale intercommunale
- Une salle de formation,
- Un espace accès libre (pour naviguer sur Internet, scanner et imprimer des documents...),
- Une salle de réunion connectée,
- Un bureau partagé pouvant accueillir nos partenaires (assistante sociale, chambres consulaires, mission locale...)
- Un établissement d'accueil du jeune enfant de 12 places comprenant une salle d'activité mutualisée avec le Relais Trottin-Trottine.

Le siège de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde (bureaux et salle intercommunale) est implanté à proximité immédiate de la gare.

[7] *Guichet unique de proximité regroupant plusieurs administrations ou entreprises publiques et leurs représentants sur un même site. Les agents France Services accueillent et accompagnent le public pour de nombreuses démarches administratives du quotidien*

2.5. RÉSEAUX

2.5.1. Alimentation en eau potable

L'alimentation en eau potable (production, transfert, distribution est assurée en régie par les Syndicat des eaux de Saint-Erme dont 4 autres communes sont également membres (Aizelles, Berrieux, Goudelancourt-lès-Berrieux et Saint Thomas). Au total, 2 087 habitants sont raccordés ; Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt représente donc 85 % de la consommation totale.

Le captage est situé sur la commune, au lieu-dit « Le Chemin de Reims » qui puise dans la nappe de la craie. Il est doté de 3 périmètres de protections concentriques.

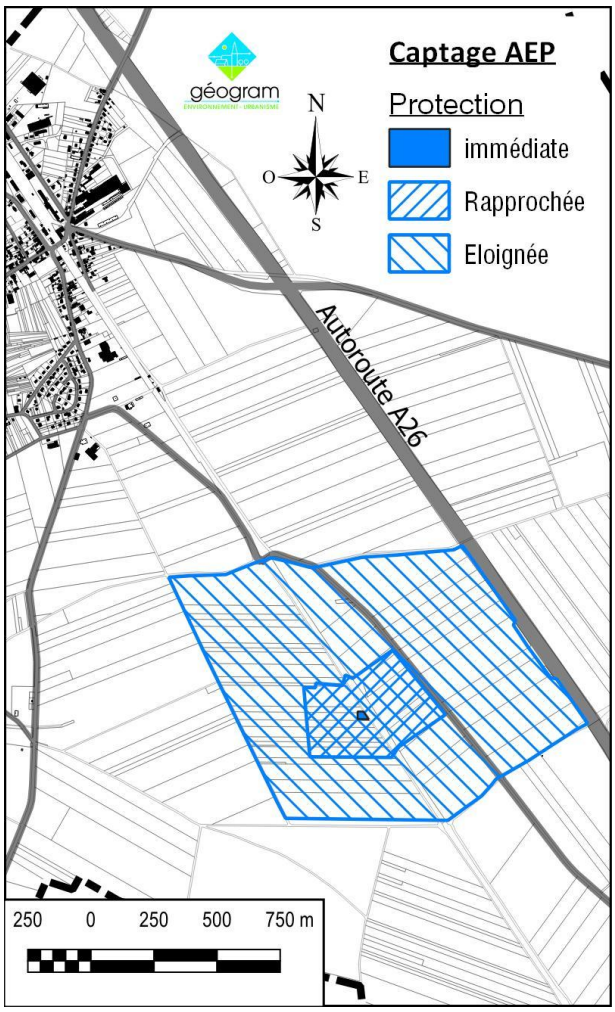


Figure 15 – Périmètres de protection de captage

L'eau pompée est ensuite envoyée jusqu'à un château d'eau situé sur le versant du plateau. Cette situation confère au réseau de distribution une pression importante qui permet d'alimenter l'ensemble du territoire communal, même si certaines parties des terrains desservis doivent être équipés de réducteurs de pression.

Le prélèvement est assuré par 2 pompes : l'une a un débit maximal de 53 m^3/h et l'autre de 35 m^3/h. La capacité totale est donc de l'ordre de plus de 2 000 m^3 par jour. Or on considère que les besoins pour une population standard sont de 200 litres/habitant/jour[8]. La capacité maximale de pompage correspond donc à 10 000 habitants soit 5 fois plus que la population effectivement raccordée.

Des analyses régulières sont effectuées par les services de l'Agence Régionale de Santé. L'eau est consommable, conforme aux exigences réglementaires.

[8] *Soit 150 litres/habitants/jour selon les données nationales Eaufrance/SISPEA en appliquant un coefficient de rendement de la distribution arbitrairement choisi à 75 %.*

2.5.2. Assainissement

À l'exception de 2 exploitations agricoles excentrées, l'ensemble des constructions actuelles de la commune est raccordé à un réseau collectif de collecte des eaux usées. Ce réseau aboutit à une station d'épuration d'une capacité de 3 000 équivalents-habitants et dont la plus haute charge en entrée mesurée était de 1 713 équivalents-habitants. Cette station d'épuration est de type « Boue activée aération prolongée » avec lits de séchage.

En 2021, cette station d'épuration était conforme tant pour ses équipements que pour sa performance.

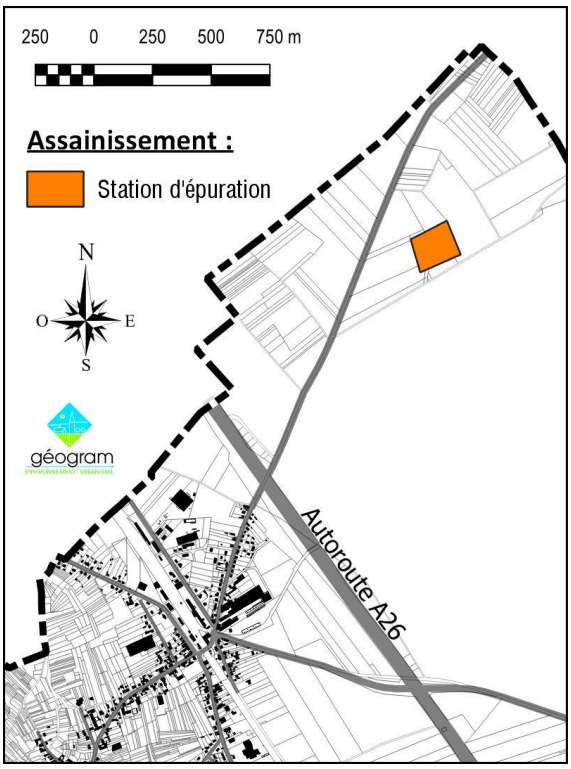


Figure 16 – Localisation de la station d'épuration

2.5.3. Défense incendie

La défense incendie est assurée à partir du réseau d'Alimentation en Eau Potable.

2.5.4. Collecte et traitement des déchets

La Communauté de Communes de la Champagne Picarde, collectivité compétente, a choisi de confier l'exercice du service déchets au SIRTOM du Laonnois, syndicat regroupant 5 communautés de communes.

Ce syndicat réalise sa collecte de façon sélective qui implique le tri de la part de l'usager. Une collecte en porte à porte est assurée 1 fois par semaine De plus, le recyclage du verre de manière volontaire par apport dans les différents points de collecte présents sur le territoire.

Plusieurs déchetteries sont à disposition des habitants de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt dans les communes de Aulnois-sous-Laon, Bourg-et-Comin, Coucy-le-Château, Crépy, Festieux, Villeneuve Sur Aisne, Laon, Liesse Notre Dame, Lizy, Pontavert et Sissonne. Elles permettent le dépôt des gravats, ferraille et métaux, déchets d'équipements électroniques et électriques (DEEE), papiers et les cartons, déchets verts, bois, verre, textile et chaussures, huiles minérales, déchets encombrants… L'accès aux déchèteries est gratuit pour les habitants du territoire avec une contrainte de 1 m^3 par jour et par habitation. De plus, du compost issu des déchets biodégradable est laissé à disposition des habitants du territoire qui le souhaite.

La commune est, à travers le SIRTOM, rattachée à Valor'Aisne, Syndicat Départemental de Traitement des Déchets Ménagers.

2.5.5. Réseau de communications numériques

La commune est intégralement reliée à Internet par fibre optique.

2.6. LES TRANSPORTS ET DÉPLACEMENTS

2.6.1. Desserte routière

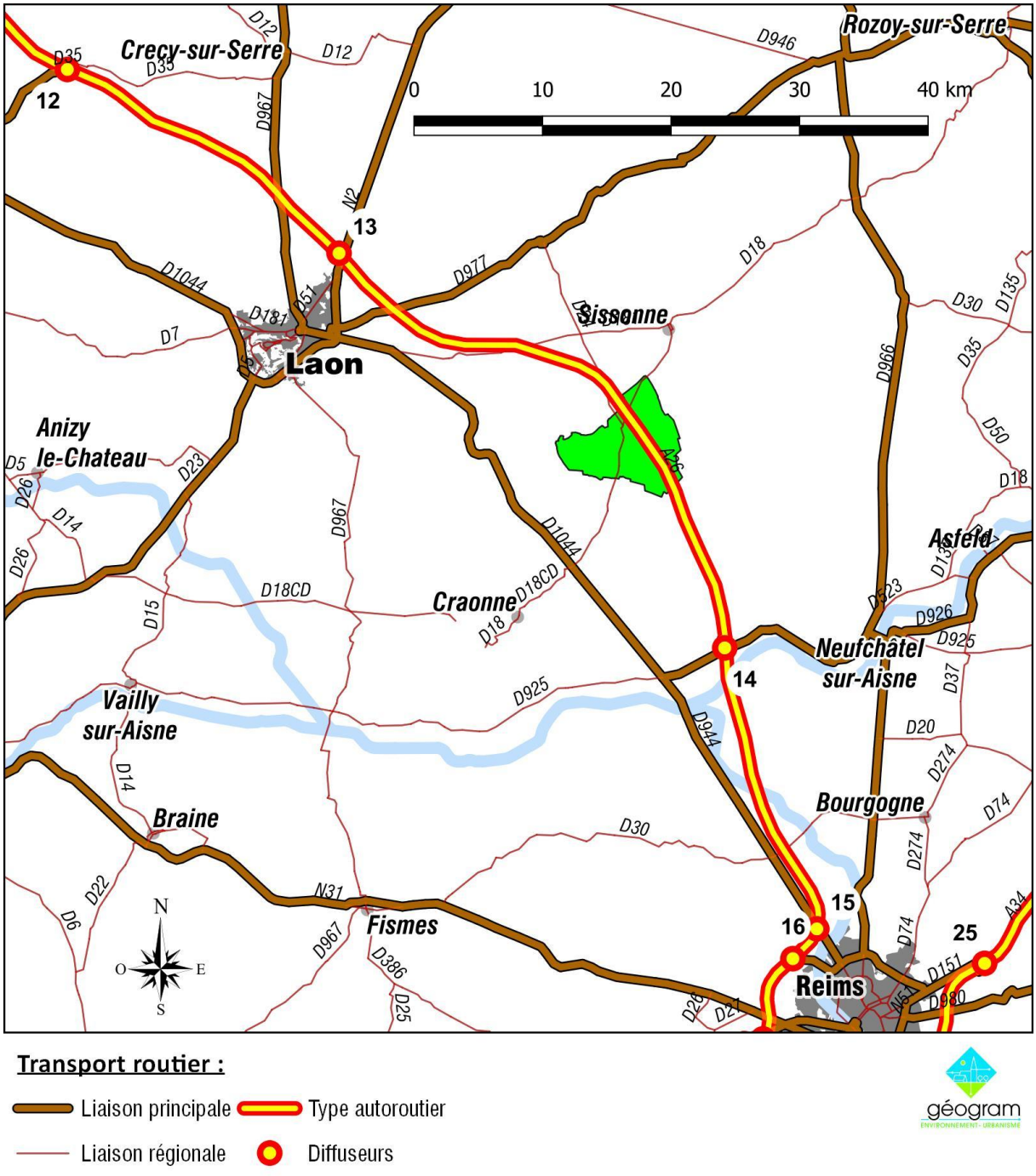


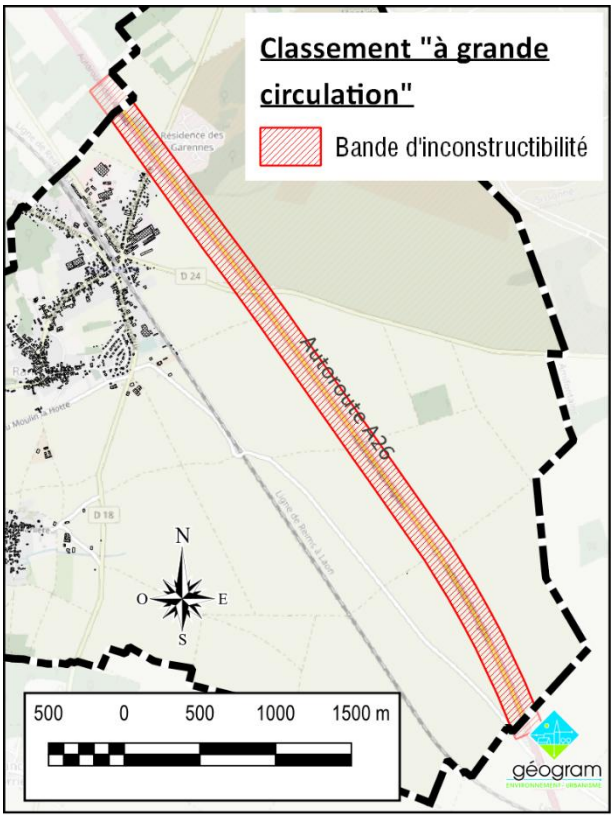
Figure 17 – Infrastructures de transport routier

Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt s'inscrit dans un contexte routier principalement orienté Nord-Ouest/Sud-Est suivant l'axe Reims/Laon. Elle est d'ailleurs traversée par l'autoroute A26 qui relie Calais à Troyes. Les diffuseurs les plus proches y donnant accès sont :

- Le diffuseur n°13 « Laon, Maubeuge, Crécy-sur-Serre, Vervins » à 21 km au Nord ;

- Le diffuseur n°14 « Villeneuve Sur Aisne, Berry-au-Bac, Rethel » à 11 km au Sud.

L'Autoroute A 26 est classée « à grande circulation ». Il en résulte qu'en dehors des espaces urbanisés, les constructions ou installations sont interdites dans une bande de cent mètres de part et d'autre de son axe.



Cette interdiction ne s'applique pas :

- aux constructions ou installations liées ou nécessaires aux infrastructures routières ;
- aux services publics exigeant la proximité immédiate des infrastructures routières ;
- aux bâtiments d'exploitation agricole ;
- aux réseaux d'intérêt public ;
- à l'adaptation, au changement de destination, à la réfection ou à l'extension de constructions existantes

Il est possible de déroger à cette règle si une étude spécifique a été faite et après accord du Préfet.

Le réseau secondaire permet de relier les grands axes :

- La RD 1044 (Reims-Laon) à 5 km à l'Ouest par la RD 90 ;
- La RD 977 (Laon-Charleville-Mézières) à 13 km au Nord via la RD 24 ;
- La RD 966 (Reims-Vervins) à 20 km au Nord-Est par la RD 18.

Ce réseau est complété par un maillage local permettant de donner accès aux différentes parties du territoire.

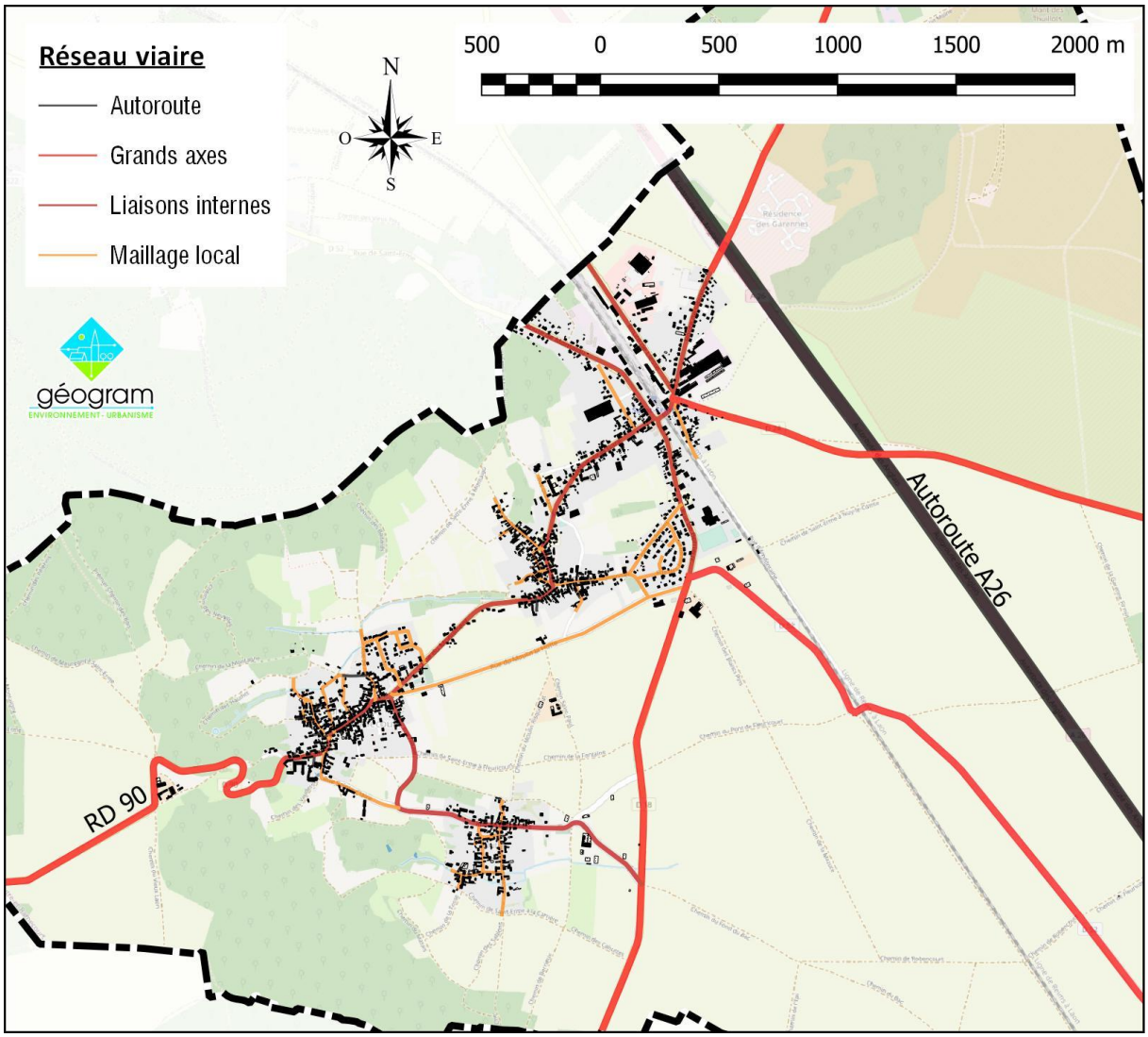


Figure 18 – Maillage routier local

2.6.2. Transports ferroviaires

La gare de Saint-Erme est desservie par la ligne de Reims à Laon. Elle accueille aussi bien du trafic fret que du trafic voyageur. Un embranchement particulier rejoint le camp militaire de Sissonne.

En semaine, 9 trains (SNCF/TER Hauts-de-France) permettent chaque jour de rejoindre Laon en un quart d'heure environ et Reims en 25 à 40 minutes.

2.6.3. Transport fluvial

Aucune voie d'eau ne concerne le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. La plus proche est l'Aisne navigable à 13 km au Sud-Est.

2.6.4. Les déplacements doux

Il n'existe pas véritablement de voies de circulation douce en site propre et la circulation entre les différents pôles de la commune doit se faire via la voirie routière. Toutefois, certains chemins sont praticables.

De nombreux circuits de randonnée concernent le territoire :

- Des circuits locaux (Circuit 14-18, Boucle Outre, Boucle Saint-Erme-Ville, Boucle Saint-Erme Gare, Grand Circuit, Boucle Ramecourt) ;
- Un GR (sentier de Grande Randonnée) ;
- Des chemins inscrits au PDIPR.

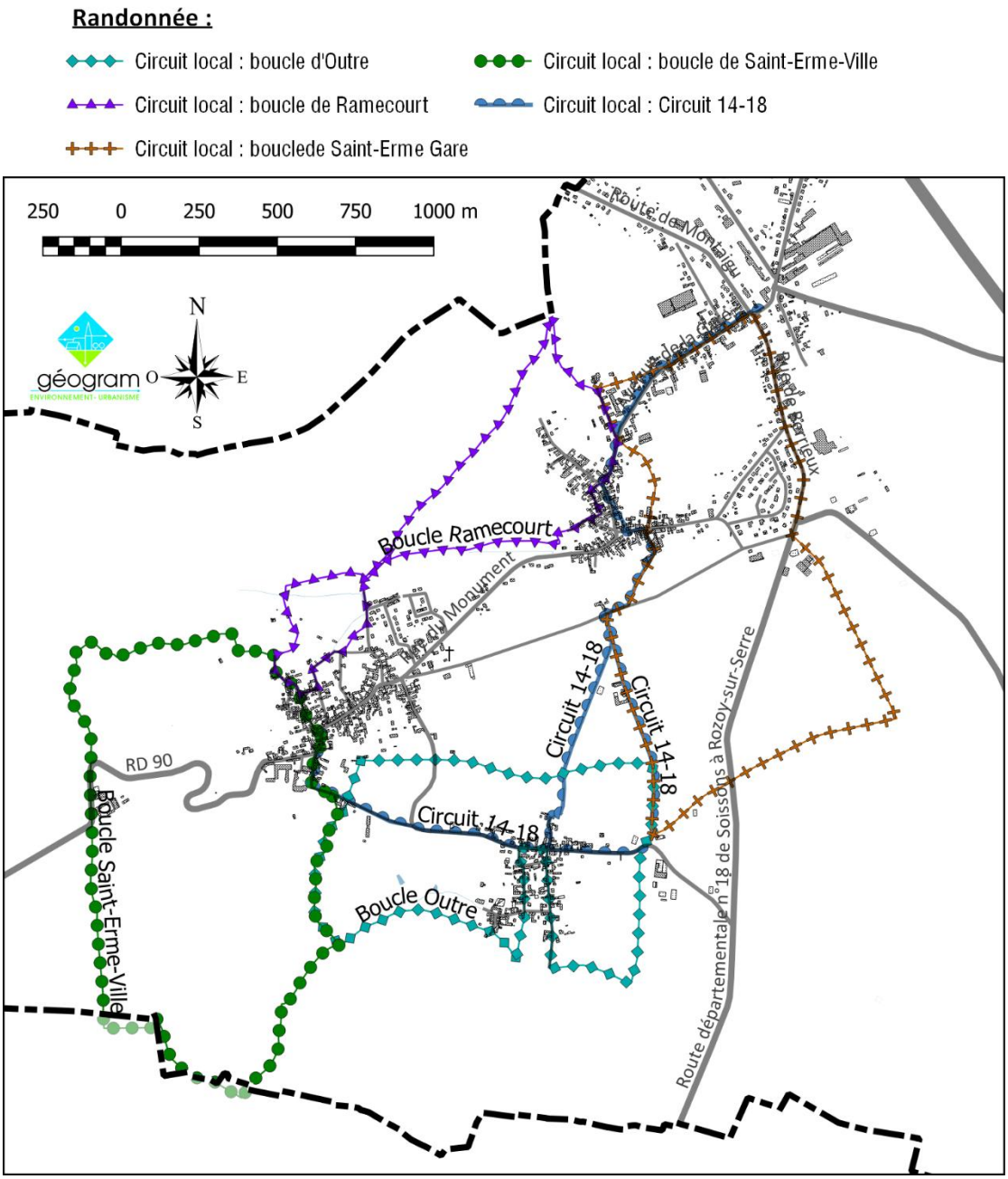


Figure 19 – Randonnée : circuits locaux

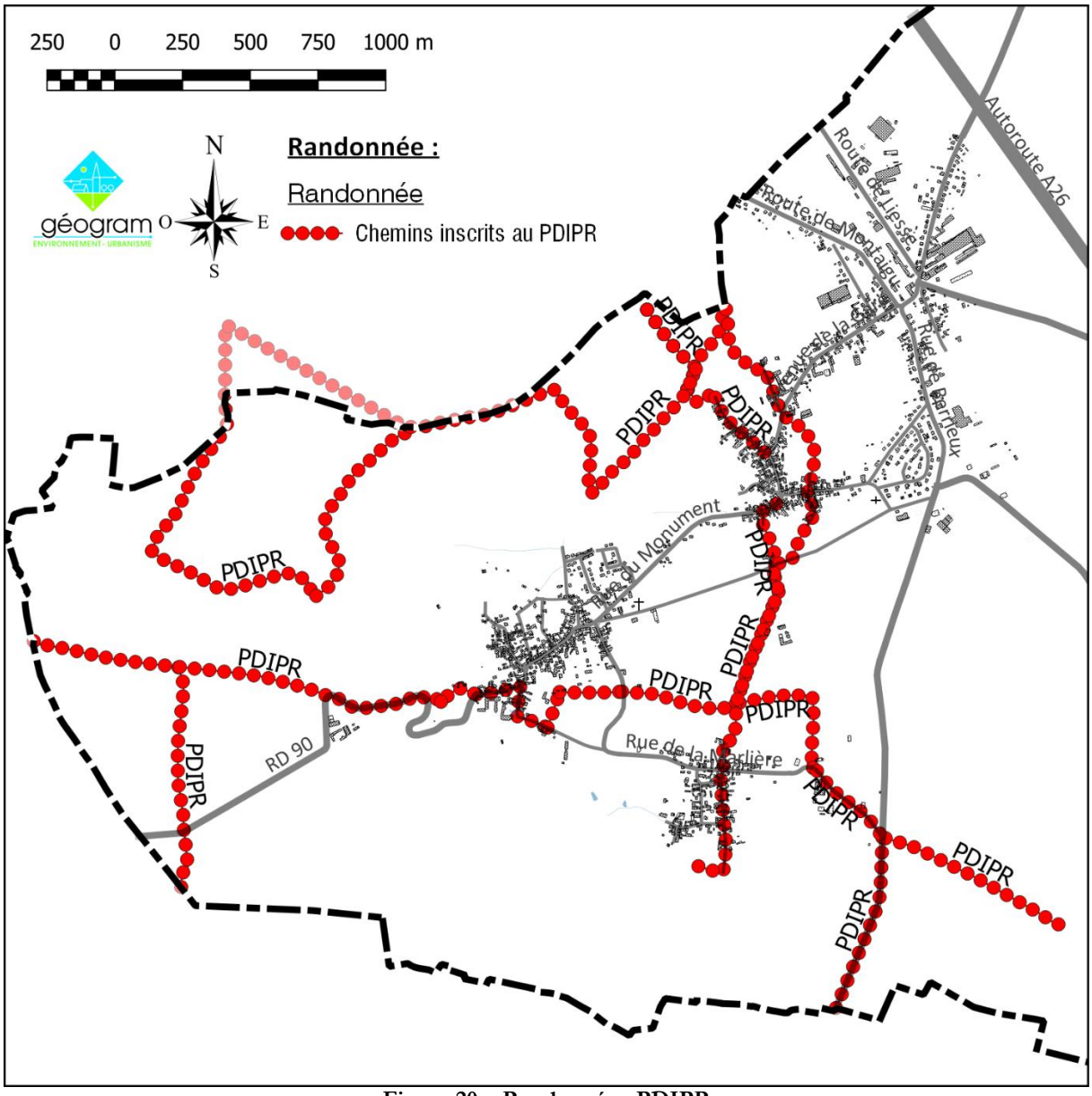


Figure 20 – Randonnée : PDIPR

2.6.5. Les Capacités de stationnement

En plus du stationnement délimité en bordure de chaussée ou sur les trottoirs, on compte 10 parkings publics sur la commune.

3] les documents supracommunaux

Le développement de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est encadré par différents documents, plans et programmes supracommunaux avec lesquels le Plan Local d'Urbanisme doit être compatible.

Le SCoT est un document intégrateur et le PLU assure sa compatibilité avec les autres documents d'urbanisme, plans ou programmes à travers lui.

Document d'urbanisme, plan ou programme	Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt
Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)	CCCP
Programme Local de l'Habitat (PLH)	aucun
Plan de Déplacement Urbain (PDU)	aucun
Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET)	Pris en compte à travers le SCoT*
DTA/DTADD	aucun[9]
SDRIF	Non concerné
Plan d'Exposition au Bruit (PEB)	aucun
Directive de protection et de mise en valeur des territoires (« Directive Paysage »)	aucun
Charte de Parc Naturel Régional	aucun
Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux(SDAGE)	Pris en compte à travers le SCoT
Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)	aucun

Les points clé du SCoT sont les suivants :

- Les espaces identifiés sur la cartographie de la trame verte et bleue comme Réservoirs de biodiversité, doivent être préservés de l'urbanisation ;
- Des espaces de « respiration » sont identifiés sur la carte ci-après et doivent être préservés de l'urbanisation ;
- Une attention particulière doit être portée sur la préservation des espaces ouverts de types pâtures, prairies ou vergers implantés en limite des zones bâties ;
- Les conditions d'exploitation devront être préservées, notamment par la prise en compte systématique de l'aspect fonctionnel des exploitations ;

[9] N'existent que les DTA/DTADD des Alpes-Maritimes, des bassins miniers nord-lorrains, de l'estuaire de la Seine, de l'estuaire de la Loire, de l'aire métropolitaine lyonnaise, des Bouches-du-Rhône et des Alpes du Nord.

- Prévoir la mise en œuvre de zones de transition entre les futurs secteurs bâtis et les espaces agricoles ;
- Quatre polarités principales : Guignicourt (aujourd'hui fusionnée avec Menneville pour former la commune de Villeneuve-sur-Aisne), Sissonne, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt et Liesse-Notre-Dame :
  - Renforcer les fonctions centrales (commerces, parc de logements diversifié dont une part locative significative, équipements médicaux, culturels, sportifs, services, activités...), par un principe de renouvellement urbain et en permettant une extension de l'urbanisation ;
  - Développer les parties urbanisées en continuité d'espaces bâtis existants
  - Privilégier les capacités de densification notamment dans les « dents creuses » du tissu urbain existant ;
  - Renforcer l'offre économique.
  - La programmation de nouveaux logements devra ainsi être accentuée sur les polarités : 50 logements/an à répartir entre les 4 pôles principaux.
- Des formes intermédiaires d'habitat telles que des petits collectifs, de l'individuel groupé ou des formes d'habitat individuel dense (maison de ville) devront être développées dans les opérations d'aménagement ;
- Le SCoT incite à la densification des espaces économiques existants ;
- Accueil d'activités commerciales d'envergure : le volet commerce précise les espaces à vocation économique pouvant accueillir ce type d'activités (La zone économique de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, etc.) ;
- La zone d'activités Tortues Royes à St Erme-Outre-et-Ramecourt […] permettant d'accueillir des activités économiques de rayonnement intercommunal. […] le SCoT autorise l'accueil d'activités commerciales au sein de cette zone ;
- ZA des Tortues Royes (Les surfaces disponibles indiquées dans le tableau ci-dessous ne sont pas à prendre en compte dans la consommation foncière) :
  - surface occupée = 6,0 ha,
  - disponible viabilisé=1 ha
  - disponible non viabilisé=3,3 ha
- Espaces économiques diffus :
  - surface occupée = 12,1 ha,
  - disponible viabilisé=0,0 ha
  - disponible non viabilisé=0,0ha
- Le SCoT affirme une volonté de limitation de la consommation foncière liée au développement commercial, en favorisant la polarisation de l'offre sur des localisations identifiées.

- L'intermodalité devra être optimisée notamment sur les secteurs de gares ferroviaires […] Le rabattement des transports collectifs vers ces secteurs de gare et le développement de leur accessibilité par voie de déplacement doux à partir des espaces urbanisés devront être privilégiés.
- L'urbanisation devra être limitée le long des axes routiers principaux […] : pas d'extension linéaire en sortie de bourg.
- Les extensions de l'urbanisation seront autorisées après justification de l'impossibilité de mobiliser les potentialités identifiées dans l'enveloppe urbaine existante.
- Respecter des principes de densification, de mixité sociale et fonctionnelle ;
- Obligation de mettre en place une opération d'ensemble dans les règlements ou les OAP ;
- Priorités
  - n°1/ - utilisation des logements vacants
  - n°2/ - utilisation des « dents creuses » évoquées ci- dessus
  - n°3/ - utilisation des droits à construire en extension de l'urbanisation
- Des espaces de respiration non bâtis au sein de l'enveloppe urbaine existante seront préservés
- Extensions de l'urbanisation maximales autorisées par le SCoT pour l'habitat : Total des 4 pôles principaux = 29,1 ha (15 ha à 10 ans + 14,1 ha à 20 ans)
- 4 pôles principaux = 25 logements/ha
- Imposer dans leur règlement la mise en place d'une gestion naturelle des eaux pluviales à la parcelle (infiltration)
- [Préserver] de toute urbanisation nouvelle les zones humides avérées.

NB : Le SCoT n'ayant pas encore intégré les objectifs du SRADDET modifié, il a été décidé d'appliquer les obligations de ce dernier document directement dans le PLU pour ce qui est des objectifs de limitation de la consommation foncière. Le SRADDET Hauts-de-France impose ainsi une réduction de 25,7 % de la consommation par rapport à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers constatée entre 2011 et 2021

La compatibilité avec le SCoT est présentée dans la 6ème partie « Compatibilité et prise en compte des autres plans et programmes opposables ».

4] Servitudes d'Utilité Publique et contraintes territoriales

Le territoire communal est affecté par plusieurs servitudes d'utilité publique et contraintes qui méritent d'être prises en compte lors de l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme. Elles sont recensées par les services de l'État, dans le « Porter à connaissance ».

4.1. SERVITUDES D'UTILITÉ PUBLIQUE

Les servitudes affectant l'utilisation du sol sont des limitations administratives au droit de propriété, instituées par des actes spécifiques, en application de législations particulières, en vue notamment de préserver le fonctionnement de certains équipements publics, le patrimoine naturel ou culturel ainsi que la salubrité et la sécurité publiques. À ce titre, elles doivent être prises en compte dans le PLU conformément à l'Article L.151-43 du code de l'urbanisme. À ce jour, la commune se trouve affectée des 5 servitudes suivantes :

- AC_1 – Monuments Historique :
  - 2 colonnettes situées à l'intérieur de l'église de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. Il est souligné que celles-ci étant situées à l'intérieur de l'édifice, il n'existe aucune covisibilité extérieure ;
  - Oppidum de Saint-Thomas. Bien que situé sur la commune limitrophe de Saint-Thomas, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est concernée par le périmètre de protection de 500 m qu'il génère.
- AS1 – Périmètres de protection de captage AEP (Cf. chapitre « réseaux » ci-dessus) ;
- $I_{1\ bis}$ – Exploitation de pipe-lines. Oléoduc de Défense Commune TRAPIL ;
- T1 – Transport ferroviaire. Ligne n°82000 Reims – Laon ;
- T7 – Circulation aérienne. Servitudes aéronautiques à l'extérieur des zones de dégagement.

4.2. PROJET D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Actuellement, la commune de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt n'est concernée par aucun projet d'intérêt général.

4.3. IDENTIFICATION GÉOGRAPHIQUE DE PRODUITS ALIMENTAIRES

L'institut National de l'Origine et de la Qualité précise que le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt situe dans l'aire géographique de l'Indication Géographique Protégée « Volailles de Champagne ».

4.4. PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE

Prescriptions du code du patrimoine

Le livre V du code du Patrimoine relatif à l'archéologie, et notamment ses articles L.524-2 et L.524-3, institue « une redevance d'archéologie préventive due par les personnes y compris membres d'une indivision, projetant d'exécuter des travaux affectant le sous-sol et qui :

- sont soumis à une autorisation ou à une déclaration préalable en application du code de l'urbanisme ;
- ou donnent lieu à une étude d'impact en application du code de l'environnement ;
- ou, dans le cas des autres travaux d'affouillement, sont soumis à déclaration administrative préalable selon les modalités fixées par décret en Conseil d'État. En cas de réalisation fractionnée, la surface de terrain à retenir est celle du programme général des travaux ».

Conformément à l'Article L.524-4 du code du Patrimoine (modifié par la loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011), cette redevance est due :

- Pour les travaux soumis à autorisation ou à déclaration préalable en application du code de l'urbanisme, la délivrance de l'autorisation de construire ou d'aménager, la délivrance du permis modificatif, la naissance d'une autorisation tacite de construire ou d'aménager, la décision de non-opposition à une déclaration préalable ou, en cas de construction sans autorisation ou en infraction aux obligations résultant de l'autorisation de construire ou d'aménager, le procès-verbal constatant les infractions ;
- Pour les travaux et aménagements autres que ceux mentionnés au a et donnant lieu à une étude d'impact, à l'exception des zones d'aménagement concerté, l'acte qui décide, éventuellement après enquête publique, la réalisation du projet et en détermine l'emprise ;
- Pour les autres travaux d'affouillement, le dépôt de la déclaration administrative préalable.

Si les aménagements sont susceptibles d'affecter les éléments du patrimoine archéologique, le préfet de région pourra prescrire des mesures de détection, et le cas échéant de conservation ou de sauvegarde par l'étude scientifique. Sont notamment concernées les opérations mentionnées aux articles R.523-4 et R.523-5 du code du patrimoine.

Il est également rappelée l'application de l'Article L.531-14 du code du patrimoine de portée supra-communale : « Lorsque, par suite de travaux ou d'un fait quelconque, des monuments, des ruines, substructions, mosaïques, éléments de canalisation antique, vestiges d'habitation ou de sépulture anciennes, des inscriptions ou généralement des objets pouvant intéresser la

préhistoire, l'histoire, l'art, l'archéologie ou la numismatique sont mis au jour, l'inventeur de ces vestiges ou objets et le propriétaire de l'immeuble où ils ont été découverts sont tenus d'en faire la déclaration immédiate au maire de la commune, qui doit la transmettre sans délai au préfet. Celui-ci avise l'autorité administrative compétente en matière d'archéologie (…) ».

Les règles relatives au champ d'application et à l'augmentation de la redevance d'archéologie préventive relèvent notamment, de la loi n°2009-179, du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de constructions et d'investissements publics privés, de la loi n°2011-1978 du 28 décembre 2011 de finances rectificatives pour 2011 et de la loi n°2012-1509 du 29 décembre 2012 de finances pour 2013.

Prescriptions du code de l'urbanisme

L'Article R.111-4 du code de l'urbanisme dispose que : « Le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales s'il est de nature, par sa localisation et ses caractéristiques, à compromettre la conservation ou la mise en valeur d'un site ou de vestiges archéologiques ».

2ème Partie :
État initial de l'environnement

1] Milieu physique

1.1. Relief

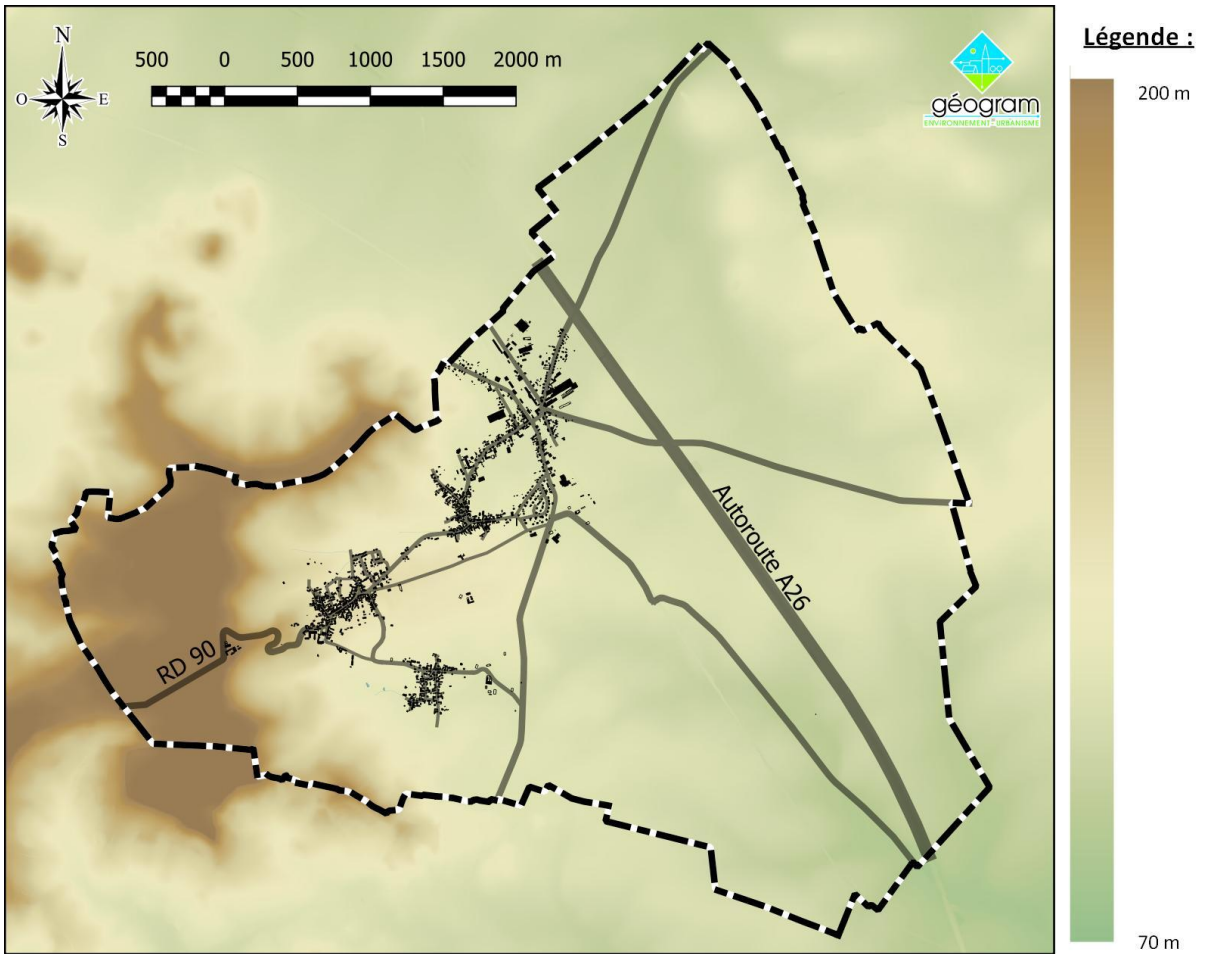


Figure 21 – Topographie

Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt se situe au niveau de la Cuesta de l'Île-de-France qui relie le plateau des collines du Laonnois (altitude maximale : 207 m NGF) à la plaine de la craie (alitude minimale 75,5 m NGF).

Le pôle de Saint-Erme est situé sur le versant lui-même tandis que les autres Parties Actuellement Urbanisées de la commune se situent en pied de versant et jusque dans la plaine.

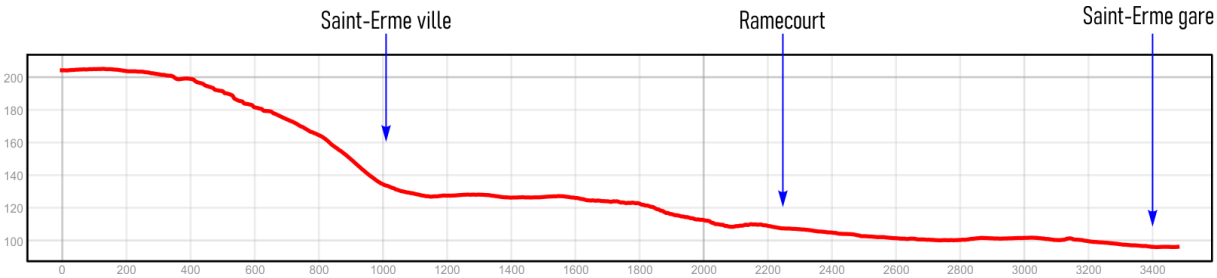


Figure 22 – Coupe topographique

Le plateau est relié à la plaine par une pente marquée atteignant 30 %.

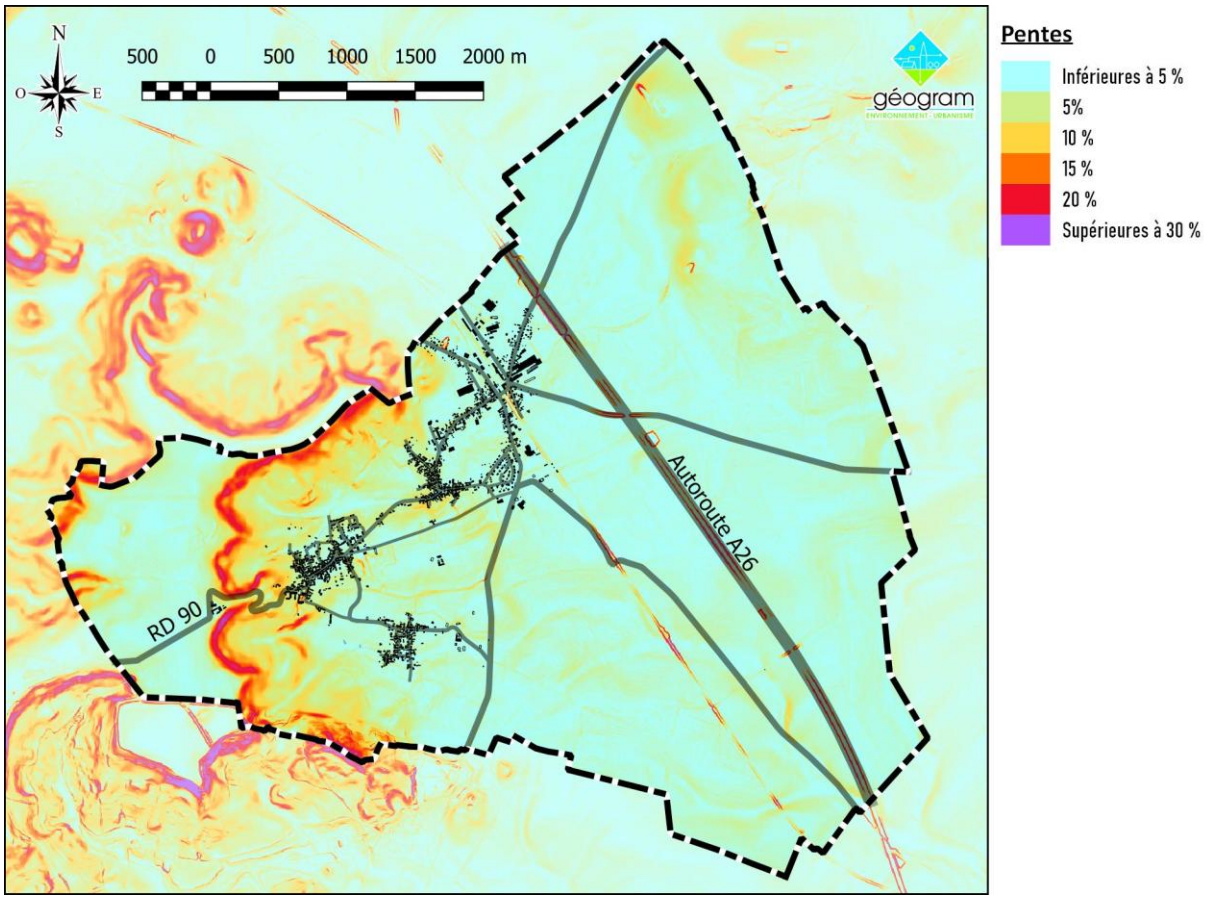
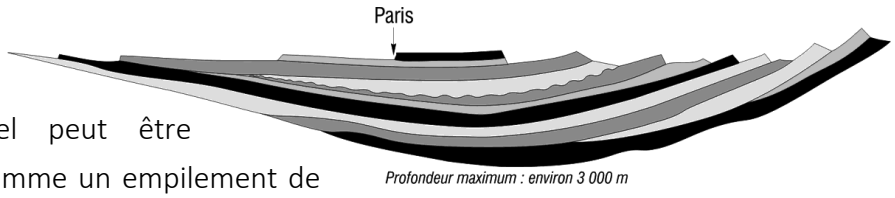


Figure 23 – Carte des pentes

1.2. CONTEXTE GÉOLOGIQUE



SAINT-ERME-OUTRE-ET-RAMECOURT est située dans le bassin sédimentaire de Paris, lequel peut être schématiquement représenté comme un empilement de couches de nature différentes, que l'érosion a progressivement dégagées.

1.2.1. Géomorphologie

Le versant raide qui marque la topographie du territoire communal est à rattacher au type de la *« Cuesta »* : celle-ci se forme quand le pendage des couches géologiques est faible et qu'une couche dure surmonte une (des) couche(s) plus tendre(s). L'érosion dégage alors les terrains de manière marquée là où la couche dure protectrice a disparu, formant un talus à forte pente qui limite le plateau que forme la couche dure.

Sur la majeure partie du territoire de la commune, les terrains tertiaires ont été érodés, mettant à nu la craie sous-jacente. L'érosion n'a épargné que le plateau qu'arment les calcaires durs du Lutétien à l'extrémité Est du territoire communal. La cuesta qui relie ces deux entités est abrupte (valeur moyenne de l'ordre de 10 %) et met au jour la succession des terrains tertiaires qui s'empilent pour former le plateau.

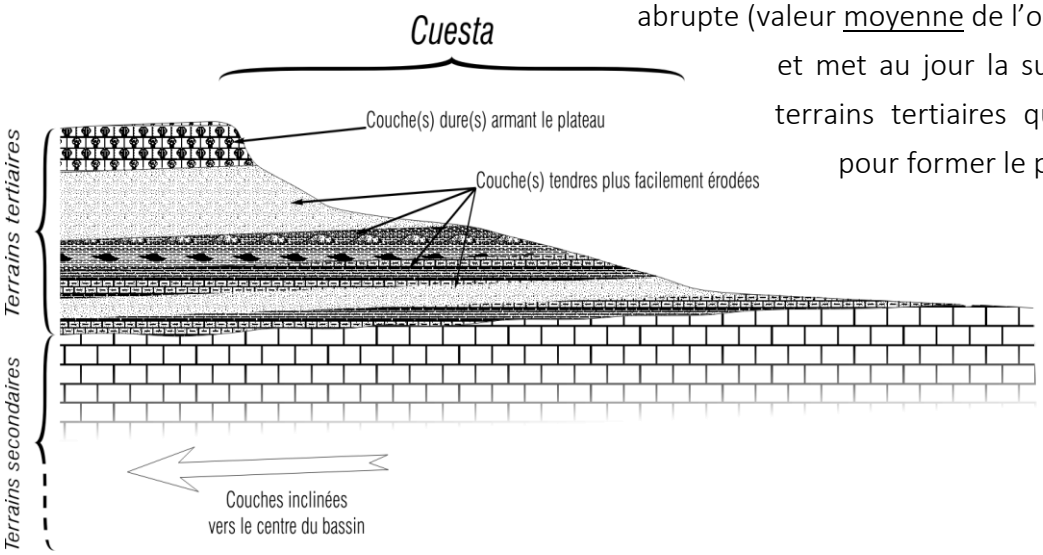


Figure 24 – Coupe géologique schématique

1.2.2. Géologie

Saint-Erme Outre et Ramecourt est situé dans la partie Nord-Est du bassin sédimentaire de Paris. On trouve à la fois sur le territoire des terrains tertiaires (déposés il y a entre 60 et 43 millions d'années) et des terrains secondaires (craie déposée il y a environ 65 à 75 millions d'années). Ces roches sont parfois recouvertes par des dépôts superficiels de formation plus récente (essentiellement lors des glaciations, entre – 1 800 000 ans et – 10 000 ans).

Les données ci-après sont issues des données publiées par le BRGM (Bureau de Recherches Géologiques et Minières).

a) Terrains tertiaires et secondaires

La carte géologique de Laon[10] nous apprend que les terrains présents sont, de haut en bas :

- Les argiles de Saint-Gobain (lutétien supérieur – e5f) : Ces argiles gris-vert très plastiques peuvent montrer localement des passées sableuses. Largement décapées par l'érosion, leur étendue comme leur épaisseur est très faible.
- Le Calcaire à cérithes (lutétien supérieur – e5c) : alternance de bancs massifs de calcaire dur et de niveaux marneux, son épaisseur est de 15 m environ.
- Les Calcaires grossier (lutétien inférieur et moyen – e5a-b) : l'épaisseur totale de ce niveau varie de 15 à 20 mètres. Ce calcaire est plus sableux vers sa base mais sa qualité a souvent été suffisante pour qu'il soit exploité pour la construction en carrières

[10] © *BRGM*

souterraines, aujourd'hui partiellement reconverties en champignonnières. Ce niveau et le précédent, très solides, arment le plateau et protègent de l'érosion les couches sous-jacentes plus meubles.

- Argiles de Laon (Yprésien supérieur – e4b) : niveau d'argiles gris verdâtre dont l'importance ne vient pas de son épaisseur faible (quelques décimètres à 1-2 mètres au maximum) mais de sa remarquable imperméabilité qui engendre un niveau de sources et une végétation particulière.

- Sables de Cuise (Yprésien supérieur – e4a) : sables très fins, légèrement argileux de teinte claire (plus ou moins verdâtres selon la quantité d'un minéral vert, la glauconie, qui y est présente). Ils sont parfois très riches en fossiles. Ces terrains sont très bien développés et peuvent atteindre 50 à 60 m d'épaisseur mais leur très faible cohésion les rend particulièrement sensible à l'érosion.

- Argiles à Lignites sparnaciennes (Yprésien inférieur – e3) : argiles grises dans lesquelles d'intercalent des lentilles de lignite noirâtre. Ce matériau charbonneux, riche en souffre et en fer (Pyrite), était parfois extraite dans des « cendrières » à des fins d'amendement. C'est à ce niveau qu'est implanté le quartier de Saint-Erme ville.

- Sables et grès de Bracheux (Thanétien supérieur – e2c) : ce sont des sables quartzeux, fins, blanc à gris, parfois gris-vert et légèrement glauconieux. Leur épaisseur est de l'ordre de 30 mètres et leur reprise par l'érosion (gravité, vent…) les a souvent dispersés en bas de versant et même, du fait de leur important transport par le vent aux époques glaciaires, dans la plaine de la craie, formant les sables de Sissonne. On y a souvent ouvert des sablières.

- Argile de Vaux-sous-Laon (Thanétien moyen – e2b) : argile gris verdâtre passant à un faciès plus grossier avec des galets de silex noirs au niveau du contact avec la craie. Fréquemment masquées par les dépôts supérieurs du fait de leur faible épaisseur, ces argiles se manifestent néanmoins par la formation de terrains frais à humides. Ils sont notamment présents dans la partie Est de Ramecourt.

- Craie (Sénonien – c4-6) : terrains les plus anciens affleurant sur la commune, cette roche a été déposée sur une épaisseur considérable à l'ère secondaire (Crétacé) : jusqu'à près de 350 mètres ! Dégagée par l'érosion, cette roche est celle qui affleure le plus largement sur la commune, bien que des formations superficielles viennent souvent la masquer.

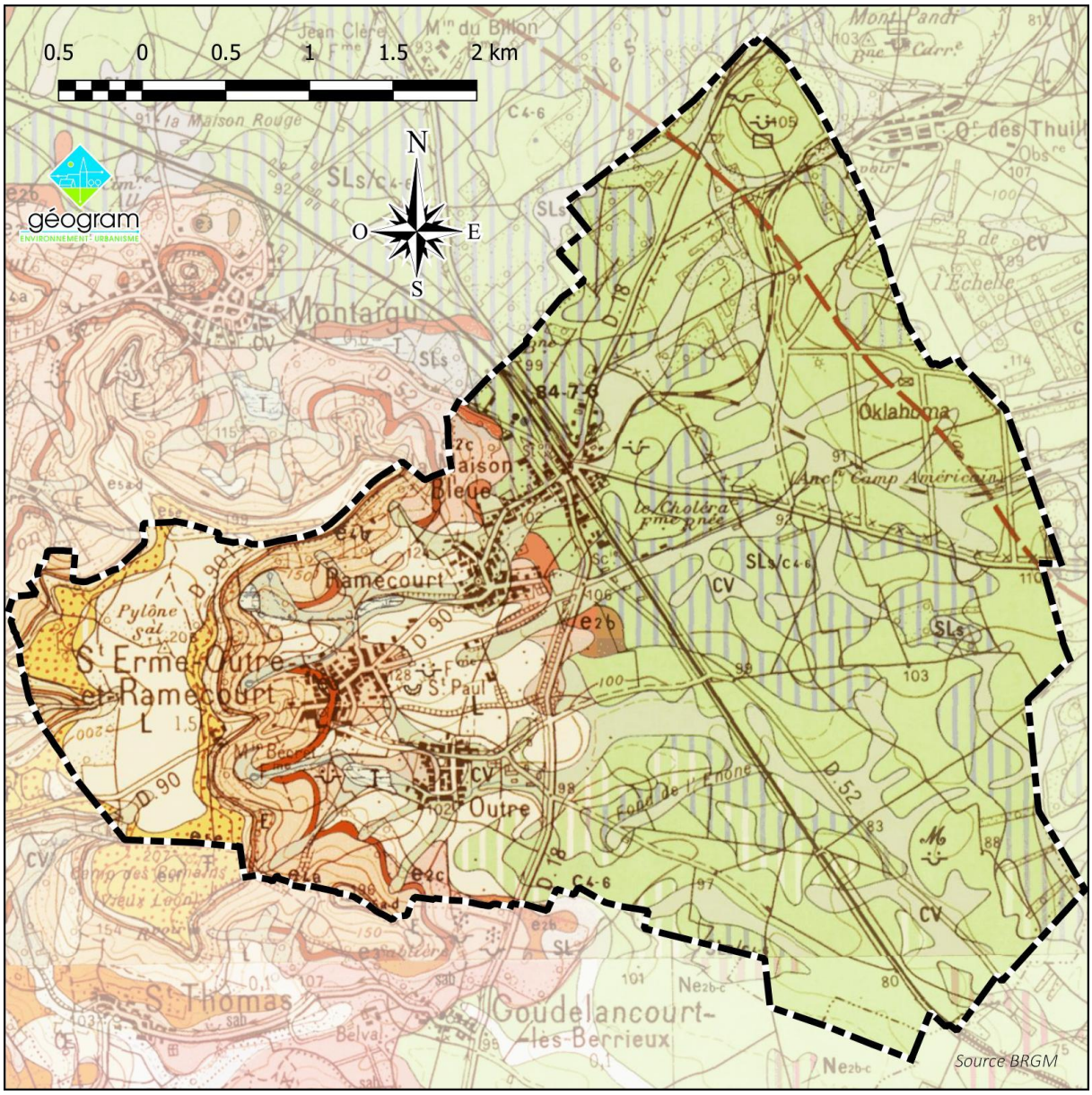


Figure 25 – Carte géologique

b) Formations superficielles

- Limons (L) : ces dépôts sont issus de poussières transportées par le vent aux époques glaciaires. Ils se sont déposés sur le plateau comme au pied de la cuesta. Leur épaisseur est très variable mais peut dépasser 1 mètre.

- Sables limoneux (SL) : ces matériaux sont issus du remaniement de terrains bartoniens aujourd'hui disparus (SLb) ou plus fréquemment des sables de Bracheux formant ce qu'on appelle les « Sables de Sissonne » (SLs). Sur la commune, leur épaisseur est assez modeste, inférieure à 1 m. Ils sont généralement déposés en bas des versants et dans la plaine sur la craie où les variations de nature des sols qu'ils entraînent sont marquées.

- Colluvions de fond de dépression (CV) : Elles résultent de l'accumulation dans les zones basses de matériaux sableux entraînés essentiellement par gravité mais aussi par ruissellement ou solifluxion.

En l'absence de cours d'eau suffisant, il n'y a pas d'Alluvions observables sur la commune. Cependant, du fait de la nature imperméable de certains terrains et de leur faible pente, des engorgements sont localement observables aboutissant, du fait des cycles biologiques, à la formation de tourbe. C'est en particulier le cas en amont de Outre et au Nord de Saint-Erme ville.

1.2.3. Hydrogéologie

Les nombreuses couches géologiques permettent l'existence de plusieurs nappes d'eau souterraines. On remarquera ainsi l'existence :

- D'une faible nappe portée par les argiles de Saint-Gobain ;
- D'une nappe nettement plus importante abritée dans les calcaires lutétiens et qui repose sur les argiles de Laon. Les eaux en sont fortement minéralisées, en particulier en carbonate de calcium ;
- D'une nappe dans les sables du Cuisien qui s'appuie sur les argiles sparnaciennes. La forte teneur des eaux en sulfates et en sulfures conduit à ne les exploiter que rarement ;
- D'une nappe dans les sables thanétiens qui s'appuie sur l'argile de Vaux-sous-Laon. Les eaux y sont souvent de bonne qualité mais sa situation captive en limite fortement l'alimentation ;
- D'une importante nappe dans la craie, peu profonde et très abondante.

1.2.4. Ressources minières

Le territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt offre plusieurs types de ressources minérales, mais plus aucune n'y est plus exploitée depuis longtemps. Les extractions concernaient essentiellement des argiles de potier de la craie concassée.

1.3. HYDROLOGIE

1.3.1. Les cours d'eau et leur bassin-versant

La plupart des travaux dans les cours d'eau (recalibrage, busage, détournement, travaux sur berge...) doivent préalablement faire l'objet d'une autorisation préfectorale. Les aménagements ou travaux qui seraient prévus à proximité d'un cours d'eau ou d'un thalweg doivent être appréhendés avec une extrême précaution. Dès lors qu'un doute existe sur le caractère inondable de la parcelle, il est indispensable de la protéger de

l'urbanisation, mais également des installations qui constitueraient des obstacles à l'écoulement des eaux.

De nombreux travaux à proximité des cours d'eau (création d'étangs, remblais à partir de 400 m², digues, prélèvements ou rejets) peuvent également être soumis à déclaration ou à autorisation préfectorale de par leur impact important sur le régime des eaux ou de qualité des eaux.

L'orientation des couches géologiques, la faible pente de la plaine de la craie et la grande perméabilité de cette roche ne permettent pas la formation de cours d'eau notables : les eaux de ruissellement et celles issues des sources qui se forment là où les nappes tertiaires affleurent, forment des terrains plus ou moins marécageux en pied de versant avant de s'écouler en petits cours d'eau temporaires puis de s'infiltrer dans la craie là où celle-ci affleure. Il n'y a que plusieurs kilomètres au Nord de la commune, là où les épaisseurs de limons et de sables limoneux sont assez importantes pour assurer une certaine imperméabilité, que peuvent se former des marais importants (marais de la Souche).

1.3.2. Zones à Dominante Humide

Selon l'Article L. 211-1 du Code de l'Environnement, les zones humides sont des « terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année ».

La préservation des zones humides est d'intérêt général.

Les zones humides peuvent être alimentées par des eaux pluviales, des sources, des cours d'eau et jouent un rôle fondamental en régulant le régime des eaux. Elles jouent en effet un rôle de tampon en restituant en période sèche et en stockant en période de crue. Leur destruction peut être ainsi très dommageable et provoquer des bouleversements hydrauliques. Par ailleurs, elles abritent assez fréquemment une flore et une faune rares, dont la protection est d'intérêt général.

Une étude de délimitation des zones humides a été menée dans le cadre de la protection des marais de la Souche. Celle-ci fait apparaître plusieurs de ces zones humides sur le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. Plusieurs autres zones sont également présumées au vu d'investigations informelles sur le terrain.

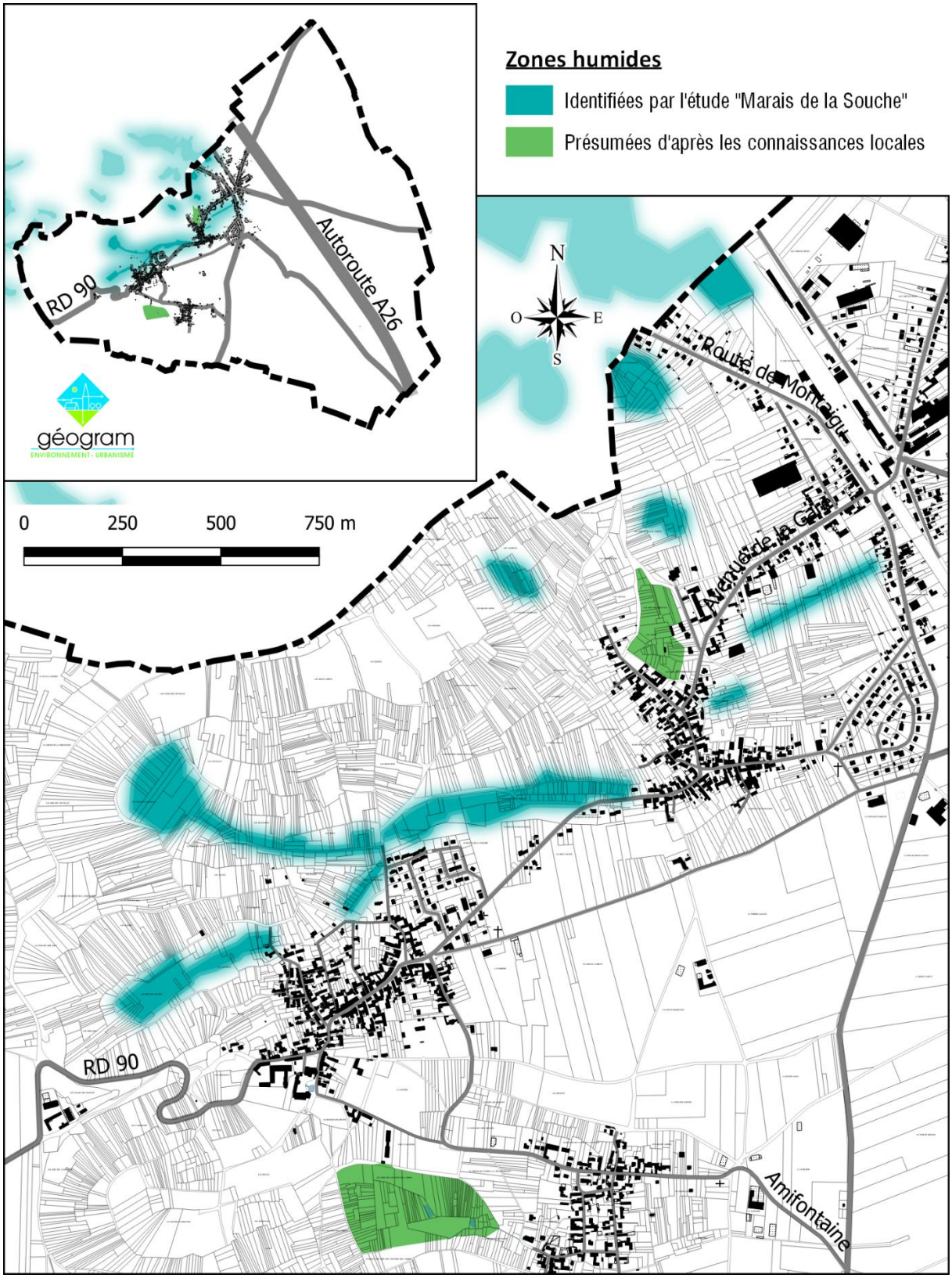


Figure 26 – Carte des zones humides

La protection des zones humides doit répondre à la démarche « éviter, réduire, compenser ». Leur inconstructibilité dans les PLU doit donc être la priorité.

1.4. POTENTIELS EN MATIÈRE D'ÉNERGIES RENOUVELABLES

La loi de programme n°2005-781 du 13 juillet 2005 fixant les orientations de la politique énergétique précise le rôle des collectivités territoriales et de leurs groupements. Notamment, « en matière de promotion des énergies renouvelables, les collectivités peuvent favoriser le recours à ces sources de production, notamment par des dispositions d'urbanisme, et en développant, en partenariat avec l'ADEME, des politiques d'incitation spécifiques, ainsi que participer à la planification de l'implantation des éoliennes ».

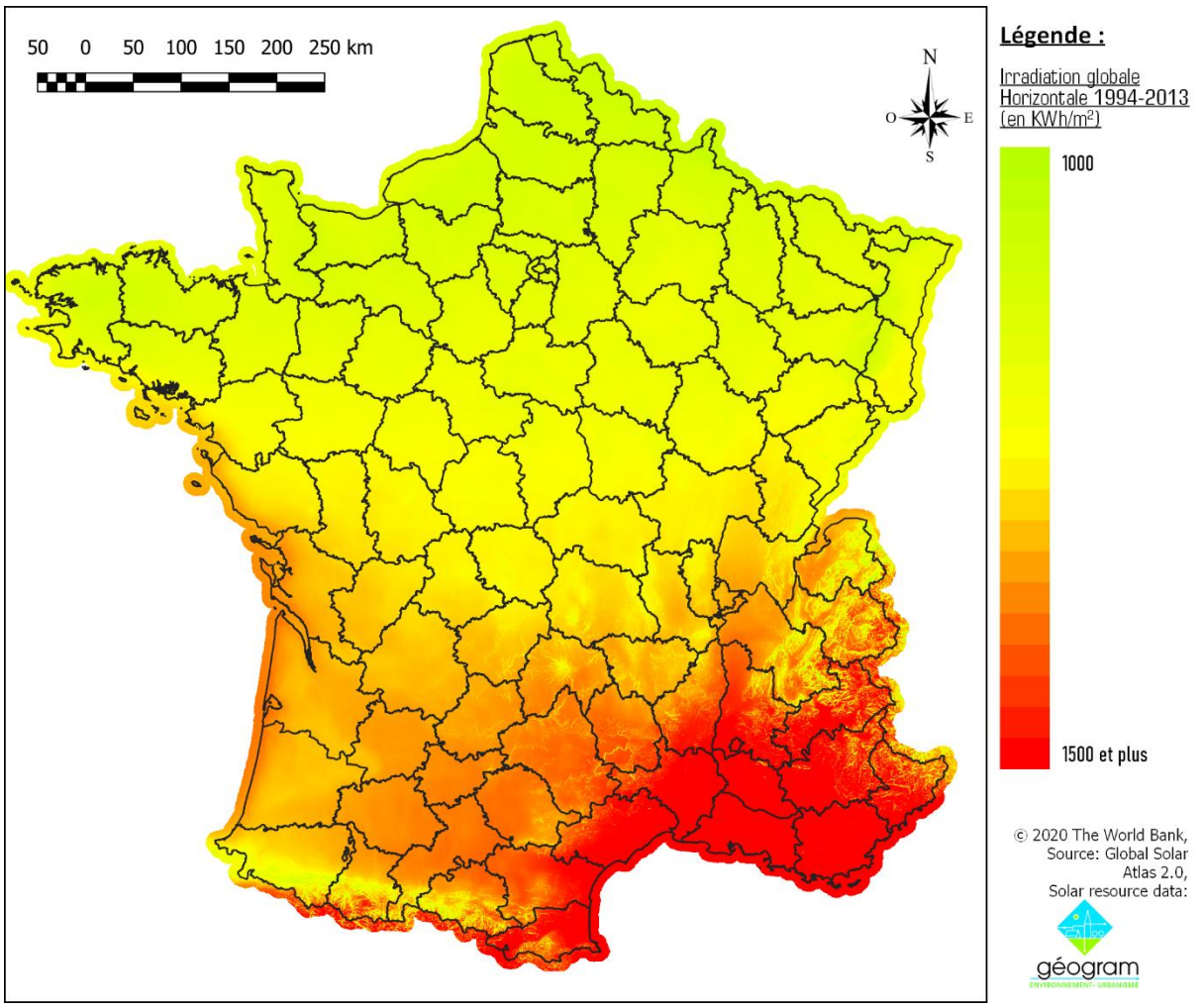


Figure 27 – Potentiel d'énergie solaire

Le potentiel de production d'énergie solaire dans le département est modeste : L'Irradiation globale Horizontale y est de 1100 à 1150 KWh/m² (période 1994-2013). Pour mémoire, la valeur médiane en France métropolitaine est de 1 250 KWh/m².

1.5. QUALITÉ DE L'AIR

Mieux maîtriser et réduire l'exposition à la pollution de l'air extérieur est une nécessité, compte tenu de l'impact reconnu sur la santé humaine. À titre informatifs, les principaux polluants atmosphériques et leurs effets sur la santé sont décrits ci-après.

- Le dioxyde d'azote (NO_2), plus toxique que le monoxyde d'azote (NO), peut entraîner une altération de la fonction respiratoire et une hyperréactivité bronchique chez les personnes asthmatiques et les enfants. Ces gaz sont émis lors des combustions et proviennent principalement des véhicules (60 %) et des installations industrielles.

- Les particules en suspension de moins de 10 µm (PM10) constituent la fraction la plus visible de la pollution atmosphérique (fumées). Elles englobent tout ce qui peut être véhiculé par l'air, à l'état liquide ou solide, d'origine naturelle ou non. Dans les villes et dans les zones industrielles, la combustion incomplète des combustibles fossiles, le trafic routier et les activités industrielles produisent des particules en suspension. Elles sont de nature très différente et peuvent véhiculer d'autres polluants (métaux lourds, hydrocarbures…). Selon leur taille, les particules pénètrent plus ou moins profondément dans l'arbre pulmonaire. Les particules les plus fines, même à des concentrations relativement basses, peuvent, surtout chez l'enfant, irriter les voies respiratoires ou altérer la fonction respiratoire dans son ensemble.

La Loi sur l'Air et l'Utilisation Rationnelle de l'Energie (LAURE) du 30 décembre 1996 a confié la surveillance de l'air du territoire français à des associations agréées par le ministère de l'Écologie et du Développement Durable, regroupées au sein de la Fédération ATMO. Elle est constituée des acteurs régionaux impliqués dans la gouvernance locale de l'atmosphère (les collectivités, les services de l'État, les émetteurs de polluants atmosphériques, les associations…).

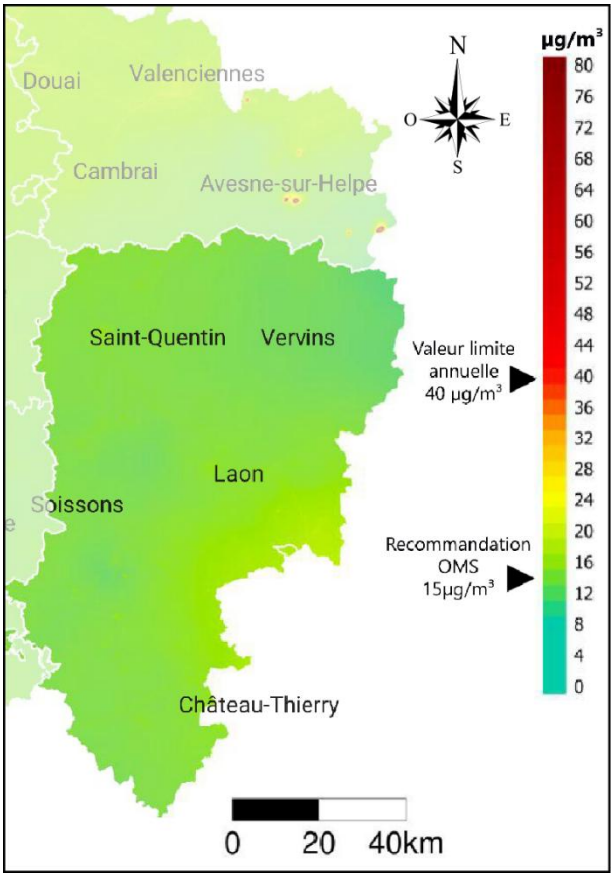


Figure 28 – Concentration de particules fines dans l'Aisne en 2021

2] Risques

2.1. RISQUES NATURELS

2.1.1. Catastrophes naturelles

Liste des catastrophes naturelles reconnues :

Type de catastrophe	Date de survenue	Date de publication de l'arrêté
Inondations	02/07/2000	15/11/2000
Inondations	11/05/2000	01/08/2000
Inondations	25/12/1999	30/12/1999
Inondations	29/05/1992	18/11/1992
Inondations	26/04/1987	18/08/1987

2.1.2. Plan de Prévention des Risques Naturels

Aucun Plan de Prévention des Risque ne concerne le territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

2.1.3. Cavités

Aucun risque relatif aux cavités n'est recensé à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

2.1.4. Aléa de retrait/gonflement des argiles

Ce risque est directement lié aux propriétés physiques des argiles. En effet, les variations de la quantité d'eau dans certains terrains argileux produisent des gonflements en périodes humides et des tassements en périodes sèches. Ce phénomène de retrait-gonflement provoque des tassements différentiels qui affectent essentiellement les constructions d'habitations individuelles, notamment pour les raisons suivantes :

- les fondations relativement superficielles de ces bâtiments, par rapport à des habitats collectifs, les rendent plus vulnérables à des mouvements du sol d'assise ;
- la plupart de ces constructions sont réalisées sans étude géotechnique préalable qui permettrait de concevoir les bâtiments en tenant compte du risque associé.

Ce risque n'interdit pas la construction mais sa prise en compte passe par des mesures de construction adaptées.

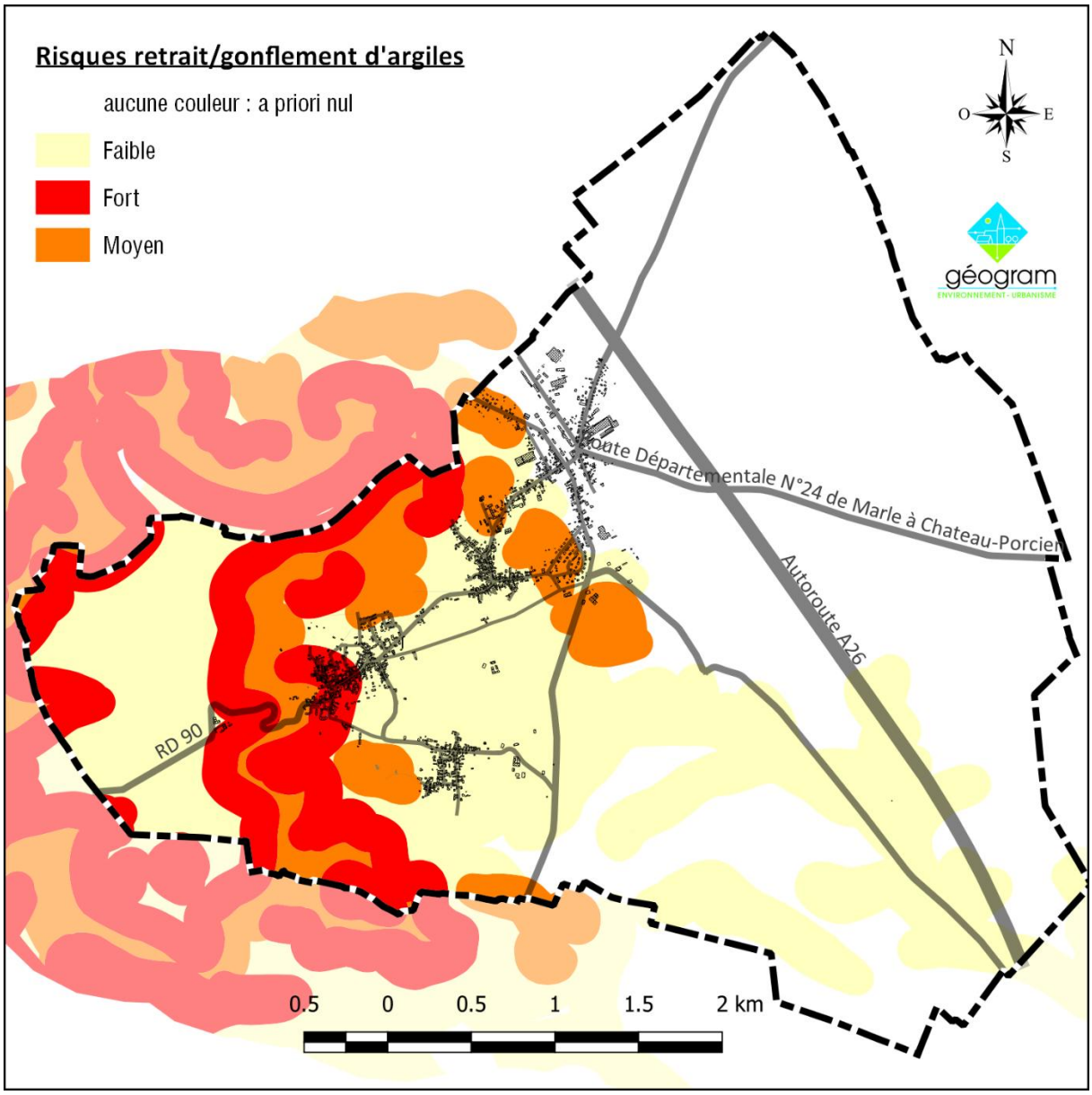


Figure 29 – Zones concernées par l'aléa retrait/gonflement d'argiles

2.1.5. Mouvements de terrain

Les dommages occasionnés par des mouvements de terrain d'importance et de type très divers (glissement de terrain, éboulements, effondrements, coulées de boue…) ont des conséquences humaines et socio-économiques considérables.

La base BDMvt répond en partie à ce besoin en matière de politique de prévention des risques naturels, en permettant le recueil, l'analyse et la restitution des informations de base nécessaire à la connaissance et à l'étude préalable des phénomènes dans leur ensemble.

Aucun phénomène de ce type n'est signalé sur le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

2.1.6. Risque sismique

Le décret n°2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français a classé l'intégralité du département de l'Aisne, à l'exception de sa frange Nord, en zone de sismicité « très faible » (1).

Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt s'inscrit dans cette zone de sismicité très faible (1), et n'est donc soumis à aucune contrainte particulière.

2.1.7. Risque radon

> *En application de l'Article L 221-7 du Code de l'Environnement qui prévoit « l'évaluation des expositions et des risques sanitaires relatifs à la qualité de l'air dans les environnements clos », ainsi que l'information du public quant aux « connaissances et travaux relatifs à cette pollution », et suite au décret du 4 juin 2018 portant diverses dispositions en matière nucléaire, il convient d'informer quant au risque radon (Article R. 1333-28 du Code de la Santé Publique).*

Le radon est un gaz radioactif issus de la désintégration de l'uranium et du radium présents naturellement dans les roches – les plus riches en uranium étant les granits et certains schistes noirs. Il s'agit d'un cancérigène certain et serait la seconde cause de cancer du poumon après le tabac et devant l'amiante. Si ce gaz présent partout se dilue rapidement à l'air libre, sa concentration peut atteindre des niveaux élevés en milieux confinés, tels que les grottes et les mines souterraines, mais aussi les bâtiments (et les sous-sols en particulier), où il s'accumule. Face à ce risque, l'Autorité de Sûreté Nucléaire a sollicité l'Institut de Radioprotection et de Sûreté Nucléaire (IRSN), afin qu'il cartographie le potentiel radon des terrains à l'échelle nationale – cela sur la base des connaissances géologique.

Selon l'arrêté du 27 juin 2018 portant délimitation des zones à potentiel radon sur le territoire français, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt figure en zone 1, au même titre que l'intégralité du département de l'Aisne.

2.2. RISQUES ISSUS DE L'ACTIVITÉ HUMAINE

2.2.1. Établissements industriels

Les établissements Beaudoux sont soumis à Enregistrement au titre de la législation Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en vertu du Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement. Sur ce site, la pollution des sols n'est pas avérée, mais seulement possible. Elle devra être vérifiée dans le cas d'un changement d'usage des terrains en question.

Il existait autrefois un risque lié à des silos de stockage de céréales mais ceux-ci sont aujourd'hui démantelés et les sols dépollués.

Le territoire de Saint-Erme Outre et Ramecourt est traversé par un oléoduc de l'État exploité par TRAPIL (Société des Transports Pétroliers par Pipeline), ouvrage décrété d'utilité publique

le 20 janvier 1955. Il est impératif de respecter les distances règlementaires d'éloignement de cette conduite. Les risques liés à l'exploitation d'un oléoduc sont déclinés dans un plan de secours appelé PSI (plan de surveillance d'intervention) déposé auprès des services administratifs et de secours du département. Ce plan précise les méthodes d'intervention à mettre en œuvre en cas d'accident.

On notera les risques liés à l'activité militaire au sein du Camp militaire de Sissonne mais ceux-ci ne sont pas détaillés. De plus, l'accès au camp est interdit à toute personne non-autorisée.

2.2.2. Pollution des sols

La base de données qui Géorisques donne des informations sur les sites et sols pollués (ou potentiellement pollués). Les sites suivants sont concernés (NB : une étude a établi que les sols de l'ancien site « CERESIA » ne sont pas pollués :

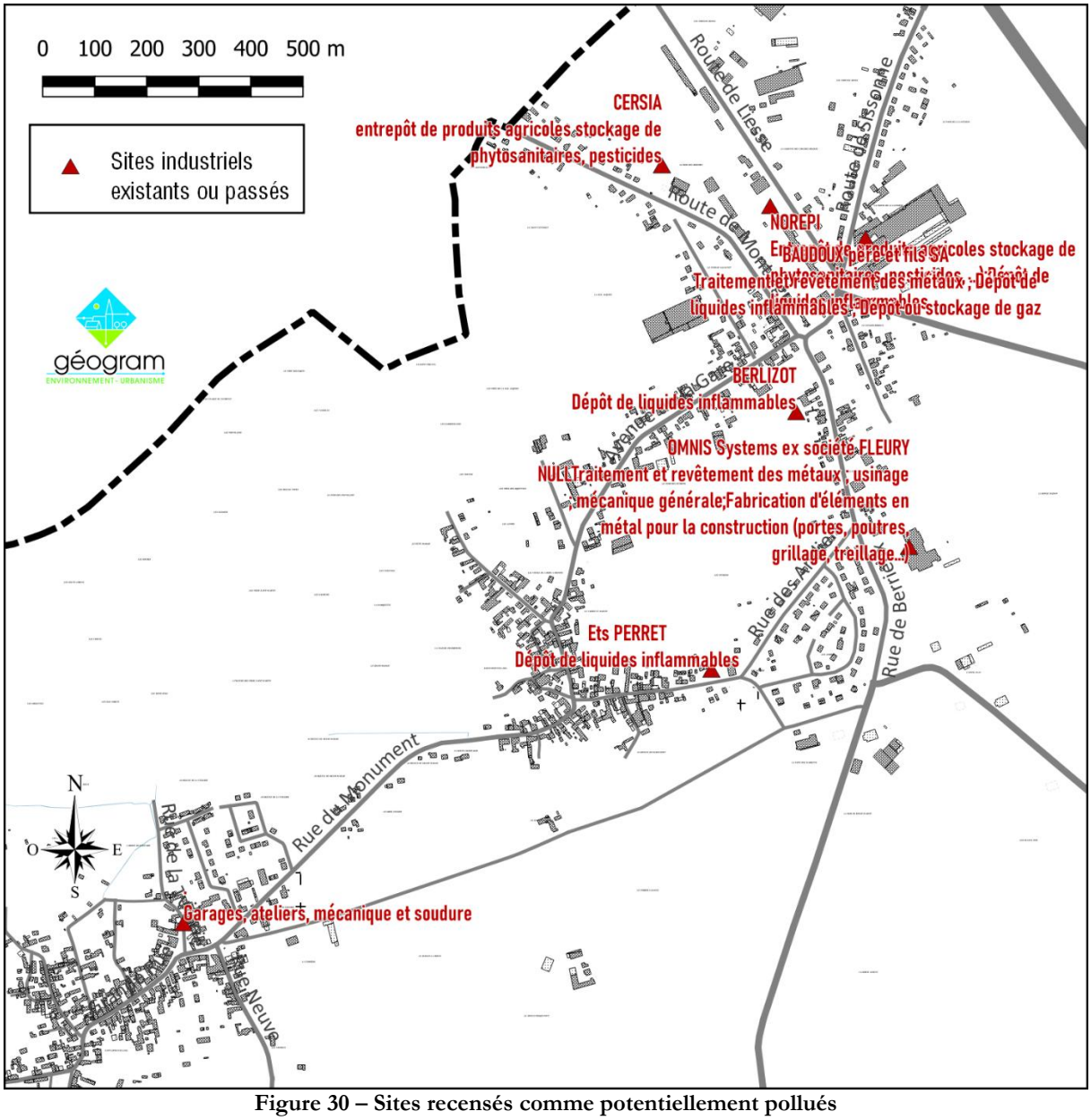


Figure 30 – Sites recensés comme potentiellement pollués

2.2.3. Nuisances sonore liées aux infrastructures de transport

Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est traversée par l'autoroute A26, axe bruyant de type 1. Il en résulte l'existence de secteurs affectés par le bruit d'une largeur maximale de 300 m de part et d'autre de l'infrastructure. Dans cette bande, les bâtiments d'habitation, les établissements de santé, les hôtels et les bâtiments d'enseignement sont soumis aux conditions d'isolement acoustique.

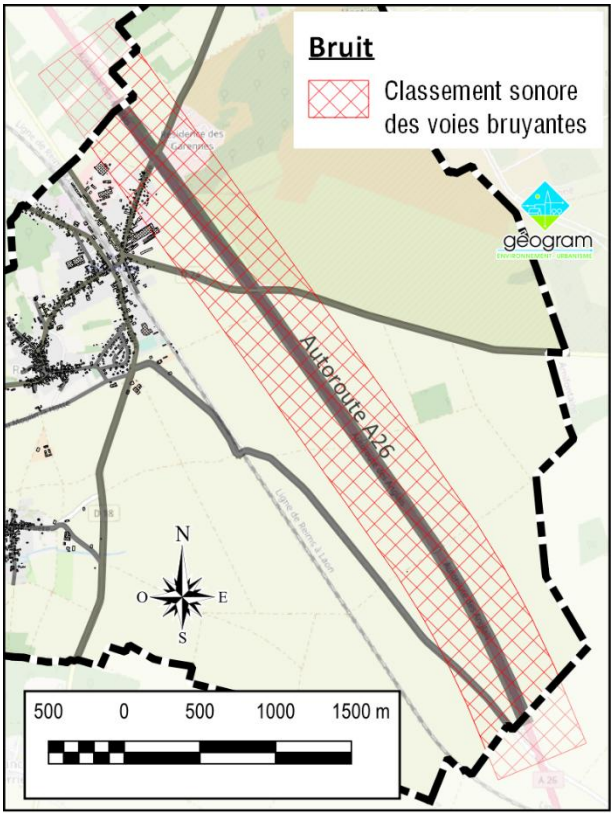


Figure 31 – Carte des secteurs affectés par le bruit

3] Paysages

3.1. UNITÉS PAYSAGÈRES

Saint-Erme Outre et Ramecourt est situé à l'articulation de 2 grandes unités paysagères :

- À l'Ouest, les Collines du Laonnois ;
- À l'Est, la Plaine de Grande Culture.

À l'échelle de la commune, la forme du relief et les modes d'occupation du sol permettent d'affiner cette analyse.

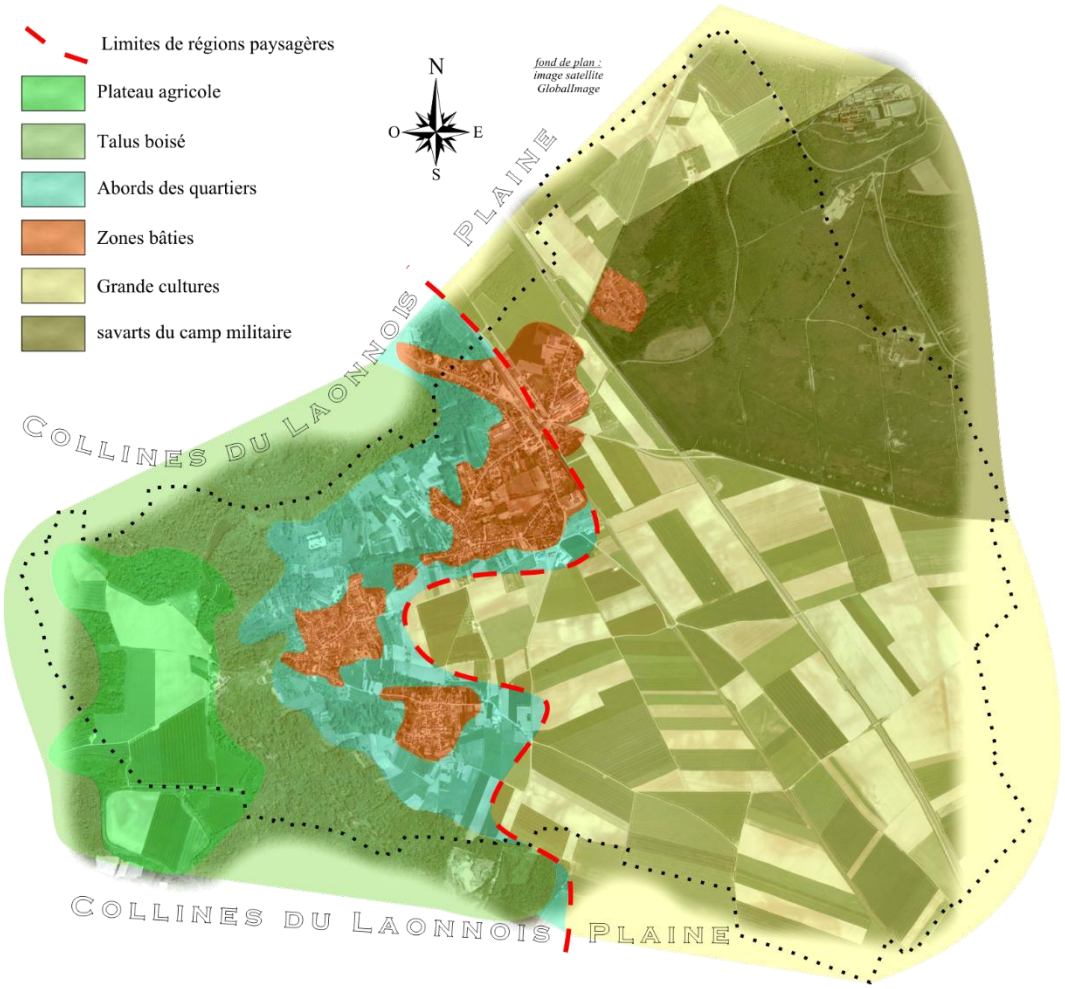


Figure 32 – Unités paysagères

3.1.1. Les Collines du Laonnois ;

✓ Le plateau agricole

Le sommet du plateau est cultivé mais la présence humaine y est discrète et originale : peu de constructions, pour la plupart cantonnée en lisière et présence en limite Sud, sur la commune limitrophe de Saint-Thomas, du talus d'un oppidum gaulois dit « Camp de César ».

La largeur modeste du plateau (à peine 1 km) et la proximité des bois habillant les lisières lui confèrent une ambiance de clairière cultivée au sein d'un ensemble plus sauvage.

✓ Le talus boisé

Cet élément est certainement un des plus marquant de la commune : Les bois habillent l'ensemble du versant et le rebord du plateau, position éminente qui leur confère une visibilité très large. Ils soulignent et mettent en valeur la côte, en particulier par contraste avec la plaine très dénudée.

La forme du coteau en amphithéâtre ouvert à l'Est contribue également à former un écrin pour les zones habitées qui se trouvent ainsi entourées sur 3 côtés.

✓ Les abords des quartiers

Le pied de talus est plus marqué par les activités humaines mais les éléments naturels y sont encore nombreux (jardins, bosquets…), marquant une transition douce vers les zones urbanisées. Les mouvements de terrains anciens et l'érosion ont dessiné un relief moins marqué que la cuesta elle-même mais plus complexe, apportant une grande diversité de points de vue et de perspectives. Les deux plus remarquables sont celui qui s'ouvre sur l'ancien pensionnat de Saint-Erme ville en venant d'Outre et celui qui embrasse l'ensemble de Ramecourt depuis le haut de la Rue Saint-Paul.

✓ Les zones bâties

Par leur identité et leur caractère groupé qui les distingue du milieu plus ou moins naturel qui les environnent, elles présentent un point d'accroche fort pour le regard et un élément constitutif majeur du paysage.

Leur caractère est variable depuis les parties les plus reculées qui semblent blotties au creux d'un écrin où la nature domine jusqu'à l'affirmation plus forte d'une modernité et d'un caractère urbain qui s'affiche autour de la gare, en passant par toutes sortes d'étapes intermédiaires.

3.1.2. La Plaine

✓ Les cultures

La grande culture détermine un paysage très ouvert, au sein duquel la moindre éminence permet au regard de porter loin au-delà des immenses parcelles qui le constituent. C'est une élément important de l'identité rurale de la commune.

✓ Les savarts du camp militaire

La faible densité des activités humaines au sein du camp détermine un paysage semi-ouvert, caractérisé par de grandes étendues herbeuses piquetées ça et là d'arbustes isolés et de bosquets. Il correspond à ce qu'était le paysage dominant dans les pays de craie au XIX^{ème} siècle.

3.2. LES SENSIBILITÉS PAYSAGÈRES

3.2.1. Éléments jouant sur la sensibilité paysagère

La constitution d'un paysage dépend de différents processus :

Dynamiques environnementales :

Elles modèlent le relief, la nature du sous-sol, du sol, du climat, influant sur la couverture végétale.

Dynamiques humaines :

Des structures agraires aux villes et industries, l'homme fait évoluer les paysages selon ses besoins et les progrès technologiques.

Les types de paysage, d'aujourd'hui, sont hérités des siècles passés. Cependant, le paysage est en constante évolution principalement sous l'influence des dynamiques humaines. Elles portent essentiellement sur l'occupation des sols, le bâti et les voies de circulation. Ces évolutions contribuent-elles à améliorer ou dégrader le paysage ? S'inscrivent-elles dans un souci de conserver le paysage en place ou de le faire évoluer vers un autre type de paysage ?

D'autres facteurs peuvent être utilisés pour qualifier un paysage :

- Les perspectives, par exemple, dans un paysage très ouvert et plat, le clocher d'un village devient un point d'accroche définissant une perspective pour l'observateur.
- Les volumes auront un impact différent selon le lieu d'implantation : sur une hauteur, un bâtiment paraîtra plus imposant que dans un vallon. Les volumes participent au rythme du paysage.
- Le rythme, une allée d'arbres ponctuant le paysage casse la monotonie d'un paysage de plaine.

3.2.2. Principales sensibilités paysagères

Du fait de sa position topographique dominante, le rebord du plateau et la partie supérieure du versant sont particulièrement sensibles aux perturbations paysagères. Cependant, on notera que la présence continue d'arbres permet de masquer tout édifice d'une hauteur inférieure à la leur (une quinzaine de mètres en moyenne). Conséquence des effets de perspectives, le centre du plateau, en revanche, n'est perceptibles que depuis les voies qui parcourent le plateau lui-même. En dehors des abords de l'oppidum situé sur la commune voisine de Saint-Thomas, sa sensibilité paysagère est donc moindre.

Les abords des zones urbanisées sont surtout perceptibles depuis les diverses habitations et les voies qui les desservent. Par conséquent, leur sensibilité aux modifications du paysage décroît avec la distance par rapport à celles-ci.

La plaine cultivée, quant à elle, ne présente pas de qualité esthétique intrinsèque. En revanche, sa très grande ouverture rend très perceptibles les premiers obstacles à la progression du regard et plus particulièrement les éventuelles constructions qui viendraient s'y implanter.

4. Organisation et caractéristiques des zones bâties

4.1. Organisation des zones bâties

Comme la plupart des villages alentours, les pôles historiques d'implantation de l'habitat à Saint-Erme Outre et Ramecourt se situent au pied du versant sous forme d'habitat groupé autour de l'église. Mais la grande originalité de la commune est que cette zone urbanisée s'est développée à partir de 3 pôles distincts qui correspondaient autrefois à 3 paroisses mais qui se sont de longue date réunis au sein de la même commune. Un quatrième pôle, au sein duquel la vocation artisanale et industrielle est plus importante bien que non exclusive, s'est développé à partir du XIX^{ème} Siècle autour de la gare. Bien plus récemment un ensemble de logements militaires a été réalisé à l'angle Sud-Ouest du camp de Sissonne (« Les Garennes »).

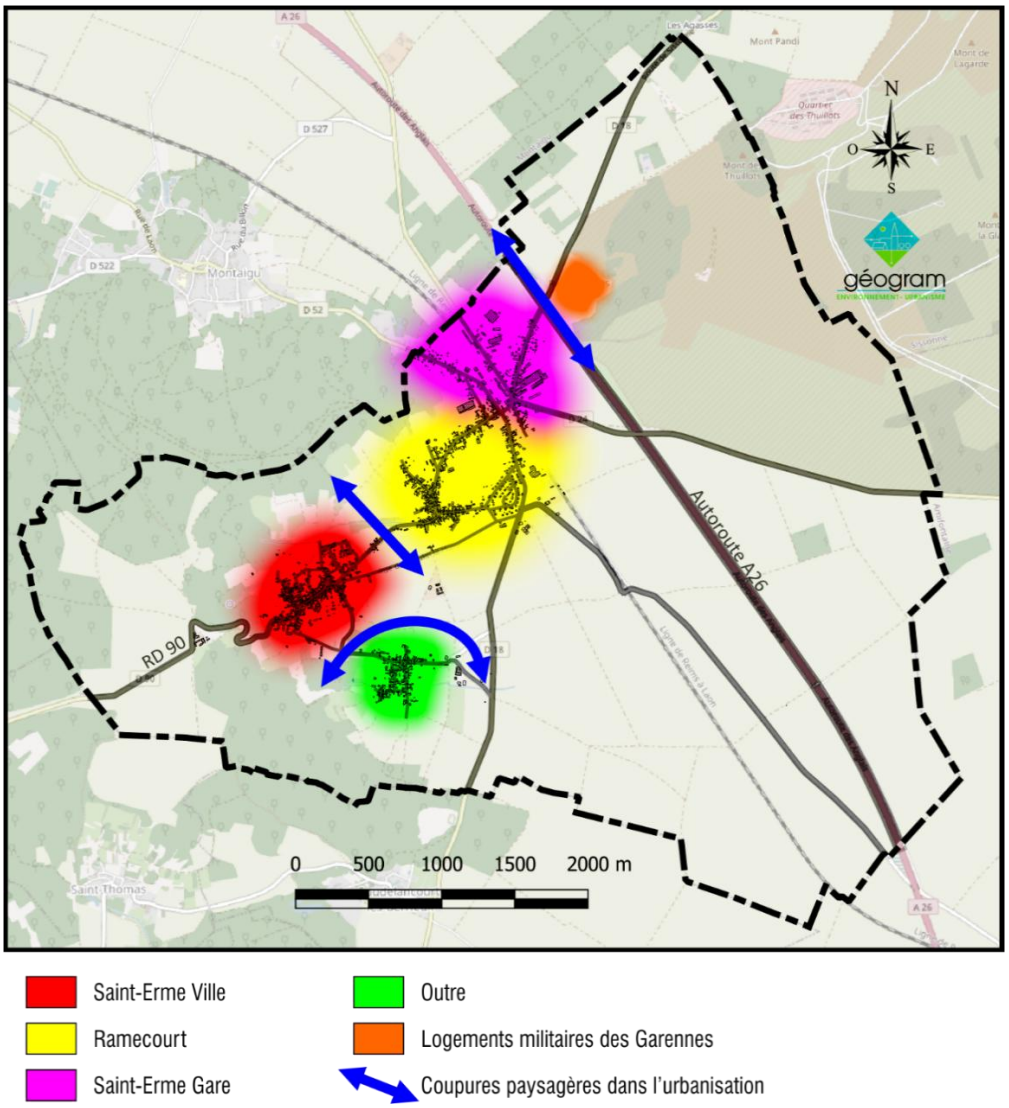


Figure 33 – Organisation des zones bâties de la commune

La croissance urbaine de ces différents quartiers a conduit à un rapprochement progressif dont l'importance était fonction de la nature des terrains et de la présence des axes de communication. La délimitation entre Ramecourt et Saint-Erme gare a ainsi désormais quasiment disparu tandis que les constructions le long de la RD 90 réduisaient considérablement l'écart entre Ramecourt et Saint-Erme ville, tendant à masquer cette rupture paysagère. Seul le quartier d'Outre est encore assez nettement séparé des autres.

On notera la présence d'un cône de vue remarquable sur l'ensemble formé par l'ancien couvent et l'église de Saint-Erme Ville (Cf. ci-dessous le chapitre « Patrimoine architectural et vernaculaire »).

4.2. CARACTÉRISTIQUES DES ZONES BÂTIES

L'histoire originale ainsi que le dynamisme de longue date de la commune ont conduit à un renouvellement urbain progressif, mêlant restauration de constructions anciennes et implantation de constructions neuves au sein même du tissu bâti actuel. Il en ressort une absence de distinction claire entre zones urbaines récentes et zones anciennes, le tissu actuel étant formé d'une mosaïque des différents types.

Les secteurs de la commune où subsistent le plus de constructions anciennes présentent souvent des voiries étroites et sinueuses tandis que les zones les plus récemment urbanisées sont moins denses et ménagent des accès mieux dimensionnés par rapport aux besoins modernes.

4.2.1. Implantation des constructions

Les constructions les plus anciennes sont le plus souvent édifiées en ordre continu ou semi-continu et avec un retrait nul à faible par rapport aux voies. Cependant, les constructions nouvelles implantées au cœur même de ce tissu présentent souvent un retrait plus marqué

Le positionnement des maisons ne répond à aucune règle ; les habitations sont édifiées soit parallèlement à la rue soit perpendiculairement.

4.2.2. Hauteur et volume des constructions

Les habitations sur la commune sont pour la plupart de type R+combles ou R+1+combles. Les constructions anciennes ont souvent des formes plus complexes que les plus récentes, les extensions et aménagements successifs étant souvent venus modifier le plan initial.

4.2.3. Toitures et matériaux de couverture des constructions

Les caractéristiques des toitures sont variées, tant pour ce qui concerne le nombre de pans que les matériaux de couverture. Les toitures terrasses sont cependant souvent rares et limitées aux bâtiments commerciaux ou à certaines annexes des constructions.

4.2.4. Façades des constructions

Ici encore, la diversité des époques de constructions et des types de restaurations de maisons anciennes ne permettent pas de dégager de caractéristiques homogènes : façades en pierre de taille ou en moellons, enduits ou non….

4.4. PATRIMOINE ARCHITECTURAL ET VERNACULAIRE

On trouve en particulier sur la commune des lavoirs, des fontaines, des calvaires (dont l'un correspond à un ancien cimetière de victimes du choléra), un couvent et un cimetière militaire britannique. Les nombreuses croix marquent la période de l'histoire (fin 19ème Siècle) dans laquelle s'opposent la désaffection du culte catholique (déchristianisation révolutionnaire, montée en puissance de la république laïque…) et en réaction un courant missionnaire appelé la recharge sacrale (qui se traduit ailleurs par le Sacré-Cœur de Montmartre). Ce courant a été assez puissant dans la région.

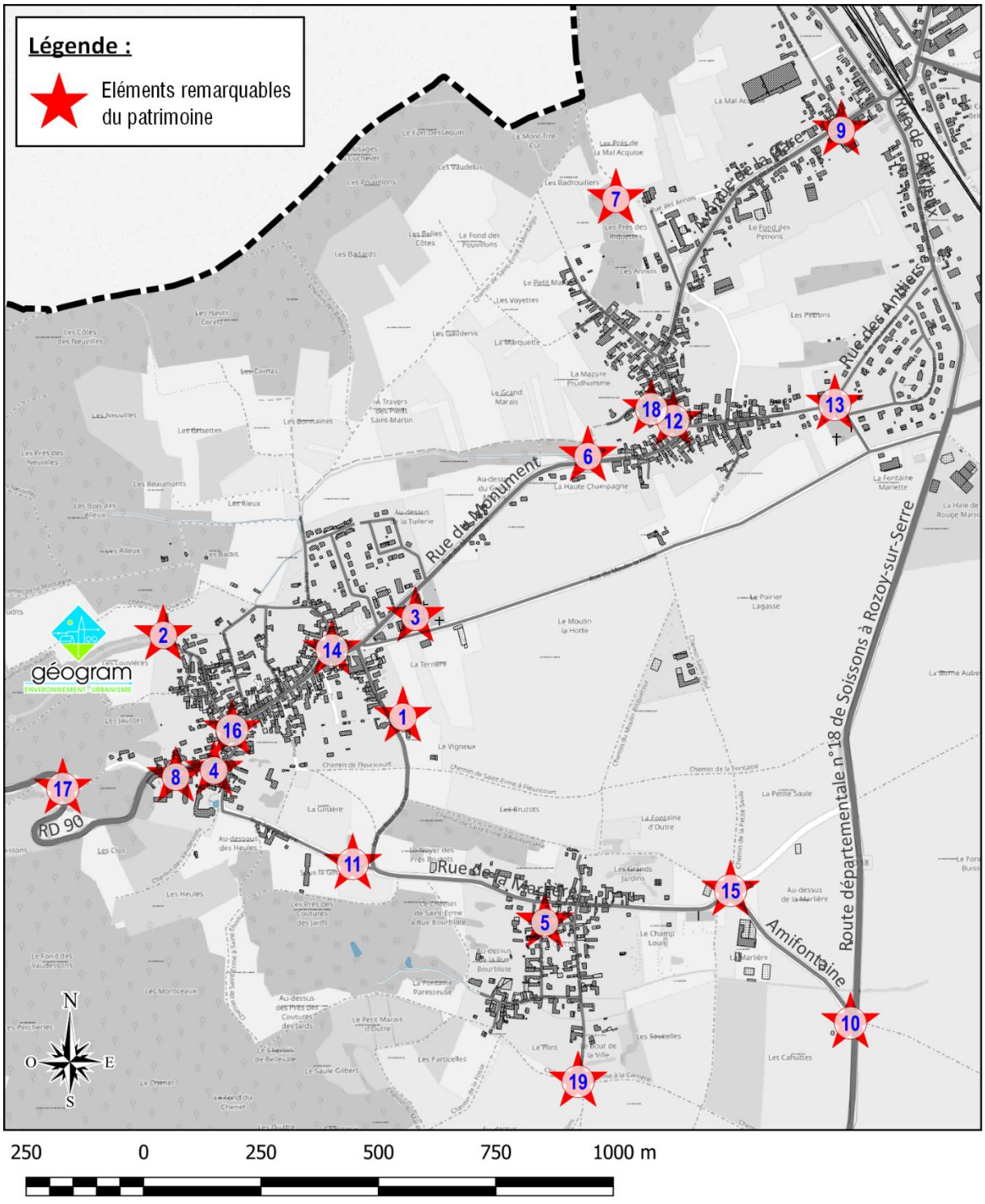


Figure 34 – Organisation des zones bâties de la commune



Figure 35 – Élément remarquable n°1 : calvaire Rue Neuvr

Ce calvaire situé rue Neuve marque l'emplacement d'un cimetière de victimes d'une épidémie de choléra



Le lavoir de Saint-Erme est situé à l'intersection du talweg des Louvières (zone humide) et de la rue des Haudits.

Figure 36 – Élément remarquable n°2 : Lavoir de Saint-Erme



Figure 37 – Élément remarquable n°3 : Cimetière militaire

Le cimetière a été créé par le regroupement de 76 tombes de soldats britanniques (dont 7 non identifiées) inhumés par les Allemands dans leurs cimetières. La plupart sont décédés en 1918.

Au cours de la Seconde Guerre Mondiale, les corps de huit aviateurs (6 Britanniques et 2 Canadiens) sont également inhumés dans ce cimetière après que leur avion ait été abattu le 16 avril 1943.



Figure 38 – Élément remarquable n°4 : Calvaire de l'église de Saint-Erme

Un calvaire monumental est édifié dans l'enclos de l'église de Saint-Erme, à l'emplacement de l'ancien cimetière.

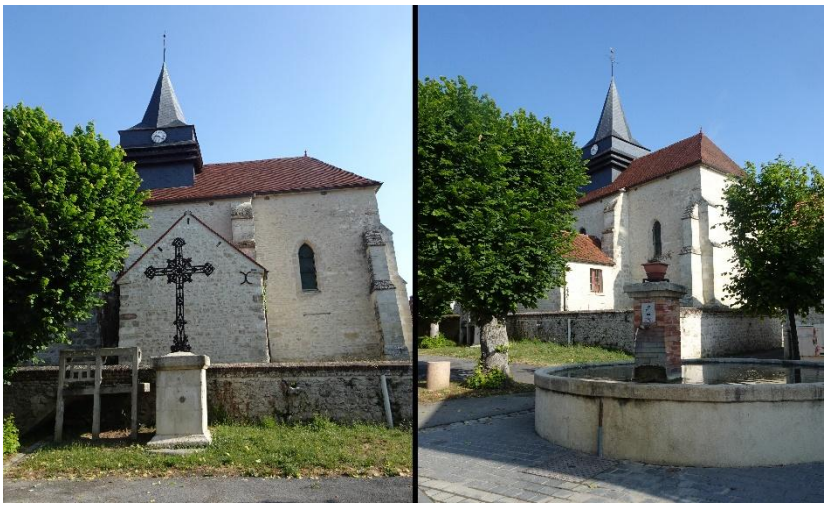


Figure 39 – Élément remarquable n°5 : Fontaine et calvaire à Outre

Derrière l'église d'Outre peuvent être admirés un calvaire et une fontaine.



Figure 40 – Élément remarquable n°6 : Calvaire

Un calvaire est édifié à l'angle du Chemin du Grand Marais et de la rue du Monument, à l'entrée Ouest de Ramecourt. Il est daté de 1894.



Figure 41 – Élément remarquable n°7 : Lavoir

À l'extrémité Nord de la Rue des Annois (Ramecourt), un lavoir est alimenté par une source.



Figure 42 – Élément remarquable n°8 : Ancien couvent

Le couvent a été construit en 1816. Ouvert le 1er novembre de cette même année, il était dirigé par les sœurs de la congrégation Notre-Dame avant leur départ en 1975.



Figure 43 – Élément remarquable n°9 : Architecture de style « Art déco »

Au 9 Avenue de la Gare à Saint-Erme Gare se tient une maison d'habitation édifiée dans le style « Art Déco », lequel s'est développé dans l'entre-deux-guerres et a souvent été utilisé dans la reconstruction d'édifices après la première guerre mondiale.

Figure 44 – Élément remarquable n°10 : Calvaire RD18



Dans les années 20, un petit calvaire en fer forgé a été édifié par la famille Berriot-Malon au croisement de la rue de la Marlière à Outre et la RD 18. Il est consacré à Saint-Géry.

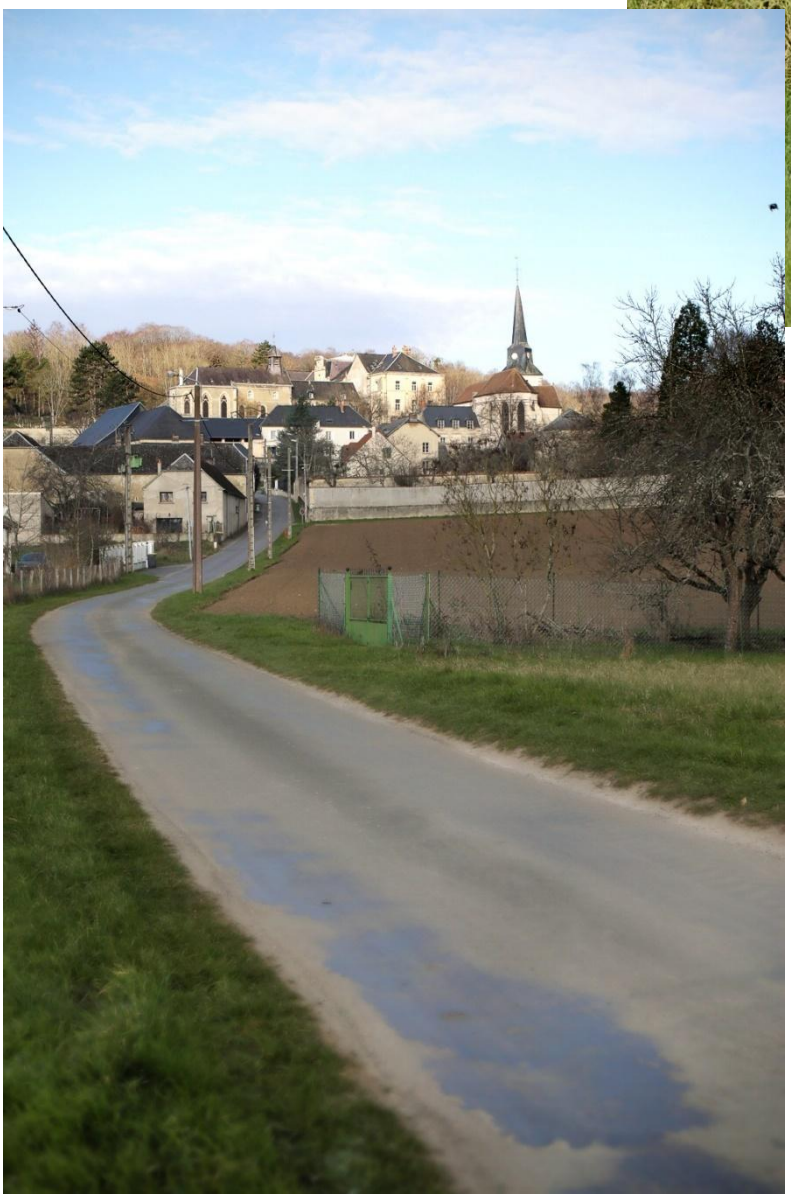


Figure 45 – Élément remarquable n°11 : Cône de vue depuis Outre sur Saint-Erme et son couvent

Le couvent de la congrégation Notre-Dame et l'église de Saint-Erme sont parmi les édifices bâtis le plus haut sur le côteau. La vue en est souvent masquée par l'urbanisation mais est particulièrement dégagée depuis le bas de la Rue Sainte-Claire. Le panorama qui s'ouvre depuis ce point fait partie de la richesse paysagère de la commune.

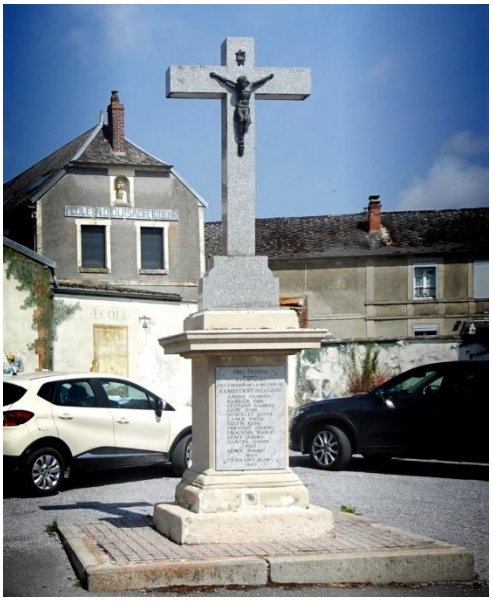


Figure 46 – Élément remarquable n°12 : Monument aux morts de Ramecourt

Le monument aux morts de Ramecourt est situé sur une place au centre du quartier à l'intersections des rues du Grand Marais, Saint-Fiacre, Principale et du Marronnier.



Figure 47 – Élément remarquable n°13 : Croix des Andiers

Cette croix est celle d'un calvaire rénové situé en face du cimetière, à l'intersection des rues de la Fontaine Mariette, du Marronnier et des Andiers.



Figure 48 – Élément remarquable n°14 : Calvaire à Saint-Erme-ville

À Saint-Erme ville, sur la place à l'intersection des rues du Monument, de la tuilerie et la Grande Rue, se dresse un calvaire constitué d'une grande croix en fer forgé sur une colonne de pierre de taille.

Figure 49 – Élément remarquable n°15 : Calvaire à l'entrée Est d'Outre



À peu de distance du cimetière d'Outre, à l'Est de ce quartier, une croix a été édifiée en 1893 au point de convergence de 5 chemins.



Figure 50 – Élément remarquable n°16 : Calvaire de la Mairie

Sur la place de la mairie, une borne en pierre surmonté d'une croix blanche forme un petit calvaire



Figure 51 – Élément remarquable n°17 : Croix des hauts de Saint-Erme

Une haute croix en bois a été érigée dans les lacets de la RD 90, au-dessus de Saint-Erme Ville. Elle se situe à proximité des réservoirs d'eau potable.



Figure 52 – Élément remarquable n°18 : Église de Ramecourt

L'église Saint-Théodulphe de Ramecourt a été construite par étapes à partir du 12ème Siècle mais l'édifice actuel est essentiellement du 19ème Siècle.



Figure 53 – Élément remarquable n°19 : Croix de la Rue des Sablons

Au Sud d'Outre une simple croix en fer forgé noire est implantée à l'extrémité de le Rue des Sablons.



Figure 54 – Élément remarquable n°20 : Église de Saint-Erme ville

La campagne principale de construction de l'église Saint-Erme à Saint-Erme ville remonte aux 11ème et 12ème Siècles.



Figure 55 – Élément remarquable n°21 : Église d'Outre

L'église Saint-Géry à Outre date du 17ème Siècle.



Figure 56 – Élément remarquable n°22 : Fontaine Sainte-Claire

Fontaine-oratoire adossé à l'église Saint-Erme à Saint-Erme ville.

Figure 57 – Élément remarquable n°23 : Fontaine de Ramecourt

Fontaine-oratoire adossé à l'église Saint-Erme à Saint-Erme ville.

5] Espèces et milieux naturels

5.1. Milieux naturels identifiés

La transformation par l'homme des paysages locaux explique qu'il n'existe plus dans nos régions de zones véritablement naturelles, où l'influence humaine ne se ferait pas sentir. Cependant, certains modes d'occupation du sol laissent plus de place que d'autres aux espèces animales et végétales et aux milieux « naturels » pour s'épanouir.

Sur le territoire communal, on recense les inventaires suivants :

5.1.1. Zone Naturelle d'Intérêt Écologique Faunistique et Floristique

Les Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) ont été créées en 1982 par le ministère de l'Environnement et coordonnées par le Muséum National d'Histoire Naturelle (MNHN). Ces zones, une fois identifiées et localisées permettent de connaître, comme leur nom l'indique, les parties du territoire présentant un intérêt faunistique et floristique particulier dont la conservation est très largement conseillée. Cet inventaire est permanent et aussi exhaustif que possible. Une actualisation régulière du fichier national permet d'intégrer de nouvelles zones, d'affiner certaines délimitations ou d'exclure des zones qui ne présenteraient plus d'intérêt.

Il existe deux types de ZNIEFF : les ZNIEFF de type 1 et les ZNIEFF de type 2.

- Les premières sont des zones homogènes localisées, dont l'intérêt écologique est particulièrement marqué par des espèces rares et généralement fragiles, menacées ou caractéristiques du patrimoine régional. Ces zones sont à prendre fortement en considération lors de tout projet d'aménagement pouvant bouleverser leur biotope.
- Les secondes correspondent à de grands ensembles naturels riches et peu modifiés dont les potentialités biologiques sont remarquables. Comme pour les ZNIEFF de type 1, leur fonctionnement et leur dynamique doivent être pris en compte dans l'élaboration de projets d'aménagement et de développement.

À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, le territoire recoupe une ZNIEFF de type 2 (Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional) et 4 ZNIEFF de type 1 :

- Le Camp Militaire de Sissonne ;
- Les Garennes de Sissonne à Ramecourt ;
- L'Oppidum du Vieux Laon et boisements environnants ;
- La Cuesta Sud de Montaigu.

En outre, 2 autres sont délimitées à peu de distance

- Le Mont Heraut (à 1,3 km) ;
- Le Grand Marais d'Haye à Mauregny-en-Haye (à 500 m).

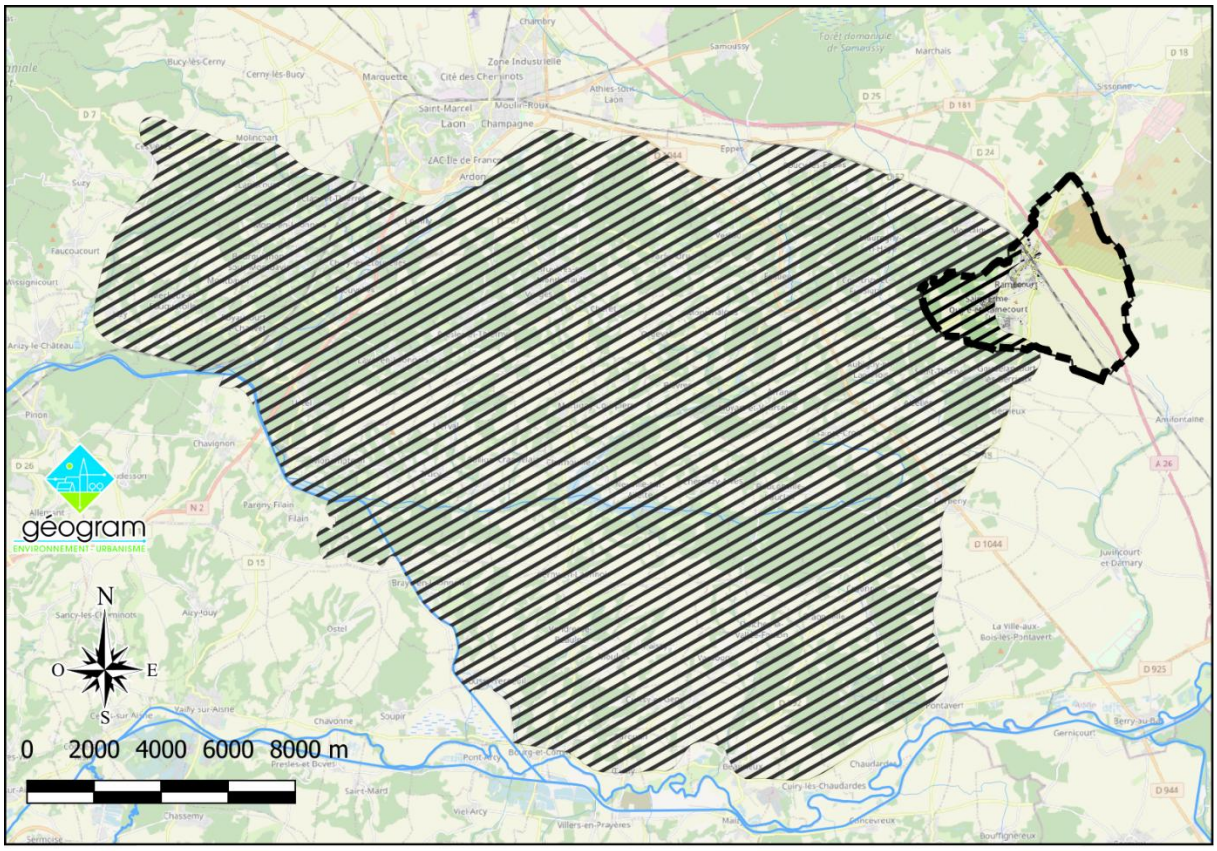


Figure 58 – ZNIEFF de type 2

ZNIEFF 2 n° 2201120046 – « Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional »

Le site s'étend sur 36 400 ha entre la cuesta d'Ile-de-France, au nord, la vallée de l'Aisne, au sud, les plaines de Champagne, à l'est et la forêt domaniale de Saint-Gobain, à l'ouest. Il intègre la totalité des collines du Laonnois (au nord de l'Ailette) et les marges nord-est du Soissonnais (entre l'Ailette et l'Aisne).

Cet ensemble est caractérisé à la fois par une diversité exceptionnelle de milieux, par une grande stabilité des séquences géologiques ainsi que par des successions topographiques et temporelles de milieux.

Plusieurs ensembles peuvent être individualisés, à l'intérieur desquels la récurrence des cortèges floristiques est frappante : montagne de Laniscourt, pied de la cuesta d'Ile-de-France,

collines du Laonnois, secteur de Mauregny-en-haye, coteaux de la rive droite de l'Ailette et de l'Aisne...

Le site possède des caractéristiques topographiques intéressantes, avec des phénomènes de cloisonnement des vallées (Ailette, Ardon sur une partie de son cours) et d'opposition de versant très marqués.

L'histoire de l'utilisation de cette région est un facteur expliquant parfois la présence de certains milieux aujourd'hui : percement de carrières souterraines (surtout après le XIVème siècle semble-t-il), utilisation pastorale et présence ancienne de vignes sur les versants de vallée, exploitation de la tourbe et de la terre de bruyère, pour les tourbières et les landes, pâturage des fonds de vallons humides, pour les prairies paratourbeuses...

Des marais tourbeux existent en quelques endroits (Cessières, vallée de l'Ardon, secteur de Mauregny-en-haye). D'ordinaire, les parties centrales des marais sont constituées de tourbe, tandis que les pourtours sont principalement installés sur des sables thanétiens. La profondeur de tourbe peut atteindre dix mètres (à Cessières). L'essentiel de l'alimentation en eau de ces zones est neutre. Cependant, des déviations dans les écoulements de la nappe laissent certaines zones essentiellement alimentées par les pluies, donc plus acides.

Les différents cours d'eau parcourant le Laonnois ne sont généralement pas d'une très bonne qualité piscicole mais des micro-milieux, comme les têtes de ruisselets et les sources incrustantes, sont souvent d'un grand intérêt pour les invertébrés aquatiques.

Le Laonnois est sans doute l'une des petites régions naturelles de Picardie les plus diversifiées et les plus originales pour les communautés végétales. Sa situation d'îlot biogéographique, les conditions climatiques locales (enclavement de certaines vallées, opposition de versant...) et la diversité des substrats géologiques expliquent principalement cet état de fait.

Signalons enfin la présence de plusieurs affleurements de Cuisien fossilifère très riches, notamment près de Mons-en-Laonnois, de Parfondru, de Monampteuil et d'Orgeval.

Cette ZNIEFF inclut 24 ZNIEFF de type 1.

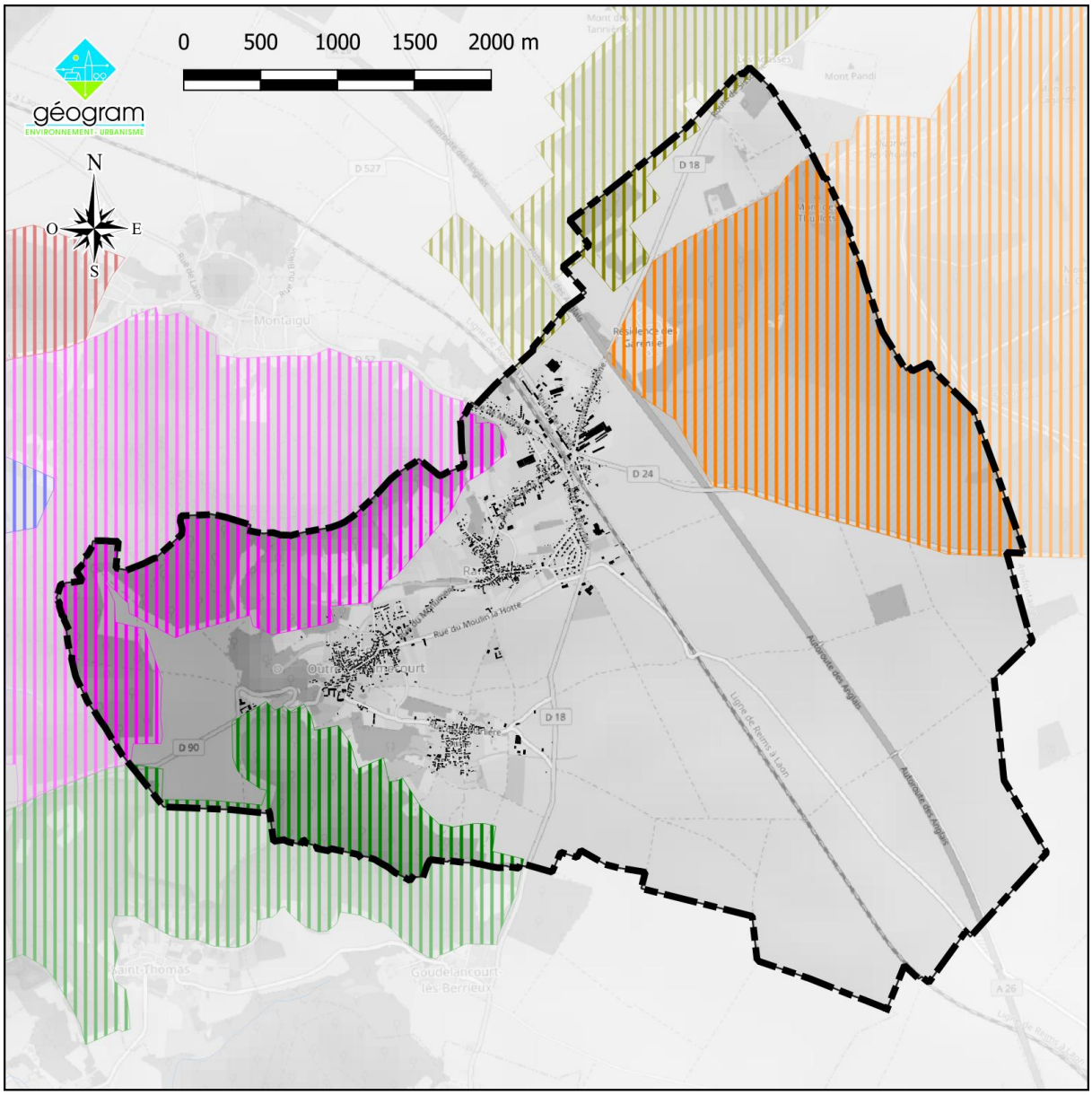


Figure 59 – ZNIEFF de type 1

ZNIEFF 1 n° 220013426 – « Camp Militaire de Sissonne »

Le camp militaire de Sissonne est la plus grande ZNIEFF à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt : elle n'occupe pas moins de 17,7 % du territoire communal. Sa très grande surface (6 000 ha) concerne également une large part des communes de Sissonne et Lappion et, dans une moindre mesure, de La Malmaison, Amifontaine et La Selve.

Le camp militaire national de Sissonne repose en grande partie sur la craie couverte, çà et là, par des dépôts peu profonds de sables de Sissonne. Les milieux présents dérivent des immenses parcours à moutons (savarts) et des cultures qui occupaient le territoire du camp avant sa création (fin du XIXème siècle).

Plus de la moitié du camp est couverte par des pelouses calcicoles, des pelouses-ourlets et des ourlets thermophiles. Des fourrés lâches de Prunellier occupent localement des surfaces importantes. Les boisements spontanés sont à rattacher à la hêtraie calcicole médio-européenne et thermomontagnarde, qui représente également l'aboutissement de l'évolution des autres milieux.

Les activités militaires (passage des chars avec tassement, creusement d'ornières inondables, cratères crayeux...) favorisent des milieux de superficie restreinte mais de grande originalité :

- Situations minérales pionnières thermocontinentales, à rapprocher des éboulis du *Teucrio-Galietum fleurotii* ;
- Pelouses fraîches tassées s'asséchant fortement l'été ;
- Ornières hydromorphes proches de l'*Elatini-Eleocharition ovatae*.

Cet ensemble, rassemblant les plus vastes surfaces de pelouses calcaires de Picardie, milieux inscrits à la directive "Habitats", permet le maintien de populations viables d'espèces animales et végétales exigeantes. Il représente l'ultime irradiation occidentale des savarts champenois, illustrée par plusieurs végétations originales en limite d'aire.

Le camp de Sissonne incarne l'un des derniers grands ensembles de savarts champenois, presque totalement détruits par l'agriculture, en dehors des camps militaires. Il donne une représentation exemplaire des habitats crayeux et xériques de la Champagne pouilleuse, même si l'abandon des parcours à moutons a ôté le caractère "primaire" aux pelouses calcaires. Ce camp reste un témoin historique des paysages ancestraux de la Champagne et possède, à ce titre, une valeur ethno-écologique remarquable. Il est un "sanctuaire" où se réfugient bon nombre d'espèces exceptionnelles qui ne retrouvent nulle part ailleurs des conditions semblables.

ZNIEFF 1 n° 220013424 – « Les Garennes de Sissonne à Ramecourt »

Cette ZNIEFF d'un peu plus de 500 ha s'étend sur les communes de Montaigu, Sissonne et Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt dont elle couvre 1,56 % du territoire (31 ha).

Ces « Garennes » se situent sur les marges nord-ouest de la Champagne, l'ancienne Champagne pouilleuse, dont l'essentiel des territoires se trouve en région Champagne-Ardenne. Comme le Camp de Sissonne, elles reposent sur la craie couverte, çà et là, par des

dépôts de sables de Sissonne. Les milieux présents dérivent des immenses parcours à moutons (savarts) qui couvraient autrefois ce territoire.

Les boisements spontanés sont à rattacher à la hêtraie calcicole médio-européenne et thermomontagnarde du *Cephalanthero-Fagion*, qui représente également l'aboutissement de l'évolution des autres milieux.Des surfaces assez importantes sont couvertes par des boisements très jeunes, à base de Tremble ou de Noisetier. Quelques parcelles sont plantées de résineux.

Les lisières et les allées forestières bien exposées sont occupées par des pelouses calcicoles, des pelouses-ourlets et des ourlets thermophiles. Çà et là, de petites extractions de sable ou de craie favorisent l'apparition de milieux de superficie restreinte tels que des situations minérales pionnières thermocontinentales sur craie ou des pelouses calcaro-siliceuses du Koelerio-Phleion.

Les sols sablo-calcaires ont été, pendant très longtemps, peu propices à l'agriculture et valorisés par l'élevage du mouton. Avec l'évolution des techniques de fertilisation, la plaine crayeuse environnante a été cultivée mais les îlots sableux, les moins productifs, sont restés longtemps pâturés. Les boisements thermophiles jeunes, que l'on observe aujourd'hui, sont issus de l'abandon des savarts. Les bois de recolonisation, tels les Garennes de Sissonne ont donc une valeur ethno-écologique remarquable, tant par leur rareté intrinsèque que par le témoignage qu'ils représentent.

ZNIEFF 1 n° 220014516 – « Oppidum du Vieux Laon et boisements environnants »

La zone est constituée d'un ensemble de versants boisés et d'un vaste complexe de pelouses calcicoles. Ces dernières sont principalement situées sur les levées de terre des remparts de l'ancien oppidum gaulois, situé au lieu-dit le « Vieux Laon ». L'exposition au sud favorise les groupements végétaux thermophiles.

La hêtraie calcicole, formation forestière dominante, présente, localement, sur les flancs les plus exposés, des fragments de hêtraie thermocalcicole.

Des pelouses calcicoles assez vastes présentent différents types de végétation. La pelouse à Brachypodium pinnatum domine, mais il existe aussi quelques zones de pelouses ouvertes (sur les levées de terre du camp romain par exemple). Ces pelouses calcicoles, milieux en voie de régression dans la moitié nord de la France, apparaissent remarquables en raison de leur étendue et constituent les milieux quasi-exclusifs de toute une faune d'invertébrés thermophiles.

Des fragments de hêtraie calcicole thermophile, milieux devenus rares en Picardie, abritent des espèces protégées telles que le Limodore à feuilles avortées (*Limodorum abortivum*).

Un vaste ensemble forestier, de type hêtraie, accueille plusieurs espèces animales et végétales rares en Picardie.

On y note la présence d'un cortège floristique particulièrement remarquable, en raison du nombre élevé d'espèces protégées. Sept d'entre elles appartiennent aux formations calcicoles thermophiles. La Pyrole à feuilles rondes (*Pyrola rotundifolia*), est, elle, caractéristique des forêts calcicoles froides. La végétation possède, en plus de ces espèces protégées, un nombre important de taxons rares ou peu communs en Picardie. Les Orchidées, entre autres, sont très nombreuses sur les pelouses.

La faune possède aussi plusieurs espèces rares en Picardie telles que la libellule nommée Cordulégastre annelé (*Cordulegaster boltonii*), dont les gîtes larvaires sont situés sur les ruisselets. Plusieurs papillons thermophiles et très localisés en Picardie fréquentent aussi ces milieux, papillons parmi lesquels : l'Azuré des Coronilles (*Plebeius argyrognomon*) et l'Hespérie des Sanguisorbes (*Spialia sertorius*).

On observe aussi un cortège d'orthoptères (criquets, sauterelles et espèces apparentées) thermophiles, dont l'espèce la plus remarquable est le Grillon d'Italie (*Oecanthus pellucens*). Cette station est située sur les marges nord-ouest de sa répartition en France. On peut enfin remarquer une importante population de Mante religieuse (*Mantis religiosa*), espèce thermophile en limite nord-ouest de répartition.

Les pelouses calcicoles de ce périmètre ont été parcourues, par le passé, par des troupeaux de moutons. L'abandon du pâturage a entraîné une modification progressive de la structure de la végétation. Ces pelouses tendent actuellement à être remplacées par les arbustes du pré-bois calcicole.

Un cheminement pédestre traverse la pelouse du « Vieux Laon ». Aucun effet dommageable n'en est pourtant constaté au niveau des pelouses. Une augmentation de la fréquentation pourrait cependant être la source de dégradations des milieux naturels si leur valeur patrimoniale n'était pas (ou mal) perçue par le public l'empruntant.

Au total, 102 ha (soit un cinquième de la ZNIEFF) sont situés sur le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt dont ils concernent 5 % de la surface. L'oppidum du Vieux Laon (dit aussi « Camp des Romains ») et ses pelouses sont situés sur le territoire de la commune de Saint-Thomas. Toutefois, le talus longe la limite communale de Saint-Erme. Les principaux milieux concernés sont les bois exposés au Nord qui habillent les versants du plateau au Sud des quartiers d'Outre et de Saint-Erme Ville.

ZNIEFF 1 n° 220013477 – « Cuesta Sud de Montaigu »

Un quart de cette ZNIEFF de 683 ha est situé à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. Elle en occupe 9 % du territoire, sur le versant du plateau au-dessus de Ramecourt et de Saint-Erme ainsi que sur une partie boisée du plateau qui le prolonge vers l'ouest.

La zone correspond à une partie de la cuesta nord de l'Ile de France, à la limite avec le plateau champenois. Les oppositions de versant est/ouest et nord/sud de cette cuesta, ainsi que sa situation biogéographique, subatlantique-précontinentale, permettent la présence de climats locaux très variés, avec une influence thermomontagnarde très marquée.

Les parties boisées sont composées de la chênaie sessiliflore à Myrtille, la bétulaie à sphaignes, (avec des stades initiaux de tourbière bombée à sphaignes en direction de Mauregny-en-Haye), la hêtraie calcicole thermophile, la chênaie-charmaie acidocline, la charmaie calcicole à Orchidées et la tiliaie-érablière de pente nord.

Les groupements intra-forestiers et extra-forestiers connexes sont :

- Les ourlets calcicoles thermophiles d'affinités thermomontagnardes ;
- La lande sèche précontinentale ;
- Des fragments de marais alcalins intraforestiers de pente à Choin noirâtre (*Schoenus nigricans*) ;
- Des pelouses ouvertes sur sables mobiles acides ;
- Des pelouses ouvertes sur sables grossiers acides ;
- Des prairies pâturées.

ZNIEFF 1 n°– « Le Grand Marais d'Haye à Mauregny-en-Haye »

Cette ZNIEFF ne concerne pas directement le territoire communal mais n'est distante que de 500 m en son point le plus proche.

La zone comprend le « Grand Marais d'Haye » et des étangs correspondant à d'anciennes exploitations de tourbe, en étroites connexions écologiques, fonctionnelle et complémentaire. Il prend la forme d'un ensemble de prairies, de mégaphorbiaies, de bas-marais et de boisements remarquables au caractère patrimonial exceptionnel de niveau européen. La flore y est particulièrement abondante et remarquable. À ce titre, la présence de la Lysimaque à fleurs de Thyrse lui confère un rôle majeur pour la conservation du patrimoine des plantes les plus menacées en France.

Situé dans une cuvette ouverte vers le nord, le site profite de caractéristiques climatiques locales froides et humides, entraînant des influences boréo-continentales très marquées. La

forte diversité des groupements végétaux et des cortèges faunistiques associés résulte de l'originalité biogéographique mais aussi géomorphologique.

Les milieux interstitiels à ces étangs et au marais sont constitués par des plantations de peupliers et par la chênaie-frênaie hygrophile.

ZNIEFF 1 n°220013476 – « Mont Heraut »

Cette ZNIEFF ne concerne pas directement le territoire communal mais n'est distante que de 1,3 km à son plus près. Elle comprend une butte boisée. Les sables du bas de la butte sont surmontés par les calcaires et il s'ensuit un petit étagement de la végétation, avec des bois acidoclines, sur le bas des pentes, et calcicoles sur le haut. Les flancs nord de la forêt présentent des cicatrices d'anciennes carrières et de grands peuplements de fougères s'y développent. Des fragments de pelouses sur sables persistent sur les bermes des chemins, aux abords du cimetière militaire ainsi que sur les talus de bords de route. Une petite zone humide se développe le long du ruisseau de Haye. On note aussi la présence de quelques cultures laissées en jachère.

5.1.2. Schéma Départemental des Espaces Naturels Sensibles

Le Schéma Départemental des Espaces Naturels et Sensibles a été adopté par le Conseil Général de l'Aisne, en octobre 2009. Au total, il y a été défini 274 ENS. Les Espaces Naturels Sensibles (ENS) sont un outil de protection des espaces naturels, basé sur leur acquisition foncière par le département ou par la signature de conventions entre le Conseil Général et les propriétaires privés ou publics. Cet inventaire distingue 2 types de sites :

- des sites dits « ENS Site Naturel » – espaces aux contours précis et présentant une superficie généralement limitée, ils intègrent un ou quelques habitat(s) à enjeux et/ou une ou quelques population(s) d'espèces à enjeux ;
- des ensembles plus vastes, dits « ENS Grands Territoires » – territoires d'une grande superficie et dont les contours ne sont qu'indicatifs, ils intègrent les fonctionnalités à l'échelle des grands paysages ; ils ne sont a priori pas destinés à une maîtrise foncière.

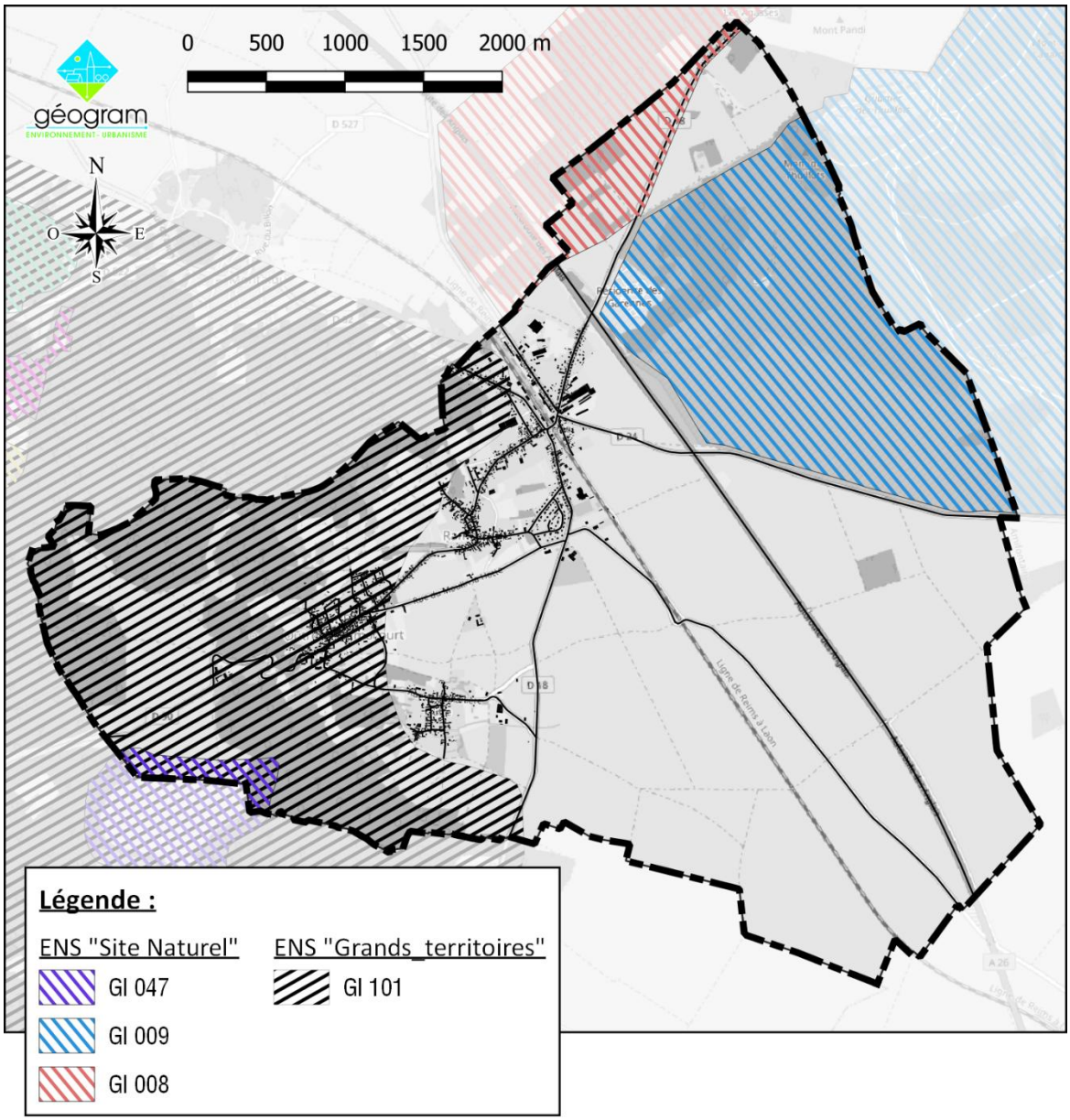


Figure 60 – Espaces Naturels Sensibles du Département

À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, ces espaces recouvrent peu ou prou les limites des ZNIEFF. Ainsi :

- L'ENS « Grand Territoire » n° GI 101 a ici la même délimitation que la ZNIEFF de type 2 n° 2201120046 – « Collines du Laonnois et du Soissonnais septentrional » ;
- L'ENS « Site Naturel » n° GI 047 correspond à l'oppidum du « Camp des Romains, qui constitue la partie la plus riche de la ZNIEFF de type 1 n° 220014516 – « Oppidum du Vieux Laon et boisements environnants » ;
- L'ENS « Site Naturel » n° GI 009 couvre le Camp Militaire de Sissonne identifié par la ZNIEFF de type 1 n° 220013426 ;
- L'ENS « Site Naturel » n° GI 008 a les mêmes délimitations que la ZNIEFF de type 1 n° 220013424 – « Les Garennes de Sissonne à Ramecourt ».

5.1.3. Trame Verte et Bleue

La trame verte et bleue est un outil d'aménagement du territoire qui vise à (re)constituer un réseau écologique cohérent, à l'échelle du territoire national, pour permettre aux espèces animales et végétales de circuler, s'alimenter, de se reproduire, de se reposer, etc. Les continuités écologiques correspondent à l'ensemble des zones vitales (réservoirs de biodiversité) et des éléments (corridors écologiques) qui permettent à une population d'espèces de circuler et d'accéder aux zones vitales. La trame verte et bleue est ainsi constituée des réservoirs de biodiversité et des corridors qui les relient.

Le code de l'environnement stipule que « La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural (…). La trame verte comprend :

- *Tout ou partie des espaces protégés au titre du présent livre et du titre Ier du livre IV ainsi que les espaces naturels importants pour la préservation de la biodiversité ;*
- *Les corridors écologiques constitués des espaces naturels ou semi-naturels ainsi que des formations végétales linéaires ou ponctuelles, permettant de relier les espaces mentionnés au 1° ;*
- *Les surfaces mentionnées au 1 de l'Article L. 211-14.*

La trame bleue comprend :

- *Les cours d'eau, parties de cours d'eau ou canaux figurant sur les listes établies en application de l'Article L. 214-17 ;*
- *Tout ou partie des zones humides dont la préservation ou la remise en bon état contribue à la réalisation des objectifs visés au IV de l'Article L. 212-1, et notamment les zones humides mentionnées à l'Article L. 211-3 ;*
- *Les cours d'eau, parties de cours d'eau, canaux et zones humides importants pour la préservation de la biodiversité et non visés aux 1° ou 2° du présent III »*.

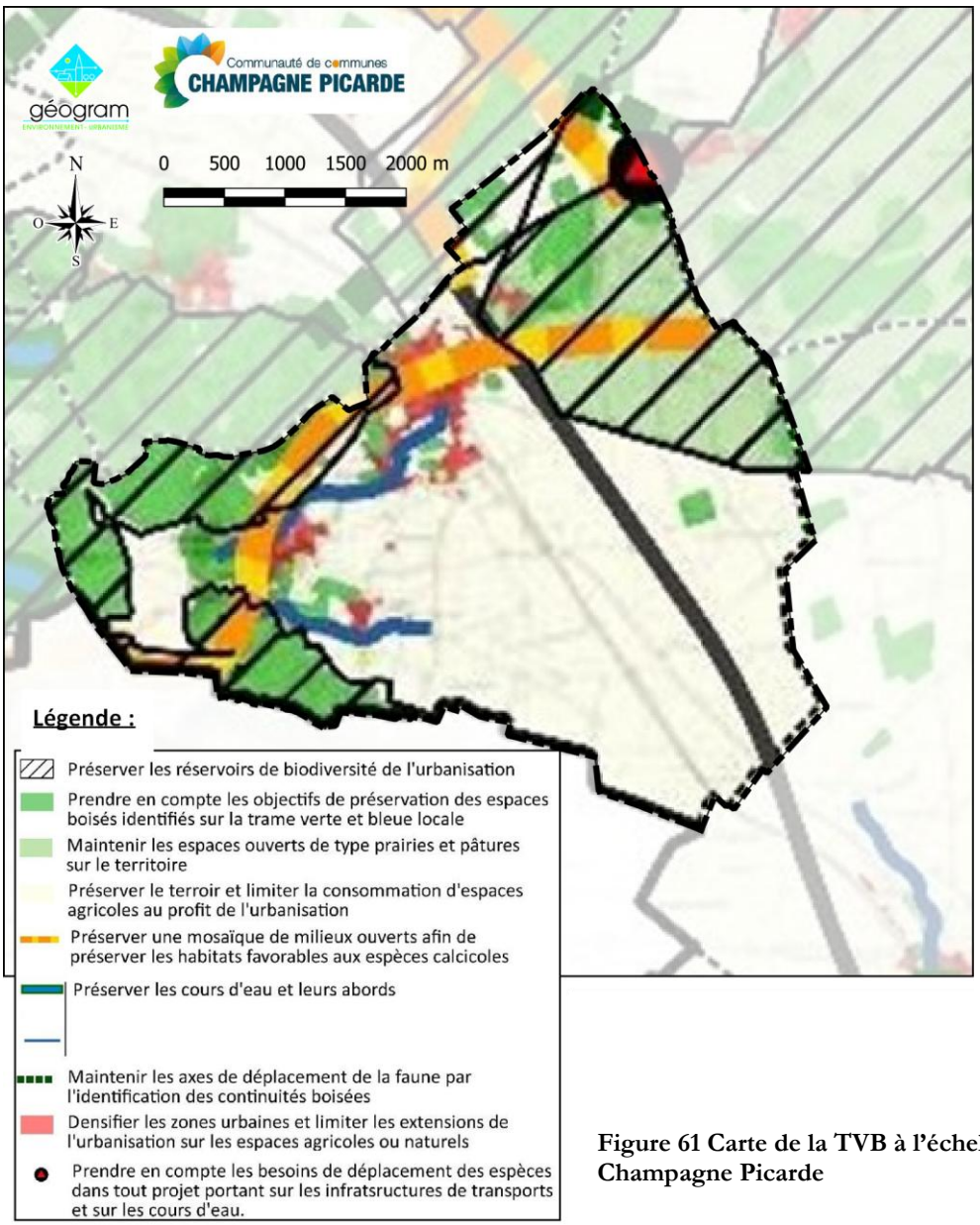


Figure 61 Carte de la TVB à l'échelle de la Champagne Picarde

Dans le cadre de l'état initial de l'environnement du SCoT, la Communauté de Communes de la Champagne Picarde a élaboré une carte de la trame verte et bleue à l'échelle de son périmètre de compétence.

Cette carte demande à être précisée et déclinée à l'échelle locale. Les analyses de terrains portant sur la nature de l'occupation du sol, le caractère de la végétation, le paysage perçu, la visibilité des écoulements (à l'air libre ou busés), etc.

L'interruption des écoulements visibles ne signifient pas forcément une interruption de la trame bleue : dans les zones humides, les écoulements peuvent être diffus, à l'arrivée des cours d'eau sur la craie, ils s'infiltrent vers la nappe et disparaissent de la surface. En revanche, les busages et reprises dans le réseau pluvial font perdre plus ou moins complètement l'intérêt écologique des écoulements.

Globalement, les écoulements de surface à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt ont un débit très faible et un cours très peu développé (pas plus de 2,5 km). Cette faible longueur et l'absence d'interconnexion avec d'autres cours d'eau ne leur donne pas une biodiversité importante. Les espèces végétales qui les accompagnent peuvent cependant parfois avoir un intérêt en matière de biodiversité.

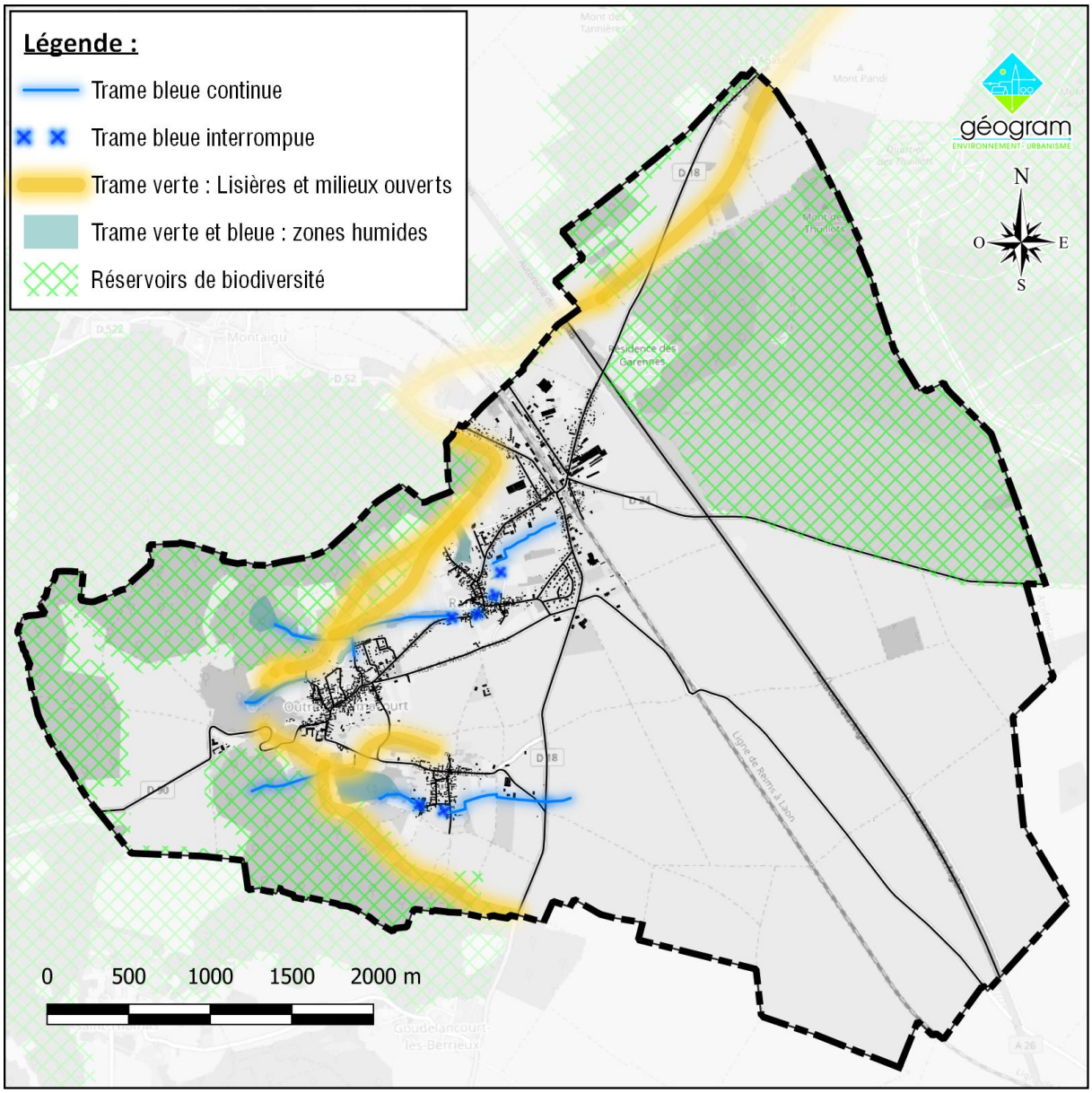


Figure 62 Carte de la TVB à l'échelle de la commune

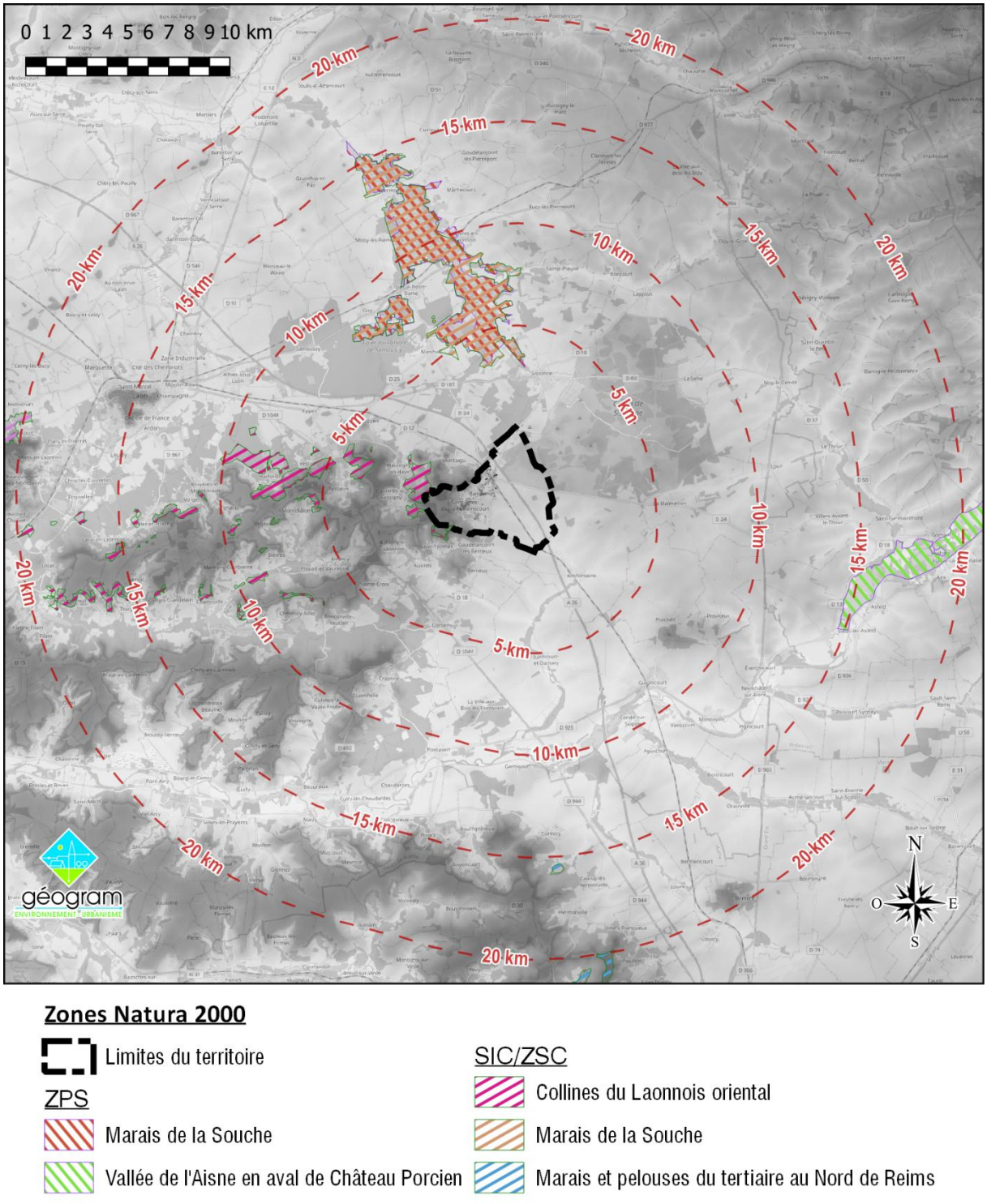
5.1.4. Zones humides (aspect écologique)

Cf. le chapitre 1.3.2 ci-dessus, au chapitre « hydrologie »

5.2. MILIEUX NATURELS PROTÉGÉS

5.2.1. Sites Natura 2000

Natura 2000 est un réseau écologique européen dont l'objectif est de préserver la biodiversité en conciliant les exigences économiques, sociales, culturelles et régionales propres à chaque site, dans une logique de développement durable.



Zones Natura 2000

Limites du territoire

ZPS
- Marais de la Souche
- Vallée de l'Aisne en aval de Château Porcien

SIC/ZSC
- Collines du Laonnois oriental
- Marais de la Souche
- Marais et pelouses du tertiaire au Nord de Reims

Figure 63 : Zones Natura 2000 dans les environs de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt

On dénombre 2 ZPS[11] et 3 ZSC[12] à moins de 20 km de Saint-Erme. Une seule concerne directement Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt : 9,08 ha de la ZSCFR2200395 « Collines du Laonnois oriental » se situent sur le territoire de la commune.

ZSC n°FR2200395 - Collines du Laonnois oriental

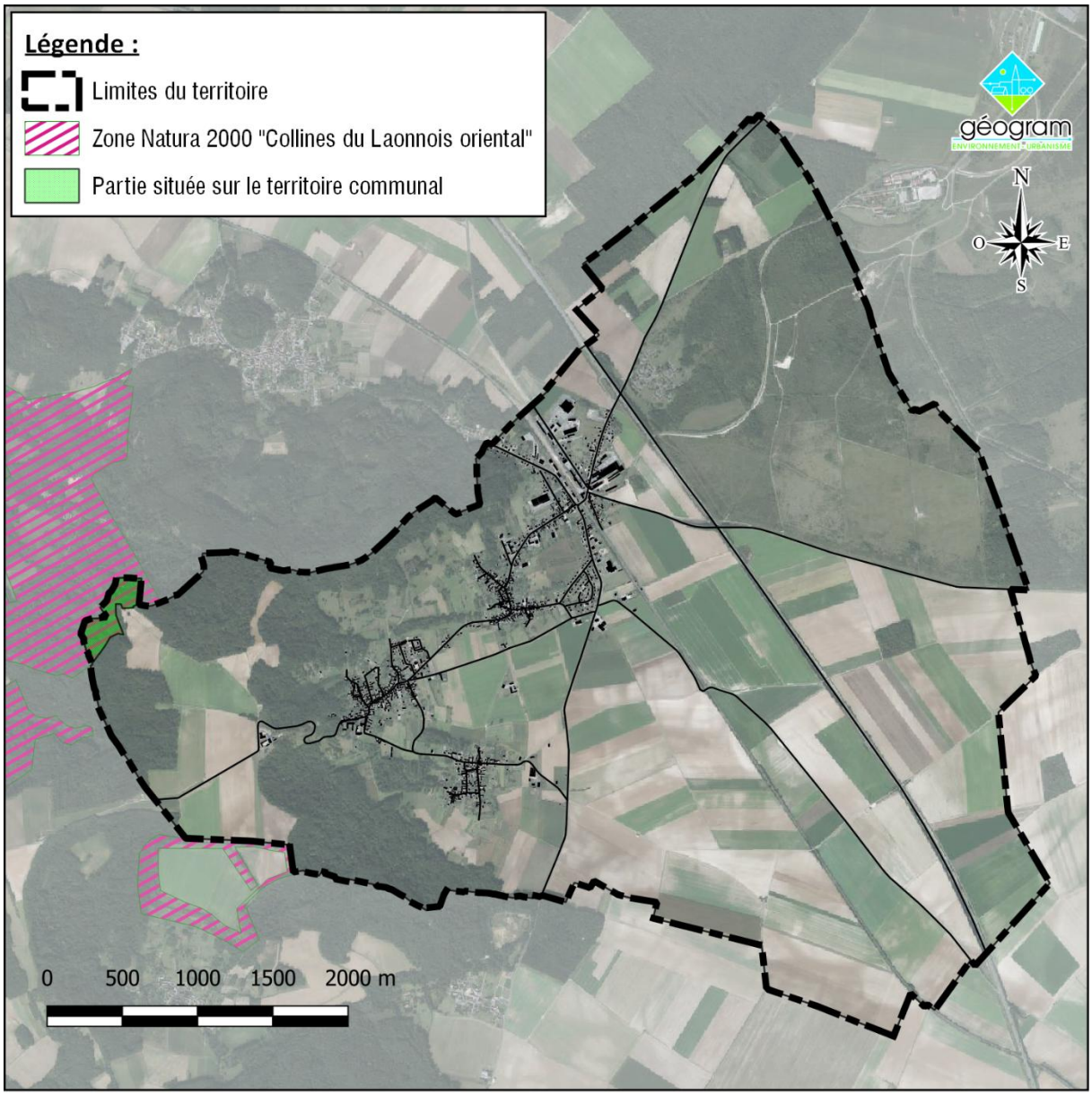


Figure 64 : Zones Natura 2000 sur le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt

[11] *Zone de Protection Spéciale (site Natura 2000 relevant de la Directive "Oiseaux")*
[12] *Zone Spéciale de Conservation (site Natura 2000 relevant de la Directive "Habitats")*

Ce site repose sur un ensemble de coteaux, vallées et plateaux calcaires qui constitue un échantillonnage à caractère endémique, exemplaire et représentatif des potentialités d'habitats remarquables des collines du Laonnois oriental, choisis selon leur complémentarité médioeuropéenne, montagnarde et méridionale. Il constitue un réservoir exceptionnel de diversité d'habitats et de flore sans équivalents en plaine, propre au Laonnois, une petite région froide très originale sur le plan climatique. La variété des substrats (sables acides à neutroclines, calcaires et sablocalcaires, nappes perchées basique retenue par l'argile de Laon ou acide des sables thanétiens) combinée à une géomorphologie tourmentée de la bordure septentrionale orientale du tertiaire parisien, à une exploitation agricole traditionnelle de "petite montagne", ont permis une différenciation d'habitats remarquables.

Parmi les habitats les plus originaux figurent les pelouses endémiques xéro-montagnardes à Aster amellus et xéro-thermo-continentales de l'*Helienthemo obscuri-Prunelletum grandiflorae*, les pelouses xériques thermophiles en limite d'aire absolue du *xerobromion* (*Fumano procubentis-Caricetum humilis*) et des séries dynamiques calcicoles qui leur sont liées (*Céphalentéro-Fagion sylvaticae* type "Laonnois", *Quercion pubescenti-petraeae*), avec divers ourlets, fourrés, prébois, riches en orchidées, d'affinités biogéographique médioeuropéenne très marquées, les prairies à molinie et les bas marais tourbeux alcalins ou acides avec leurs phases pionnières, les habitats landicoles, les forêts froides de pente à Cardamine heptaphylla ou hygrophiles à Leucojum vernum, etc...

L'abandon généralisé des pratiques traditionnelles, précipitant et multipliant l'embroussaillement et le boisement des pelouses calcaires, le drainage et la sylviculture intensive d'essences exotiques ont considérablement dégradé la structure et la qualité de cet ensemble. Cependant les actions de gestion écologique et de sensibilisation des acteurs locaux menées cette dernière décennie ont permis globalement de stopper cette tendance à la dégradation des habitats au sein du site, voire de l'inverser.

Le Formulaire Standard de Données du site fait mention de :

Papillons :

- *Lycaena dispar*

Escargots :

- *Vertigo angustior*
- *Vertigo moulinsiana*

Amphibiens :

- *Triturus cristatus*

Chauves-souris :

- *Myotis myotis*
- *Rhinolophus hipposideros*
- *Rhinolophus ferrumequinum*
- *Myotis emarginatus*
- *Myotis bechsteinii*

Ce site est éclaté en 39 parties de 2 à 250 ha, réparties dans une enveloppe de 10 km du Nord au Sud et 22 km d'Est en Ouest. La gestion d'un site Natura 2000 repose sur un document de gestion, appelé Document d'Objectif, ou Docob. Celui de la ZSC n°FR2200395 - Collines du Laonnois oriental numérote chacune des parties du site. Les plus proches y sont numérotées 25, 26 et 27.

Le territoire communal n'intersecte que la partie n°25.

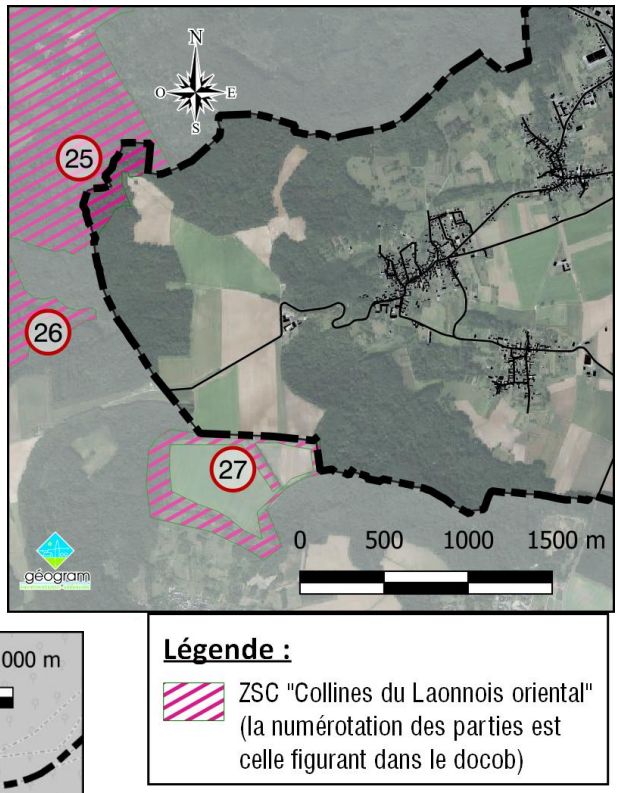


Figure 65 : Numérotation dans le DOCOB

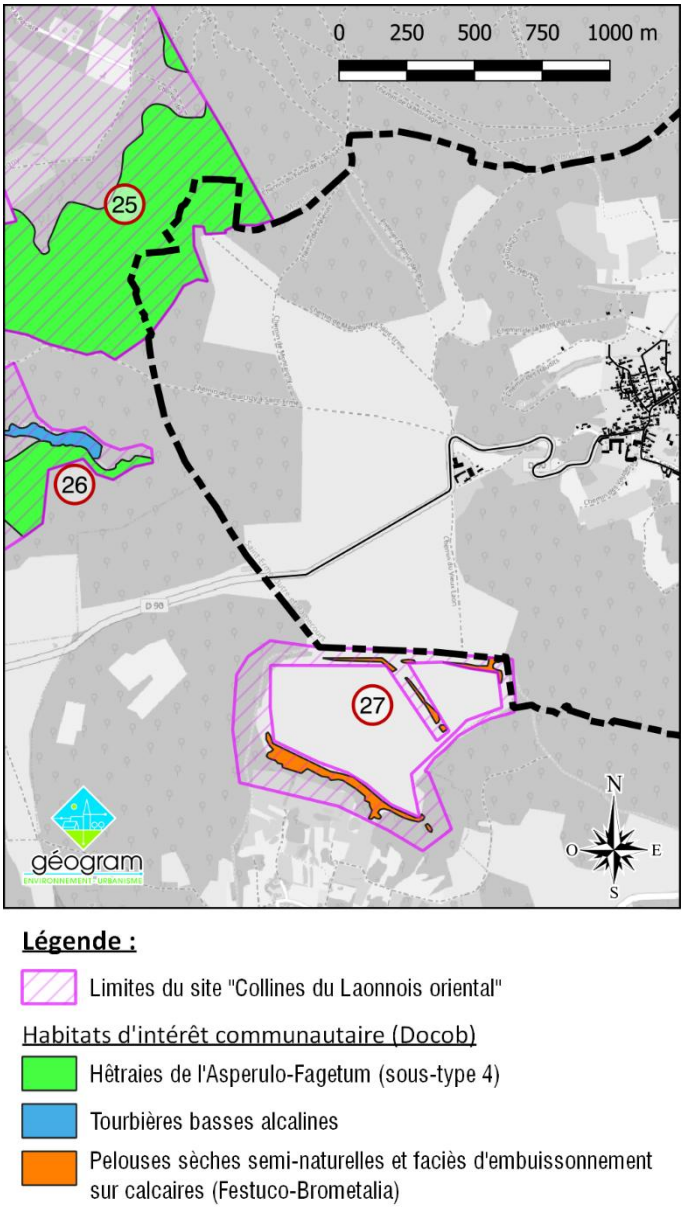


Figure 66 : Habitats d'intérêt communautaire

Le seul habitat d'intérêt communautaire identifié sur le territoire est la hêtraie de l'Asperulo-Fagetum, sous-type Hêtraies neutrophiles collinéennes médio-européennes (code 9130). Ce type d'habitat est largement répandu dans la moitié nord de la France et constitue un habitat représentatif au sein de ces régions.

Au niveau de la gestion, il est recommandé d'éviter les transformations à l'intérieur d'un site Natura 2000. Les choix sylvicoles sont à orienter si possible vers des mélanges avec les essences autochtones.

Deux risques de détérioration sont à prendre en compte :

- Le tassement des sols lors de l'exploitation ;
- L'engorgement de certains sols (mise en régénération prudente afin d'éviter la remontée de la nappe).

Dans les parties voisines (hors territoire communal) :

- Sur le secteur n°27, des pelouses sèches se sont développées sur les revers exposés au Sud des talus de l'oppidum de la commune de Saint-Thomas. Leur gestion est actuellement assurée par du pâturage extensif.
- Dans le secteur n°26, une tourbière basse alcaline s'est développée sous la source du Ru d'Haye (commune de Courtizy-et-Fussigny).

Par ailleurs aucune des espèces d'intérêt communautaire ou leur habitat n'est signalée dans les parties du site comprises sur la commune :

- Les habitats favorables au Cuivré des marais (habitat moyennement favorable, une observation) les plus proches sont situés sur la commune de Mauregny-en-Haye ;
- Les sites d'hibernation de chauves-souris les plus proches ont été localisées à Veslud/Parfondru à 6 km à l'Ouest) ;
- Les habitats favorables aux amphibiens sont également signalés dans la partie amont du Ru d'Haye sur la commune de Mauregny-en-Haye ;

ZSC n°FR2200390 et ZPS n°FR2212006 - Marais de la Souche

Les périmètres de la ZPS (directive « Oiseaux ») et la ZSC (directive « Habitats ») sont presque confondus. Leur point le plus proche est éloigné des limites communales de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt d'un peu plus de 3 km.

Vaste dépression tourbeuse plate et alcaline implantée sur les confins de la Champagne crayeuse et du Laonnois, les marais de la Souche offrent une remarquable représentation d'habitats turficoles que l'on peut regrouper en trois secteurs :

- une zone humide au Nord de phragmitaies et de mégaphorbiaies, peu boisée ;
- une partie centrale façonnée par l'exploitation de la tourbe avec de nombreuses fosses d'extraction, où continue de s'exercer aujourd'hui une forte pression humaine ;
- une zone au Sud, aux paysages essentiellement boisés et en continuité avec la forêt de Samoussy.

L'ensemble présente un grand éventail d'habitats tourbeux alcalins, notamment roselières, mégaphorbiaies, saulaies cendrées, aulnaies et aulnaies-frênaies tandis que les stades pionniers de bas-marais ou de tourbe dénudée se sont considérablement raréfiés. A ce système

tourbeux s'ajoute vers le Sud une gradation périphérique faisant le passage à des pelouses sablo-calcaires et pré-bois thermophiles.

Actuellement les marais de la Souche ne fonctionnent plus comme un système exportateur : avec la régression ou la disparition des pratiques de fauche, pâturage, étrépage, tourbage, l'exportation de nutriments est insuffisante pour maintenir un état trophique correct du système. En conséquence, les phénomènes d'atterrissement et de minéralisation de la tourbe, de vieillissement des roselières, cariçaies, moliniaies au profit des mégaphorbiaies et fourrés hygrophiles indiquent les tendances évolutives générales des marais. En outre, il existe un phénomène de rudéralisation et d'artificialisation de la zone des étangs de tourbage (peupliers, cabanons, essences exotiques diverses...). Il s'en suit une perte de diversité globale sensible et une régression progressive des intérêts biologiques. La recherche d'un équilibre dynamique et des flux de matière passe obligatoirement par un rajeunissement du système et la restauration de pratiques d'exportation de la matière organique telles que fauche avec enlèvement des foins, pâturage extensif, tourbage. Cet équilibre pour être efficace ne peut se concevoir qu'à l'échelle de l'ensemble du marais et de sa périphérie.

Aucun écosystème tourbeux n'existe sur le territoire de la commune de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

ZPS n°FR2112005 - Vallée de l'Aisne en aval de Château Porcien

Grand secteur de vallée alluviale, ce site est reconnu pour sa richesse écologique exceptionnelle, et en particulier avifaunistique. La vallée de l'Aisne en aval de Château Porcien présente encore un aspect très intéressant pour l'avifaune, avec la présence de nombreuses prairies de fauche. Ce secteur est particulièrement important pour les cigognes (noires et blanches).

La gestion du site visera prioritairement à mettre en œuvre des mesures agroenvironnementales telles que celles retenues dans le cadre de l'ancienne opération locale menée en amont de Rethel.

5.2.2. Arrêté de Protection de Biotope

Aucun Arrêté de Protection de Biotope ne concerne le territoire communal. Le plus proche concerne le Marais de Comporté, 18 km à l'Ouest de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

5.2.3. Réserves Naturelles

Aucune Réserve Naturelle ne concerne le territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. La plus proche est la Réserve Naturelle Régionale des Coteaux du Chemin des Dames dont l'élément le plus proche est localisé à 1,3 km au Sud-Ouest du territoire. Cette Réserve Naturelle a pour vocation la préservation durable des milieux prairiaux calcicoles, des cavités souterraines, ainsi que de la faune, de la flore et du patrimoine géologique associés.

5.3. BIODIVERSITÉ COMMUNALE

5.3.1. Flore - données bibliographiques

La bibliographie fait état de la présence de 8 espèces patrimoniales. Six sont protégées à l'échelle régionale, 1 à l'échelle nationale et 3 sont classées comme « Vulnérables » ou « en danger » sur la liste rouge nationale ou régionale[13].

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Erucastrum supinum	Sisymbre rampant	**Oui**	**Oui**	NT	2012
Ophrys aranifera subsp. Aranifera	Ophrys araignée		**Oui**	VU	2010
Inula salicina	Inule à feuilles de saules		**Oui**		2020
Carex leersii	Laîche blanchâtre		**Oui**	NT	2023
Gentiana cruciata	Gentiane croisette		**Oui**	NT	2020
Orchis ustulata	Orchis brûlé		**Oui**	EN	2005
Orchis simia	Orchis singe			VU	2010
Dianthus carthusianorum	Œillet des chartreux			VU	2022

La liste complète des espèces signalées dans la bibliographie figure en annexe à la fin du présent document.

5.3.2. Faune - données bibliographiques

Les listes ci-dessous ne présentent que les espèces les plus sensibles. La liste complète des espèces signalées dans la bibliographie figure en annexe à la fin du présent document.

[13] *Afin de définir le statut de préoccupation de conservation des espèces des « Listes Rouges » ont été établies pour différentes échelles. CR : espèce en danger critique d'extinction. EN : espèce en danger. VU : espèce vulnérable. RR : espèce rare.*

Insectes

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste rouge Picardie	Année de l'observation la plus récente
Aporia crataegi (Linnaeus, 1758)	Gazé	CR	2020
Erebia medusa (Denis & Schiffermüller, 1775)	Moiré franconien	CR	2015
Rhagades pruni (Denis & Schiffermüller, 1775)	Procris du Prunier	CR	2015
Arethusana arethusa (Denis & Schiffermüller, 1775)	Mercure	EN	2022
Coenonympha glycerion (Borkhausen, 1788)	Fadet de la Mélique	EN	2015
Zygaena carniolica (Scopoli, 1763)	Zygène du Sainfoin	EN	2015
Adscita geryon (Hübner, 1813)	Procris de l'Hélianthème	VU	2015
Hesperia comma (Linnaeus, 1758)	Virgule	VU	2018
Jordanita globulariae (Hübner, 1793)	Procris des Centaurées	VU	2015

Arqignées

Aucune espèce sensible.

Amphibiens et reptiles

Aucune espèce n'est recensée dans la bibliographie sur le territoire depuis 1915.

Oiseaux

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Liste Rouge régionale	Dernière observation
Oenanthe oenanthe (Linnaeus, 1758)	Traquet motteux	CR	2019
Milvus migrans (Boddaert, 1783)	Milan noir	CR	2017
Lullula arborea (Linnaeus, 1758)	Alouette lulu	VU	2015
Emberiza cirlus Linnaeus, 1766	Bruant zizi	VU	2021
Athene noctua (Scopoli, 1769)	Chevêche d'Athéna	VU	2013
Passer montanus (Linnaeus, 1758)	Moineau friquet	VU	2013
Burhinus oedicnemus (Linnaeus, 1758)	Œdicnème criard	VU	2019
Phylloscopus sibilatrix (Bechstein, 1793)	Pouillot siffleur	VU	2012
Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)	Tarier des prés	VU	2020
Vanellus vanellus (Linnaeus, 1758)	Vanneau huppé	VU	2021

Mammifères

Aucune espèce sensible.

3ème Partie :

Synthèse du diagnostic et de État initial de l'environnement

1] Synthèse du diagnostic communal

Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est une vaste commune de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde qui compte 1 705 habitants en 2021 selon l'INSEE.

Elle était dotée d'un PLU approuvé le 4 février 2009.

L'organisation de son territoire présente plusieurs particularités parmi lesquelles on note :

- la grande proportion du territoire communal occupée par le camp militaire de Sissonne ;
- L'éclatement du tissu bâti en plusieurs quartiers issus de 3 anciennes paroisses et du développement urbain autour de la gare (Saint-Erme ville, Outre, Ramecourt et Saint-Erme gare).

La population est assez stable bien qu'une légère décroissance circonstancielle ait pu être observée ces dernières années en liaison avec un programme de travaux qui a conduit à la vacance de nombreux logements de fonction dans le camp militaire au lieu-dit « Les Garennes ». En effet, l'armée a relogé temporairement les occupants dans d'autres lieux, lesquels reviendront s'ici quelques années quand les travaux de réfection seront terminés.

Le nombre de logements est en augmentation constante. Le nombre de logements vacants a augmenté, essentiellement du fait des travaux effectués par l'armée et évoqués ci-dessus (46 logements). Les base de données d'observation du logement indiquent une vacance mobilisable (vacants depuis plus de 2 ans) de 24 logements.

Plus d'un habitant sur 5 travaille sur la commune même. Ceci traduit le dynamisme économique local et l'avantage de la proximité d'un gisement d'emplois important. Néanmoins, la forme de la commune et le manque de transports en commun conduisent une très grande majorité de personne à utiliser leur voiture pour se rendre à leur travail.

Hormis quelques TPE[14], les activités se concentrent dans le quartier de la gare. Celles-ci sont diversifiées et en développement.

L'activité agricole reste importante à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt : plus de la moitié du territoire communal est consacré à l'agriculture. Celle-ci est diversifiée : bien que les labours y soient très largement dominants, une surface non négligeable est utilisée en prairie, en particulier dans les secteurs humides. Certains sièges d'exploitation agricole sont situés dans le tissus bâti tandis que dans les fermes isolées, certains bâtiments ne sont plus adaptés à l'agriculture.

Dans le cadre des équipements sportifs et de loisirs, le besoin d'un city-parc s'est fait sentir.

[14] *Très Petites Entreprises*

Bien que l'autoroute A26 traverse le territoire, l'échangeur le plus proche est situé à plus de 10 km. En revanche, la commune est bien desservie en matière ferroviaire avec une gare sur la ligne Laon-Reims.

Le réseau d'itinéraire de randonnée est particulièrement dense avec plusieurs boucles aisément accessibles.

Le PLU doit être compatible avec le SCoT de la Champagne Picarde. Celui-ci définit Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt comme une des quatre polarités principales. À ce titre, il prescrit :

- De Renforcer les fonctions centrales (commerces, parc de logements diversifié, équipements médicaux, culturels, sportifs, services, activités...), par un principe de renouvellement urbain et en permettant une extension de l'urbanisation ;
- De développer les parties urbanisées en continuité d'espaces bâtis existants ;
- De privilégier les capacités de densification notamment dans les « dents creuses » du tissu urbain existant ;
- De renforcer l'offre économique (la zone de Saint-Erme est inscrite comme prioritaire dans le SCoT) ;
- D'accentuer la programmation de nouveaux logements.

le SCoT définit une valeur maximale pour l'extensions de l'urbanisation de 29,1 ha pour le total des 4 pôles principaux (15 ha à 10 ans + 14,1 ha à 20 ans). Il impose aussi pour ces extensions une densité minimale de 25 logements/ha.

Parmi les Servitudes d'Utilité Publique, on notera plus particulièrement la présence de l'oléoduc TRAPIL qui longe la partie Nord de l'agglomération de Saint-Erme Gare.

2] Synthèse de l'état initial de l'environnement

Le relief de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est marqué par de fortes pentes (boisées) qui relient le plateau à la plaine. Celle-ci est constituée par l'affleurement de la craie, dont la nappe est particulièrement importante. L'alimentation en eau potable de la commune s'y approvisionne.

Du fait de la perméabilité des terrains, les cours d'eaux du territoire sont peu nombreux, on un très maigre débit et disparaissent par infiltration. En revanche, la présence de certains niveaux argileux au pied du versant détermine la présence de zones humides. Les niveaux argileux déterminent également un aléa dit « de retrait/gonflement » imposant des précautions en matière de constructions.

L'autoroute A26 est à l'origine de secteurs affectés par le bruit d'une largeur de 300 m de part et d'autre. Il en résulte des obligations d'isolation acoustique.

Les paysages de la commune sont déterminés par la topographie et l'occupation des sols qui en résulte avec deux entités de paysages ouverts (plaine et plateau) séparés par le versant boisé. Les différents quartiers (Outre, Saint-Erme Ville, Ramecourt et Saint-Erme Gare) sont individualisés par des interruptions de l'urbanisation (sauf entre les 2 derniers). La préservation de ces séparations est prescrite par le SCoT.

L'histoire de la commune a conduit à la réalisation à la fin du 19ème Siècle de nombreux calvaires ; certains ont été restaurés. Ceux-ci ainsi que plusieurs lavoirs constituent des éléments modestes mais participent à l'identité de la commune.

Plusieurs inventaires (ZNIEFF[15], ENS[16]) et réglementations (Natura 2000) concernent le territoire. Ils reposent sur 2 grands types de milieux ayant une biodiversité et un intérêt écologique plus marqués :

- Les bois des versants ;
- Les savarts du camp militaire.

L'artificialisation ou « consommation foncière » est la destruction de milieux naturels ou agricoles au profit de constructions, équipements et d'infrastructures. Les mesures effectuées sur le territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt montrent que cette urbanisation a été de 4,53 ha sur un total de 74 parcelles entre 2011 et 2021.

En matière environnementale, le SCoT prescrit en particulier :

- La préservation de la trame verte et bleue ;
- Le maintien d'espaces de respiration ;
- La préservation des espaces ouverts au sein des zones bâties (on notera à cet égard qu'il existe encore à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt de nombreux jardins et vergers, en particulier en arrière d'un premier rideau bâti) ;
- La mise en œuvre de transition entre les futurs secteurs bâtis et les espaces agricoles ;

[15] Zones Naturelles d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
[16] Espaces Naturels Sensibles du Département

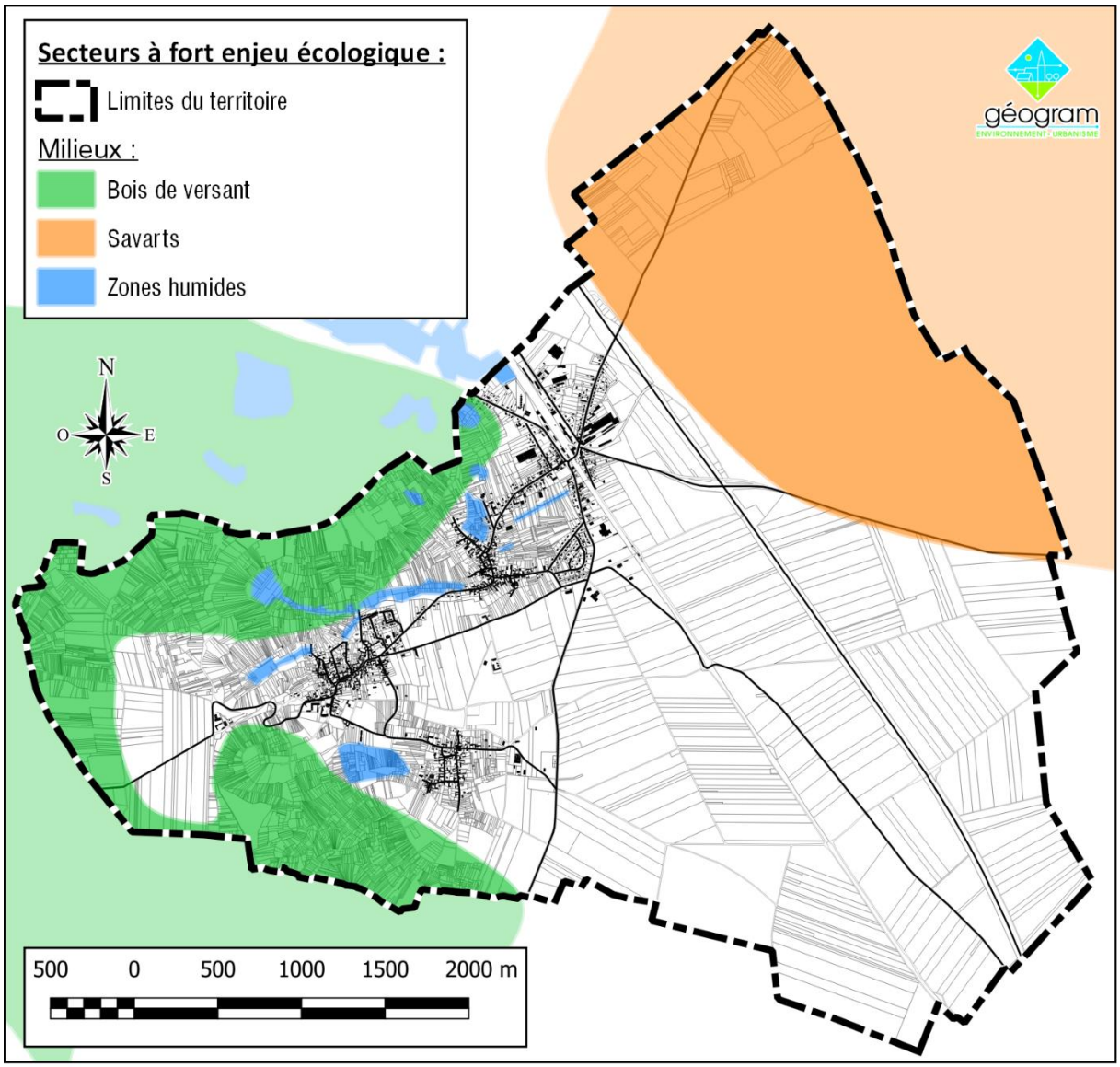


Figure 67 – Synthèse des enjeux écologiques

3] Hiérarchisation des enjeux environnementaux

Les différents enjeux précédemment listés doivent être pris en compte lors de l'élaboration du PLU. Le tableau ci-dessous en fait la synthèse :

Contraintes		Détail	Enjeu communal
Réglementaires	Plan de Prévention des Risques	néant	nul
	SDAGE/SAGE	Ce document encadre différentes pratiques dans le but de préserver voire améliorer la qualité biologique et physico-chimique des différents cours d'eau qu'il couvre (donc des eaux de surfaces, mais également des eaux souterraines ainsi que des zones humides). Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est concerné par la présence de zones humides.	Élevé (zones humides) Faible (cours d'eau)
Écologiques	Zones humides	Suite à la loi du 12 juillet 2010, la préservation des zones humides est devenue un enjeu majeur, que ce soit d'un point de vue écologique ou simplement fonctionnel. Cet objectif de préservation se retrouve d'ailleurs dans le SDAGE. En pied de talus, diverses sources d'information permettent d'identifier plusieurs secteurs comme humides ou potentiellement humides. L'urbanisation constituerait une menace majeure pour celles-ci.	Élevé
	Milieux naturels et Espèces	En plus des zones humides, certains milieux identifiés (ZNIEFF, ENS, zones Natura 2000) présentent une sensibilité écologique élevée.	Élevé
	Eaux superficielles (hors zones humides)	Les cours d'eau sont petits et déconnectés du réseau hydrographique des environs. Ils drainent néanmoins les eaux issues des précipitations.	Moyen
	Eaux souterraines	La nappe de la craie est de loin la plus importante. La commune y puise d'ailleurs son eau potable. Son volume est immense la nature de la roche y permet une infiltration particulièrement aisée.	Moyen
	Qualité de l'air et Climat	L'installation de nouveaux habitants voire de nouvelles activités est à l'origine de rejets atmosphériques supplémentaires. Comme pour l'eau, ceci reste toutefois à pondérer en raison du ratio entre surface communale et population actuelle et potentielle à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt .	Faible

Contraintes		Détail	Enjeu communal
	Bruit	En permettant l'augmentation de la population et de l'activité économique, le PLU peut être à l'origine d'émissions sonores plus importantes, susceptibles de perturber la faune locale. L'autoroute A4 est génératrice d'une pollution sonore importante.	Faible
	Lumière	En permettant le développement de l'espace urbain, le PLU est susceptible d'induire une pollution lumineuse supérieure – ce qui peut affecter la faune.	Faible
	Dérangement direct	L'augmentation de population permise par le PLU peut induire une augmentation de la fréquentation des sites naturels sensibles. Outre le dérangement lié à la fréquentation, des pollutions peuvent être constatées (décharge sauvage). Toutefois, l'impact en la matière reste en premier lieu tributaire des comportements individuels d'avantage que de la valeur absolue de la population.	Très faible
Paysagères	Monument Historique	Un périmètre de monument historique concerne le territoire mais il a pour origine un élément ne présentant pas de covisibilité avec l'extérieur.	Très faible
	Patrimoine vernaculaire et architectural.	La commune est riche en calvaires et en lavoirs qui participent à l'identité communale. Quelques rares bâtiments ont une valeur architecturale notable qui mérite une protection.	Moyen
	Paysage naturel	Le territoire communal présente de vastes espaces ouverts dont la physionomie est en dépendance sirecte avec l'activité agricole ou militaire (savarts du Camp de Sissonne). Les différents quartiers sont séparés par des coupures dans l'urbanisation.	Faible
	Occupation du sol	L'extension de l'urbanisation est susceptible d'affecter le paysage par le changement de l'occupation du sol et par la nature de l'insertion paysagère des constructions dans leur cadre. L'habitat à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est groupé et les altérations potentielles du paysage ne pourrait essentiellement survenir qu'en cas de constructions nouvelle à l'écart de celui-ci.	Très faible

4ème Partie :
Évolution de l'urbanisation
–
Capacités de densification et mutation des espaces bâtis

1] Analyse de la consommation passée d'espaces naturels, agricoles et forestiers

1.1. CONTEXTE

L'artificialisation des sols est une problématique essentielle de l'aménagement qui a de fortes conséquences directes et indirectes sur le territoire. L'artificialisation est une des premières causes de baisse de la biodiversité et contribue à diminuer la quantité d'espaces agricoles, naturels et forestiers. Elle renforce les îlots de chaleur urbain et altère les réservoirs de carbone naturel que sont las sols renforçant ainsi le changement climatique.

Pour répondre à cet enjeu, la loi « Climat et Résilience » impose une trajectoire vers le Zéro Artificialisation Nette (ZAN) à l'horizon 2050 par réduction progressive de celle-ci par tranche de 10 ans. Son Article 194 dispose ainsi que « pour la première tranche de dix années, le rythme d'artificialisation est traduit par un objectif de réduction de la consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers par rapport à la consommation réelle de ces espaces observée au cours des dix années précédentes ».

Cet objectif national est mis en œuvre « en cascade » : le SRADDET définit un objectif régional, décliné au niveau des SCoTs avec lesquels les PLU doivent être compatibles. À 'échelle de la Champagne Picarde, l'objectif du SRADDET Hauts-de-France est une réduction de 25,7 % de la consommation par rapport à la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers constatée entre 2011 et 2021.

Plusieurs méthodes complémentaires permettent d'apprécier cette consommation. Des différences notables entre elles peuvent apparaître, en raison notamment de la variété des sources utilisées et de leur méthodologie.

1.2. ANALYSE DANS L'OBSERVATOIRE DE L'ARTIFICIALISATION

Cette base de données repose pour le moment sur une analyse des fichiers fonciers. Ceux-ci sont une base nationale décrivant le bâti et le non bâti. Il s'agit d'une base d'origine fiscale, présente à une échelle fine et sur l'intégralité du territoire.

Sur la commune de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, elle affiche une artificialisation totale de 3,43 ha entre 2011 et 2021.

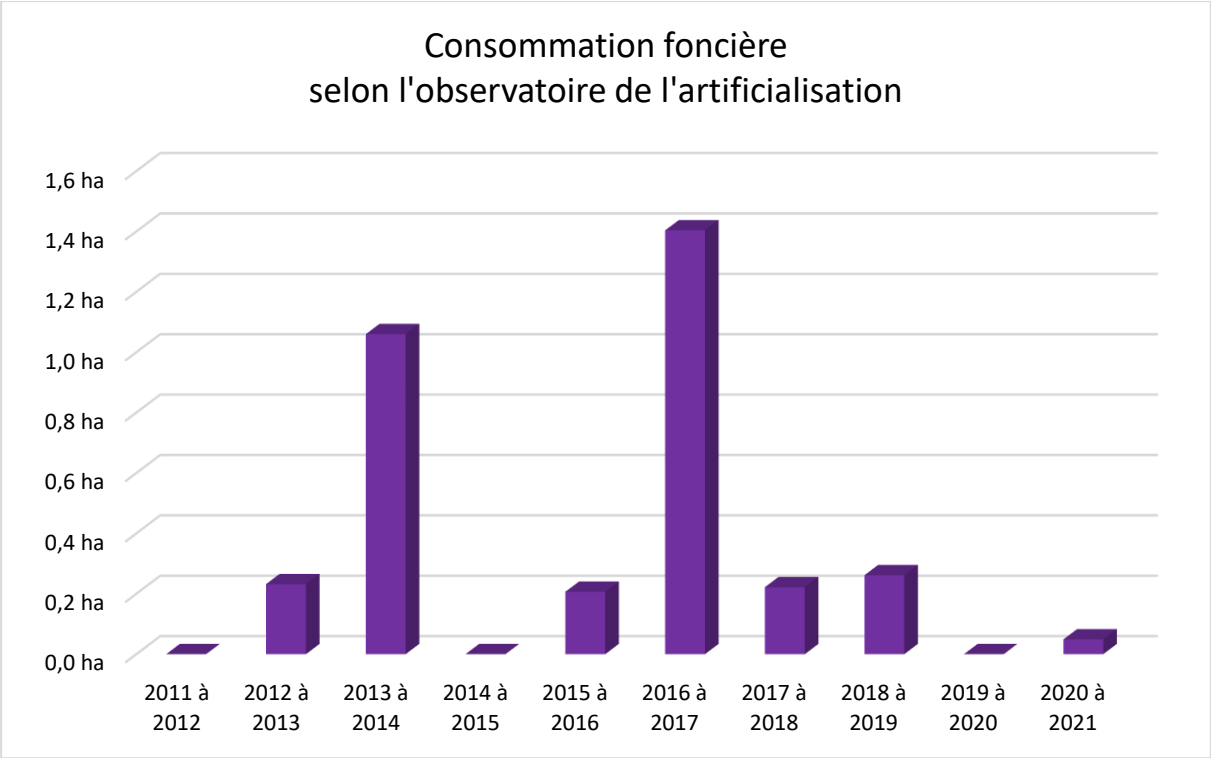


Figure 68 – Consommation foncière selon l'observatoire de l'artificialisation

1.3. ANALYSE PAR COMPARAISON DE CARTOGRAPHIE D'OCCUPATION DU SOL

Une base de données géographiques régionale a été établie pour cartographier l'occupation du sol en 2010 et 2021 sur le territoire des Hauts-de-France. Toutefois, s'appuyant en partie sur des données fiscales, elle conduit à considérer comme entièrement urbanisées certaines parcelles entières alors que l'urbanisation ne concerne *de facto* qu'une portion de celles-ci. Inversement, certaines parcelles non porteuses de constructions mais constituant des jardins liés à une construction sur une parcelle voisine sont indument classées comme non-urbanisées.

1.4. ANALYSE PAR COMPARAISON DE PHOTOGRAPHIES AÉRIENNES

Pour s'affranchir des imprécisions liées aux fichiers fonciers quant à l'occupation réelle du sol, une cartographie a été réalisée par comparaison de photographie aériennes pour établir une évaluation plus en phase avec le terrain.

Cette méthode permet d'établir que la consommation foncière sur la période 2011-2021 a été de 4,53 ha sur un total de 74 parcelles.

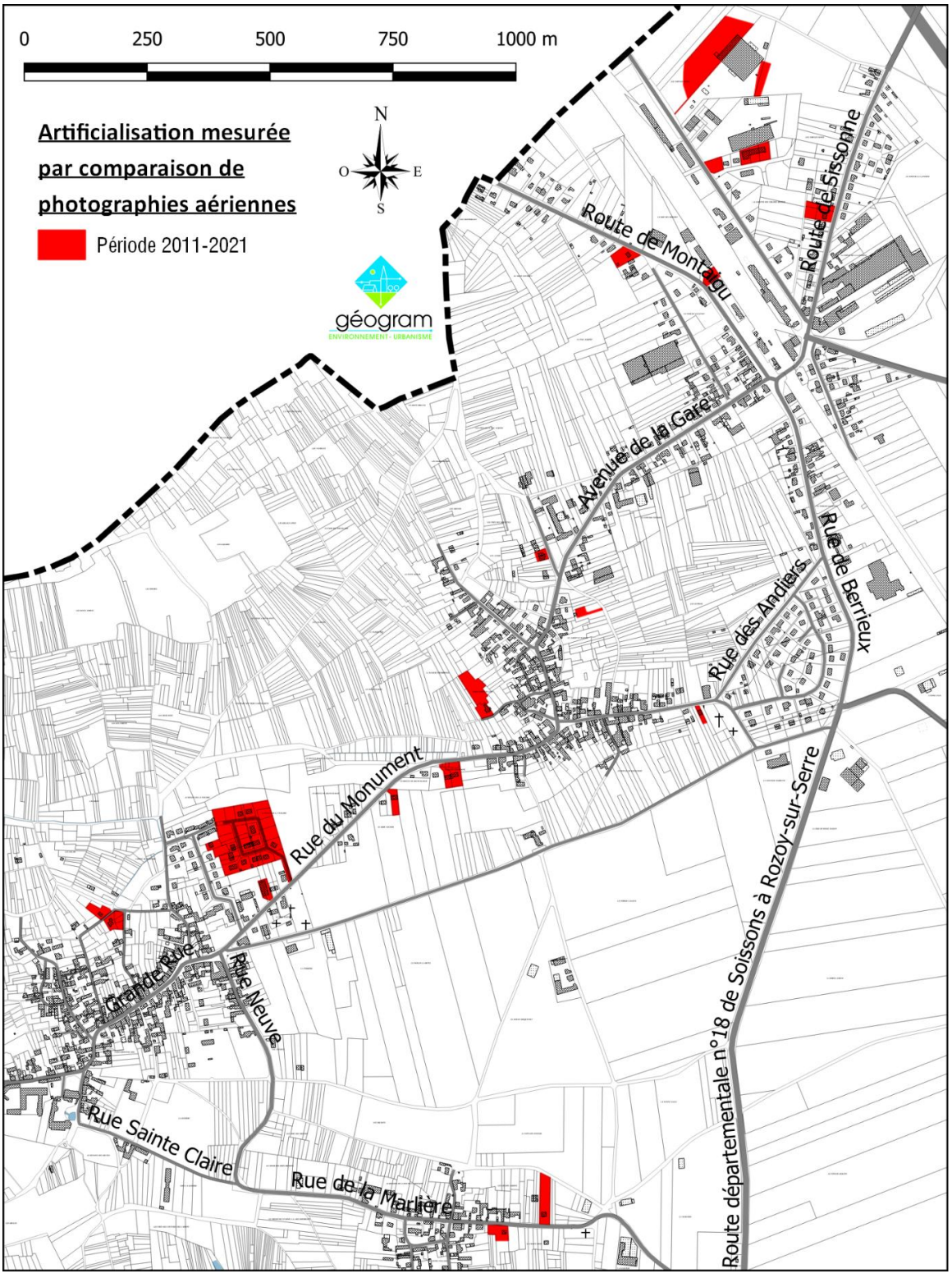


Figure 69 – Carte de l'artificialisation des sols sur la période 2011-2021

2] Possibilités de consommation nouvelle d'espaces naturels, agricoles et forestiers

2.1. Possibilités fixées par la loi « Climat » et le SRADDET

NB : ces possibilités ne permettent pas de déroger aux obligations fixées par le SCoT. Elles ne permettent pas non plus de s'affranchir de l'obligation de compatibilité entre besoins démontrés et capacités offerte (Cf. étude de densification ci-dessous).

Le SRADDET Hauts-de-France, depuis sa modification du 21 novembre 2024, a intégré les objectifs de la loi « Climat et Résilience ». Il impose une réduction minimale de 25,7 % de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers.

Avec pour référence une consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers de 4,53 ha sur la période 2011-2021, **les extensions de l'urbanisation (à vocation d'activité comme à destination d'habitat) ne doivent pas dépasser 3,36 ha.**

2.2. Possibilités fixées par le SCoT

NB : ces possibilités ne permettent pas de déroger aux obligations fixées par la loi « Climat et Résilience ». Elles ne permettent pas non plus de s'affranchir de l'obligation de compatibilité entre besoins démontrés et capacités offerte (Cf. étude de densification ci-dessous).

Le SCoT de la Champagne Picarde ne définit pas de surface maximale de consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers par commune. Toutefois, il fixe une telle valeur à **29,1 ha pour l'habitat pour l'ensemble des 4 pôles principaux** (Guignicourt[17], Sissonne, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt et Liesse-Notre-Dame). En revanche, il stipule que dans la zone d'activité de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, **4 ha supplémentaires sont autorisés** (1 ha pour la partie déjà viabilisée et 3,3 ha pour la partie qui ne l'est pas) **pour l'implantation et le développement d'activités économiques**.

2.3. Étude de densification

Comme le prévoit le SCoT, l'extension des zones d'urbanisation ne peut se faire que pour répondre aux besoins qui n'auraient pas été satisfait par la densification du tissu urbain existant.

[17] *La commune de Guignicourt a fusionné avec la commune de Menneville pour former la commune nouvelle de Villeneuve-sur-Aisne*

2.3.1. Mutation du bâti existant et lutte contre la vacance des logements

L'inventaire des bâtiments et de leur usage actuel ne permet pas de dégager de potentialité de transformation de vocation vers une destination d'habitat à l'horizon 2031.

Les logements vacants sont ici quantifiés à l'aide de la base « LOVAC » qui offre les données les plus précises en la matière. En effet, elle permet de distinguer la vacance potentiellement mobilisable (logements vacants depuis plus de 2 ans) de la vacance dite « frictionnelle » (qui correspond à une période de transition entre 2 occupants et dont la valeur est considérée ici comme incompressible).

Le millésime le plus récent disponible est celui de 2023
et fait état de **24 logements vacants mobilisables.**

2.3.2. Espaces résiduels mobilisables

Afin d'optimiser la densification des zones bâties, la priorité de l'implantation doit être donnée aux « dents creuses ». Une étude minutieuse du tissu urbain des parties urbanisées de la commune aboutit aux résultats présentés dans le tableau suivant. La capacité retenue pour le nombre de logement est issue d'un abattement de 30 % par rapport à la valeur brute afin de tenir compte :

- des choix des propriétaires que rien n'oblige à utiliser les droits offerts par le PLU ;
- des impossibilités circonstancielles pouvant longuement retarder la possibilité juridique de réaliser une construction (successions, saisies, etc. ;
- de la possibilité pour les ayants-droits de réaliser sur les terrains en question des aménagements ou des constructions à destination autres que le logement (commerce, local artisanal, équipement touristique, bureaux, etc.).

Caractère	Surface	Nombre de logements[18] (valeur brute)	Nombre de logements (capacité retenue[19])
Mobilisable à vocation d'habitat	2,7 ha	38	27 logements
Mobilisable à vocation d'activité	2,1 ha		
Non mobilisable	4,8 ha		

Les terrains non-mobilisables le sont pour l'une au moins des raisons suivantes :

- Indispensable à l'activité agricole ;
- Présence d'un ancien cimetière et d'un calvaire commémoratif ;
- Coupure paysagère imposée par le SCoT ;
- Équipement municipal ;
- Terrain en cours de construction ;
- Accès/réseaux insuffisants.

[18] *Cette valeur tient compte de la surface de la parcelle et de sa configuration spatiale.*
[19] *Compte tenu de l'abattement de 30 %)*

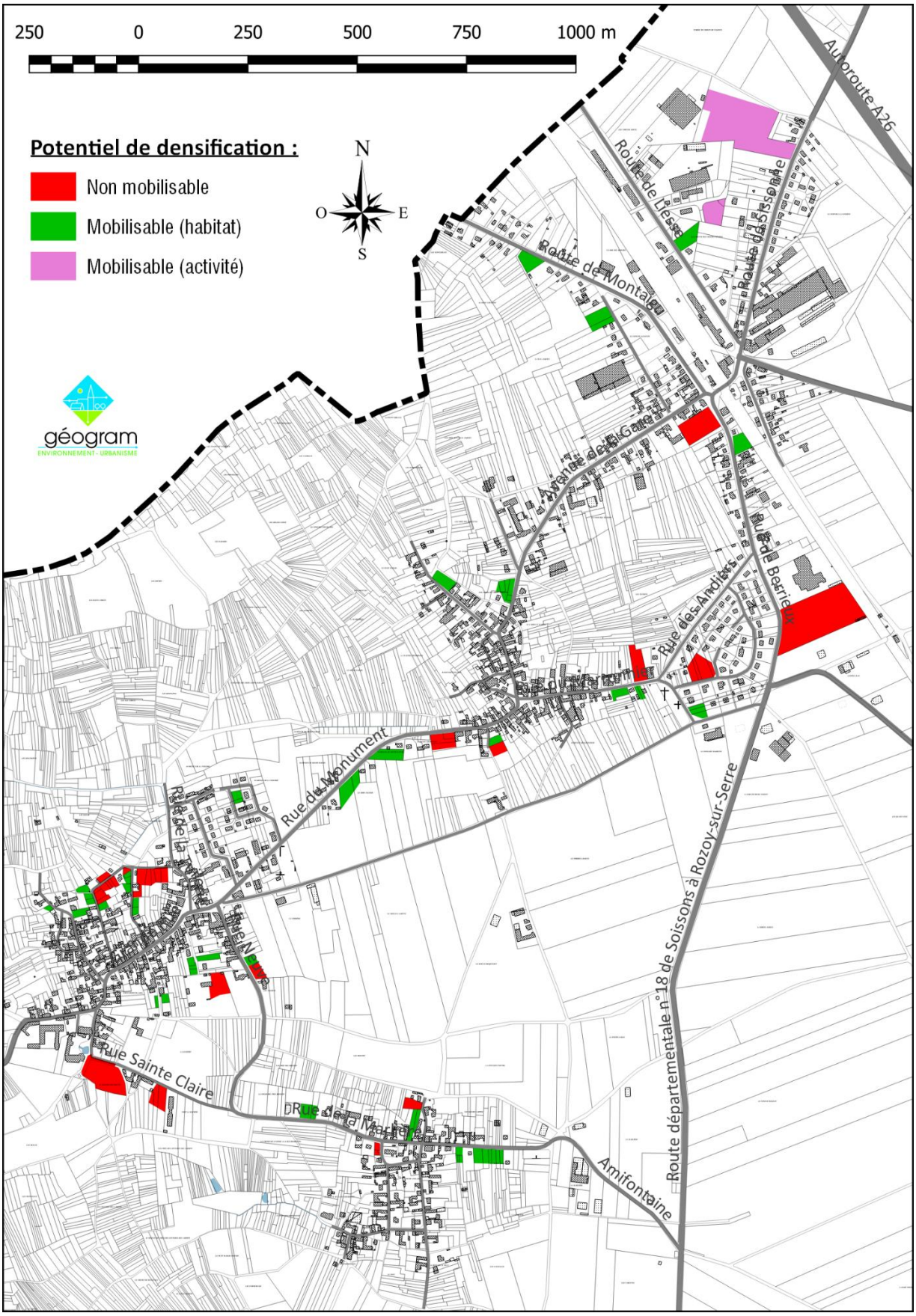


Figure 70 : Potentiel de densification

5ème Partie :
Traduction et justifications des orientations du PADD

1] Fondements du projet d'aménagement et de développement durables

La première raison de mise en révision du PLU par la commune a été le rappel des services de l'État (Direction Départementale des Territoires) de l'obligation de mise en compatibilité du PLU avec le SCoT de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde et avec la loi « Climat et Résilience » d'août 2021.

Cette mise en révision a été également l'occasion de tenir compte de certaines évolutions depuis le PLU de 2009 parmi lesquelles :

- L'augmentation du prix des carburants qui augmente l'attractivité des communes ayant des commerces, services et emplois sur place, attractivité renforcée par la présence d'une gare ferroviaire ;
- Le constat de l'inadaptation de l'offre de stationnement public dans certains secteurs ;
- L'importance croissante des parcs et jardins en matière sociologique, écologique et d'adaptation au changement climatique ;
- La réalisation par la DREAL d'une cartographie des zones humides en lien avec les marais de la Souche.

D'autres éléments étaient déjà présents dans le précédent PLU et ont été repris/approfondis : paysages, milieux naturels, évolution démographique et économique, dents creuses, etc.



Figure 71 : Propriétés communales au lieu-dit « Les Pétrons »

Une politique d'acquisition foncière par la commune au lieudit « Les Pétrons » avait été entamée afin de faciliter la réalisation des objectifs du premier PLU. Toutefois, pour diverses raisons, celle-ci a été très incomplète.

2] Traduction et justifications des orientations du PADD dans les documents graphiques

2.1. Orientations concernant le développement de l'habitat

Le PADD fixe un objectif de croissance de population de 0,5 % par an. Cette valeur aboutit à une population projetée de 1 830 habitants, hors population militaire du lotissement des Garennes, actuellement déplacée à Sissonne (environ 120 personnes). Le retour de ces familles fera passer la population totale à 1 950 habitants.

Par ailleurs, au vu de l'évolution sociologique et du vieillissement de la population, les projections pour la taille des ménages aboutissent à une moyenne de 2,2 personnes par foyer en 2035 (10 ans à compter de l'approbation du présent PLU).

Pour répondre aux besoins exprimés, il est donc nécessaire de disposer d'un total d'environ 832 logements (résidences principales). Dans le présent PLU, la réponse à ces besoins se répartit de la manière suivante :

Logements existants occupés	702 logements
Logements vacants mobilisables[20]	**24 logements**
Dents creuses[21]	**27 logements**
Extensions	**79 logements**
Total	**832 logements**

Le PLU définit 4 extensions[22]. La disponibilité actuelle des réseaux conduit à les classer en zone U ou en zone 1AU, conformément aux dispositions des articles R 151-18 et R 151-20 du code de l'urbanisme.

Secteur	Surface	Capacité	Densité	Zonage
Les Pétrons	0,83 ha	20 logements	24 logements/ha	1AU
Anciens silos	1,39 ha	35 logements	25 logements/ha	1AU
Tortues Royes - Nord	0,65 ha	16 logements	24 logements/ha	U
Tortues Royes - Route de Liesse	0,33 ha	8 logements	24 logements/ha	U
	Total	**79 logements**		

[20] *Cf.chapitre « étude de densification »*
[21] *Cf.chapitre « étude de densification*
[22] *NB : Aux termes du SRADDET Hauts-de-France, tout secteur d'augmentation de zone constructible de plus de 2 500 m² ne peut être regardé comme une dent creuse et doit être considérée comme une extension, et ce quelle que soient la desserte existante.*

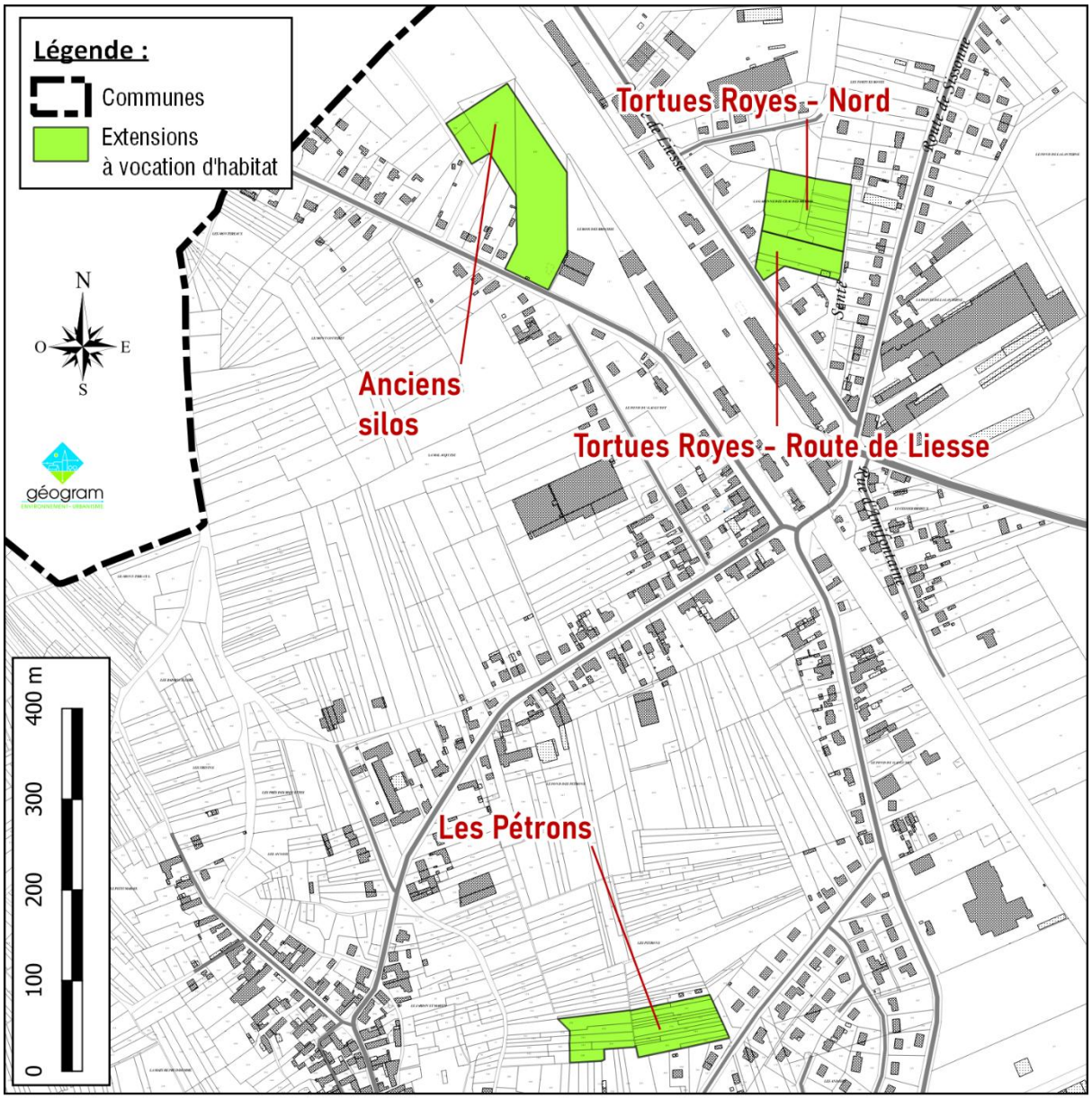


Figure 72 : Localisation des extensions à vocation principale d'habitat

Des Orientations d'Aménagement et de Programmation sont définies pour chacune de ces zones pour en permettre un aménagement confortable et sûr et pour assurer le respect des densités prescrites.

2.2. ORIENTATIONS CONCERNANT LE DÉVELOPPEMENT DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES ET COMMERCIALES.

Le PLU de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, en accord avec les objectifs de la Communauté de Communes de la Champagne Picarde en la matière, renforce les possibilités d'implantation d'activités dans la Zone d'Activité Économique définie dans le SCoT.

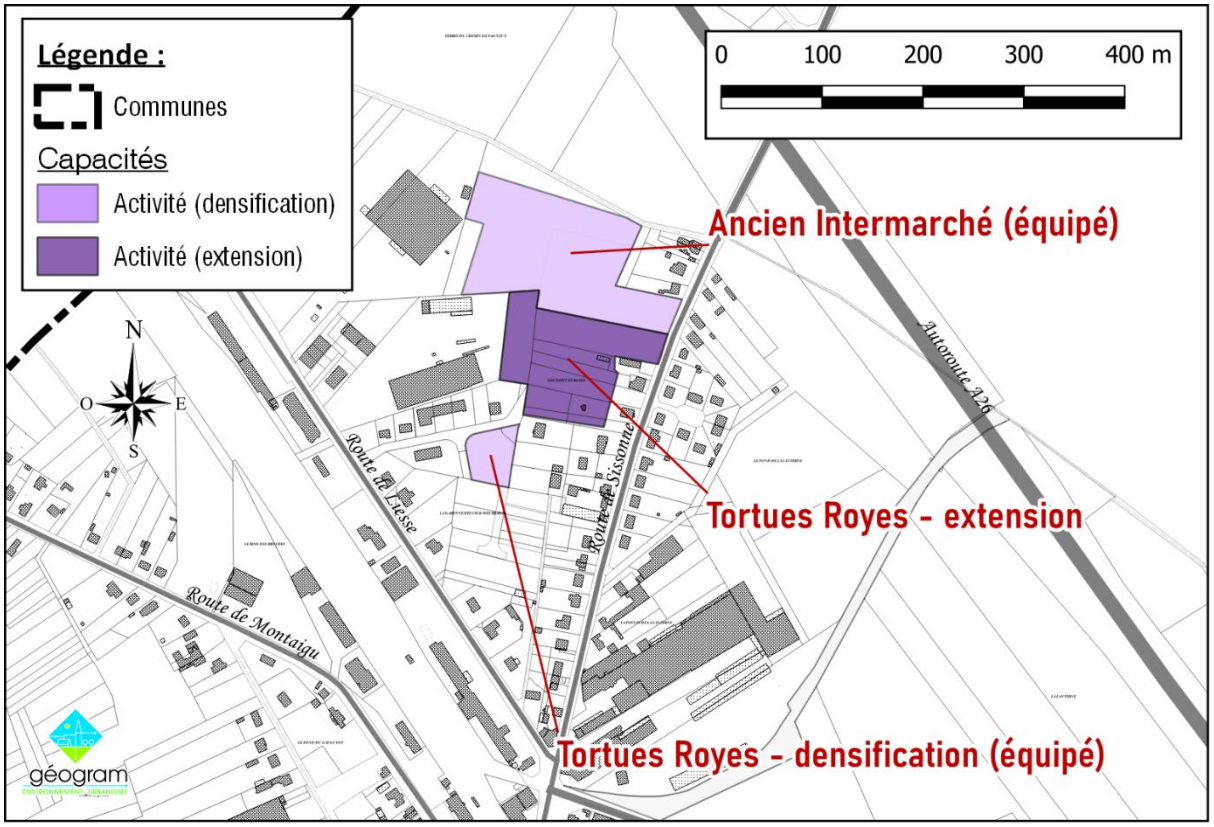


Figure 73 : Localisation des extensions à vocation d'activité

Ce renforcement ce fait au sein de l'enveloppe bâtie, en continuité avec la zone existante. Il concerne prioritairement des terrains déjà équipés (dont l'emprise de l'ancien magasin Intermarché qui constitue à ce jour une friche urbaine).

Comme dans le PLU précédent, l'activité militaire est prise en compte par la délimitation d'une zone UM et d'un règlement *ad hoc*.

2.3. ORIENTATIONS CONCERNANT LES ACTIVITÉS AGRICOLES

La principale mesure de prise en compte de l'activité agricole dans le PLU est le classement d'une grande majorité des terres agricoles en zone A. Au sein de celles-ci, le règlement permet la réalisation de bâtiments nécessaires à cette activité tout en protégeant cette dernière de la concurrence foncière avec d'autres types d'usage du sol[23].

Le classement des installations agricoles a été fonction de leur situation : Les bâtiments inclus dans le tissu urbain ont été intégrés à la zone U tandis que ceux situés en lisière de la zone bâtie et ceux qui sont isolés ont été rattachés classés en zone A. Au niveau de la ferme de Bibrax (sur le plateau) et de la ferme de Risquetout (entre Ramecourt et Outre) existent des bâtiments qui sont aujourd'hui inadaptés à l'activité agricole telle qu'elle a évolué. Afin d'éviter leur ruine ils ont été identifiés de manière spécifique sur le plan de zonage ; cette identification permet d'y autoriser le changement de destination au profit d'une destination d'artisanat et commerce de détail, restauration, hébergement touristique, entrepôt ou bureau.



Figure 74 : Ferme de Bibrax



Figure 75 : Ferme de Risquetout

[23] *NB : l'urbanisme ne gère que la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et non les modes de culture (prairie, labours, jachères…) ni les pratiques culturales (traitements, périodes d'activité, etc.).*

2.4. ORIENTATIONS CONCERNANT LES TRANSPORTS ET LES DÉPLACEMENTS

Les extensions sont toutes situées dans un rayon de 700 m de la gare, facilitant ainsi son accès par des modes de déplacement doux (marche à pied, vélo, etc.)

Plusieurs Emplacement Réservé s'inscrivent également dans cette thématique : 4 d'entre eux sont destinés à la facilitation du stationnement à travers la maitrise foncière des terrains concernés. L'Emplacement Réservé n°1 quant à lui à la réalisation d'une voirie.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation des secteurs d'extension, que ceux-ci soient à vocation d'habitat ou d'activité, présentent toutes des dispositions relatives à la desserte, de manière à ce que celle-ci se fasse dans de bonnes conditions de confort d'usage et de sécurité routière.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation de toutes les zones d'extension à vocation principale d'habitat comprennent également des prescriptions relatives à la création et au maintien de liaisons douces en site propre, ce qui en améliore la sécurité par rapport aux flux de véhicules automobiles.

2.5. ORIENTATIONS CONCERNANT LES RISQUES

Les extensions de l'urbanisation, qu'elles soient à destination d'habitat ou d'activité, ont été déterminées en dehors des zones d'aléa fort en matière de « retrait et gonflement d'argiles ». Seules les parties de Saint-Erme-Ville soumises à cet aléa mais déjà urbanisées ont été classées en zone U. Toutefois, les possibilités de construire dans cette zone de risque sont restreintes par une trame jardins (identification au titre de l'Article L 151-23 du code de l'urbanisme).

Les zones de pente supérieure à 15 % ont toutes été classées en zone N, inconstructible.

2.6. ORIENTATIONS CONCERNANT LES PAYSAGES

Les zones d'extension sont toutes situées dans la continuité immédiate des zones déjà construites afin de maintenir l'urbanisation d type groupé qui caractérise la région. L'absence de STECAL (Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limités) dans les zones A ou N participent également à cette orientation.

Le classement en zone N de l'ensemble du versant boisé permet d'en maintenir la continuité visuelle avec les communes voisines sur lesquelles se prolonge ce même talus (Montaigu au Nord, Goudelancourt-lès-Berrieux au Sud).

Des secteurs inconstructibles (N ou Ap), ont été définis entre Ramecourt et Saint-Erme-Ville d'une part d'une part et entre Saint-Erme-Ville et outre d'autre part. Ceci assure le maintien de la coupure physique de l'urbanisation existant entre ces quartiers, constituant ainsi des espaces de respiration. L'inconstructibilité lieu-dit « Les Pétrons » forme également un espace de respiration intra urbain.

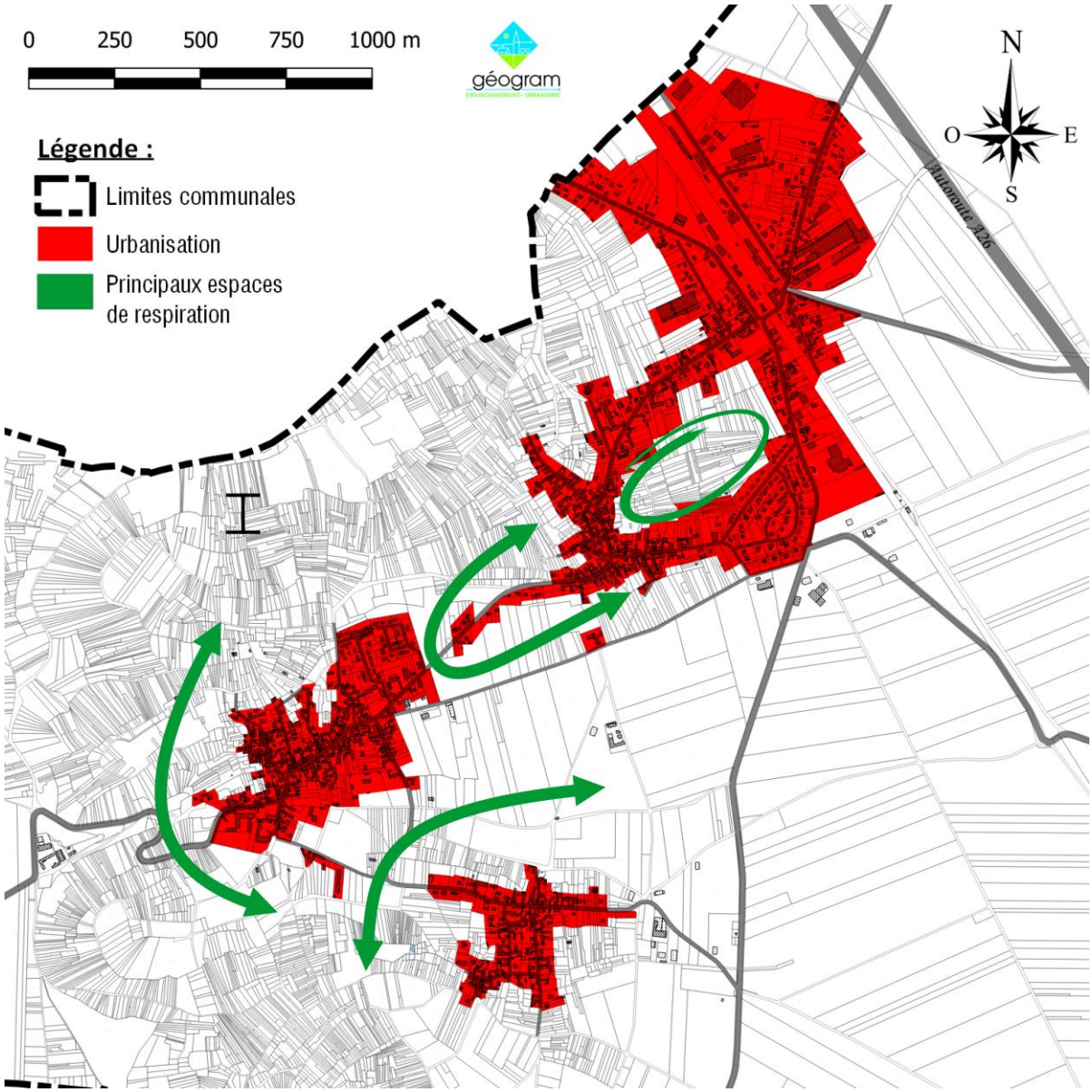


Figure 76 : espaces de respiration

Au niveau de la coupure entre Outre et Saint-Erme-Ville, la matérialisation sur le plan d'un cône de vue vers l'ensemble abbatial et la limitation de hauteur des constructions dans le secteur Ue assure le maintien de la qualité de cet élément de paysage par ailleurs identifié au titre de l'Article L 151-19 du code de l'urbanisme.

Le traitement de la transition entre parties agricoles et parties urbaines du territoire a été mené par 2 moyens :

- La création d'une zone tampon inconstructible (zone N) entre les secteurs à vocation principale d'habitat et la plaine cultivée ;
- La prescription, dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation concernant la zone 1AU du lieudit « Les Pétrons », de réalisation d'une haie haute

d'une largeur minimale de 5 m à l'interface entre cette zone et les terres cultivées à l'Est, au Nord et à l'Ouest.

La définition d'une trame jardins (identification au titre de l'Article L 151-23 du code de l'urbanisme) en arrière du premier rideau bâti et au niveau des parcs assure la protection contre l'urbanisation de parties du territoire qui participent à son identité et à son caractère rural, en particulier quand il s'agit de jardins potagers ou pouvant le devenir rapidement. Elle participe également créer des espaces de respiration au sein du tissu bâti.

Les éléments du patrimoine vernaculaire (calvaires, lavoirs…) sont protégés par une identification spéciale qui assure leur protection.

2.7. ORIENTATIONS CONCERNANT LA BIODIVERSITÉ

Dans le PLU de Saint-Erme, la biodiversité est avant tout protégée par un important classement en zone N des secteurs les plus sensibles (coteaux boisés, zone Natura 2000, ZNIEFF, zones humides…). La seule exception est celle des savarts du camp militaire qui sont classés en zone UM ; la grande faiblesse des possibilités d'aménagement y garantit d'autant plus la protection des milieux que ceux-ci résultent de l'activité militaire pérennisée par le PLU.

Milieux à protéger du fait de leur intérêt général[24], les zones humides pressenties ou suspectées ont été traitées comme si elles étaient effectives afin de ne pas nécessiter de couteuses études spécifiques. Ces zones humides sont protégées par leur classement dans des secteurs Nzh de la zone N encore plus restrictifs.

Les éléments de « nature en ville », lesquels constituent des lieux de biodiversité spécifique et des secteurs d'infiltration des eaux pluviales, bien que situés au sein des zones urbanisées, sont préservés par la délimitation d'une trame spécifique. Au sein de celle-ci, les possibilités d'aménagement sont très réduites tout en permettant les activités qui les façonnent.

Un secteur Ap inconstructible dans lequel les terrains, bien qu'ayant un usage agricole, aucune construction n'est permise. Cette mesure participe à protéger les espaces agricoles ayant une valeur environnementale ou paysagère notable.

[24] *Cf. Article L211-1-1 du Code de l'Environnement.*

3] Superficie des zones du PLU

3.1. SUPERFICIE DE CHACUNE DES ZONES

3.1.1. Superficies mesurées

ZONE			SUPERFICIE	PART
Total U			91,40 ha	4,5 %
dont	secteur Ue	0,90 ha		
	secteur Us	1,90 ha		
	hors secteurs	88,60 ha		
Total UM			352,32 ha	17,5 %
Total UZ			24,78 ha	1,2 %
Total 1AUZ			1,28 ha	0,1 %
Total 1AU			2,22 ha	0,1 %
Total A			1 231,99 ha	61,3 %
dont	secteur Ap	297,70 ha		
	secteur Azh	10,73 ha		
	hors secteurs	923,56 ha		
Total N			307,01 ha	15,3 %
dont	secteur Nzh	21,50 ha		
	hors secteurs	285,51 ha		
		Total	2011,00 ha	

Figure 77 : Tableau des superficies des zones

Aucun Espace Boisé Classé n'est défini dans le PLU.

3.1.2. Comparaison avec le PLU de 2009

NB : une légère différence sur la surface totale apparaît du fait d'ajustements apparus lors de la numérisation du cadastre.

	ANCIEN		NOUVEAU		ÉVOLUTION	
	Superficie	**Part**	**Superficie**	**Part**	**Superficie**	**Part**
U	86,6 ha	*4,3 %*	91,40 ha	*4,5 %*	+ 4,80 ha	+ 0,20 pts
UM	352,32 ha	*17,5 %*	352,32 ha	*17,5 %*	–	–
UZ	26,5 ha	*1,3 %*	24,78 ha	*1,2 %*	- 1,72 ha	- 0,10 pts
1AUZ	4,19 ha	*0,2 %*	1,28 ha	*0,1 %*	- 2,91 ha	- 0,10 pts
2AUZ	19,66 ha	*1,0 %*	néant	–	- 19,66 ha	- 1,00 pts
1AU	11,33 ha	*0,6 %*	2,22 ha	*0,1 %*	- 9,11 ha	- 0,50 pts
2AU	8,90 ha	*0,4 %*	néant	–	- 8,90 ha	- 0,40 pts
A	1049,25 ha	*52,2 %*	1231,99 ha	*61,3 %*	+182,74 ha	+ 9,1 pts
N	452,25 ha	*22,5 %*	307,01 ha	*15,3 %*	-145,24 ha	-7,2 pts

Figure 78 : Tableau de comparaison des surfaces avec l'ancien PLU

Le bilan entre l'ancien et le nouveau PLU fait apparaître une diminution de plus de 37 ha des zones constructibles toutes vocations confondues.

3.2. CONSOMMATION D'ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS

Dans la mesure du possible, les extensions de l'urbanisation ont été définies sur des secteurs déjà artificialisés.

Plusieurs unités ont été définies sur des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF), l'une à vocation d'activité (repère n°6) et les autres à vocation principale d'habitat (repères n°2, 3a, 3c et 7). Elles totalisent une superficie de 2,88 ha.

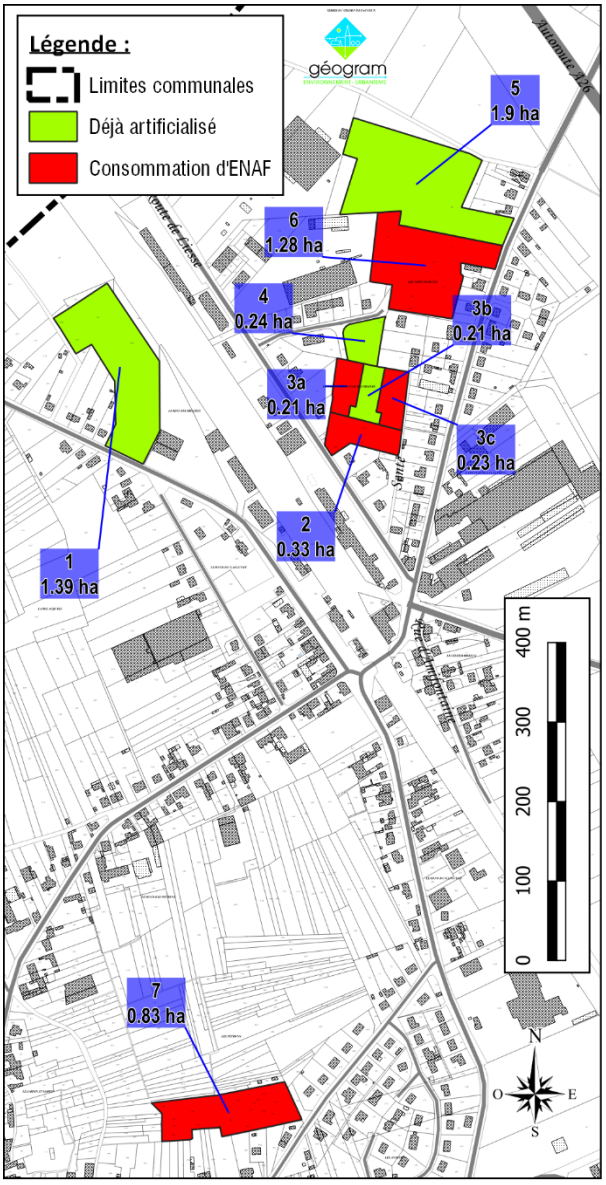


Figure 79 : Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers

Repère	Zonage	Usage du sol	Superficie
1	1AU	Urbanisé (Friche urbaine)	1,39 ha
2	U	ENAF (Jardins)	0,33 ha
3a	U	ENAF (Jardins)	0,21 ha
3b	U	Urbanisé (infrastructures)	0,21 ha
3c	U	ENAF (Jardins)	0,23 ha
4	UZ	Urbanisé (friche urbaine - infrastructures)	0,24 ha
5	UZ	Urbanisé (Friche urbaine)	1,90 ha
6	1AUZ	ENAF (Terres agricoles)	1,28 ha
7	1AU	ENAF (Bois et Terres agricoles)	0,83 ha

4] Traduction des orientations dans les OAP

4.1. Orientations concernant le développement de l'habitat

Les OAP sectorielles imposent la réalisation d'un nombre minimal de logements :

- Au moins 20 logements dans la zone des Pétrons ;
- Au moins 35 logements dans la zone des anciens silos ;
- Au moins 24 logements dans la portion de zone U « Les Tortues Royes – Habitat ».

Ces capacités représentent un total de 79 logements pour l'ensemble des capacités d'extension de l'habitat.

4.2. Orientations concernant le développement des activités économiques et commerciales.

Les OAP comprennent un schéma spécifique permettant un aménagement optimisé de l'agrandissement de la zone d'activité. Ces Orientations d'Aménagement couvrent l'ensemble de la zone 1AUZ et assurent sa bonne articulation avec le reste de la zone et avec le reste de l'agglomération.

4.3. Orientations concernant les activités agricoles

Les orientations d'aménagement sectorielles concernant le secteur des Pétrons comportent la réalisation d'une haie « anti-dérive » permettant de faciliter la cohabitation entre activité agricole et fonction résidentielles. Cette haie jouera un rôle de limitation du transfert des produits épandus vers les habitations. Elle limitera par conséquent la largeur de la Zone de Non-Traitement des parcelles cultivées.

4.4. Orientations concernant les transports et les déplacements

Les OAP sectorielles des différentes zones comprennent toutes un volet en assurant une bonne desserte. Elles laissent une certaine souplesse pour adapter les aménagements intérieurs des voiries à créer afin de ne pas imposer de contraintes trop fortes qui pourraient compromettre les projets.

Dans tous les secteurs à vocation principale d'habitat, les OAP comprennent des dispositions relatives aux circulations douces en site propre (absence de concurrence avec la circulation routière). Permettent de s'inscrire dans le réseau global de déplacement doux de la commune, existant ou à développer dans les espaces publics existants.

4.5. ORIENTATIONS CONCERNANT LES RISQUES

Une OAP spécifique est définie afin de mieux prendre en compte de l'aléa retrait/gonflement d'argiles susceptible d'affecter les constructions.

À cette fin, un livret de recommandations relative aux constructions dans les zones à risque y figure.

Les dispositions des OAP relatives à la mise en valeur les continuités écologiques concernant la partie Ouest du territoire jouent également un rôle en matière de prévention des risques. En effet, elles posent le principe du maintien de la continuité du massif boisé couvrant le versant. Le maintien de cette couverture végétales est favorable à un maintien des sols et à un ruissellement limité, protégeant ainsi les zones d'habitat en pied de versant.

4.6. ORIENTATIONS CONCERNANT LES PAYSAGES

Les OAP sectorielles comprennent plusieurs obligations de réaliser des haies en limite de la zone concernée afin d'en améliorer l'intégration paysagère et d'assurer une transition visuelle qualitative.

Ainsi, pour la zone des Pétrons, deux types de haies sont imposées :

- des haies hautes et dense en limite avec la zone agricole ;
- des haies limitant la covisibilité entre la zone nouvellement constructible et les habitations existantes disposées au long de la rue du Marronnier et de la rue des Andiers.

Pour la zone des anciens silos, Il est prévu dans les OAP la réalisation d'une haie au long de la démarcation entre zone à vocation principale d'habitat et zone à vocation industrielle et technique (infrastructures ferroviaires). Elle participera à lutter contre les nuisances et la barrière visuelle qu'elle constituera marquera nettement la séparation des fonctions des zones situées de part et d'autre.

Les dispositions des OAP relatives à la mise en valeur les continuités écologiques fixent des principaux éléments du paysage (Savarts, bois de garennes, massifs boisés, secteurs formés d'une mosaïque de jardins, prairies, haies…). De ce fait, elles participent au maintien des principales caractéristiques paysagères du territoire communal.

4.7. ORIENTATIONS CONCERNANT LA BIODIVERSITÉ

Des OAP spécifiques sont dédiées aux continuités écologiques du territoire (maintien et valorisation de la trame verte et bleue), tant en matière de réservoirs de réservoirs de biodiversités qu'en matière de connexion entre eux, qu'ils soient situés sur le territoire communal ou sur celui des communes limitrophes.

Ces dispositions assurent en particulier la protection des secteurs de richesse écologique élevée et identifiés par des ZNIEFF de type 1 et la zone Natura 2000 des Collines du Laonnois oriental. Elles protègent également les liens fonctionnels entre la partie de ces zones comprises sur le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt et les parties situées sur les communes limitrophes.

5] Traduction de ces orientations dans le document écrit (règlement du PLU) et motifs des limitations administratives à l'utilisation du sol

Dans de nombreux articles a été définie une exemption pour les Ouvrages Techniques Nécessaires au Fonctionnement du Service Public. Ceci garantit une souplesse permettant de répondre à des besoins spécifiques d'ouvrages présentant un intérêt public.

5.1. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE U

Préambule	
Éléments identifiés au titre de l'Article L 151-19	Cette identification a été réalisée pour préserver les éléments du patrimoine vernaculaire participant à l'identité locale. Elle permet également la conservation du caractère des secteurs de paysage urbain le plus qualitatif.
Éléments identifiés au titre de l'Article L 151-23	Cette réglementation assure la protection contre l'urbanisation de parties de l'enveloppe urbanisée qui participent à l'identité et au caractère rural de la commune, en particulier quand il s'agit de jardins potagers ou pouvant y être convertis rapidement. Ils ont aussi pour but de maintenir la biodiversité en ville et de lutter contre le phénomène d'îlot de chaleur urbain.
Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	La réglementation définie vise à : ↳ Respecter la vocation résidentielle de ces zones. ↳ Favoriser la mixité activité /habitat tout en protégeant l'habitat de toutes nuisances. ↳ Prendre en compte des mesures de maîtrise de l'urbanisation au voisinage des activités susceptibles d'apporter des nuisances pour l'habitat. ↳ Tenir compte de l'existence de bâtiments agricoles au cœur de la zone. ↳ Maintenir la qualité du paysage urbain. ↳ Préserver les éléments de nature en ville pour leur rôle écologique, paysagers, hydrologiques et d'identité rurale de la commune. Dans le secteur Us, les fortes restrictions ont pour but de préserver la vocation sportive des terrains concernés.

Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère Volumétrie et implantation des constructions	
Emprise au sol ; Proportion de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables	Les limitations d'emprise au sol et de surfaces imperméabilisées permettent de préserver la biodiversité et de permettre l'infiltration des eaux sur la parcelle. La réglementation beaucoup plus sévère dans les secteurs de « Nature en ville » vise à protéger les éléments de biodiversité au sein du tissu urbain (jardins, vergers) tout en permettant les aménagements minimaux nécessaires à l'entretien de ceux-ci (cabanes de jardin). Dans le secteur Us, les fortes restrictions ont pour but de préserver la vocation sportive des terrains concernés.
Hauteur des constructions	Les règles de hauteur permettent de conserver la silhouette générale des parties urbanisées de la commune. Des exceptions à la règle générale sont prévues dans les secteurs de « nature en ville » pour permettre des aménagements minimaux tout en maintenant pour ceux-ci un caractère extrêmement limité (cabanes de jardin). Dans le secteur Ue, la hauteur limitée permet de ne pas obstruer la vue qualitative.
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	L'implantation des constructions répond à une souplesse pour la réalisation afin de rester concurrentiels pour les projets par rapports à d'autres communes proches. La valeur de 5 mètres pour le recul est définie obligatoire pour faciliter le stationnement sur la parcelle. Dans le secteur Ue, l'obligation de recul est destinée à limiter les obstacles au regard porté depuis le point de vue défini au plan de zonage.

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	La souplesse de la règle vise à ne pas trop contrarier les projets et à rester concurrentiels pour les projets par rapports à d'autres communes proches. La possibilité de construire de limite à limite permet à la fois la mitoyenneté et donc la densité du bâti mais aussi l'accroissement de l'isolation des constructions. En cas de retrait la distance est fixée à 3 mètres pour préserver l'ensoleillement et la salubrité liée à la circulation de l'air entre les bâtiments.
Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures	La réglementation définie vise à : ↳ Assurer l'intégration des constructions dans le tissu bâti et dans leur environnement urbain immédiat. ↳ Préserver et mettre en valeur le paysage urbain et la qualité architecturale locale.
Espaces libres et plantations.	Les dispositions ont pour but la persévération de la biodiversité et la qualité paysagère des zones bâties.
Stationnement	
La réglementation définie vise notamment à satisfaire sur les parcelles les besoins en stationnement générés par les habitants. Elle constitue un élément de lutte contre l'occupation anarchique des automobiles sur le domaine public.	
Équipement et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	La réglementation définie vise à : ↳ Favoriser un accès convenable à chaque parcelle constructible ; ↳ Éviter les secteurs accidentogènes en limitant le nombre de débouchés sur les voies publiques ; ↳ Permettre l'utilisation de toutes voies par les services de secours et d'incendie.
Desserte par les réseaux	La réglementation définie vise à : ↳ Assurer une alimentation en eau potable de qualité et en quantité suffisante. ↳ Éviter les assainissements non-conformes, permettant ainsi une meilleure maitrise de la qualité des eaux rejetées dans les milieux naturels.
Communications électroniques	La réglementation définie vise à préserver les paysages urbains par rapports aux câbles aériens.

5.2. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UZ

Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	La réglementation définie vise à : ↳ Respecter la vocation d'activité de ces zones. ↳ Garder de la souplesse quant au type d'activités possibles pour conserver l'attractivité économique de la commune. ↳ Éviter la concurrence foncière avec d'autres types d'urbanisation (loisirs, habitat…) tout en permettant de répondre aux besoins de surveillance et de gardiennage. ↳ Prendre en compte des mesures de maîtrise de l'urbanisation au voisinage des activités susceptibles d'apporter des nuisances pour l'habitat.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère Volumétrie et implantation des constructions	
Emprise au sol ; Proportion de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables	Les limitations d'emprise au sol et de surfaces imperméabilisées permettent de préserver la biodiversité et de limiter le rejet des eaux pluviales vers le domaine public (dimensionnement des réseaux, alimentation de la nappe d'eau souterraine).
Hauteur des constructions	Les règles de hauteur permettent de conserver la silhouette générale issue de la présence des bâtiments déjà implantés tout en répondant aux besoins spécifiques de certaines activités.
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	L'implantation des constructions en retrait vise à : ↳ éviter l'effet de « Canyon urbain » ; ↳ faciliter le stationnement des véhicules sur la parcelle. La valeur de ce recul est définie pour faciliter le stationnement de véhicules en lien avec l'activité (véhicules utilitaires, poids lourds…).

Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	L'implantation des constructions répond à une souplesse pour la réalisation afin de ne pas entraver les projets d'entreprises susceptibles de s'installer (avantage concurrentiel par rapports à d'autres communes proches). La valeur des retraits a pour but : ↳ De préserver la salubrité liée à l'éclairement et à la circulation de l'air et de la lumière ; ↳ De limiter les ombres portées sur les parcelles d'habitation au niveau des limites entre la zone UZ et la zone U.
Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures	La réglementation définie vise à : ↳ Assurer l'intégration des constructions dans le contexte architectural formé par les bâtiments et aménagements des entreprises existant alentours. ↳ S'adapter à la variété des types d'activités susceptibles de s'implanter sur la zone.
Espaces libres et plantations.	Les dispositions ont pour but la persévération de la biodiversité et la qualité paysagère de ces zones.
Stationnement	
La réglementation définie vise notamment à satisfaire sur les parcelles les besoins en stationnement correspondant aux activités accueillies. Elle constitue un élément de lutte contre l'occupation anarchique des automobiles sur le domaine public.	
Équipement et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	La réglementation définie vise à : ↳ Favoriser un accès convenable à chaque terrain constructible en fonction de l'activité implantée ; ↳ Éviter les secteurs accidentogènes en limitant le nombre de débouchés sur les voies publiques ; ↳ Permettre l'utilisation de toutes voies par les services de secours et d'incendie.
Desserte par les réseaux	La réglementation définie vise à : ↳ Assurer une alimentation en eau potable de qualité et en quantité suffisante. ↳ Maitriser la qualité des eaux rejetées dans les milieux naturels.
Communications électroniques	La réglementation définie vise à préserver les paysages urbains par rapports aux câbles aériens.

5.3. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE UM

Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	La réglementation définie vise à réserver les aménagements et constructions possibles à ce qui est strictement nécessaires aux activités militaires du camp de Sissonne. Elle permet ainsi de répondre aux besoins spécifiques de l'armée tout en restreignant fortement l'urbanisation d'un territoire majoritairement occupé par des milieux naturels mais semé ici et là d'aménagements particuliers (plateformes de tir, édifices d'entrainement spécifique, etc.)
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère Volumétrie et implantation des constructions	
Emprise au sol ; Proportion de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables	La règle évite le rejet des eaux pluviales vers le domaine public (adaptation au dimensionnement des réseaux) et assure l'alimentation de la nappe d'eau souterraine.
Hauteur des constructions	Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.
Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures	Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.
Espaces libres et plantations.	La règle a pour but la persévération de la biodiversité.

Stationnement	
Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.	
Équipement et réseaux	
Desserte par les voies publiques ou privées	Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.
Desserte par les réseaux	Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.
Communications électroniques	Aucune règle n'est nécessaire au vu du caractère très limité des constructions possibles.

5.4. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE 1AU

Les règles qui y sont établies sont quasiment identiques à celles de la zone U afin d'intégrer au mieux ces zones dans le contexte formé par les zones U qui les entourent.

Seules les références à des bâtiments préexistants dans la zone n'y figurent pas en l'absence actuelle de tels bâtiments.

5.5. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE 1AUZ

Les règles qui y sont établies sont quasiment identiques à celles de la zone UZ afin d'intégrer au mieux ces zones dans le contexte formé par les zones UZ qui les entourent.

Seules les références à des bâtiments préexistants dans la zone n'y figurent pas en l'absence actuelle de tels bâtiments.

5.6. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE A

Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	La réglementation définie vise à protéger l'activité agricole de la zone de la concurrence foncière en encadrant très sévèrement les types de constructions possibles. Elle permet cependant les constructions nécessaires à la diversification des fonctions annexe à l'activité agricole. Le changement de destination, indépendamment de toute activité agricole, pour certains bâtiments désormais inadaptés à l'activité agricole, vise à éviter leur ruine.

Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère Volumétrie et implantation des constructions	
Hauteur des constructions	La hauteur maximale autorisée permet de prendre en compte les besoins spécifiques que peut engendrer l'activité agricole tout en protégeant les paysages. Elle assure également le maintien du caractère limité des annexes et extensions des constructions d'habitation
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Le but de cette règle est double : ↳ Limiter les impacts paysagers occasionnés par l'implantation d'un bâtiment agricole à proximité directe d'une voie ou espace public ; ↳ Dégager un espace de manœuvre autour des exploitations et laisser de la visibilité pour les véhicules entrant et sortant des bâtiments.
Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même propriété	Le recul réglementaire fixé constructions sur une même propriété vise à maintenir un espace suffisamment large pour le passage des engins de secours et d'incendie.
Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures	
La réglementation définie vise à permettre l'insertion des bâtiments agricoles dans l'environnement bâti et paysager.	
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	
Espaces libres et plantation Maintien ou remise en état des continuités écologiques	Les dispositions retenues ont pour but la persévération de la biodiversité

5.7. DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE N

Affectation des sols et destination des constructions	
Occupations et utilisations du sol interdites Occupations et utilisations du sol admises sous condition	Réglementation stricte afin de maintenir le caractère naturel de la zone et les secteurs ayant un intérêt écologique élevé en limitant strictement les occupations du sol Pour tenir compte des constructions isolées et des écarts non liés aux activités agricoles, sont également autorisées en application de l'Article L151-12 du CU, les extensions, annexes et dépendances des constructions d'habitation.
Qualité urbaine, architecturale, environnementale et paysagère Volumétrie et implantation des constructions	
Emprise au sol ; Proportion de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables	Les limitations d'emprise au sol des annexes et extensions des constructions d'habitation assurent le maintien de leur caractère limité.
Hauteur des constructions	Les limitations de hauteur des annexes et extensions des constructions d'habitation assurent le maintien de leur caractère limité.
Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	Le recul imposé aux annexes et extensions des constructions d'habitation assurent le maintien de leur caractère limité.
Caractéristiques architecturales des façades et toitures des constructions et des clôtures	La règle permet de maintenir la qualité paysagère de la zone. Les dispositions concernant les ouvertures dans les clôtures ont pour but de faciliter le passage de la petite faune et des eaux issues des précipitations.
Traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions	
Espaces libres et plantation Maintien ou remise en état des continuités écologiques	Les dispositions retenues ont pour but la persévération de la biodiversité

6ème Partie :

Exposé des motifs pour lesquels le projet a été retenu & Comparaison des scénarii

1] Scénario « au fil de l'eau »

La commune de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est actuellement régie par un PLU approuvé en 2009. En l'absence de la présente révision générale, c'est ce précédent PLU qui continuerait à s'appliquer.

Le premier scénario (dit « au fil de l'eau ») correspond à l'hypothèse d'une reprise du zonage du PLU de 2009. On remarquera que le zonage n'étant plus applicable dans son état d'origine les zones 2AU ne peuvent plus être transformée en zone 1AU, et sont donc devenues inconstructibles. Elles sont donc traitées comme non-constructibles dans ce scénario. Toutefois, les surfaces constructibles restent dans cette hypothèse très importantes :

- 5, 56 ha à vocation d'activité ;
- 10,88 ha à vocation d'habitat.

À raison de 25 logements/ha (valeur imposée par le SCoT), les capacités d'accueil seraient de 272 logements.

L'artificialisation serait également très importante. Bien que 3,64 ha des extensions possibles dans ce scénario soient sur des terrains déjà artificialisés, il entrainerait le prélèvement de :

- 8,37 ha de terres agricoles ;
- 4,43 ha de terres naturelles.

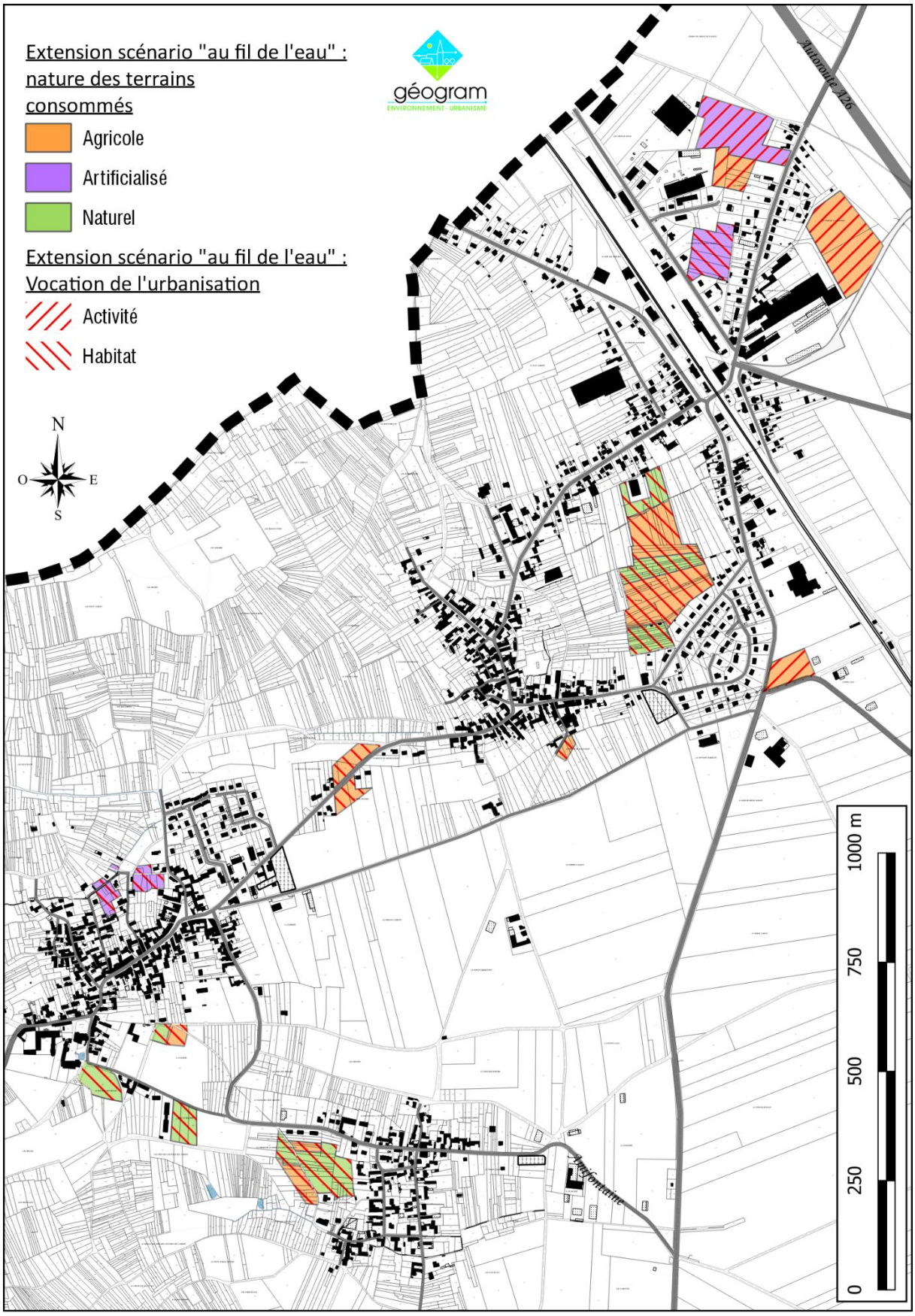


Figure 80 – Consommation foncière dans le scénario « au fil de l'eau »

2] Scénario 2

La demande initiale des élus était de maintenir l'extension de l'urbanisation au lieu-dit « Les Pétrons », secteur dans lequel la commune avait commencé un programme d'achat de parcelles afin d'avoir la maitrise foncière du programme d'aménagement. Un Droit de Préemption Urbain avait d'ailleurs été voté à cette fin par le conseil municipal.

Dans ce scénario, les extensions sont donc concentrées dans ce secteur aux dépens des autres parties du territoire.

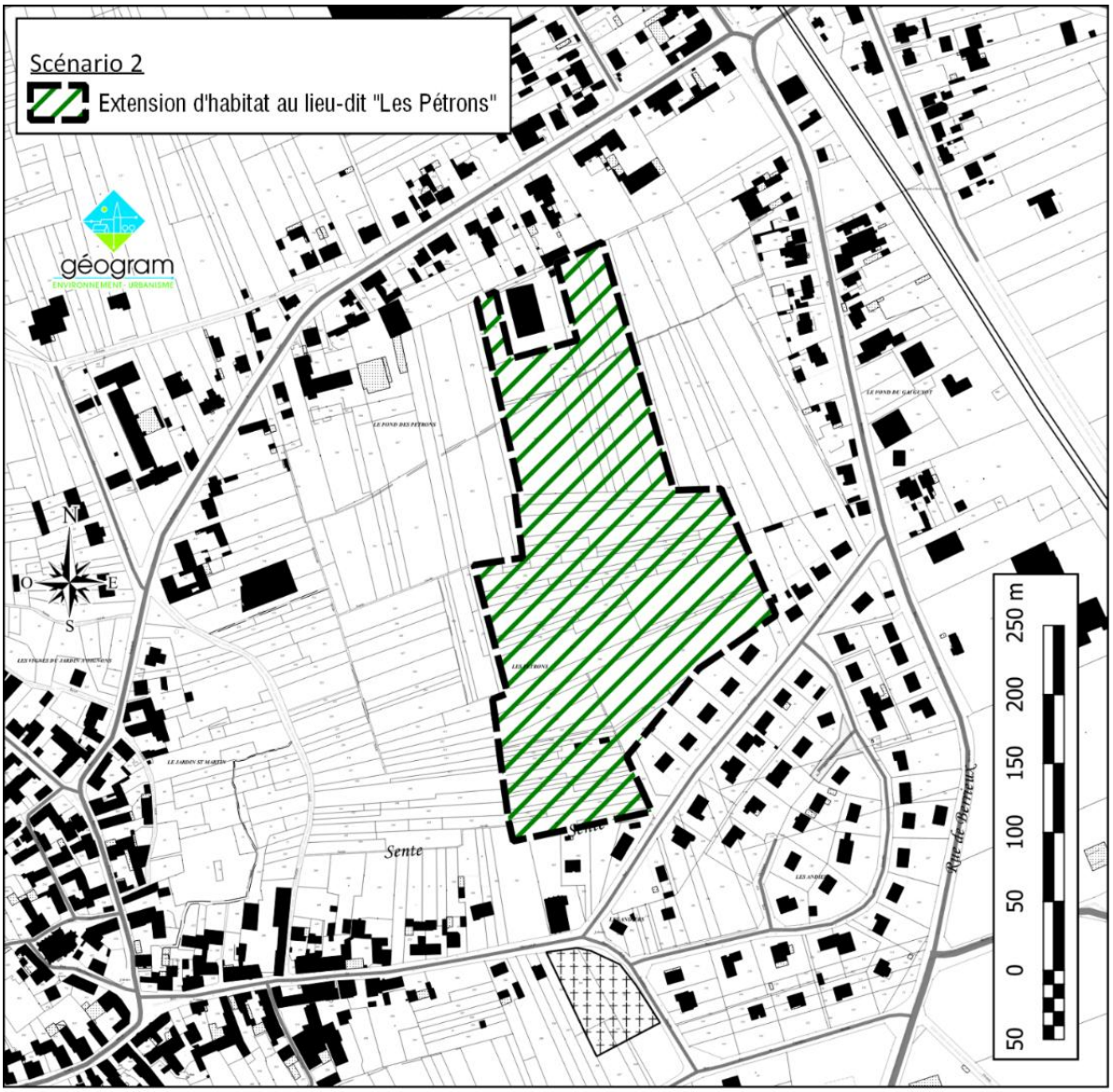


Figure 81 – Scénario 2 - extension à vocation d'habitation aux Pétrons

La surface totale de cette zone est de 5 ha dont l'usage des sols se répartit comme suit :

	Superficie	Part de la zone
Agricole	32 100 m²	64,4 %
Bois	13 200 m²	26,5 %
Friches semi-naturel	4 600 m²	9,2 %

À raison de 25 logements/ha (valeur imposée par le SCoT), la capacité de la zone ainsi définie est de 125 logements. Aucune autre extension à vocation principale d'habitat n'est prévue dans cette hypothèse. En revanche, l'extensions de la zone d'activité des Tortues Royes, prévue par le SCoT, couvre 1,28 ha.



Figure 82 – Scénario 2 - Extension à vocation d'activité à Saint-Erme-gare

3] Scénario 3

La plus vaste des zones AU du PLU de 2009 (après celle des Pétrons) était située à Outre. Il a été envisagé un 3ème scénario donnant la priorité à ce secteur.

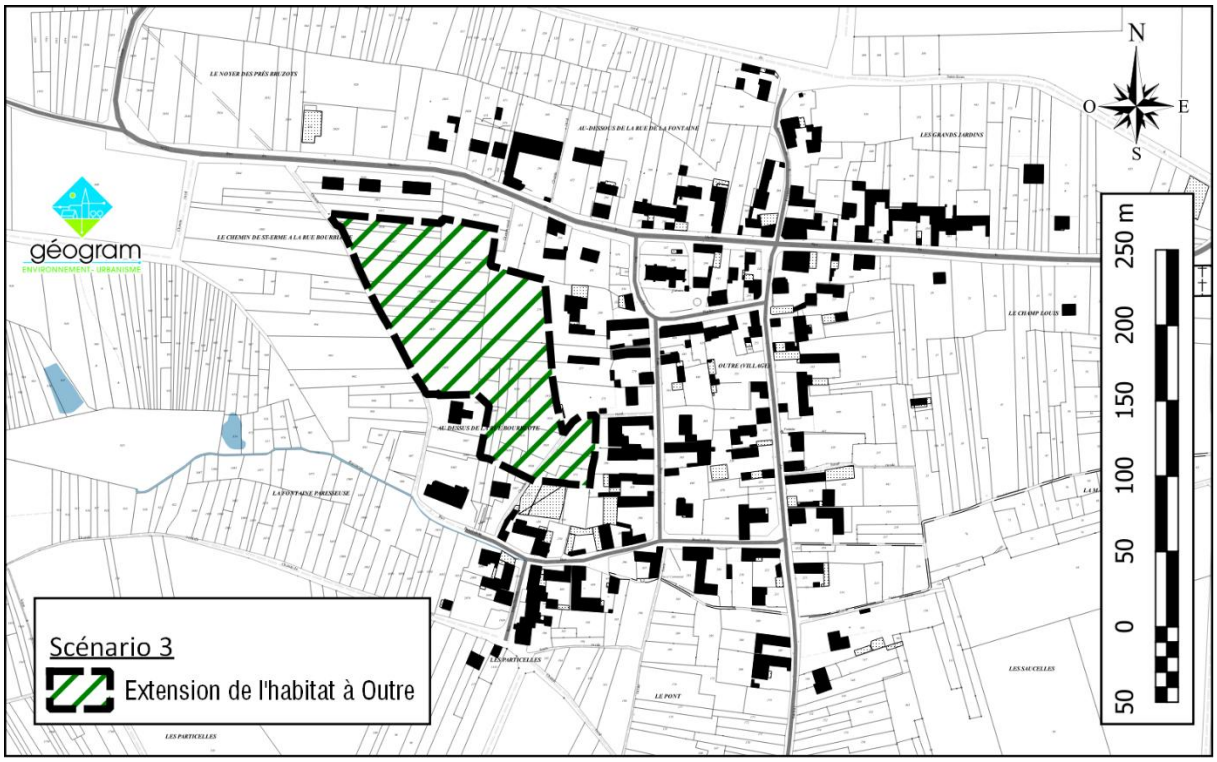


Figure 83 – Scénario 3 - Extension à vocation d'habitat à Outre

La surface totale de cette zone est de 1,5 ha dont l'usage des sols se répartit comme suit :

	Superficie	Part de la zone
Agricole	1 400 m²	9,2 %
Friches semi-naturelles, jardins…	13 800 m²	90,8 %

À raison de 25 logements/ha (valeur imposée par le SCoT), la capacité de la zone ainsi définie est de 38 logements.

Dans ce scénario, en plus de cette zone, des extensions sur des terrains déjà artificialisés à Saint-Erme-Gare (« Tortues Royes », « Anciens silos ») permettent la réalisation d'environ 59 logements supplémentaires. Comme dans le scénario précédent, l'extensions de la zone d'activité des Tortues Royes, prévue par le SCoT, couvre 1,28 ha.



Figure 84 – Scénario 3 - Extension à vocation d'habitat et d'activité à Saint-Erme-gare

4] Scénario retenu

Le Scénario retenu consiste à conserver une partie de la zone d'extension des Pétrons pour l'accueil de logements et à y adjoindre des terrains déjà artificialisés à Saint-Erme-Gare, aux lieudit « Les Tortues Royes », au niveau des anciens silos.

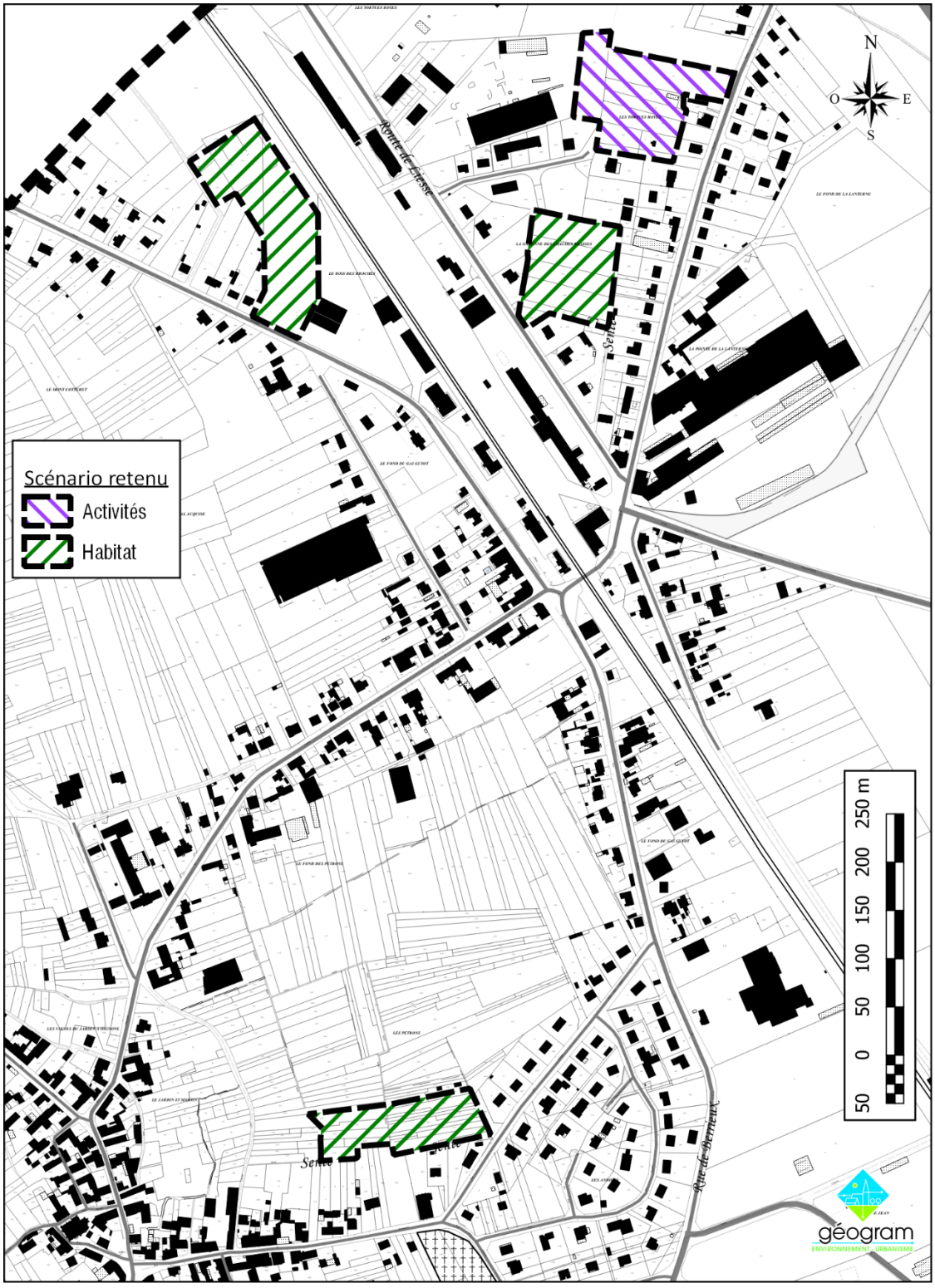
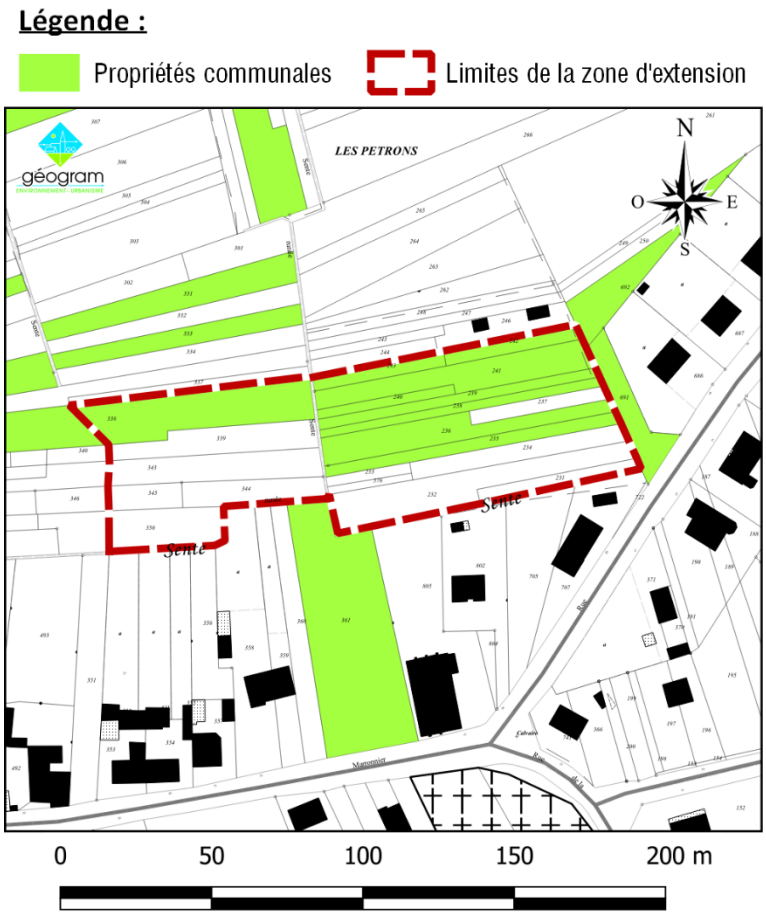


Figure 85 – Scénario retenu - extensions à vocation d'habitat et d'activité



La configuration retenue pour la zone des Pétrons est basée en parti sur la maitrise foncière actuelle de terrains par la commune, en particulier pour les terrains permettant d'y accéder.

Figure 86 – Propriétés communales dans le secteur d'extension retenu

La surface totale de la zone 1AU des Pétrons est de 0,83 ha dont l'usage des sols se répartit comme suit :

	Superficie	**Part de la zone**
Bois/taillis	4 700 m²	31,5 %
Agricole	3 400 m²	64,3 %
Autres (Chemins, jardins…)	200 m²	4,2 %

À raison de 25 logements/ha (valeur imposée par le SCoT), la capacité de la zone 1AU des Pétrons telle que retenue est d'une quarantaine de logements.

Dans ce scénario, en plus de cette zone, des extensions à Saint-Erme-Gare (« Tortues Royes », « Anciens silos ») permettent la réalisation d'environ 59 logements supplémentaires. Comme dans les autres scénarios, l'extensions de la zone d'activité des Tortues Royes, prévue par le SCoT, couvre 1,28 ha.

5] Raisons du choix du projet

L'objectif de consommation foncière prévue à laquelle il est fait référence ci-dessous est d'environ 2,26 ha (Cf. Chapitre 2.1. de la 4ème Partie ci-avant).

	Points forts	Points faibles
Scénario 1 (au fil de l'eau)	↳ Simplicité vis-à-vis des ayants-droits actuel	↳ Capacités de création de logements très supérieures aux besoins (d'un facteur 2 environ). ↳ Consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers 4,7 fois supérieures à celle visée
Scénario 2	↳ Poursuite du programme initié par la commune lors du PLU de 2009	↳ Capacités de création de logements légèrement supérieures aux besoins. ↳ Consommation totale d'espaces naturels, agricoles et forestiers de 6,28 ha, très supérieure à la consommation foncière acceptable. ↳ Pas de réutilisation de terrains artificialisés mais inoccupés.
Scénario 3	↳ Non-concentration des nouveaux logements dans un secteur restreint. ↳ Capacités en adéquation avec les besoins. ↳ Consommation foncière maitrisée (2,8 ha). ↳ Forte réutilisation de terrains artificialisés mais inoccupés.	↳ Forte distance entre la zone 1AU d'Outre et le centre fonctionnel de la commune autour de la gare. ↳ Absence de liaison douce vers les équipements principaux (école, gare, entreprises). ↳ Difficultés de desserte : l'accès à la zone ne peut se faire qu'à partir de la Rue de la Marlière et/ou en traversant le tissu urbain serré de Outre.
Scénario retenu	↳ Capacités en adéquation avec les besoins. ↳ Consommation foncière maitrisée (3 ha). ↳ Forte réutilisation de terrains artificialisés mais inoccupés. ↳ Proximité de la gare et des services. ↳ Facilités d'accès au réseau de liaisons douces.	↳ Consommation foncière légèrement supérieure à celle du scénario 3.

	Points forts	Points faibles
	↳ Maitrise communale d'une part importante du foncier concernée (lieu-dit « Les Pétrons »). ↳ Accès à la rue des Andiers et à la rue des Marronniers par des terrains communaux.	

7ème Partie :

Compatibilité et prise en compte des autres plans et programmes opposables

1] Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT)

Notion de compatibilité

Le rapport de ***compatibilité*** exige simplement que les dispositions d'un PLU ne fassent pas obstacle à l'application des dispositions du SCoT, exposées dans le DOO[25], correspondant et ne comportent pas de différences substantielles de nature à remettre en question les orientations et les équipements prévus par ce SCoT.

Un rapport de ***conformité*** exigerait, lui, que les dispositions du PDU soient strictement identiques à celles du SCoT.

Le Conseil d'État juge de manière constante qu'un SCoT ne peut avoir pour effet d'imposer une stricte conformité des documents d'urbanisme qui lui sont inférieurs.

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P1], P2], P5] Trame verte et bleue.	Les réservoirs de biodiversité ainsi que les corridors (forestiers ou lisières/milieux ouverts) sont classés en zone N, inconstructible, voire dans un secteur Nzh où la réglementation est encore plus restrictive. Des espaces de nature en ville intra-urbains sont protégés par une identification au titre de l'Article 151-23 du code de l'urbanisme. Des prescriptions en ce sens sont également reprises dans les OAP « Mise en valeur les continuités écologiques » dont par exemple éviter les nouveaux busages de cours d'eau/fossés, limiter la taille des Ouvrages Techniques Nécessaires au Fonctionnement du Service Public., etc.
P3] Protection des bois.	Le règlement de la zone N permet l'implantation de constructions à destination d'exploitation forestière. Il n'est pas défini d'Espaces Boisés Classés.
P4] Protection des cours d'eau et des rus.	Les rus du territoire prennent essentiellement la forme de fossés. Ils sont parfois busés et passent même sous certaines constructions. Lorsqu'ils sont à l'air libre, ils ont été classés en zone N. Les OAP recommande de ne pas les buser d'avantage et même, là où cela est possible, de leur rétablir un cours à l'air libre.
P6] Coupures d'urbanisation.	Les interruptions d'urbanisation figurant sur la carte du SCoT sont reprises dans le zonage par des secteurs de zone N séparant Saint-Erme-Ville d'avec Ramecourt d'une part et d'avec Outre d'autre part (Cf. carte au chapitre 2.6 de la 5ème Partie).

[25] *Document d'Orientation et d'Objectifs*

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P7] Paysages.	Les éléments du règlement ont été renforcés dans les secteurs identifiés par le CAUE et les éléments du petit patrimoine sont également localisés sur le plan ; les dispositions issues de l'Article 151-19 du code de l'urbanisme s'y appliquent. Les zones 1AU et 1AUZ sont définies à l'intérieur de l'enveloppe d'urbanisation actuelle. À de rares exceptions près, une zone tampon en zone N a été définie entre les zones U et les zones A du territoire.
P8], P9] Agriculture.	La définition de zones A protège l'activité agricole. Quelques bâtiments agricoles typiques (Bibrax et ferme de Risquetout) ont été identifiés afin de permettre un changement de destination vers des activités artisanales ou touristiques. Aucun prélèvement agricole de plus de 2 ha n'est parmi par le PLU. À l'exception d'une ferme incluse dans le tissu bâti de Saint-Erme-Ville, toutes les fermes en activité ont été classé en zone A. Le règlement de la zone U permet l'évolution des bâtiments existants afin de ne pas mettre l'exploitation en péril.
P10] Développement des polarités principales.	Conformément au second alinéa de cette prescription, les objectifs de population définis dans le PADD sont plutôt ambitieux. L'extension urbaine, bien que permise par le PLU, est limitée en surface et intègre des friches (anciens silos) dans une politique de renouvellement urbain. Les zones AU sont toutes incluses à l'intérieur de l'enveloppe d'urbanisation actuelle. Un inventaire systématique des dents creuses permet de limiter les extensions de l'urbanisation à ce qui est strictement nécessaire à l'atteinte des objectifs de population fixés. La zone 1AUZ au lieudit « Les Tortues Royes » permet de répondre à l'objectif de renforcement de l'offre économique.
P11] et P12] Pôles relais et communes rurales.	*Non applicable à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.*

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P13], P14] Développement de l'offre de logements.	Le SCoT prévoit la production de 50 logements/an sur la période 2019-2039 sur l'ensemble des 4 polarités principales[26]. Le PLU de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt permet la réalisation de 137 logements pour toute la durée pendant laquelle il sera appliqué[27]. Si cet objectif était atteint en 2039, le rythme de construction serait de 10 logements/an.
P15] Limitation de l'étalement urbain ; diversité des types de logements.	Tandis que les dents creuses permettront la réalisation d'un habitat individuel peu dense, la densité imposée dans le PLU de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt imposera la réalisation d'autres types d'urbanisation (habitat individuel groupé, habitat individuel superposé, petit collectif…)
P16] Objectif de réhabilitation.	Le PLU prévoit la mobilisation de 38 logements à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, soit 20 % de l'objectif de 200 logements fixé par le SCoT pour l'ensemble de son territoire.
P17] mieux structurer l'organisation des services et équipements.	Le développement de la zone des Tortues-Royes permettra de développer l'offre de services et d'équipements. La localisation des zons d'extension à proximité de ce secteur (Saint-Erme-Gare) ainsi que les liaisons douces imposées dans les OAP entre les zones 1AU et le centre participe aussi à une optimisation de l'organisation des services et équipements.
P18] Petite enfance.	*Non applicable à un PLU.*
P19] Équipement scolaire.	L'Emplacement Réservé n°6 qui jouxte l'école est destiné à des aménagements scolaires. Les liaisons douces à préserver/développer imposées dans les OAP de la zone 1AU des Pétrons permettront un accès facilité à l'école, ce qui constitue à la fois un facteur d'attractivité de la zone et un atout pour la recherche de la pérennité des effectifs de l'école.
P20] Publics spécifiques (jeunes/étudiants/personnes âgées).	Les zones 1AU sont situées à proximité de Saint-Erme-gare et de ses équipements et les déplacements doux prévus dans les OAP permettent un accès facilité. Le règlement des zones U, applicable entre autres au centre-gare, y permet l'implantation de commerces et services, notamment médicaux.

[26] Guignicourt (aujourd'hui fusionnée avec Menneville pour former la commune de Villeneuve-sur-Aisne), Sissonne, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt et Liesse-Notre-Dame
[27] Un PLU ne dispose pas de durée de validité

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P21] aménagement numérique, internet à très haut débit.	Les zones d'extension de l'urbanisation sont prévues à proximité des secteurs déjà équipés par la Fibre et y seront aisément raccordables. Les articles 12 de toutes les zones constructibles contiennent des dispositions relatives à la facilitation d'implantation et de développement des réseaux de télécommunication, électroniques et électrique
P22], P23], P24] et P26] Développement économique dans le tissu urbain existant et sur les espaces libres déjà artificialisés – ZAE (Zone d'Activité Économique).	Le PLU permet la densification des espaces économiques existants en établissement la zone 1AUZ au cœur de l'enveloppe bâti en continuité immédiat avec la zone UZ. Cette dernière inclus entre autres le parking de l'ancien Intermarché qui constitue aujourd'hui une friche. La ZAE des Tortues Royes, classée dans le PLU en zone UZ et 1AUZ, correspond à l'une des ZAE secondaires définies dans le SCoT.
P25] ZAE de Guignicourt	*Non applicable à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.*
P27] Espaces économiques diffus.	La délimitation des zones UZ, y compris en dehors de la zone des Tortues Royes *stricto sensu*, permet l'implantation ou le développement d'activités économiques.
P28] Prise en compte du caractère spécifique d'espace économique à Juvincourt-et-Damary, Mauregny-en-Haye/Coucy-Lès-Eppes et Condé-sur-Suippe/Variscourt	*Non applicable à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.*
P29] Besoins fonciers de la ZAE de Guignicourt.	*Non applicable à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.*
P30] Besoins fonciers des ZAE secondaires.	Les 6 ha de zone d'activité intercommunale des Tortues Royes sont intégralement inclus dans les zones UZ et 1AUZ selon l'accessibilité des réseaux.
P31] Besoins fonciers des espaces économiques diffus.	La délimitation des zones UZ en dehors de la zone des Tortues Royes, comprend des terrains déjà artificialisés. Ce classement y permet le développement d'activités économiques existantes ou le réaménagement des terrains pour des activités complémentaires.

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P32] Entreprises isolées et entreprises génératrices de nuisances	Le règlement des zones U leur permet à des entreprises de s'y implanter ou de s'y développer. Il spécifie cependant qu'ils ne soient pas générateurs de nuisances incompatibles avec la vocation principale d'habitat. Les ICPE[28] les plus à risque (soumises à enregistrement ou soumises à autorisation) y sont interdites.
P33], P34], P35] et P36] Commerce	Définitions. Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt est considéré par le SCoT à la fois comme secteur de centre-bourg et comme secteurs d'implantation de périphérie.
P37], P38] Commerce : localisations préférentielles	Les commerces les plus importants peuvent s'implanter dans la zone UZ /1AUZ définie à Saint-Erme-Gare.
P39] Aménagement qualitatif des nouvelles implantations de commerces d'envergure.	Les OAP de la zone 1AUZ (Tortues Royes) comprennent une obligation de réalisation de liaisons douces avec le reste de la zone d'activité ainsi qu'avec la zone résidentielle (Route de Sissonne). Le règlement des zones UZ et 1AUZ fixe des obligations en matière de hauteur, de recul et de caractéristiques architecturales permettant d'optimiser l'intégration paysagère des commerces susceptibles de s'y implanter/de s'y développer. Il impose que les surfaces non imperméabilisées représentent au minimum 30 % de la surface de l'unité foncière et que les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées soient infiltrées sur place. Il impose également un traitement paysager des espaces restés libres après implantation des constructions et des aires de stationnement.
P40], P41] Hébergement, agrotourisme	Le règlement du PLU permet la réalisation d'hébergement dans les zones U ainsi que dans les bâtiments identifiés en zone A pour lesquels un changement de destination est possible.

[28] Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en vertu du Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P42], P43] Optimisation de l'intermodalité sur les secteurs de gares ferroviaires.	L'obligation de créer des liaisons douces à travers les OAP de zones définies à une distance assez faible de la gare permet d'augmenter la probabilité de déplacements ne faisant pas appel à la voiture individuelle. Le PLU définit également 4 Emplacements Réservés destinés à du stationnement. Situés à faible distance de la gare, ils facilitent l'intermodalité et offrent d'avantage de possibilités pour le covoiturage.
P44] Circulations douces.	Chacune des OAP sectorielle comprend des mesures relatives à la pérennisation et au développement des circulations douces.
P45] Urbanisation limitée le long des axes routiers principaux.	Les limites des zones U ne dépassent pas celles des agglomérations (au sens de la sécurité routière) : Route de Liesse, Route de Montaigu, Route de Neufchatel, RD60, RD90…
P46] Optimiser les potentialités dans les enveloppes urbaines existantes.	L'étude de densification du PLU a permis d'optimiser la prise en compte de la mobilisation des logements vacants et des dents creuses. Ainsi, les extensions ne répondent qu'aux besoins n'ayant pas pu être satisfaits par ces potentialités.
P47] Densité dans les enveloppes urbaines existantes	Le règlement des zones U et 1AU permettent les implantations sur les limites des voies et emprises publiques de même que sur les limites séparatives. Des espaces de nature en ville sont maintenus en jardins et espaces verts à travers une trame spécifique identifiée au titre de l'Article 121-53.
P48] Développer l'urbanisation prioritairement en continuité des secteurs urbanisés et équipés.	Les zones 1AU et 1AUZ sont définies à l'intérieur de l'enveloppe d'urbanisation actuelle.
P49] Conditionner l'ouverture de nouveaux secteurs à l'urbanisation.	L'étude de densification du PLU a permis d'optimiser la prise en compte de la mobilisation des logements vacants et des dents creuses.

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P50] et P51] Limiter la consommation de nouveaux espaces pour les logements.	Le SCoT prévoit une consommation foncière maximale (pour des constructions à vocation principale de logement) de 29,1 ha pour l'ensemble des 4 polarités principales[29]. Le PLU de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt définit 2 zones 1AU (vocation principale d'habitat). L'une d'entre elles, définie sur une friche urbaine, constitue de renouvellement urbain. Seule la 2ème (zone 1AU « Les Pétrons ») consomme 1,68 ha d'espaces naturels, agricoles et forestiers. À cette zone s'ajoute les parties non-aménagées de la zone U des « Tortues Royes » (0,77 ha). Cette valeur correspond à environ 8 % du total défini par le SCoT.
P52] Densités minimales des zones d'extensions résidentielles	Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt étant un pôle principal, la densité brute moyenne à l'échelle de l'ensemble des zones d'extension de l'urbanisation doit être d'au moins 25 logements/ha. Cette valeur est imposée à travers les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles des différents secteurs.
P53] Ressource en eau.	Les capacités de pompage du captage situé au Sud-Est des agglomérations sont très supérieures aux besoins actuels et futurs. Les périmètres de protection du captage sont intégralement situés en zone A. Leurs limites sont reportées sur le plan des Servitudes d'Utilité Publique du PLU.
P54] Assainissement.	La station d'épuration a une capacité de 3 000 équivalents-habitants et la plus haute charge en entrée mesurée était de 1 713 équivalents-habitants. La capacité subsistante est donc supérieure aux besoins de la population permise par le PLU.
P55] Eaux pluviales.	Dans les zones U, 1AU, UZ et 1AUZ, le règlement impose que les surfaces non imperméabilisées représentent au minimum 30 % de la surface de l'unité foncière et que les eaux pluviales issues des surfaces imperméabilisées soient infiltrées sur place.
P56] Zones humides.	Leur protection est renforcée par la définition, au sein des zone N, d'un secteur Nzh encore plus restrictif en y interdisant en particulier tout affouillement ou exhaussement du sol.

[29] Guignicourt (aujourd'hui fusionnée avec Menneville pour former la commune de Villeneuve-sur-Aisne), Sissonne, Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt et Liesse-Notre-Dame

Prescriptions du DOO	Prise en compte par le PLU
P57] Transition énergétique du territoire.	La possibilité offerte de constructions mitoyennes permet de limiter la déperdition de chaleur en limitant les murs exposés à l'air extérieur. Des espaces verts intra urbains, protégés par une identification au titre de l'Article 151-23 du code de l'urbanisme, permettent de lutter contre les effets d'îlots de chaleur urbain.
P58] Énergies renouvelables.	Le règlement de la zone N autorise les constructions et aménagements nécessaires à l'exploitation forestière, elle-même pouvant être la source de bois-énergie. Les aérogénérateurs ne sont interdits ni en zone A ni en zone N. Ces dispositions ne présument pas des autres dispositions législatives (ICPE, Intérêt Général, etc.)
P59] Déchets.	Les nouvelles constructions rendues possibles par le PLU seront rattachées au service de collecte et de traitement des déchets existant.
P60] Carrières	*Non pertinent à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.*
P61] Risques et nuisances.	Le règlement des zones à vocation principale d'habitat spécifie qu'ils ne soient pas générateurs de nuisances incompatibles avec la vocation principale d'habitat. Les ICPE[30] les plus à risque (soumises à enregistrement ou soumises à autorisation) y sont interdites. Aucune extension de l'urbanisation à vocation principale d'habitat n'est définie en direction de l'autoroute A26.
P62] Risques naturels.	L'interdiction de constructions sur le versant boisé dominant les zones bâties participe à la pérennisation de la couverture végétale, laquelle fixe le sol et offre une protection contre le ruissellement et l'érosion. La protection des zones humides en amont des secteurs habités assure le maintien de leur effet tampon (rétention des eaux issues de l'amont).

2] Programme Local de l'Habitat (PLH)

Sans objet.

3] Programme Local de l'Habitat (PDU)

Sans objet.

[30] *Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en vertu du Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement*

4] Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (STRADDET)

En vertu du principe de compatibilité descendante, la compatibilité du PLU avec le SCoT assure de jure sa compatibilité avec le SRADDET. Toutefois, le SCoT n'ayant pas encore intégré les objectifs du SRADDET modifié, il a été décidé d'appliquer les obligations de ce dernier document directement dans le PLU pour ce qui est des objectifs de limitation de la consommation foncière.

À 'échelle de la Champagne Picarde, l'objectif du SRADDET Hauts-de-France est une réduction de 25,7 % de la consommation soit un maximum de 3,36 ha pour la commune de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt *(Cf. ci-dessus au chapitre 2.1 de la 4ème partie)*.

La consommation foncière du zonage retenue est de 2,88 ha *(Cf. ci-dessus au chapitre 3.2 de la 5ème partie)* soit 85,7 % du maximum autorisé.

Le présent PLU est donc compatible avec les objectifs du SRADDET en matière de réduction de la consommation d'espace)

5] Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)

En vertu du principe de compatibilité descendante, la compatibilité du PLU avec le SCoT assure *de jure* sa compatibilité avec le SDAGE.

6] Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)

Sans objet.

7] Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)

En vertu du principe de compatibilité descendante, la compatibilité du PLU avec le SCoT assure *de jure* sa compatibilité avec le PGRI.

8ème Partie :

Incidences notables probables de la mise en œuvre du document sur l'environnement

-

Mesures d'Évitement, Réduction, Compensation, définies en conséquence

1] Incidences socio-économique

1.1. Développement économique et activités créées

Le PLU a un impact positif sur le développement économique à travers au moins 3 facteurs :

- La définition de zones spécifiques destinées à l'accueil d'activité économique (UZ et 1AUZ). Ce classement permet d'éviter la concurrence foncière avec d'autres usages.
- La possibilité offerte par le règlement de la zone U d'y implanter des activités. Bien que les règles en matière de lutte contre les nuisances puissent être un facteur limitant, les possibilités d'accueil d'activités tertiaires en particulier sont un atout.
- L'augmentation de population permise par le PLU entraine une augmentation de la chalandise des activités commerciales et de services aux particuliers.

1.2. Agriculture

L'Incidence sur l'agriculture d'un document d'urbanisme en l'occurrence le PLU doit être examiné en termes de consommation de l'espace agricole et de prise en compte des activités agricoles existantes.

Il est également rappelé que le PLU ne règlemente que l'urbanisme et n'a pas d'effet sur les pratiques culturales (type de cultures, traitements phytosanitaires, etc.).

1.2.1. Consommation d'Espaces Agricoles

a) Évitement

Afin d'éviter la concurrence des usages, une grande partie des terres agricoles de la commune a été classée en zone A afin de n'y permettre que les constructions en rapport avec cette activité. Toutefois, dans certains secteurs la qualité des paysages, leur intérêt esthétique ou écologique justifie un classement dans un secteur Ap où aucune construction n'est autorisée.

Les zones d'extension de l'urbanisation ont été dessinées prioritairement dans des zones déjà urbanisées.

b) Réduction

Les surfaces prélevées ont été minimisées par l'ordre de priorité donné aux façons de satisfaire les besoins en matière d'habitat :

1. Mobilisation des logements vacants ;
2. Prise en compte des dents creuses ;
3. Valorisation des friches et autres terrains déjà urbanisés ;
4. Extensions sur des espaces naturels, agricoles et forestiers.

Ces mesures ont permis de réduire la surface agricole prélevée à 2,35 ha (surface calculée sur la base du Registre Parcellaire Graphique).

1.2.2. Prise en compte des activités agricoles existantes

La quasi-totalité des fermes a été classée en zone A, ce qui permet leur développement. Seuls des bâtiments aujourd'hui inadaptés à l'activité agricole ont été identifiés pour en autoriser le changement de destination. Limitée à certains bâtiments, cette disposition ne vient donc pas entraver l'activité agricole.

Une ferme étant située en cœur de zone urbanisée (à Saint-Erme-Ville), des dispositions de la zone U ont été prises dans le règlement afin d'y permettre des travaux d'adaptation des installations existantes.

2] Incidences sur le paysage

L'incidence d'un document d'urbanisme sur le paysage naturel et urbain d'un territoire doit être examinée en termes de consommation de l'espace, de prise en compte, des espaces naturels et d'intégration des constructions nouvelles dans le paysage naturel.

2.1. PAYSAGE NATUREL

a) Évitement

Les zones les plus sensibles pour leurs paysages (Bois de versants, paysages-mosaïques…) ont été protégés de l'urbanisation par un classement en zone N.

Aucun classement au titre des EBC n'a été jugé nécessaire, les dispositions de Code Forestier en matière de défrichement suffisant à protéger les bois qui le nécessitent.

Les dispositions édictées dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation de mise en valeur les continuités écologiques ont également un rôle de protection des paysages communaux.

La transition entre zones agricole et zones urbaines a principalement été préservée à travers 2 dispositions :

- Le classement en zone N[31] des terres entourant les zones urbanisées ;
- La définition dans les OAP sectorielles du secteur des pétrons la réalisation d'une haie au niveau de l'interface entre la zone 1AU et les terres cultivées existant au contact de celle-ci.

[31] *Ce classement pouvant être utilisé pour protéger certaines parties du territoire en raison de la qualité des paysages (Cf. Article R 151-24 du code de l'urbanisme)*

b) Réduction et compensation

Les mesures d'évitement permettant de réduire les incidences sur les paysages naturels à un niveau minime, aucune mesure de réduction ou de compensation particulière n'a été mise en place dans le cadre de ce PLU.

2.2. PAYSAGE URBAIN

a) Évitement

À un échelon général, le caractère rural de la commune a été préservé par le classement de jardins situés en fond de parcelle au titre de l'Article L151-23 du code de l'urbanisme (« nature en ville »).

De façon plus particulière, le règlement des zones constructibles fixe des règles relatives à la hauteur, à l'implantation et aux caractéristiques architecturales des constructions et des clôtures. Ces règles ont été définies de manière à ce que le bâti nouveau s'intègre harmonieusement dans le contexte bâti existant.

Plusieurs éléments du patrimoine vernaculaire ont également été identifiés au titre de l'Article L 151-19 du code de l'urbanisme.

De même, une précédente étude menée par le CAUE a servi de base pour établir un périmètre au sein dans lequel s'appliquent des règles plus strictes dans le cadre de l'Article l 151-19 du code de l'urbanisme. Notamment, la modification du volume et de l'aspect extérieur des constructions existantes doit conserver le caractère existant, ou tendre à améliorer leur conformité avec l'aspect originel du bâtiment.

b) Réduction et compensation

Les mesures d'évitement permettant de réduire les incidences sur les paysages urbains à un niveau minime, aucune mesure de réduction ou de compensation particulière n'a été mise en place dans le cadre de ce PLU.

3] Incidences et mesures sur le milieu physique

3.1. RESSOURCES MINÉRALES

Le PLU ne comporte aucune disposition relative aux carrières.

3.2. EAUX DE SURFACE

Rappel : les cours d'eau sur la commune sont minimes et disparaissent progressivement par infiltration au sein même du territoire communal.

a) Évitement

L'imperméabilisation des sols entraine une augmentation du ruissellement susceptible d'avoir un effet sur le régime et la qualité des cours d'eaux qui les reçoivent. Toutefois, les obligations

d'infiltration à la parcelle évitent le rejet dans les réseaux publics de récupération des eaux de pluies et, par suite, dans les cours d'eau en aval.

Le classement en zone Nzh des zones humides du territoire permet de s'assurer du maintien de leur fonctionnalité, en particulier leur rôle de régulation du débit des ruisselets qui les traversent.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation relatives à la mise en valeur les continuités écologiques incitent à ne pas les buser d'avantage et/ou de rétablir leur cours à l'air libre, ce qui a un effet positif sur la qualité physico-chimique des eaux.

b) Réduction et compensation

Les mesures d'évitement permettant de réduire les incidences sur les eaux de surface à un niveau minime, aucune mesure de réduction ou de compensation particulière n'a été mise en place dans le cadre de ce PLU.

3.3. EAUX SOUTERRAINES

a) *Évitement*

Aucune extension de l'urbanisation ne concerne les périmètres de protection du captage AEP. Celui-ci est et reste à plus de 650 m des zones bâties les plus proches. Il est à noter que les prescriptions concernant ces périmètres constituent des Servitudes d'Utilité Publique et demeurent applicables quelles que soient les dispositions du PLU.

L'imperméabilisation des sols empêche, par définition, les précipitations qui y tombent de s'infiltrer dans le sous-sol et d'alimenter les nappes d'eau souterraines. Toutefois, le PLU oblige à infiltrer ces eaux au sein de la parcelle même, rendant cet effet négligeable.

Dans l'ensemble des zones A et N, les possibilités de construction ou aménagement imperméabilisant les sols sont très faibles, rendant négligeable tout effet sur l'infiltration des précipitations vers les eaux souterraines.

b) Réduction et compensation

Les mesures d'évitement permettant de réduire les incidences sur les eaux souterraines à un niveau négligeable, aucune mesure de réduction ou de compensation particulière n'a été mise en place dans le cadre de ce PLU.

3.4. ZONES HUMIDES (ASPECTS HYDRAULIQUES)

a) Évitement

Les zones humides ont été délimitées dans le cadre du diagnostic et sont protégées par le PLU par un classement spécifique. Au sein du secteur concerné, tout aménagement impliquant un terrassement ou un affouillement du sol est interdit. Les mesures prises en matière de gestion

des ruissellements (Cf. ci-dessus le chapitre relatif aux eaux de surface) y évitent l'apport significatif de nouveaux volumes d'eau. Aucune zone d'urbanisation ne les concerne.

b) Réduction et compensation

Les mesures d'évitement permettant de réduire les incidences sur les zones humides à un niveau négligeable, aucune mesure de réduction ou de compensation particulière n'a été mise en place dans le cadre de ce PLU.

3.5. CLIMAT GLOBAL

a) Incidence du PLU

La construction de nouveaux bâtiments et l'implantation de nouveaux bâtiments d'activité permise par le présent PLU génèrent des gaz dits « à effet de serre » (GES) qui sont à l'origine des actuels changements climatiques mondiaux. À titre d'illustration, selon les auteurs, les émissions de GES liées à la construction de bâtiments sont estimées entre 120 et 230 kg équCO2/m² de surface de plancher réalisés[32]. Comparativement, le fonctionnement d'un élevage moyen d'une cinquantaine de vaches laitières émet 340 t équCO2/an, soit l'équivalent de 15-30 logements T4.

Selon cette estimation et en considérant une taille moyenne de 82,3 m² par résidence principale[33], la création visée par le présent PLU de 137 nouveaux logements (38 en dent creuse et 99 au sein des extensions) induirait l'émission de 1 350 à 2 580 tonnes équCO2.

À cela s'ajoute la perte de puits carbone induite par l'artificialisation des sols. En effet, d'après le Commissariat Général au Développement Durable[34], « *les écosystèmes terrestres français constituent actuellement un puits net de carbone* [estimé] *en métropole à près de 20 % des émissions françaises de 2015* ». Si les forêts métropolitaines constituent le puits principal avec 87 millions de tonnes de $CO_{2éq}$ séquestré par an, les prairies sont tout de même à l'origine de la séquestration de 3 millions de tonnes de $CO_{2éq}$ dans le même temps. En revanche, les terres cultivées seraient émettrices d'un million de tonnes de $CO_{2éq}$ par an.

---

[32] Évidemment, des variations existent selon que le bâtiment concerné a vocation d'habitation ou d'activité par exemple, ou selon le choix de construction fait (ex : maison à ossature bois/maison en béton), et ces valeurs sont amenées à décroître étant donnée la volonté de moindre impact.

*[33] Chiffre global constaté pour les résidences principales en France hors Mayotte (*Source : Insee, RP 2016 exploitation principale). Il ne s'agit que d'une moyenne, prenant notamment en compte le cas des grandes métropoles, où nombre de résidences principales sont logiquement moins spacieuses que celles des territoires ruraux.

[34] *Source : « La séquestration de carbone par les écosystèmes en France » (Commissariat Général au Développement Durable, EFESE ; La Documentation française (ed.), Collection Théma Analyse, e-publication ; mars 2019).*

Les zones d'extension de l'urbanisation (hors renouvellement urbain) représentent un total de 2,96 ha. En prenant l'hypothèse la plus défavorable, celle d'une urbanisation intégrale (sans aucun espace vert soit une disparition totale des puits de carbone), la perte de l'effet « puits de carbone » serait de :

Zone	Usage[35]	Surface (en ha)	Fixation[36] unitaire (en $tCO_{2éq}$/ha/an)	Fixation totale (en $tCO_{2éq}$/an
1AU « Les Pétrons »	Bois (Taillis)	0,47	5,06	2,38
	Infrastructures (cabanons, chemins...)	0,02	0	0,00
	Prairies	0,22	0,72 à 1,44	0,16 à 0,32
	Labours	0,12	-0,06[37]	-0,01
U « Les Tortues Royes »	Infrastructures (cabanons, chemins...)	0,09	0	0,00
	Jardins (assimilés à des prairies)	0,9	0,72 à 1,44	0,65 à 1,30
1AUZ	Labours	1,28	-0,06	-0,08
			Total	**3,10** à **3,91**

b) Réduction

L'obligation faite dans les OAP sectorielles de réaliser des haies (plus de 580 m de linéaire autour de la zone 1AU des Pétrons et 270 m en bordure de celle des anciens silos) offre une certaine compensation en piégeant du CO_2 : on estime qu'un kilomètre linéaire de haies peut stocker jusqu'à 3 tCO_2éq par an[38]. La capture de carbone par ce moyen est donc ici d'environ 2,55 tCO2éq par an.

[35] D'après Registre Parcellaire Graphique 2019 et photo-interprétation

*[36] À savoir 0,72 à 1,44 $tCO_{2éq}$/ha/an pour les **prairies** (source : « Quelles évaluations économiques pour les services écosystémiques rendus par les prairies en France métropolitaine ? » - Études et documents n°92, juillet 2013 ; Commissariat Général au Développement Durable), -0,06 $tCO_{2éq}$/ha/an pour les **terres cultivées** et 5,06 $tCO_{2éq}$/ha/an pour les **forêts**).*
*Concernant les capacités de stockage afférentes aux **jardins**, a été appliquée la valeur établie pour le gazon par l'étude PLANTE ET CITÉ de 2010 (« Empreinte carbone de la gestion des gazons durant leurs phases d'entretien : premiers résultats et leviers d'action possibles »), dans le cas de figure d'une fertilisation azotée nulle ou faible (inférieure à 30 kg de N/ha/an) et d'une tonte sans mulching : 0,716 $tCO_{2éq}$/ha/an.*

[37] Une valeur négative indique que cette occupation des sols émet d'avantage de CO_2 qu'elle n'en fixe.

[38] « Compenser les émissions de CO_2 et s'adapter grâce aux solutions fondées sur la nature » ; 3 août 2023 ; https://www.ofb.gouv.fr/actualites/compenser-les-emissions-de-co2-et-sadapter-grace-aux-solutions-fondees-

3.6. CLIMAT LOCAL

a) Incidence du PLU

Comparativement aux milieux naturels ou agricoles, les agglomérations humaines forment des Îlots de Chaleur Urbains (ICU), à savoir des secteurs où la température est plus élevée. Cela s'explique par la nature émettrice de chaleur de ces agglomérations (isolation relative des bâtiments, moteurs thermiques…), mais surtout par l'imperméabilisation partielle du sol qui limite l'évapotranspiration et donc le rafraîchissement naturel de l'air, ainsi que par un *albedo*[39] inférieur.

Les parties déjà urbanisées de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt constituent d'ores et déjà autant d'ICU.

b) *Évitement*

La première des mesures d'évitement est la faible surface d'extension de l'urbanisation. Le renouvellement urbain, s'appliquant à des secteurs déjà urbanisés, n'a d'incidence ni négative ni positive en matière d'ICU.

La préservation d'éléments de « nature en ville » (trame jardins identifiée au titre de l'Article L 151-23 du code de l'urbanisme) permet de conserver leur rôle positif au cœur du tissu urbain : en protégeant la végétation qui s'y trouve, on préserve l'évapotranspiration dont elle est responsable et qui a un effet rafraichissant.

c) Réduction

Les principaux facteurs à l'origine des ICU, à savoir les activités et l'imperméabilisation des sols associée à leur assombrissement (surfaces goudronnées), seront réduits par l'obligation, dans les secteurs urbanisés et urbanisables, de maintenir en état non-imperméabilisée d'une part de l'unité foncière. Là encore, l'évapotranspiration des végétaux dans tous les secteurs urbains aura un effet local de baisse de la température.

sur-la-nature (9 novembre 2023). Cette valeur est même supérieure dans les premières années où la croissance de la haie et donc la transformation de CO_2 atmosphérique en matière organique est la plus importante.

[39] L'albedo fait état de la réflectivité d'une surface : il s'agit du rapport entre l'énergie lumineuse réfléchie et l'énergie lumineuse incidente : plus la valeur est forte, plus l'énergie est renvoyée et réchauffe l'air.

3.7. QUALITÉ DE L'AIR

L'augmentation de population permise par le PLU engendrera une augmentation des besoins de déplacement. Or les déplacements font actuellement, pour une large part, recours à l'automobile. Bien que la disparition progressive des moteurs thermiques tende à faire baisser l'émission des polluants qui y sont liés (CO_2, oxydes d'azote, particules fines…), son effet sera long à se faire sentir. En effet, l'interdiction de vente de véhicules neufs utilisant un moteur thermique ne s'appliquera qu'à partir de 2035.

La concentration du développement de l'urbanisation autour d'un centre (Saint-Erme-Gare) limitera les besoins de déplacements. Ceux-ci s'effectuant sur des distances plus courtes, il en résultera une potentialité accrue d'utilisation des moyens de déplacement doux. Ceux-ci seront également favorisés par la création ou la pérennisation d'itinéraires en site propre, laquelle est imposée à travers les OAP sectorielles.

Cette priorisation dans la localisation des secteurs nouvellement constructibles facilitera également l'accès à la gare et donc à l'usage d'un mode de transport en commun moins émetteur de polluants (en proportion du nombre de passagers transportés ; l'effet sera accru en cas d'électrification de la ligne Reims-Laon).

Les Emplacement Réservés permettant la création ou la pérennisation de places de stationnement faciliteront les pratiques de co-voiturage qui réduisent le nombre de véhicules en circulation.

4] Incidences et mesures concernant la biodiversité et les continuités écologiques

4.1. INCIDENCE SUR LES SERVICES ÉCOSYSTÉMIQUES

Le principe de « service écosystémique » est un concept anthropocentré consistant à considérer l'écosystème en fonction des profits, matériels ou immatériels, que l'Homme en tire. Ces incidences concernent ici la zone 1AU « Les Pétrons » ainsi que la zone 1AUZ « Tortues Royes ». En effet, les autres zones d'extension de l'urbanisation concernent du renouvellement urbain.

Identification & Surface	Principaux services écosystémiques	Impact du PLU	Mesures
Zone AU « Les Pétrons » **Fourrés arbustif et milieux rudéraux annexes** 5 300 m²	**SERVICES DE RÉGULATION** Atténuation de l'effet des sécheresses : En tant que milieu boisé, celui-ci tend à libérer de l'eau par évapotranspiration, ce qui rafraichit l'atmosphère. Il protège également de son ombre le sol sous-jacent de la déshydratation. Maintien de la qualité des sols : le taillis, n'étant pas exploité, le sol ne connaît pas de tassement. Recyclage de la matière organique : Les feuilles et le bois mort, par leur décomposition, alimente le cycle du carbone et les horizons humifères du sol. Régulation des parasites et agents pathogènes : De façon générale, le maintien d'une mosaïque diversifiées d'habitat contribue à cette fonction de régulation. Contribution de la pollinisation à la production de ressources alimentaires : Offrant un abri et des ressources alimentaires à l'entomofaune, ces fourrés constituent de fait un « réservoir de pollinisateurs ». Régulation du climat local : En période de végétation, l'évapotranspiration des espèces arborescentes et arbustives ont a un effet de baisse des températures. Biodiversité et écosystème : maintien réciproque : Ces fourrés sont favorables à la nidification de passereaux et à l'abri de la micro-faune (petits mammifères, insectes…). La qualité est toutefois limitée par la présence en périphérie de terres agricoles labourées.	Destruction des fourrés et pertes des services énumérés ci-contre, en particulier : - « *Biodiversité et écosystème : maintien réciproque* » ; disparition locale des passereaux et insectes inféodés à ce milieu. - « *Maintien de la qualité des sols* » ; terrassement et construction engendrent une destruction complète de la structure du sol.	Il conviendra de procéder au défrichement du secteur en dehors de la période de nidification qui est comprise entre mars et juillet. Ainsi, la période de travaux à privilégier couvre les mois d'août à février. Les haies à recréer imposée à travers les OAP pour ce secteur et plus particulièrement la haie haute et dense en limite extérieure de la zone permettront la recréation d'un habitat ayant un intérêt écologique proche. La perte de « profondeur » de ce taillis sera partiellement compensée par le développement linéaire de la haie qui maximise « l'effet lisière »

	SERVICES À CARACTÈRE SOCIAL Paysage (au sens esthétique) : Pour mineur qu'il soit, ce petit boisement n'en constitue pas moins une « touche » végétale au sein de la commune. Sa position le rend cependant très peu visible.		
Zone AU « Les Pétrons » **Milieux agricoles** 1,08 ha (0,51 de prairies, 0,57 de labours)[40]	**SERVICES D'APPROVISIONNEMENT** Support de cultures alimentaires : Pâturages comme labourage ont un potentiel d'alimentation humaine (indirecte à travers la viande et ou le lait pour les prairies pâturées), direct ou indirect pour les terres labourées. Support pour la production de fibres : les terres labourées sont susceptibles d'être exploitées pour la culture du lin ou du chanvre. **SERVICES DE RÉGULATION** Maintien de la qualité des sols et recyclage de la matière organique : Quand les terres agricoles sont traitées en prairies, la structure du sol n'est pas perturbée par l'exploitation, contrairement à celles labourées. Dans les prairies et quand elles sont pâturées, les apports de matière organique par les animaux sont naturellement recyclés par la faune, puis la fonge et en dernier lieu la flore. Dans les terres labourées, l'épandage de lisier peut participer à la réutilisation par les végétaux produits de cette matière organique. Régulation du climat local : En période de végétation, l'évapotranspiration des espèces prairiales ou des végétaux cultivés a un effet de baisse des températures. **SERVICES À CARACTÈRE SOCIAL** Paysage (au sens esthétique) : Les terres agricoles maintiennent un paysage ouvert et surtout sont un constituant important du caractère rural de la commune.	L'urbanisation de ces terrains entrainera *de facto* la fin de leur usage agricole et donc la perte des services listés ci-contre. Parmi ceux-ci, le principal sera la perte de la fonction de production alimentaire. La surface sera cependant minime au regard des terres agricoles de la commune (0,09 %).	Néant

[40] *Document d'urbanisme, le PLU n'a pas d'effet sur les pratiques culturales en général et sur le retournement des pâtures en particulier. La répartition entre prairies et labours utilisée ici est basée sur les déclaration des exploitants pour l'année 2021.*

Zone AUZ « Tortues Royes » **Milieux agricoles (terres labourées)** 1,28 ha	**SERVICES D'APPROVISIONNEMENT** Support de cultures alimentaires : Les labours ont en général pour vocation la production de végétaux destinés directement à l'alimentation humaine (blé, betterave, etc.) ou indirectement (alimentation animale). Support pour la production de fibres : les terres labourées sont susceptibles d'être exploitées pour la culture du lin ou du chanvre. **SERVICES DE RÉGULATION** Maintien de la qualité des sols et recyclage de la matière organique : L'épandage de lisier peut participer à la réutilisation de cette matière organique par les végétaux produits. Régulation du climat local : En période de végétation (variable selon la culture considérée), l'évapotranspiration des végétaux cultivés a un effet de baisse des températures. **SERVICES À CARACTÈRE SOCIAL** Paysage (au sens esthétique) : Les terres agricoles maintiennent un paysage ouvert et surtout sont un constituant important du caractère rural de la commune.		

4.2. INCIDENCE SUR LES ESPÈCES PROTÉGÉES OU PATRIMONIALES

Bien qu'elles ne soient pas précisément localisées dans la bibliographie disponible pour la commune de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, l'écologie permet de déterminer quel secteur de la commune leur est favorable et, par conséquent, quelles mesures prendre pour préserver leur potentialité de présence.

a) Flore

La bibliographie fait mention de 8 espèces végétales patrimoniales sur le territoire communal. Cependant, il semble que pour au moins 3 d'entre elles, l'imprécision de la saisie de certaines données bibliographiques a conduit à affecter au territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt des observations faites sur le site du « Camp des Romains ». En effet, l'Ophrys araignée (*Ophrys aranifera subsp. Aranifera*), l'orchis brulé (*Orchis ustulata*) et l'orchis singe (*Orchis simia*) sont des espèces de pelouses calcicoles à un stade pionnier. Ces espèces ont ainsi été signalées sur les talus de l'oppidum exposés au Sud et donc sur le territoire communal de Saint-Thomas. Si ce site est limitrophe du territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, les milieux de part et d'autres de la limite communale sont complètement différents : pelouses naturelles calcicoles à Saint-Thomas ; terres labourées à Saint-Erme.

L'œillet des Chartreux (*Dianthus carthusianorum*) recherche également les pelouses sèches des coteaux, les prairies des reliefs calcaires et leurs lisières ainsi que les végétations sur pentes rocailleuses calcaires exposées au sud.

En tout état de cause, une bande-tampon en zone Ap à partir de cette limite a été établie dans le présent PLU (il est rappelé que les pratiques agricoles tels que traitements, intrants, etc., ne relèvent pas de l'urbanisme et que le PLU est donc sans effet sur elles).

La prise en compte du Sisymbre rampant (*Erucastrum supinum*) est très difficile étant donné son caractère pionnier précoce (Plante propre aux milieux instables favorables aux végétations herbacées fugaces). Elle peut ainsi être observée dans champs de pommes de terre, des chemins ou même des aires de stockage des betteraves. L'installation de plantes vivaces ou même le développement d'annuelles plus compétitives (Renouée des oiseaux, Capselle bourse-à-pasteur) conduisent à son élimination plus ou moins rapide.

L'inule à feuilles de saules (*Inula salicina*) et la laîche blanchâtre (*Carex leersii*) sont typiques des milieux humides. Les zones humides, dont la définition est plus large et qui les inclus donc, sont protégées au PLU par un zonage particulier.

b) Faune

Insectes

Les espèces d'insectes patrimoniales signalées sur le territoire sont toute des papillons ou des zygènes. On peut les regrouper en 3 ensembles selon les milieux recherchés :

Pelouses calcaires sèches et très maigres

- Le Mercure (ou Petit Agreste) est un hôte préférentiel des côtes calcaires, des pelouses sèches et maigres, de préférence pentues et plus ou moins écorchées. Cette espèce thermophile se pose dans les herbes, les pierrailles et butine de préférence sur les Panicauts. La chenille se développe sur les touffes de Fétuque des brebis (*Festuca ovina*) et de Brome dressé (*Bromus erectus*).
- La Virgule (*Hesperia comma*), xérophile et orophile, montre une nette préférence pour les pelouses lacunaires ou écorchées, où la roche affleure par endroits. Les éboulis et les pelouses régulièrement arasées par un pâturage extensif comptent parmi ses lieux de prédilection.

Ces milieux sont peu représentés sur le territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. Comme pour certaines végétales (Cf. chapitre « flore ci-dessus »), il est probable que les citations dans la bibliographie renvoient en fait aux perlouses rases du Camp des Romains et de ses talus. Or celui-ci est intégralement situé sur la commune voisine de Saint-Thomas.

Néanmoins, par précaution et pour éviter les impacts, les parties du territoire communal limitrophes de cette dernière commune ont été rendues inconstructibles par le PLU.

Pelouses calcaires assez étendues

- Le Fadet de la Mélique (*Coenonympha glycerion*) préfère les sols calcaires. C'est un hôte des prairies sèches, des vastes milieux ouverts parsemés de buissons. Ses larves se nourrissent de Poacées banales (Brachypodes, Mélique, Fétuques, Brome dressé).
- La Zygène du Sainfoin (*Zygaena carniolica*) est une espèce calcaricole et xéro-thermophile qui préfère les milieux ouverts de superficie étendue.
- La Turquoise des Globulaires est une espèce à affinités thermophiles fréquentant les milieux ouverts ainsi que les prairies maigres et fleuries.

À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, ces biotopes correspondent aux savarts du camp militaires. Le classement dans le précédent PLU ayant fait les preuves de son efficacité dans la protection de ces milieux, sa reprise dans le nouveau PLU est le meilleur moyen d'éviter les impacts en la matière.

Vergers, haies, lisières forestières

- Le gazé (*Aporia crataegi*) recherche les lisières de bois, les vergers, les haies et les pelouses rarement fauchées parsemées d'arbustes. L'utilisation massive et non raisonnée des pesticides contre les insectes ravageurs lui ont été très nocifs.
- Le moiré franconien (*Erebia medusa*) s'accommode de tous les milieux ouverts, y compris les sites humides et fleuris, les lisières, les zones semi-boisées. Le papillon présente un vol mou et lent, relativement proche du sol, au cours d'une brève période d'apparition. Les chenilles se développent sur les Fétuques et le Brome dressé (Bromus erectus).
- Le Procris du Prunier (*Rhagades pruni*) est une espèce thermophile qui fréquente les lisières ensoleillées et les friches anciennes, buissonneuses, souvent en fond de vallon, à proximité de milieux humides. Elle préfère nettement les sols marno-calcaires.

Ces milieux sont ceux qui sont les plus proches des zones urbanisées actuelles et futures : on les trouve largement dans les milieux mosaïques de pied de versant mais aussi dans les jardins situés au cœur du tissu bâti et au lieu-dit « Les pétrons ».

Les milieux mosaïques ont été classés en zone N ou Ap, même quand certaines parcelles ont un usage agricole, du fait de leur intérêt du point de vue écologique.

Pour les jardins, l'évitement des impacts a été recherché par un classement de ceux-ci par une trame spécifique au titre de l'Article L151-23 du code de l'urbanisme.

L'impact le plus fort concerne la zone 1AU des Pétrons. Toutefois, sa réduction a été recherchée à travers la forme permettant le meilleur arbitrage entre accessibilité, structure foncière et nature des milieux. Il ne s'y trouve aucune haie mais la zone comprend un taillis d'une superficie de 5 300 m². Afin de réduire les impacts en matière de biodiversité, les Orientations

d'Aménagement et de Programmation imposent la réalisation d'une haie importante haute d'une largeur minimale de 5 m et d'une longueur de 300 m (sans compter des autres haies) à l'interface entre cette zone et les terres cultivées à l'Est, au Nord et à l'Ouest.

Oiseaux

Plusieurs espèces signalées sur le territoire sont particulièrement sensibles :

- Le traquet motteux dont l'habitat type est constitué d'espaces ouverts à végétation rase et éparse. Ce sont des friches, des coteaux ou des causses méridionaux qui lui offrent les habitats semi-désertiques qu'il affectionne. À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, ces milieux correspondent essentiellement aux savarts du camp militaire. Le PLU prolonge le classement qui existait dans le PLU précédent et qui a fait la preuve dans son efficacité pour le maintien de ces milieux.

- Le Milan noir est un ubiquiste qui a besoin de milieux ouverts pour la recherche de nourriture et de milieux fermés de type forestier avec de grands arbres pour la nidification. Le PLU protège ces milieux par un classement en zone inconstructible des milieux forestiers et par une sévère limitation des constructions possibles dans les plaines cultivées (zone A). On notera que s'il figure avec un statut « CR » sur la liste rouge de Picardie, il est globalement très fréquent et n'est pas menacé à l'échelon national.

- L'alouette lulu recherche surtout des milieux ouverts sur sol bien drainé à couverture herbacée basse et éparse, les pelouses naturelles, les landes militaires et autres milieux perturbés par l'homme. En hivernage, les milieux sont les mêmes, mais s'y ajoutent les terres agricoles bien drainées. Le PLU de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt protège ses habitats principaux en protégeant l'activité agricole et en assurant la pérennité du camp militaire.

- Le Bruant zizi recherche les milieux agricoles traditionnels, variés et à faible pression anthropique (parcelles agricoles avec marges incultes, jardins, vignobles, prairies, incluant des ligneux structurants mais en nombre pas trop élevé. Il n'est pas vraiment anthropophile, mais on peut le trouver en milieu suburbain, là où l'habitat est entouré d'espaces dégagés. Pendant la période hivernale, on peut souvent l'observer dans les chaumes et les champs récoltés à proximité des grandes haies et des arbres. Ces biotopes sont largement répandus sur la commune mais les endroits les plus propices sont le camp militaire, les secteurs de paysage « mosaïque » entre les versants et les zones bâties ainsi que l'îlot que forme le lieu-dit « Les Pétrons ». La délimitation dans ce secteur d'une zone 1AU entraine la destruction de 1,68 ha de terres favorables à cette espèce. L'évitement de 2 façons :

    - Un prélèvement minimal de surface de biotope favorable ;

- La pérennisation de jardins et pars à travers une trame protégée via l'Article 151-23 du code de l'urbanisme.

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation pour cette zone sont un moyen de réduction de l'impact : l'implantation d'une haie haute sur le pourtour de la zone 1AU et donc à l'interface entre les constructions à venir et le reste du milieu mosaïque des Pétrons diminuera le dérangement de cette espèce qui ne fuit pas systématiquement les secteurs urbanisés.

- La Chevêche d'Athéna recherche des espaces dégagés pour la chasse et des cavités pour la nidification. À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, le PLU maintien à travers la préservation de l'activité agricole, de vastes espaces ouverts. Pour sa nidification, elle peut trouver des vieux arbres dans le secteur de milieux mosaïques, rendus inconstructibles par le PLU, ou de vieilles bâtisses dans les parties bâties de la commune. Les zones d'extension de l'urbanisation ne comportent aucun de ces milieux.

- Le moineau friquet fuit les zones au caractère trop urbain. Comme pour d'autres espèces, Il recherche les milieux mosaïques qui occupent ici les pieds de talus et les zones humides plus ou moins boisés. Dans le PLU, ces milieux ont été soigneusement protégés de l'urbanisation. L'extension de celle-ci se fait exclusivement dans des milieux qui ne lui sont pas favorables.

- À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, l'Œdicnème criard trouve un milieu idéal dans le camp militaire dont l'occupation du sol est maintenue par le PLU. Celui-ci préserve aussi les terres agricoles alentours qu'il fréquent à l'occasion.

- Le Pouillot siffleur est un oiseau exclusivement forestier qui occupe donc ici les bois couvrant les versants. Bien que le PLU ne définisse pas d'Espaces Boisés Classés dans ceux-ci, la législation forestière suffit à en assurer la pérennité.

- Le tarier des prés recherche des prairies à foin exploitées de manière peu intensive. Cette pratique agricole est peu présente à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. Bien que le PLU, à travers la définition d'une zone spécifique, favorise le maintien de l'activité agricole, il est sans effet sur les modes d'exploitation puisque ceux-ci ne relèvent pas de l'urbanisme et du Code qui le régit.

- Le Vanneau huppé se reproduit dans une grande variété de milieux ouverts, humides ou non, à sol couvert d'une strate herbacée rase ou rare, voire à sol nu, l'essentiel pour lui étant de voir venir un danger quand il est couché sur son nid à même le sol. Les milieux naturels hygrophiles sont privilégiés, marais, prairies humides, prairies tourbeuses, pelouses sur marnes, prés salés. Il s'est adapté à des espaces soumis à l'activité humaine, cultures, pâtures humides, remblais humides, réservoirs à niveau

variable, etc. On le trouve essentiellement en plaine et sur les premiers plateaux à moins de 1000 m d'altitude.

- En passage et en hivernage, le Vanneau huppé fréquente les milieux ouverts tels que les espaces cultivés qui lui procurent abri et couvert. On notera toutefois qu'il recherche surtout des milieux hygrophiles. À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, les zones humides (par ailleurs protégées) occupent des milieux plus fermés, inadaptés au vanneau. Dès lors, celui-ci n'est que de passage dans les vastes plaines cultivées dans la partie Ouest du territoire.

4.3. INCIDENCE SUR LES CONTINUITÉS ÉCOLOGIQUES

L'évitement a d'abord été recherché par l'utilisation des friches urbaines existantes et par la localisation des extensions au sein de l'enveloppe bâtie. Aucune extension linéaire ne vient ainsi empiéter sur les espaces libres formant passage entre les différents noyaux d'urbanisation. Ceux-ci ont à ce titre été classés en zone N ou Ap.

Des mesures spécifiques sont également exposées dans les OAP relatives à la mise en valeur des continuités écologiques. En particulier, elles obligent au maintien de la continuité du boisement des versants dominant les parties urbanisées de la commune ainsi que celle de leurs lisières.

Les zones humides accompagnant le linéaire des ruisselets ont fait l'objet d'un classement spécifique.

4.4. INCIDENCE SUR LES ZONES HUMIDES (ASPECT ÉCOLOGIQUE)

Cf. Chapitre 3.4 ci-dessus)

4.5. INCIDENCE SUR LES ZNIEFF ET LES ENS

Aucune zone d'extension de l'urbanisation n'empiète sur les limites des ZNIEFF et des ENS concernant le territoire communal. La continuité entre milieux analogues concernés par différentes ZNIEFF et ENS (Boisements environnants l'oppidum du Vieux Laon et Cuesta Sud de Montaigu, Camp militaire de Sissonne et Garennes de Sissonne à Ramecourt) est protégée par le zonage N et par les Orientations d'Aménagement et de Programmation spécifiques (Cf. ci-dessus « Continuité écologiques »).

5] Incidences sur les enjeux spécifiques Natura 2000

5.1. ZSC°FR2200395 « COLLINES DU LAONNOIS ORIENTAL »

5.1.1. Incidences sur les habitats

Seule la ZSC n°FR2200395 « Collines du Laonnois oriental » recoupe pour partie le territoire communal. Plus spécifiquement, ce sont des hêtraies neutrophiles collinéennes médio-européennes qui concernent le territoire.

Afin d'éviter les impacts négatifs sur cette zone, elle a été protégée de toute construction (même agricole) par un classement en zone N. Le choix de ne pas classer les boisements correspondants en Espaces Boisés Classés vise à permettre la réalisation d'éventuels aménagements qui pourraient être nécessaires à la poursuite de l'exploitation forestière qui donne à cette forêt les caractéristiques qu'on lui connaît aujourd'hui, lesquelles constituent la base de l'intérêt écologique qui a conduit à leur classement en zone Natura 2000. En outre, la législation forestière sur les défrichements soumet de toute façon ces derniers à une autorisation administrative. La délivrance de celle-ci est conditionnée à une étude d'impact spécifique.

5.1.2. Incidences sur les chiroptères

Aucun gite de parturition de chauves-souris n'est signalé à moins de 5 km[41] des limites communales.

Le territoire est en revanche situé au sein de l'aire d'évaluation spécifique de sites d'hibernation connus (10 km). Toutefois, aucune route de vol n'intersecte le territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

5.1.3. Incidences sur les autres espèces d'intérêt communautaire

Le Formulaire Standard de Données fait mention dans une partie ou l'autre du site de 4 autres espèces inscrites à l'annexe II de la directive 92/43/CEE :

- *Triturus cristatus*
- *Vertigo angustior*
- *Vertigo moulinsiana*
- *Lycaena dispar*

D'après le DOCOB[42] du site, aucune de ces espèces n'est présente dans les milieux concernant la partie du site qui intersecte le territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

[41] *Cette distance correspond au rayon définissant l'aire d'évaluation spécifique de toutes les espèces de chauve-souris du département.*
[42] *DOCument d'OBjectifs*

Concernant le triton crêté (*Triturus cristatus*), son aire d'évaluation est d'1 km autour des sites de reproduction et de ses domaines vitaux. Parmi ces derniers, les plus proches sont situés au lieu-dit « La Culée » (territoire de Courtrizy-et-Fussigny à l'Ouest du territoire de la commune). L'aire d'évaluation comprend le vallon du Ru d'Haye dont l'extrémité la plus en amont se trouve au lieu-dit « Le Bois Rebert ». Toute cette tête de vallon est comprise en zone N afin qu'aucune imperméabilisation ne vienne perturber le régime des eaux aboutissant au domaine vital du triton crêté.

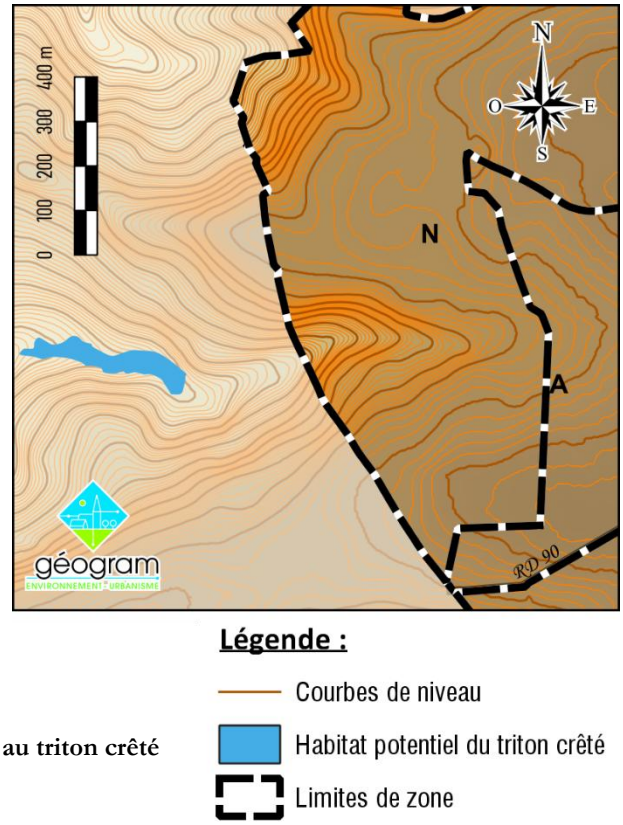


Figure 87 – Localisation des milieux favorables au triton crêté

L'aire d'évaluation du cuivré des marais (*Lycaena dispar*) est également d'1 km autour des sites de reproduction et de ses domaines vitaux. La cartographie des sites favorables à cette espèce localise les plus proches au lieu-dit « Le Grand Marais » (territoire de Mauregny-en-Haye à l'Ouest du territoire de la commune). Son bassin versant concerne, dans un rayon d'1 km, une partie marginale du territoire de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt. Comme pour le triton crêté, le classement zone N de la partie concernée du territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt évite l'imperméabilisation susceptible de perturber l'écoulement des eaux.

Les habitats potentiels les plus proches pour les espèces d'escargots (*Vertigo angustior* et *Vertigo moulinsiana*) sont situées dans les 2 secteurs évoqués respectivement pour le triton crêté et pour le cuivré des marais.

5.2. ZSC FR2200390 ET ZPS FR2212006 « MARAIS DE LA SOUCHE »

Le site est, au plus près, à 3,5 km des limites communales.

5.2.1. Incidences sur les habitats

La quasi-totalité des habitats ayant justifié la désignation de ce site sont d'un type relevant des milieux humides. Or aucun milieu de ce type ou homologue n'est présent sur la commune.

Les seuls milieux se trouvant à la fois à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt et dans la zone « Marais de la Souche » sont les « Pelouses sèches semi-naturelles et faciès d'embuissonnement sur calcaires » (code 6210). Toutefois, ces derniers sont très peu représentés dans cette zone Natura 2000. Sur la commune, ils sont classés en zone N ou en zone UM (camp militaire),

lesquels en assurent la protection. On notera également qu'il n'existe aucune liaison hydrologique entre le territoire communal et cette zone.

5.2.2. Incidences sur les espèces

Aucune espèce figurant dans les Formulaires Standards de Données de la ZPS ou de la ZSC n'a d'aire d'évaluation recoupant les limites communales de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt.

5.3. FR2112005 « Vallée de l'Aisne en aval de Château Porcien »

L'espèce ayant la plus grande aire d'évaluation sur ce site est la cigogne noire pour laquelle elle est d'un rayon de 15 km. Cette distance est inférieure à celle qui sépare le site des limites communales.

5.4. Synthèse des incidences sur les sites Natura 2000

Il ressort des éléments ci-dessus que les effets du PLU sur les sites Natura 2000 sont très faibles et ne nécessitent aucune mesure d'évitement et à plus forte raison, de réduction ou de compensation.

6] Autres incidences

6.1. Incidences sur le trafic et sécurité routière

L'augmentation de population permise par le PLU tendra à engendrer une augmentation de la circulation routière et du nombre global d'usagers de la voirie (piétons, cyclistes, etc.). Il en résultera une augmentation potentielle des risques d'accidents de la circulation. Toutefois, plusieurs dispositions du PLU permettent de réduire ces risques. On notera en particulier :

- Les dispositions du règlement en matière d'obligation d'aires de stationnement et de desserte des terrains ;
- Le maintien et le développement des itinéraires de déplacements doux inscrit dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation ;
- Les schémas de desserte des zones à urbaniser imposés à travers les mêmes OAP.

6.2. Incidences sur le patrimoine archéologique

La réalisation de constructions nouvelles demande presque systématiquement des travaux de terrassement, lesquels sont susceptibles de mettre au jour des vestiges archéologiques. À défaut d'étude spécifique préalable au présent PLU, il n'est pas possible de prendre de mesure d'évitement spécifique à ce domaine.

En revanche, le règlement du PLU rappelle les obligations s'appliquant aux porteurs de projet en matière d'archéologie afin de réduire les risques d'atteinte à ceux-ci.

Les affouillements qui, en bouleversant le sous-sol, sont susceptibles de concerner des vestiges archéologiques, sont limitées dans le règlement à ce qui est strictement nécessaire aux constructions autorisées. Les surfaces impactées sont ainsi réduites.

Ces effets résiduels n'appellent pas de mesures de compensation.

6.3. INCIDENCES SUR LA SANTÉ

N'agissant que sur le droit de l'urbanisme, le PLU n'aura aucune incidence directe sur la santé humaine. En revanche certaines dispositions peuvent avoir des effets indirects dans ce domaine :

- L'augmentation de population peut entraîner une augmentation des particules nocives émises par les différents moyens de chauffage et de transport. Cependant, du fait du nombre modeste de nouveaux habitants que permettra le PLU, cette hausse sera modérée. De plus, la situation rurale de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, avec une densité de 85 habitants/ km² en 2016[43], facilite la dilution des polluants. La préservation des jardins au cœur des parties urbanisées participe aussi à cette réduction. En outre, on peut raisonnablement s'attendre à ce que les évolutions technologiques permettront de réduire les différentes émissions : celles-ci ont donc peu de chance de connaître une augmentation directement proportionnelle à l'augmentation de population.
- L'accueil d'activités pourra être à l'origine d'une augmentation du risque sanitaire en fonction de l'activité elle-même (produits employés, processus de mise en œuvre…), et de son respect des normes. On notera à cet égard que les possibilités offertes par le présent PLU d'accueil d'activités réputées plus polluantes et plus bruyantes, resteront encadrées par la législation (normes relatives à la santé au travail, au régime ICPE[44], etc.). Le présent PLU n'est donc pas de nature à exposer particulièrement les habitants à des risques sanitaires.

6.4. INCIDENCES SUR LE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

La faible augmentation permise par le PLU évitera une trop forte augmentation de la production de déchet, laquelle est en général proportionnelle à l'augmentation de la population.

En tout état de cause, les nouveaux logements disposeront tous d'un accès au circuit de ramassage des ordures ménagères et aux différents points d'apport des autres déchets, ce qui réduira le risque d'apparition de dépôts sauvages.

[43] Ce qui est nettement inférieur à ce qui est observé en moyenne sur l'ensemble du territoire métropolitain (112 habitants/km²).

[44] Installations Classées pour la Protection de l'Environnement en vertu du Livre V, titre 1er du Code de l'Environnement

6.5. INCIDENCES SUR LE L'EXPOSITION AUX RISQUES

Le risque est la conjonction de 2 phénomènes :

- L'**aléa** qui désigne le processus à l'origine de la situation de danger.
- Les **enjeux** sensibles à protéger (populations, biens, activités…).

Le **risque** est le résultat de de l'exposition d'un **enjeu** à un **aléa**[45].

6.5.1. Retrait/gonflement d'argiles

La commune et en particulier les parties déjà urbanisées de la commune sont concernées par un aléa élevé de retrait/gonflement des argiles.

L'implantation des extensions de l'urbanisation dans les zones les moins exposées (aléa faible à nul) permet d'éviter l'exposition d'une population supplémentaire aux risques.

Afin de réduire les risques existants pour les constructions en densification dans le village, des préconisations de prise en compte de ces aléas figurent dans les OAP.

6.5.2. Inondations

a) Évitement de survenue de l'aléa

Afin d'éviter la survenue des écoulements torrentiels et des coulées de boue qui pourraient y être associées, aucune artificialisation n'est permise dans les secteurs où la pente est la plus forte (versant).

Dans chacune des zones urbanisables, l'article 3 fixe des dispositions concernant la proportion de surfaces non imperméabilisées et la gestion des eaux pluviales et du ruissellement. L'obligation d'infiltration des eaux issues du ruissellement sur les surfaces imperméabilisées au sein de l'unité foncière y est également édictée.

Les zones humides ont été protégées par un classement spécifique afin de garantir le maintien de leur fonctionnalité. Elles peuvent ainsi jouer leur rôle de tamponnement des afflux d'eau issues de leurs bassins versants.

b) Protection des enjeux

Afin d'éviter les risques d'inondation liées à des écoulements venant des versants, une disposition judicieuse des extensions de l'urbanisation a été retenue : Les zones 1AU et 1AUZ sont situées à l'écart du pied de versant, dans des zones de faible pente.

6.5.3. Risques liés aux établissements industriels

L'extension de l'urbanisation à vocation d'activités a été implantée au sein de la zone d'activité existante (zone des « Tortues Royes »).

45 Un aléa qui survient dans une zone sans enjeu n'est pas un risque. Des enjeux non exposés à un aléa ne constituent évidemment pas non plus un risque.

Aucune zone d'extension de l'urbanisation à vocation principale d'habitat n'a été définie à moins de 300 m de l'oléoduc « TRAPIL ».

6.5.4. Exposition au bruit.

Aucune extension de l'urbanisation n'a été définie en direction de l'autoroute A26, identifiée comme infrastructure bruyante.

Les secteurs ouverts à l'urbanisation définis par ce PLU ne font pas l'objet d'enjeux environnementaux majeurs. Plusieurs éléments notables ont toutefois été identifiés et il s'agira :

- de réduire au mieux les incidences liées aux travaux de terrassement ;
- d'optimiser les puits carbone « domestiques » ;
- d'accroître les intérêts naturalistes de tout espace vert privatif ou appartenant à la collectivité.

7] Manière dont a été menée l'évaluation environnementale

L'évaluation environnementale a été menée parallèlement à l'élaboration du PLU.

Sous la supervision de Mme Devorsine, gérante, M. SPANNEUT, chargé d'études en urbanisme et en environnement au bureau d'étude GÉOGRAM a assuré la collecte et la synthèse de données bibliographiques, ainsi que des observations de terrains, permettant de déterminer et de hiérarchiser les enjeux environnementaux. Ces éléments ont été complétés auprès des élus de la commission de travail du PLU et des personnes publiques associées à l'élaboration de ce document.

Sur cette base, les échanges avec la commission communale du PLU ont permis de construire un projet de PLU intégrant les éléments issus du diagnostic environnemental de façon à les traiter comme des atouts et non comme des contraintes.

Des réunions de bilan ont permis de présenter aux personnes publiques associées la façon dont les différents enjeux environnementaux identifiés ont été intégrés à la réflexion. Ces échanges ont contribué à dessiner le projet de PLU tel qu'il apparaît aujourd'hui. Les éléments recueillis ont permis de finaliser la restitution de l'évaluation environnementale que constitue ce document.

9ème Partie :

Critères, indicateurs et modalités de suivi proposés pour l'évaluation du PLU et pour ses effets sur l'environnement

À Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, il est proposé de recourir aux indicateurs présentés ci-après. Leur consultation sera la plus fréquente possible (idéalement annuelle). Toutefois, afin de ne pas occasionner de dépense supplémentaire à la commune, il s'agit, pour la plupart, d'indicateurs libres de droits, produits par des organismes tiers – seuls à pouvoir décider de la fréquence de ces publications.

1] Suivi socio-économique

Indicateur	Valeur initiale	Source	Période
• Population,	1 722 habitants	INSEE	6 ans
• Taille moyenne des ménages…	2,59	INSEE	6 ans
• Nombre de permis de construire déposés/accordés, nombre de logements correspondants… • Nombre de demande de déclaration d'ouverture/de fin de chantier déposées • Nombre de logements créés par mutation de bâtiment ayant actuellement une autre destination	Sans objet	Commune Communauté de Communes	6 ans
• Taille moyenne des logements	5,1 pièces par maison 2,9 pièces par appartement	INSEE	6 ans
• Ratio de logements en propriété/locatifs/Logé gratuitement	74% / 25% / 1%	INSEE	6 ans
• Taux de vacance frictionnelle (moins de 2 ans) • Taux de vacance mobilisable (plus de 2 ans)	2,8 % 4,5 %%	LOVAC	6 ans
• Acquisition/réalisation des emplacements réservés prévus.	8 E.R. prévus	Commune	6 ans

2] Suivi des effets sur le milieu physique et les risques

	Indicateur	Valeur initiale	Source	Période
Géologie	• Nombre de demandes d'exploitation de carrière déposées, autorisées et surfaces concernées.	Sans objet	DREAL (service ICPE)	6 ans
Eau	• Qualité de l'eau potable distribuée	Conforme	Concessionnaire du réseau d'eau Agence Régional de la Santé (ARS)	6 ans
	• Part de la population raccordée à un système collectif	100 %	Concessionnaire du réseau d'eau	6 ans
Air et Climat	• Bilan des émissions annuelles de polluants atmosphériques[46]		ATMO Hauts-de-France	6 ans
	• Nombre d'installations de systèmes d'énergie renouvelable chez les particuliers		Commune, ADEME	6 ans
Risques	• Reconnaissance de l'état de catastrophe naturelle	02/07/2000	Journal Officiel	6 ans
	• Accidents industriels	0	DREAL (service ICPE) SDIS	6 ans
	• Nombre de logements détruits accidentellement		Mairie SDIS	6 ans

[46] *NOx, SO_2, COVNM, PM10, PM25, GES…*

3] Suivi des effets sur la consommation d'espace et le paysage

Indicateur	Source	Période
• Évolution de l'occupation des sols	CORINE Land Cover Portail Internet de l'artificialisation des sols Futur OCS-GE[47] (IGN,) Comparaison de Photographies aériennes ou de vues satellitaires	6 ans
• Nombre de logements construits et surface consommée	Commune Communauté de Communes Futur OCS-GE	6 ans
• Évolution de la surface boisée	IGN-IFN	6 ans
• Évolution des surfaces agricoles	Recensement agricole, Registre Parcellaire Graphique	6 ans

[47] *Occupation du sol à grande échelle*

4] Suivi des effets sur les milieux naturels

Indicateur	État initial	Source	Périodicité
• Nombre total d'espèces signalées	Cf. annexes ci-dessous	CBNBl[48], INPN[49], Réseaux naturalistes locaux (Clicnat)	6 ans
• Nombre total d'espèces protégées et/ou patrimoniales.	Cf. chapitre 5.3 de la 2ème Partie du présent document	CBNBl, INPN, Réseaux naturalistes locaux (Clicnat)	6 ans
• Révision du DOCOB[50] Natura 2000	Septembre 2009	Communauté d'agglomération du Pays de Laon (élaboration du DOCOB) Direction DDT02 (suivi de la mise en œuvre du DOCOB)	6 ans

5] Suivi des effets sur le bilan carbone

Indicateur	Prévision	Source	Périodicité
• Émissions effectives de gaz à effet de serre par les constructions nouvelles	1 350 à 2 580 tonnes équCO_2	Calcul sur la base des constructions effectivement réalisées	6 ans
• Perte de Puits de Carbone	3,10 à 3,91 tonnes équCO_2	Calcul sur la base de l'évolution de l'occupation des sols.	6 ans

[48] *Conservatoire botanique national de Bailleul*
[49] *Inventaire national du patrimoine naturel*
[50] *DOCument d'OBjectifs*

Annexes

Annexe 1 : Liste des espèces végétales référencées à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt (CBNBl)

Afin de définir le statut de préoccupation de conservation des espèces dans les Listes Rouges, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a identifié 9 catégories, auxquelles s'ajoutent 2 autres au niveau régional (RE et NA), allant des espèces non-menacées (LC) aux espèces déjà éteintes au niveau mondial (EX).

Espèces éteintes	***Espèces menacées de disparition***
EX : Éteinte **EW** : Éteinte à l'état sauvage **RE** : Éteinte au niveau régional	**CR** : En danger critique d'extinction **EN** : En danger **VU** : Vulnérable
Autres catégories	
NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises) **LC** : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de France est faible)	**DD** : Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pu être réalisée faute de données suffisantes) **NA** : Non applicable (espèce non soumise à évaluation car introduite dans la période récente ou présente en métropole de manière occasionnelle ou marginale) **NE** : Non évaluée (espèce non encore confrontée aux critères de la Liste rouge)

Ci-après sont reprises les cotations figurant dans « La Liste Rouge des espèces menacées en Hauts-de-France – Flore vasculaire et Bryophytes » de 2019. Elles sont complétées par les indices de rareté, spécifiques à la région Picardie, qui figurent dans l'» Inventaire de la flore vasculaire (Ptéridophytes et Spermatophytes) de la Picardie – Raretés, protections menaces et statuts » de 2012.

Selon le même principe, les indices de rareté inhérents au district phytogéographique (et non plus à la géographie administrative) sont présentés en colonnes 3 et 4. Ils correspondent au district dit « Champenois » et « Tertiaire Parisien » qui concernent chacun une partie du territoire communal de Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt, et proviennent de la « Nouvelle flore de la Belgique, du Grand-Duché de Luxembourg, du Nord de la France et des régions voisines » (6e édition, 2012), ouvrage des Éditions du Patrimoine du Jardin Botanique National de Belgique. L'explicitation des indices est la suivante : P = planté / CC = Très commun / C = Commun / AC = Assez commun / PC = Peu Commun / AR = Assez rare / R = Rare / RR = Très rare.

Sur cette base, les espèces patrimoniales sont définies comme étant celles bénéficiant d'une protection légale, déterminantes de ZNIEFF, de celles dont l'indice de menace est compris entre NT et CR)[51]..

[51] *Définition extraite de « L'inventaire de la flore vasculaire (Ptéridophytes et Spermatophytes) de la Picardie – Rareté, protections, menaces et statuts », réalisé par le Conservatoire Botanique National de Bailleul (CBNBl).*

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Acer campestre	Erable champêtre	C	C				2018
Acer pseudoplatanus	Erable sycomore	C-AR	C-AR				2020
Adoxa moschatellina	Moscatelline	R-RR	AC				2010
Amaranthus albus	Amarante blanche	AR-R	AR-R				2012
Amaranthus hybridus (subsp. hybridus)	Amarante hybride	AR-R	AR-R				2011
Amaranthus retroflexus	Amarante réfléchie	AC-AR	AC-AR				2019
Allium oleraceum	Ail des champs	AC-AR	AC-AR				2022
Hyacinthoides non-scripta	Jacinthe des bois	RR	AC				2008
Convallaria majalis	Muguet	RR	AC				2023
Paris quadrifolia	Parisette	R-RR	AC-AR				2010
Galanthus nivalis (var. nivalis)	Perce-neige	R-RR	R-RR				2019
Polygonatum multiflorum	Sceau de Salomon commun	AR	AC				2008
Helosciadium nodiflorum	Ache faux-cresson	C-AC	C-AC				2008
Helosciadium nodiflorum	Ache faux-cresson	C-AC	C-AC				2008
Heracleum sphondylium	Berce commune	CC-C	CC-C				2008
Bupleurum falcatum	Buplèvre en faux	AC	AC				2020
Daucus carota (subsp. carota)	Carotte sauvage	C-AC	C-AC				2020
Chaerophyllum temulum	Cerfeuil penché	C-AC	C-AC				2008
Bunium bulbocastanum	Noix de terre	AR	R				2010
Pastinaca sativa (subsp. sativa)	Panais commun	AC	C				2012
Eryngium campestre	Panicaut champêtre	C	C				2021
Pimpinella saxifraga	Petit Boucage	AC-AR	AC-AR				2020
Berula erecta	Petite Berle	R	AC-AR				2008
Aethusa cynapium (var. cynapium)	Petite ciguë (var.)	C	C				2012
Aegopodium podagraria	Podagraire	AR	AR				2008
Seseli annuum	Séséli des steppes	-	R				2020
Torilis japonica	Torilis anthrisque	C-AC	C-AC				2023
Vinca minor	Petite Pervenche	R	AC				2010
Arum maculatum	Gouet tacheté	R	C-AC				2014
Hedera helix	Lierre	C-AC	C-AC				2020
Asplenium ruta-muraria	Doradille rue-de-muraille	RR	C-AC				2008
Asplenium trichomanes	Fausse capillaire	R-RR	AR				2008
Achillea millefolium	Achillée millefeuille	C	C				2022
Artemisia vulgaris	Armoise commune	C-AC	C-AC				2012
Carlina vulgaris	Carline vulgaire	AC	AC				2020

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Centaurea gr. jacea	Centaurée jacée	-	-				2008
Centaurea decipiens	Centaurée jacée	AC-AR	RR				2020
Centaurea scabiosa	Centaurée scabieuse	C	C				2022
Carduus crispus (subsp. crispus)	Chardon crépu	C-AC	C-AC				2008
Carduus crispus (subsp. multiflorus)	Chardon crépu	C-AC	C-AC				2008
Cirsium acaule	Cirse acaule	C	AC-AR				2022
Cirsium vulgare	Cirse commun	C-AC	C-AC				2019
Cirsium arvense	Cirse des champs	C-AC	C-AC				2019
Cirsium oleraceum	Cirse maraîcher	AR	AC				2008
Crepis capillaris	Crépis à tige capillaire	C-AC	C-AC				2019
Hieracium umbellatum	Épervière en ombelle	AR	AR				2022
Hieracium laevigatum	Épervière lisse	RR	RR				2020
Pilosella officinarum	Épervière piloselle	C-AC	C-AC				2023
Hieracium lachenalii	Épervière vulgaire	AR	AC				2008
Erigeron annuus	Erigéron annuel	AC-AR	AC-AR				2022
Eupatorium cannabinum	Eupatoire chanvrine	C-AC	C-AC				2012
Arctium lappa	Grande Bardane	C-AC	C-AC				2008
Leucanthemum vulgare (subsp. vulgare)	Grande Marguerite	-	-				2008
Taxus baccata	If	~P	~P				2019
Inula salicina	Inule à feuilles de saules	AR-R	AR-R		Article 1er		2020
Inula conyzae	Inule conyze	C	AR				2022
Sonchus arvensis	Laiteron des champs	C-AC	C-AC				2008
Sonchus asper	Laiteron épineux	C	C				2012
Sonchus oleraceus	Laiteron maraîcher	C	C				2012
Lactuca muralis	Laitue des murailles	R-RR	AR				2008
Lactuca serriola	Laitue scariole	C-AC	C-AC				2019
Lapsana communis (subsp. communis)	Lampsane commune	C-AC	C-AC				2012
Leontodon hispidus (subsp. hispidus var. hispidus)	Léontodon hispide	AC	AC				2022
Matricaria chamomilla	Matricaire camomille	C-AR	C-AR				2012
Matricaria discoidea	Matricaire discoïde	C-AC	C-AC				2008
Tripleurospermum inodorum	Matricaire inodore	C-AC	C-AC				2019
Onopordum acanthium	Onoporde acanthe	AR	AR				2020
Bellis perennis	Pâquerette	C-AC	C-AC				2020
Picris hieracioides	Picris fausse-épervière	C-AC	C-AC				2022
Taraxacum (section Ruderalia	Pissenlit (section)	CC-C	CC-C				**2008**
Tragopogon pratensis (subsp. pratensis)	Salsifis des prés	C-AC	C-AC				2020

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Tragopogon pratensis (subsp. minor)	Salsifis des prés	R-RR	AC-AR				2022
Senecio inaequidens	Séneçon du Cap	C-R	C-R				2019
Jacobaea vulgaris	Séneçon jacobée	C-AC	C-AC				2020
Senecio viscosus	Séneçon visqueux	AC-AR	AC-AR				2019
Senecio vulgaris	Séneçon vulgaire	C	C				2008
Solidago canadensis	Solidage du Canada	AR-R	AR-R				2020
Solidago gigantea	Solidage glabre	AC-AR	AC-AR				2021
Solidago virgaurea	Solidage verge d'or	AC-AR	AC-AR				2020
Tanacetum vulgare	Tanaisie vulgaire	C-AC	C-AC				2022
Erigeron canadensis	Vergerette du Canada	C-AC	C-AC				2019
Betula pendula	Bouleau verruqueux	CC-C	CC-C				2019
Carpinus betulus	Charme	C	CC				2020
Castanea sativa	Châtaignier	R	AC-AR				2017
Corylus avellana	Noisetier	C-AC	C-AC				2020
Lycopsis arvensis	Buglosse officinale	R-RR	R-RR				2012
Symphytum officinale	Consoude officinale	AR	C				2008
Lithospermum officinale	Grémil officinal	R	R				2008
Myosotis arvensis	Myosotis des champs	C-AC	C-AC				2008
Echium vulgare	Vipérine	C-AC	C-AC				2019
Alliaria petiolata	Alliaire officinale	C	C				2010
Arabidopsis thaliana	Arabette de Thalius	R	AC				2012
Arabis hirsuta (subsp. hirsuta)	Arabette hérissée	AC	AC				2020
Capsella bursa-pastoris	Bourse-à-pasteur	CC-C	CC-C				2012
Cardamine hirsuta	Cardamine hérissée	R-RR	R-RR				2012
Hesperis matronalis	Julienne des dames	R-RR	R-RR				2020
Sinapis arvensis	Moutarde des champs	C	C				2008
Lepidium campestre	Passerage champêtre	AR	R				2019
Erucastrum supinum	Sisymbre rampant	R-RR	-	Article 1er	Article 1er	NT	2012
Microthlaspi perfoliatum	Tabouret perfolié	AC	AC				2019
Buxus sempervirens	Buis	RR	R				2019
Campanula trachelium	Campanule gantelée	RR	AC-AR				2021
Campanula rapunculus	Campanule raiponce	AC	AC				2022
Lonicera xylosteum	Camérisier	AC	AC				2023
Lonicera periclymenum	Chèvrefeuille des bois	C-AC	C-AC				2017
Sambucus nigra	Sureau noir	C	C				2014
Viburnum lantana	Viorne mancienne	C	C				2022

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Minuartia hybrida	Alsine à feuilles ténues	AR	AR				2020
Cerastium fontanum (subsp. vulgare var. vulgare)	Céraiste commun	C-AC	C-AC				2020
Silene latifolia (subsp. alba)	Compagnon blanc	AC-AR	AC-AR				2012
Dianthus carthusianorum	Oeillet des chartreux	R	R			VU	2022
Petrorhagia prolifera	Oeillet prolifère	AC-AR	AC-AR				2011
Rabelera holostea	Rabelera holostée	C-AC	C-AC				2020
Arenaria serpyllifolia (subsp. serpyllifolia)	Sabline à feuille de serpolet	C-AC	C-AC				2020
Sagina procumbens	Sagine couchée	CC	CC				2008
Saponaria officinalis	Saponaire officinale	C-AC	C-AC				2020
Silene vulgaris (subsp. vulgaris)	Silène enflé	C-AC	C-AC				2019
Silene nutans	Silène penché	RR	R				2010
Myosoton aquaticum	Stellaire aquatique	RR	C-AC				2008
Stellaria aquatica	Stellaire aquatique	RR	C-AC				2008
Stellaria holostea	Stellaire holostée	C-AC	C-AC				2008
Stellaria media (subsp. media)	Stellaire intermédiaire	CC	CC				2011
Euonymus europaeus	Fusain d'Europe	AC	AC				2020
Atriplex patula	Arroche étalée	AC	AC				2012
Chenopodium album	Chénopode blanc	C	C				2019
Helianthemum nummularium (subsp. nummularium)	Hélianthème jaune	AC	AC				2020
Convolvulus arvensis	Liseron des champs	C	C				2022
Convolvulus sepium	Liseron des haies	C-AC	C-AC				2008
Cornus sanguinea	Cornouiller sanguin	C-AC	C-AC				2022
Sedum acre	Orpin âcre	C-AR	C-AR				2020
Bryonia dioica	Bryone dioïque	AC	AC				2008
Carex leersii	Laîche blanchâtre	-	RR		Article 1er	NT	2023
Carex sylvatica	Laîche des bois	RR	C-AC				2020
Carex acutiformis	Laîche des marais	AC	AC				2008
Carex riparia	Laîche des rives	R-RR	AC-AR				2008
Carex digitata	Laîche digitée	RR	AC-AR				2008
Carex remota	Laîche espacée	AC	AC				2017
Carex flacca	Laîche glauque	C-AC	C-AC				2022
Carex hirta	Laîche hérissée	AC	AC				2008
Carex pendula	Laîche pendante	-	AC-AR				2017
Carex caryophyllea	Laîche printanière	AC	AC				2020
Pteridium aquilinum	Fougère-aigle	RR	C-AC				2008
Dioscorea communis	Tamier	AR	AC				2008

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Knautia arvensis	Knautie des champs	C	C				2022
Scabiosa columbaria (subsp. columbaria)	Scabieuse colombaire	AC	AC				2022
Dryopteris carthusiana	Dryoptéris des chartreux	RR	C-AC				2017
Dryopteris dilatata	Dryoptéris dilaté	RR	AR-R				2008
Dryopteris affinis (subsp. affinis)	Dryoptéris écailleux	-	-				2008
Dryopteris filix-mas	Fougère mâle	AR-RR	CC-AC				2020
Equisetum arvense	Prêle des champs	C-AC	C-AC				2008
Equisetum palustre	Prêle des marais	AC-AR	AC-AR				2008
Euphorbia seguieriana	Euphorbe de Séguier	R	AC				2022
Euphorbia amygdaloides	Euphorbe des bois	RR	AC				2008
Euphorbia peplus	Euphorbe des jardins	C	C				2012
Euphorbia exigua	Euphorbe exiguë	C	C				2019
Euphorbia maculata	Euphorbe maculée	R	R				2019
Euphorbia cyparissias	Euphorbe petit-cyprès	C	C				2022
Euphorbia helioscopia	Euphorbe réveille-matin	C	C				2012
Mercurialis annua	Mercuriale annuelle	CC	CC				2008
Ononis spinosa	Bugrane épineuse	AR	R				2022
Ononis natrix	Bugrane gluante	AC	RR				2022
Laburnum anagyroides	Cytise faux-ébénier	AC	AR				2008
Hippocrepis comosa	Fer-à-cheval	AC	AC				2022
Cytisus scoparius	Genêt à balais commun	RR	C-AC				2008
Lathyrus pratensis	Gesse des prés	C-AC	C-AC				2020
Lotus corniculatus (subsp. corniculatus)	Lotier corniculé	C	C				2023
Medicago sativa	Luzerne commune	AC-AR	AC-AR				2019
Medicago lupulina	Luzerne lupuline	C	C				2020
Medicago minima	Luzerne naine	R-RR	R-RR				2020
Melilotus albus	Mélilot blanc	AC	AC				2019
Trifolium dubium	Petit Trèfle jaune	R	C-AC				2008
Astragalus glycyphyllos	Réglisse sauvage	AC	AC				2019
Robinia pseudoacacia	Robinier faux-acacia	~P	~P				2023
Trifolium campestre	Trèfle des champs	C-AC	C-AC				2020
Trifolium pratense	Trèfle des prés	C	C				2019
Trifolium repens	Trèfle rampant	CC	CC				2018
Trifolium scabrum	Trèfle scabre	-	RR				2020
Vicia cracca	Vesce à épis	C	C				2022
Ervum tetraspermum	Vesce à quatre graines	AR	AR				2008

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Vicia sativa (subsp. sativa)	Vesce cultivée	C-AC	C-AC				2018
Vicia sepium	Vesce des haies	R	C				2008
Vicia sativa segetalis	Vesce des moissons	C-AC	C-AC				2020
Vicia hirsuta	Vesce hérissée	R	C-AC				2022
Vicia lutea	Vesce jaune	RR	RR			NT	2010
Anthyllis vulneraria	Vulnéraire	AC	AR				2020
Anthyllis vulneraria (subsp. vulneraria var. vulneraria)	Vulnéraire	AC	AR				2022
Quercus robur	Chêne pédonculé	CC-C	CC-C				2020
Fagus sylvatica	Hêtre	RR	CC				2020
Fumaria officinalis	Fumeterre officinale	C-AC	C-AC				2012
Blackstonia perfoliata	Chlore perfoliée	AR	AR				2022
Centaurium erythraea (var. erythraea)	Erythrée petite-centaurée	AR-RR	AC				2022
Gentiana cruciata	Gentiane croisette	AR	R-RR		Article 1er	NT	2020
Erodium cicutarium (subsp. cicutarium)	Bec-de-cigogne commun	AC-AR	AC-AR				2019
Geranium columbinum	Géranium colombin	RR	C				2008
Geranium dissectum	Géranium découpé	AC-AR	AC-AR				2018
Geranium pratense	Géranium des prés	AR	R				2019
Geranium pusillum	Géranium fluet	AC	AC				2012
Geranium robertianum	Géranium herbe-à-Robert	C-AC	C-AC				2011
Geranium molle	Géranium mollet	C	C				2008
Geranium purpureum	Géranium pourpre	AC-R	AC-R				2011
Ribes rubrum	Groseillier rouge	AC-AR	AC-AR				2008
Hypericum hirsutum	Millepertuis hérissé	R	AC				2008
Hypericum perforatum	Millepertuis perforé	C	C				2022
Iris pseudacorus	Iris jaune	AC-AR	AC-AR				2018
Juglans regia	Noyer royal	P	P				2020
Juncus effusus	Jonc épars	R	C-AC				2008
Luzula campestris	Luzule champêtre	C-AR	C-AR				2022
Luzula multiflora (subsp. multiflora)	Luzule multiflore	RR	AR				2008
Luzula pilosa	Luzule printanière	-	AC				2008
Prunella grandiflora	Brunelle à grandes fleurs	AC	AR			NT	2008
Prunella vulgaris	Brunelle commune	C-AC	C-AC				2008
Ajuga reptans	Bugle rampante	C	C				2020
Stachys sylvatica	Epiaire des bois	C	C				2008
Stachys palustris	Epiaire des marais	C-AR	C-AR				2008
Teucrium botrys	Germandrée en grappe	AC	R			NT	2020

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Teucrium chamaedrys (subsp. germanicum)	Germandrée petit chêne	AC	AR				2020
Teucrium scorodonia	Germandrée scorodoine	R	AR				2017
Lamium amplexicaule	Lamier amplexicaule	AC-AR	AC-AR				2023
Lamium galeobdolon (subsp. montanum)	Lamier jaune	RR	AC				2008
Lamium purpureum	Lamier pourpre	CC-C	CC-C				2011
Glechoma hederacea	Lierre terrestre	C	C				2020
Mentha suaveolens	Menthe à feuilles rondes	AR-RR	AR-RR				2008
Mentha arvensis (subsp. arvensis)	Menthe des champs	RR	RR				2012
Origanum vulgare	Origan commun	AC	AC				2022
Linum catharticum	Lin purgatif	C	AC-AR				2020
Viscum album	Gui	C-AC	C-AC				2008
Lythrum salicaria	Salicaire commune	C-AC	C-AC				2020
Sorbus aria	Alouchier	AR	AR				2020
Crataegus laevigata (subsp. laevigata)	Aubépine à deux styles	AC-AR	AC				2020
Crataegus monogyna	Aubépine à un style	C-AC	C-AC				2022
Pyrus communis (subsp. communis)	Poirier cultivé	P	P				2019
Sorbus aucuparia	Sorbier des oiseleurs	R-RR	AC-AR				2019
Malva moschata	Mauve musquée	AR	AR				2008
Fraxinus excelsior	Frêne commun	C-AC	C-AC				2020
Ligustrum vulgare	Troène commun	AC	AC				2020
Circaea lutetiana	Circée de Paris	R-RR	AR				2021
Epilobium parviflorum	Epilobe à petites fleurs	C-AC	C-AC				2008
Epilobium tetragonum (subsp. tetragonum)	Epilobe à quatre angles	-	AC-R				2012
Epilobium tetragonum (subsp. lamyi)	Epilobe à quatre angles	AR	R				2019
Epilobium montanum	Epilobe des montagnes	RR	C-AC				2008
Epilobium angustifolium	Epilobe en épi	AC	AC				2008
Epilobium hirsutum	Epilobe hérissé	C-AC	C-AC				2008
Neottia ovata	Listère ovale	AC-AR	AC-AR				2014
Neottia nidus-avis	Néottie nid d'oiseau	R-RR	AR				2020
Ophrys apifera	Ophrys abeille	AR-R	R-RR				2022
Ophrys aranifera subsp. Aranifera	Ophrys araignée	-	RR		Article 1er	VU	2010
Ophrys insectifera	Ophrys mouche	AR-R	R				2012
Orchis ustulata	Orchis brûlé	-	RR		Article 1er	EN	2005
Dactylorhiza fuchsii	Orchis de Fuchs	RR	AC				2008
Orchis militaris	Orchis militaire	R	R				2012
Orchis purpurea	Orchis pourpré	AR	AR				2018

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Anacamptis pyramidalis	Orchis pyramidal	R	AR-R				2020
Orchis simia	Orchis singe	RR	RR			VU	2010
Platanthera chlorantha	Platanthère des montagnes	AR	AR				2010
Orobanche picridis	Orobanche du picris	RR	RR				2014
Oxalis corniculata	Oxalis cornue	AC-R	AC-R				2012
Chelidonium majus	Chélidoine	C-AC	C-AC				2012
Papaver rhoeas	Grand Coquelicot	C-AC	C-AC				2012
Papaver somniferum	Pavot somnifère	AR-R	AR-R				2019
Picea abies	Epicea commun	P	P				2017
Verbascum thapsus	Bouillon blanc à petites fleurs	AC	AC				2012
Cymbalaria muralis	Cymbalaire	AC	AC				2012
Euphrasia nemorosa	Euphraise des bois	R-RR	R-RR				2022
Euphrasia stricta	Euphraise raide	AC-R	AC-R				2020
Linaria vulgaris	Linaire commune	C-AC	C-AC				2022
Linaria supina	Linaire couchée	R	R				2019
Linaria repens	Linaire striée	C	AC				2021
Verbascum lychnitis	Molène lychnite	AC	AC				2008
Odontites vernus	Odontite rouge	R	R				2008
Chaenorrhinum minus	Petite Linaire	AC-AR	AC-AR				2008
Plantago major (subsp. major)	Plantain à larges feuilles	CC	CC				2008
Plantago major (subsp. intermedia)	Plantain à larges feuilles	R-RR	R-RR				2022
Plantago lanceolata	Plantain lancéolé	CC	CC				2022
Plantago media	Plantain moyen	C-AC	RR				2008
Rhinanthus minor	Rhinanthe à petites fleurs						2020
Rhinanthus alectorolophus (subsp. patulus)	Rhinanthe velu	-	-				2018
Scrophularia nodosa	Scrofulaire noueuse	C-AC	C-AC				2012
Veronica hederifolia (subsp. hederifolia)	Véronique à feuilles de lierre	C-AC	C-AC				2010
Veronica persica	Véronique de Perse	C-AC	C-AC				2012
Veronica arvensis	Véronique des champs	C-AC	C-AC				2018
Veronica montana	Véronique des montagnes	R	AC-AR				2008
Veronica chamaedrys	Véronique petit chêne	C-AC	C-AC				2010
Armeria arenaria	Gazon d'Olympe des sables	RR	AR				2020
Agrostis capillaris	Agrostis capillaire	AR	CC-C				2022
Agrostis stolonifera	Agrostis stolonifère	CC-C	CC-C				2008
Briza media	Amourette commune	AC	AC				2022
Avena sativa	Avoine cultivée	~P	~P				2008

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Trisetum flavescens	Avoine doré	AC	C				2022
Avenula pubescens	Avoine pubescente	AC	AC				2022
Phalaris arundinacea	Baldingère	C-AR	C-AR				2008
Brachypodium sylvaticum	Brachypode des bois	AC	AC				2022
Brachypodium pinnatum (subsp. rupestre)	Brachypode rupestre						2022
Anisantha tectorum	Brome des toits	AC-AR	AC-AR				2012
Bromopsis erecta subsp. Erecta	Brome dressé	AC	AC				2022
Bromopsis inermis	Brome inerme	RR	R				2020
Bromus hordeaceus (subsp. hordeaceus)	Brome mou	C-AC	C-AC				2018
Ceratochloa cathartica	Brome purgatif	R-RR	R-RR				2008
Anisantha sterilis	Brome stérile	C-AC	C-AC				2023
Calamagrostis epigejos	Calamagrostis commune	R	AC-AR				2022
Catapodium rigidum	Catapode rigide	R	R				2022
Elytrigia repens	Chiendent commun	C	C				2008
Dactylis glomerata	Dactyle commun	CC-C	CC-C				2020
Digitaria ischaemum	Digitaire glabre	RR	AC-AR				2019
Digitaria sanguinalis	Digitaire sanguine	AR-R	AR-R				2019
Schedonorus arundinaceus	Fétuque géante	AR	AC				2012
Schedonorus giganteus	Fétuque roseau	C-AC	C-AC				2008
Phleum phleoides	Fléole de Boehmer	AR	R-RR				2020
Phleum pratense	Fléole des prés	CC-C	CC-C				2008
Phleum nodosum	Fléole noueuse	AC-AR	AC-AR				2022
Anthoxanthum odoratum	Flouve odorante	AR	C-AC				2018
Avena fatua	Folle avoine	AC-R	AC-R				2008
Arrhenatherum elatius (subsp. elatius)	Fromental	CC	CC				2022
Holcus lanatus	Houlque velue	CC-C	CC-C				2022
Lolium perenne	Ivraie vivace	CC	CC				2018
Apera spica-venti	Jouet du vent	R-RR	AR-R				2008
Koeleria macrantha	Koelérie grêle	AR	R				2020
Melica uniflora	Mélique uniflore	RR	AC				2020
Milium effusum	Millet des bois	RR	C-AC				2017
Setaria italica	Millet des oiseaux	AR-R	AR-R				2011
Vulpia unilateralis	Nardure unilatéral	R-RR	R				2020
Hordeum murinum	Orge queue-de-rat	AR	C				2023
Poa annua	Pâturin annuel	CC	CC				2012
Poa trivialis	Pâturin commun	C	C				2018
Poa compressa	Pâturin comprimé	C-AC	C-AC				2012

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Poa nemoralis	Pâturin des bois	R	C-AC				2023
Poa pratensis (subsp. pratensis)	Pâturin des prés	CC-C	CC-C				2012
Poa pratensis (subsp. angustifolia)	Pâturin des prés	AC	AC				2022
Echinochloa crus-galli	Pied-de-coq commun	AR-R	C-AC				2021
Phragmites australis	Roseau	AC	AC				2008
Setaria verticillata (var. verticillata)	Sétaire verticillée	AC-AR	AC-AR				2012
Setaria verticillata (var. ambigua)	Sétaire verticillée	R-RR	-				2019
Alopecurus myosuroides	Vulpin des champs	C	AC				2008
Rumex acetosa	Oseille sauvage	C-AC	C-AC				2008
Rumex obtusifolius (subsp. obtusifolius)	Patience à feuilles obtuses	C-AC	C-AC				2008
Rumex crispus	Patience crépue	C	C				2008
Rumex sanguineus	Patience sang-de-dragon	AR-R	AC-AR				2010
Persicaria amphibia	Renouée amphibie	R	AC				2008
Polygonum aviculare (subsp. aviculare)	Renouée des oiseaux	C	C				2008
Persicaria maculosa	Renouée persicaire	AR	C				2008
Persicaria hydropiper	Renouée poivre d'eau	R	AC				2008
Fallopia dumetorum	Vrillée des buisson	RR	AC				2019
Fallopia convolvulus	Vrillée liseron	C	C				2008
Portulaca oleracea	Pourpier	R-RR	R-RR				2020
Lysimachia nummularia	Lysimaque nummulaire	C-AR	C-AR				2008
Lysimachia punctata	Lysimaque ponctuée	R-RR	R-RR				2019
Lysimachia arvensis (subsp. arvensis)	Mouron rouge	C-AC	C-AC				2019
Primula vulgaris	Primevère acaule	-	RR				2008
Primula elatior	Primevère élevée	R	AC				2010
Primula veris	Primevère officinale	C-AC	C-AC				2022
Aquilegia vulgaris	Ancolie vulgaire	AC-AR	AC-AR				2018
Anemone pulsatilla	Anémone pulsatille	AC-R	AC-R			NT	2020
Anemone nemorosa	Anémone sylvie	AR-R	C-AR				2010
Clematis vitalba	Clématite des haies	C-AC	C-AC				2014
Ficaria verna (subsp. verna)	Ficaire fausse-renoncule	C-AC	C-AC				2010
Ranunculus acris	Renoncule âcre	C	C				2008
Ranunculus bulbosus	Renoncule bulbeuse	C	C				2018
Ranunculus repens	Renoncule rampante	C	C				2008
Ranunculus auricomus	Renoncule tête d'or	AR-R	AC				2010
Reseda luteola	Gaude	C-AC	C-AC				2012
Reseda lutea	Réséda jaune	AC	AC				2022

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Reseda phyteuma	Réséda raiponce	AC	R-RR			NT	2010
Rhamnus cathartica	Nerprun purgatif	AC	AR				2023
Agrimonia eupatoria	Aigremoine eupatoire	C-AC	C-AC				2023
Aphanes arvensis	Aphane des champs	AC	AC				2008
Geum urbanum	Benoîte commune	C	C				2020
Prunus padus	Cerisier à grappes	RR	AC-AR				2019
Fragaria vesca	Fraisier sauvage	C-AC	C-AC				2008
Prunus laurocerasus	Laurier-cerise	P	P				2020
Prunus avium	Merisier	AC-AR	AC-AR				2019
Poterium sanguisorba (subsp. sanguisorba)	Petite Pimprenelle	C-AC	C-AC				2022
Argentina anserina	Potentille des oies	C-AC	C-AC				2008
Potentilla sterilis	Potentille faux-fraisier	RR	AC-AR				2010
Potentilla verna	Potentille printanière	AC	AR				2020
Potentilla reptans	Potentille rampante	C-AC	C-AC				2008
Prunus spinosa	Prunellier	C-AC	C-AC				2020
Prunus cerasifera	Prunier-cerise	P	P				2019
Filipendula ulmaria	Reine-des-prés	C	C				2008
Rubus ulmifolius	Ronce à feuilles d'orme	RR	-				2012
Rubus caesius	Ronce bleue	C-AC	C-AC				2023
Rubus fruticosus	Ronce commune	-	AR-RR				2020
Rosa arvensis	Rosier des champs	RR	AC				2008
Rosa canina (groupe)	Rosier des chiens	C-AC	C-AC				2012
Potentilla erecta	Tormentille	R	AC-AR				2017
Galium odoratum	Aspérule odorante	RR	AC-AR				2023
Galium mollugo (subsp. mollugo)	Gaillet blanc	-	-				2012
Cruciata laevipes	Gaillet croisette	C-AC	C-AC				2020
Galium aparine	Gaillet gratteron	CC-C	CC-C				2020
Galium verum	Gaillet jaune	C-AR	C-AR				2020
Asperula cynanchica	Herbe à l'esquinancie	C-AC	AC-AR				2022
Populus x.canescens	= P. alba x P. tremula	P	P				2008
Populus tremula	Peuplier tremble	C-AC	C-AC				2020
Salix alba	Saule blanc	AC-AR	AC-AR				2020
Salix caprea	Saule marsault	C-AC	C-AC				2019
Thesium humifusum	Thésion couché	AR	AR-R				2020
Saxifraga granulata	Saxifrage granulée	R-RR	AR			NT	2016
Solanum nigrum	Morelle noire	AR	C-AC				2019

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Indice de rareté Champenois	Indice de rareté Tertiaire Parisien	Arrêté de protection nationale	Arrêté de protection Picardie	Liste Rouge Hauts-de-France (cotation UICN) 2019	Année de l'observation la plus récente
Datura stramonium	Stramoine	AR-R	AR-R				2018
Typha latifolia	Massette à larges feuilles	AC-AR	AC-AR				2008
Tilia platyphyllos	Tilleul à larges feuilles	R	AR				2008
Tilia cordata	Tilleul à petites feuilles	AC-AR	AC				2023
Ulmus minor	Orme champêtre	AC-AR	AC-AR				2020
Urtica dioica	Ortie	C	C				2020
Valeriana dioica	Valériane dioïque	R-RR	R-RR				2008
Valerianella dentata	Valérianelle dentée	AR	AR			NT	2019
Verbena officinalis	Verveine sauvage	AC	AC				2019
Viola arvensis	Pensée des champs	C-AC	C-AC				2008
Viola reichenbachiana	Violette de Reichenbach	R	C-AC				2010
Viola hirta	Violette hérissée	AC	AC				2008
Athyrium filix-femina	Fougère femelle	RR	C-AC				2008
Ambrosia artemisiifolia	Ambroisie annuelle	AR-R	AR-R				2011
Buddleja davidii	Arbre aux papillons	AC-R	AC-R				2019
Asparagus officinalis (subsp. officinalis)	Asperge	AR-RR	AR-RR				2022
Dipsacus fullonum	Cardère sauvage	AC-AR	C-AC				2008
Coronilla varia	Coronille bigarrée	AC	AC				2022
Eragrostis minor	Éragrostis faux-pâturin	AR-R	AR-R				2019
Eschscholzia californica	Eschscholzia de Californie	R	R				2020
Ammi majus	Grand Ammi	RR	RR				2023
Syringa vulgaris	Lilas commun	P	P				2020
Hypochaeris radicata	Porcelle enracinée	AR	C-AC				2019
Pseudotsuga menziesii	Sapin de Douglas	P	P				2012

Annexe 2 : Liste des espèces animales référencées à Saint-Erme-Outre-et-Ramecourt (INPN et Clicnat)

Afin de définir le statut de préoccupation de conservation des espèces dans les Listes Rouges, l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) a identifié 9 catégories, auxquelles s'ajoutent 2 autres au niveau régional (RE et NA), allant des espèces non-menacées (LC) aux espèces déjà éteintes au niveau mondial (EX).

Espèces éteintes	***Espèces menacées de disparition***
EX : Éteinte **EW** : Éteinte à l'état sauvage **RE** : Éteinte au niveau régional	**CR** : En danger critique d'extinction **EN** : En danger **VU** : Vulnérable
Autres catégories	
NT : Quasi menacée (espèce proche du seuil des espèces menacées ou qui pourrait être menacée si des mesures de conservation spécifiques n'étaient pas prises) **LC** : Préoccupation mineure (espèce pour laquelle le risque de disparition de France est faible)	**DD** : Données insuffisantes (espèce pour laquelle l'évaluation n'a pu être réalisée faute de données suffisantes) **NA** : Non applicable (espèce non soumise à évaluation car introduite dans la période récente ou présente en métropole de manière occasionnelle ou marginale) **NE** : Non évaluée (espèce non encore confrontée aux critères de la Liste rouge)

Pour les Orthoptères, les statuts utilisés par l'ASCETE[52] au niveau national sont les suivants :

Espèces éteintes ou menacées de disparition
Priorité 1 : proches de l'extinction, ou déjà éteintes **Priorité 2** : fortement menacées d'extinction **Priorité 3** : menacées, à surveiller
Espèces non menacées
Priorité 4 : non menacées en l'état actuel des connaissances

Source : SARDET E. & B. DEFAUT (coordinateurs), 2004. « *Les Orthoptères menacés en France. Liste rouge nationale et listes rouges par domaines biogéographiques - Matériaux Orthoptériques et Entomocénotiques* ».

Insectes :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Acasis viretata (Hübner, 1799)	Lobophore verdâtre		2018
Acrobasis advenella (Zincken, 1818)	Phycide de l'aubepine		2018
Adalia bipunctata (Linnaeus, 1758)	Coccinelle à 2 points	LC	2022
Adscita geryon (Hübner, 1813)	Procris de l'Hélianthème	VU	2015
Aglais io (Linnaeus, 1758)	Paon-du-jour		2021
Aglais urticae (Linnaeus, 1758)	Petite Tortue	LC	2018
Agrotis puta (Hübner, 1803)	Noctuelle Puta, Elagueuse, Noctuelle des renouées		2018
Agrotis segetum (Denis & Schiffermüller, 1775)	Noctuelle des moissons, Moissonneuse		2018
Anarta trifolii (Hufnagel, 1766)	Noctuelle de l'Ansérine (La)		2018

[52] *ASsociation pour la Caractérisation et l'ÉTude des Entomocénoses.*

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Andrena hattorfiana (Fabricius, 1775)	Andrène de la scabieuse		2022
Anthocharis cardamines (Linnaeus, 1758)	Aurore		2022
Aphantopus hyperantus (Linnaeus, 1758)	Tristan	LC	2018
Aphidecta obliterata (Linnaeus, 1758)	Coccinelle de l'épicéa, Coccinelle brune	LC	2022
Apis mellifera Linnaeus, 1758	Abeille à miel		2022
Aplasta ononaria (Fuessly, 1783)	Fidonie de la bugrane		2022
Aporia crataegi (Linnaeus, 1758)	Gazé	CR	2020
Aproaerema captivella (Herrich-Schäffer, 1854)	-		2018
Arctia caja (Linnaeus, 1758)	Ecaille martre		2021
Arethusana arethusa (Denis & Schiffermüller, 1775)	Mercure	EN	2022
Argynnis paphia (Linnaeus, 1758)	Tabac d'Espagne	LC	2022
Aricia agestis (Denis & Schiffermüller, 1775)	Argus brun	LC	2022
Aspitates gilvaria (Denis & Schiffermüller, 1775)	Aspilate jaunâtre, Phalène de la millefeuille		2022
Autographa gamma (Linnaeus, 1758)	Noctuelle gamma, Lambda		2018
Bembecia albanensis (Rebel, 1918)	Sésie de la Bugrane		2021
Bembecia ichneumoniformis (Denis & Schiffermüller, 1775)	Sésie ichneumon		2021
Bicolorana bicolor (Philippi, 1830)	Decticelle bicolore	NT	2011
Boloria dia (Linnaeus, 1767)	Petite Violette	LC	2022
Cabera exanthemata (Scopoli, 1763)	Cabère pustulée		2018
Calliptamus italicus (Linnaeus, 1758)	Caloptène italien	LC	2019
Callophrys rubi (Linnaeus, 1758)	Thécla de la Ronce	LC	2015
Calophasia lunula (Hufnagel, 1766)	Linariette		2021
Campaea margaritaria (Linnaeus, 1761)	Céladon, Perlée		2018
Camptogramma bilineata (Linnaeus, 1758)	Brocatelle d'or		2021
Carcharodus alceae (Esper, 1780)	Hespérie de l'Alcée	LC	2022
Carpocoris purpureipennis (De Geer, 1773)	-		2022
Catarhoe cuculata (Hufnagel, 1767)	Cidarie sinuée		2018
Catoplatus carthusianus (Goeze, 1778)	-		2022
Celastrina argiolus (Linnaeus, 1758)	Azuré des Nerpruns	LC	2021
Charagochilus gyllenhalii (Fallén, 1807)	-		2022
Chiasmia clathrata (Linnaeus, 1758)	Géomètre à barreaux		2021
Chorthippus dorsatus (Zetterstedt, 1821)	Criquet verte-échine		2018
Chrysolina americana (Linnaeus, 1758)	Chrysomèle du romarin, Chrysomèle américaine		2021
Cilix glaucata (Scopoli, 1763)	Petite épine		2018
Clytra laeviuscula Ratzeburg, 1837	Clytre des saules		2021
Coccinella septempunctata Linnaeus, 1758	Coccinelle à 7 points	LC	2022
Coenonympha arcania (Linnaeus, 1761)	Céphale	LC	2021
Coenonympha glycerion (Borkhausen, 1788)	Fadet de la Mélique	EN	2015
Coenonympha pamphilus (Linnaeus, 1758)	Fadet commun	LC	2022
Colias alfacariensis Ribbe, 1905	Fluoré	LC	2022
Colias hyale (Linnaeus, 1758)	Soufré		2022
Coreus marginatus (Linnaeus, 1758)	Syromaste marginé, Corée marginée		2022
Crocallis elinguaria (Linnaeus, 1758)	Phalène de la mancienne		2018

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Cupido minimus (Fuessly, 1775)	Argus frêle	NT	2022
Decticus verrucivorus (Linnaeus, 1758)	Dectique verrucivore		2010
Diacrisia sannio (Linnaeus, 1758)	Bordure ensanglantée		2021
Dicranocephalus agilis (Scopoli, 1763)	-		2022
Ematurga atomaria (Linnaeus, 1758)	Phalène picotée		2022
Epirrhoe galiata (Denis & Schiffermüller, 1775)	Mélanthie du caille-lait		2018
Episyrphus balteatus (De Geer, 1776)	Syrphe ceinturé		2020
Erebia medusa (Denis & Schiffermüller, 1775)	Moiré franconien	CR	2015
Erynnis tages (Linnaeus, 1758)	Point de Hongrie	LC	2022
Euchorthippus declivus (Brisout de Barneville, 1848)	Criquet des mouillères	LC	2022
Euclidia glyphica (Linnaeus, 1758)	Doublure jaune		2022
Euphydryas aurinia (Rottemburg, 1775)	Damier de la Succise		2022
Eupithecia icterata (Villers, 1789)	Epithécie frappée		2018
Euplagia quadripunctaria (Poda, 1761)	Écaille chinée		2021
Exochomus quadripustulatus (Linnaeus, 1758)	Coccinelle à virgule	LC	2022
Formica cunicularia Latreille, 1798	-		2022
Formica pratensis Retzius, 1783	-		2022
Formica rufibarbis Fabricius, 1793			2012
Gomphocerippus biguttulus (Linnaeus, 1758)	Criquet mélodieux	LC	2011
Gonepteryx rhamni (Linnaeus, 1758)	Citron	LC	2022
Gryllus campestris Linnaeus, 1758	Grillon champêtre	LC	2018
Halyzia sedecimguttata (Linnaeus, 1758)	Grande coccinelle orange	LC	2022
Hamearis lucina (Linnaeus, 1758)	Lucine		2022
Harmonia axyridis (Pallas, 1773)	Coccinelle asiatique	NA	2022
Harmonia quadripunctata (Pontoppidan, 1763)	Coccinelle à 4 points	LC	2022
Hesperia comma (Linnaeus, 1758)	Virgule	VU	2018
Himacerus apterus (Fabricius, 1798)	-		2022
Hippodamia variegata (Goeze, 1777)	Coccinelle des friches	LC	2022
Holcogaster fibulata (Germar, 1831)	-		2022
Hyles euphorbiae (Linnaeus, 1758)	Sphinx de l'Euphorbe		2020
Hypochalcia ahenella (Denis & Schiffermüller, 1775)	-		2018
Ischnura elegans (Vander Linden, 1820)	Agrion élégant	LC	2021
Issoria lathonia (Linnaeus, 1758)	Petit Nacré	LC	2022
Jordanita globulariae (Hübner, 1793)	Procris des Centaurées	VU	2015
Lacanobia oleracea (Linnaeus, 1758)	Noctuelle des potagers, Potagère		2018
Laothoe populi (Linnaeus, 1758)	Sphinx du peuplier		2018
Lasiocampa trifolii (Denis & Schiffermüller, 1775)	Bombyx du trèfle		2018
Lasiommata megera (Linnaeus, 1767)	Mégère		2022
Leptidea sinapis (Linnaeus, 1758)	Piéride de la Moutarde	LC	2022
Libellula depressa Linnaeus, 1758	Libellule déprimée	LC	2020
Limenitis camilla (Linnaeus, 1764)	Petit Sylvain	LC	2018
Lomaspilis marginata (Linnaeus, 1758)	Marginée, Bordure entrecoupée		2018
Loxostege sticticalis (Linnaeus, 1761)	-		2018

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Lycaena phlaeas (Linnaeus, 1761)	Cuivré commun		2022
Lycaena tityrus (Poda, 1761)	Cuivré fuligineux	NT	2018
Lygephila craccae (Denis & Schiffermüller, 1775)	Ophiuse des pois à crapauds		2018
Lygephila pastinum (Treitschke, 1826)	Ophiuse de l'astragale		2018
Lysandra bellargus (Rottemburg, 1775)	Azuré bleu-céleste		2022
Lysandra bellargus (Rottemburg, 1775)	Bel-Argus	NT	2018
Lysandra coridon (Poda, 1761)	Argus bleu-nacré	LC	2022
Macaria liturata (Clerck, 1759)	Philobie effacée		2018
Mamestra brassicae (Linnaeus, 1758)	Brassicaire, Noctuelle du chou		2018
Maniola jurtina (Linnaeus, 1758)	Myrtil	LC	2022
Mecyna flavalis (Denis & Schiffermüller, 1775)	-		2018
Melanargia galathea (Linnaeus, 1758)	Demi-Deuil	LC	2022
Melitaea cinxia (Linnaeus, 1758)	Mélitée du Plantain		2022
Melitaea didyma (Esper, 1778)	Mélitée orangée		2018
Melitaea phoebe (Denis & Schiffermüller, 1775)	Mélitée des Centaurées		2010
Mesoligia furuncula (Denis & Schiffermüller, 1775)	Furoncle		2018
Mogulones geographicus (Goeze, 1777)	Charançon géographie		2022
Myrmeleotettix maculatus (Thunberg, 1815)	Gomphocère tacheté	NT	2022
Myrrha octodecimguttata (Linnaeus, 1758)	Coccinelle des cimes, Coccinelle à 18 points	LC	2022
Mythimna albipuncta (Denis & Schiffermüller, 1775)	Point blanc		2018
Mythimna pallens (Linnaeus, 1758)	Noctuelle pâle		2018
Noctua pronuba (Linnaeus, 1758)	Hibou		2018
Ochlodes sylvanus (Esper, 1777)	Sylvaine	LC	2018
Ochropleura plecta (Linnaeus, 1761)	Cordon blanc		2018
Oecanthus pellucens (Scopoli, 1763)	Grillon d'Italie	LC	2022
Oedipoda caerulescens (Linnaeus, 1758)	OEdipode turquoise	LC	2011
Omocestus rufipes (Zetterstedt, 1821)	Criquet noir-ébène	NT	2022
Orthetrum cancellatum (Linnaeus, 1758)	Orthétrum réticulé	LC	2021
Papilio machaon Linnaeus, 1758	Machaon	LC	2018
Pararge aegeria (Linnaeus, 1758)	Tircis	LC	2022
Pentatoma rufipes (Linnaeus, 1758)	Punaise à pattes rousses		2022
Peribatodes rhomboidaria (Denis & Schiffermüller, 1775)	Boarmie rhomboïdale		2018
Phaneroptera falcata (Poda, 1761)	Phanéroptère commun	LC	2003
Phengaris alcon (Denis & Schiffermüller, 1775)	Azuré de la Croisette		2018
Phengaris arion (Linnaeus, 1758)	Azuré du Serpolet		2011
Pheosia tremula (Clerck, 1759)	Porcelaine		2018
Phibalapteryx virgata (Hufnagel, 1767)	Phasiane rayée		2022
Phlogophora meticulosa (Linnaeus, 1758)	Craintive, Méticuleuse		2018
Phragmatobia fuliginosa (Linnaeus, 1758)	Ecaille cramoisie, Ecaille fuligineuse		2018
Pieris brassicae (Linnaeus, 1758)	Piéride du Chou	LC	2022
Pieris napi (Linnaeus, 1758)	Piéride du Navet	LC	2022
Pieris rapae (Linnaeus, 1758)	Piéride de la Rave	LC	2022
Platycleis albopunctata (Goeze, 1778)	Decticelle grisâtre	NT	2022

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Plebejus argus (Linnaeus, 1758)	Azuré de l'Ajonc	NT	2022
Plebejus argyrognomon (Bergsträsser, 1779)	Azuré des Coronilles	NT	2022
Polygonia c-album (Linnaeus, 1758)	Le Robert-le-Diable	LC	2018
Polymerus unifasciatus (Fabricius, 1794)	-		2022
Polyommatus icarus (Rottemburg, 1775)	Azuré de la Bugrane	LC	2022
Psyllobora vigintiduopunctata (Linnaeus, 1758)	Coccinelle à 22 points	LC	2022
Pyrgus malvae (Linnaeus, 1758)	Hespérie de l'Ormière		2022
Pyronia tithonus (Linnaeus, 1771)	Amaryllis	LC	2022
Quercusia quercus (Linnaeus, 1758)	Thécla du Chêne	LC	2018
Rhagades pruni (Denis & Schiffermüller, 1775)	Procris du Prunier	CR	2015
Rhopalus subrufus (Gmelin, 1790)			2021
Rhyzobius chrysomeloides (Herbst, 1792)	Rhizobie des arbres	LC	2022
Ruspolia nitidula (Scopoli, 1786)	Conocéphale gracieux	LC	2022
Scopula imitaria (Hübner, 1799)	Fausse-timandre		2018
Scopula ornata (Scopoli, 1763)	Phalène ornée		2018
Scopula tessellaria (Boisduval, 1840)	Sidonie marquetée		2018
Scopula virgulata (Denis & Schiffermüller, 1775)	Acidalie striée, Acidalie sillonnée		2018
Scotopteryx bipunctaria (Denis & Schiffermüller, 1775)	Ortholite biponctuée		2018
Scotopteryx chenopodiata (Linnaeus, 1758)	Phalène de l'ansérine		2018
Scymnus interruptus (Goeze, 1777)	Coccinelle velue à bandes	LC	2022
Spialia sertorius (Hoffmannsegg, 1804)	Hespérie des Sanguisorbes	NT	2022
Spiris striata (Linnaeus, 1758)	Ecaille striée		2011
Stenobothrus lineatus (Panzer, 1796)	Criquet de la Palène	NT	2022
Tettigonia viridissima (Linnaeus, 1758)	Grande Sauterelle verte	LC	2022
Thaumetopoea pityocampa (Denis & Schiffermüller, 1775)	Processionnaire du Pin (La)		2022
Thetidia smaragdaria (Fabricius, 1787)	Emeraude (L')		2018
Thymelicus sylvestris (Poda, 1761)	Hespérie de la Houque	LC	2022
Timarcha tenebricosa (Fabricius, 1775)	Crache sang, Timarque, Chrysomèle noire		2021
Tyria jacobaeae (Linnaeus, 1758)	Goutte-de-sang, Ecaille du séneçon		2022
Vanessa atalanta (Linnaeus, 1758)	Le Vulcain	LC	2021
Vanessa cardui (Linnaeus, 1758)	Belle-Dame	LC	2021
Xestia c-nigrum (Linnaeus, 1758)	C noir		2018
Zygaena carniolica (Scopoli, 1763)	Zygène du Sainfoin	EN	2015
Zygaena transalpina (Esper, 1780)	Zygène transalpine	DD	2022

Source : http ://inpn.mnhn.fr *et* http ://www.clicnat.fr

Araignées :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Agalenatea redii (Scopoli, 1763)	Epeire de velours	LC	2011
Araneus diadematus Clerck, 1758	Épeire diadème	LC	2021
Araneus quadratus Clerck, 1758	Araignée à quatre points	LC	2011
Argiope bruennichi (Scopoli, 1772)	Épeire fasciée, argiope frelon	LC	2022

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Erigone atra Blackwall, 1833	Érigone noire		2011
Ero aphana (Walckenaer, 1802)	Araignée cannibale		2022
Heliophanus flavipes (Hahn, 1832)	-		2022
Mangora acalypha (Walckenaer, 1802)	Mangore petite-bouteille	LC	2022
Misumena vatia (Clerck, 1758)	Misumène variable		2011
Neoscona adianta (Walckenaer, 1802)	Adiante fougère	NT	2022
Pardosa bifasciata (C.L. Koch, 1834)	-		2011
Pardosa hortensis (Thorell, 1872)	-		2011
Philaeus chrysops (Poda, 1761)	Saltique sanguinolent		2022
Pisaura mirabilis (Clerck, 1758)	pisaure admirable	LC	2011
Xerolycosa nemoralis (Westring, 1861)	-		2011
Xysticus acerbus Thorell, 1872	-		2014
Xysticus cristatus (Clerck, 1758)	Xystique commune		2011

Source : http ://inpn.mnhn.fr *et* http ://www.clicnat.fr

Amphibiens et Reptiles :

Aucune espèce n'est recensée dans la bibliographie sur le territoire depuis 1915.

Oiseaux :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Prunella modularis (Linnaeus, 1758)	Accenteur mouchet	LC	2012 - 2013
Alauda arvensis Linnaeus, 1758	Alouette des champs	LC	2012 - 2022
Lullula arborea (Linnaeus, 1758)	Alouette lulu	VU	2015
Motacilla alba Linnaeus, 1758	Bergeronnette grise		2012
Motacilla flava Linnaeus, 1758	Bergeronnette printanière		2021
Emberiza calandra Linnaeus, 1758	Bruant proyer	LC	2015
Emberiza cirlus Linnaeus, 1766	Bruant zizi	VU	2012 - 2021
Circus cyaneus (Linnaeus, 1766)	Busard Saint-Martin	NT	2017
Buteo buteo (Linnaeus, 1758)	Buse variable	LC	2013 - 2023
Carduelis carduelis (Linnaeus, 1758)	Chardonneret élégant	LC	2012 - 2021
Athene noctua (Scopoli, 1769)	Chevêche d'Athéna	VU	2013
Corvus monedula Linnaeus, 1758	Choucas des tours	LC	2012
Tyto alba (Scopoli, 1769)	Chouette Effraie, Effraie des clochers	DD	2015
Strix aluco Linnaeus, 1758	Chouette hulotte	LC	2013
Corvus frugilegus Linnaeus, 1758	Corbeau freux	LC	2012 - 2018

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Corvus corone Linnaeus, 1758	Corneille noire		2012 - 2023
Cuculus canorus Linnaeus, 1758	Coucou gris	LC	2012
Elanus caeruleus (Desfontaines, 1789)	Elanion blanc	NA	2022
Accipiter nisus (Linnaeus, 1758)	Épervier d'Europe	LC	2013
Sturnus vulgaris Linnaeus, 1758	Étourneau sansonnet	LC	2012 - 2022
Phasianus colchicus Linnaeus, 1758	Faisan de Colchide	LC	2012 - 2022
Falco tinnunculus Linnaeus, 1758	Faucon crécerelle	LC	2012 - 2023
Falco subbuteo Linnaeus, 1758	Faucon hobereau	NT	2015 - 2021
Sylvia atricapilla (Linnaeus, 1758)	Fauvette à tête noire	LC	2012 - 2022
Sylvia curruca (Linnaeus, 1758)	Fauvette babillarde	LC	2015 - 2020
Sylvia borin (Boddaert, 1783)	Fauvette des jardins	LC	2012
Sylvia communis Latham, 1787	Fauvette grisette	LC	2012
Garrulus glandarius (Linnaeus, 1758)	Geai des chênes	LC	2012 - 2021
Ardea alba Linnaeus, 1758	Grande Aigrette	NE	2020 - 2022
Certhia brachydactyla C.L. Brehm, 1820	Grimpereau des jardins	LC	2012
Turdus viscivorus Linnaeus, 1758	Grive draine	LC	2012
Turdus philomelos C. L. Brehm, 1831	Grive musicienne	LC	2012 - 2022
Coccothraustes coccothraustes (Linnaeus, 1758)	Grosbec casse-noyaux	LC	2012 - 2013
Delichon urbicum (Linnaeus, 1758)	Hirondelle de fenêtre	LC	2012
Hirundo rustica Linnaeus, 1758	Hirondelle rustique	LC	2012 - 2022
Hippolais polyglotta (Vieillot, 1817)	Hypolaïs polyglotte	LC	2012 - 2019
Linaria cannabina (Linnaeus, 1758)	Linotte mélodieuse	LC	2012 - 2021
Oriolus oriolus (Linnaeus, 1758)	Loriot d'Europe	LC	2012 - 2015
Apus apus (Linnaeus, 1758)	Martinet noir	LC	2021
Turdus merula Linnaeus, 1758	Merle noir	LC	2012 - 2022
Aegithalos caudatus (Linnaeus, 1758)	Mésange à longue queue	LC	2012 - 2022
Cyanistes caeruleus (Linnaeus, 1758)	Mésange bleue	LC	2012 - 2023
Parus major Linnaeus, 1758	Mésange charbonnière	LC	2012 - 2022
Lophophanes cristatus (Linnaeus, 1758)	Mésange huppée	LC	2022
Milvus migrans (Boddaert, 1783)	Milan noir	CR	2017
Passer domesticus (Linnaeus, 1758)	Moineau domestique	LC	2012 - 2021
Passer montanus (Linnaeus, 1758)	Moineau friquet	VU	2013
Burhinus oedicnemus (Linnaeus, 1758)	Oedicnème criard	VU	2008 - 2019
Perdix perdix (Linnaeus, 1758)	Perdrix grise	LC	2012 - 2015
Dendrocopos major (Linnaeus, 1758)	Pic épeiche	LC	2012 - 2022
Dendrocopos minor (Linnaeus, 1758)	Pic épeichette	LC	2015
Dendrocopos medius (Linnaeus, 1758)	Pic mar	LC	2012 - 2015

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Dryocopus martius (Linnaeus, 1758)	Pic noir	NT	2012 - 2023
Picus viridis Linnaeus, 1758	Pic vert	LC	2013 - 2022
Pica pica (Linnaeus, 1758)	Pie bavarde	LC	2012 - 2023
Lanius collurio Linnaeus, 1758	Pie-grièche écorcheur	LC	2012 - 2021
Columba oenas Linnaeus, 1758	Pigeon colombin	LC	2012 - 2015
Columba palumbus Linnaeus, 1758	Pigeon ramier	LC	2012 - 2022
Fringilla coelebs Linnaeus, 1758	Pinson des arbres	LC	2012 - 2022
Fringilla montifringilla Linnaeus, 1758	Pinson du Nord	NE	2013
Anthus trivialis (Linnaeus, 1758)	Pipit des arbres	LC	2012 - 2018
Anthus pratensis (Linnaeus, 1758)	Pipit farlouse	LC	2021 - 2023
Phylloscopus trochilus (Linnaeus, 1758)	Pouillot fitis	LC	2012
Phylloscopus sibilatrix (Bechstein, 1793)	Pouillot siffleur	VU	2012
Phylloscopus collybita (Vieillot, 1817)	Pouillot véloce	LC	2012 - 2022
Regulus ignicapilla (Temminck, 1820)	Roitelet à triple bandeau	LC	2012 - 2022
Luscinia megarhynchos C. L. Brehm, 1831	Rossignol philomèle	LC	2012
Erithacus rubecula (Linnaeus, 1758)	Rougegorge familier	LC	2012 - 2022
Phoenicurus ochruros (S. G. Gmelin, 1774)	Rougequeue noir	LC	2012 - 2020
Serinus serinus (Linnaeus, 1766)	Serin cini	LC	2012
Sitta europaea Linnaeus, 1758	Sittelle torchepot	LC	2012 - 2022
Saxicola rubetra (Linnaeus, 1758)	Tarier des prés	VU	2009 - 2020
Saxicola rubicola (Linnaeus, 1766)	Tarier pâtre	NT	2012 - 2021
Spinus spinus (Linnaeus, 1758)	Tarin des aulnes	NE	2013
Streptopelia turtur (Linnaeus, 1758)	Tourterelle des bois	LC	2012 - 2022
Streptopelia decaocto (Frivaldszky, 1838)	Tourterelle turque	LC	2012 - 2020
Oenanthe oenanthe (Linnaeus, 1758)	Traquet motteux	CR	2019
Troglodytes troglodytes (Linnaeus, 1758)	Troglodyte mignon	LC	2012 - 2022
Vanellus vanellus (Linnaeus, 1758)	Vanneau huppé	VU	2002 - 2021
Chloris chloris (Linnaeus, 1758)	Verdier d'Europe	LC	2012 - 2020

Source : http ://inpn.mnhn.fr *et* http ://www.clicnat.fr

Mammifères :

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Écureuil roux	*Sciurus vulgaris Linnaeus, 1758*	*LC*	*2018*
Taupe d'Europe	*Talpa europaea Linnaeus, 1758*	*LC*	*2018*
Campagnol des champs	*Microtus arvalis (Pallas, 1778)*	*LC*	*2022*
Renard roux	*Vulpes vulpes (Linnaeus, 1758)*	*LC*	*2011*
Putois	*Mustela putorius Linnaeus, 1758*	*LC*	*2018*
Lapin de garenne	*Oryctolagus cuniculus (Linnaeus, 1758)*	*LC*	*2021*

Nom scientifique	Nom vernaculaire	Menace	Dernière observation
Espèce sensible	*Espèce sensible*	*LC*	*2015*
Hérisson d'Europe	*Erinaceus europaeus Linnaeus, 1758*	*LC*	*2017*
Chevreuil	*Capreolus capreolus (Linnaeus, 1758)*	*LC*	*2020*
Fouine	*Martes foina (Erxleben, 1777)*	*LC*	*2018*
Sanglier	*Sus scrofa Linnaeus, 1758*	*LC*	*2021*
Lièvre d'Europe	*Lepus europaeus Pallas, 1778*	*LC*	*2022*
Cerf élaphe	*Cervus elaphus Linnaeus, 1758*	*LC*	*2023*
Rat surmulot	*Rattus norvegicus (Berkenhout, 1769)*	*NA*	*2015*

Source : http ://inpn.mnhn.fr *et* http ://www.clicnat.fr